LE FESTIN DES AUTRES

DERNIÈRE PARTIE (1)

A *Bernard Palissy* s'ouvrait dans une vieille maison de cent ans dont on avait défoncé tout le rez-de-chaussée pour en faire une boutique spacieuse. Des tentures blanches, un tapis gris perle y allumaient un jour opalin. Et dans cette lumière laiteuse, Thierry déballait et disposait la poterie que les ouvriers apportaient du boulevard de Charonne. Les étagères, toutes de verre épais, donnaient une base irréelle à ces belles formes, qui ne se détachaient qu'avec une extrême douceur sur la tenture lumineuse. La petite Ida raffinée, amoureuse des matières délicates, promenait ses doigts légers sur la rondeur des coupes, le long de l'ove des vases, sur le torse mouvant des statuettes. Un certain lundi, le magasin s'ouvrit et elle commença de vendre. Thierry connut à cette période un certain contentement et comme un goût de victoire qui l'apaisa enfin. Abel ne rentrait pas encore de vacances. Il l'appelait en secret, jouissait d'avance de l'instant où il l'amènerait rue du Cherche-Midi, vivait enfermé dans sa chambre-fumoir, replié sur lui-même, guettant avec ravissement cette source de tendresse qui se rouvrait au fond de son cœur dans l'attente du frère absent.

Enfin l'heure du retour sonna ; ce fut après trois semaines de délai. Thierry fumait à la fenêtre. La rue de Valois s'emplissait de nuit. Le bruit d'une auto mourut devant la porte. Combien de fois Thierry anxieux avait épié cette musique

Copyright by Colette Yver, 1924.

(1) Voyez la *Revue* des 1er et 15 juillet et 1er août.

émouvante d'un ronflement qui décroît dans le silence nocturne en apportant une présence, mais sans qu'Abel parût! Ce soir, il douta que ce fût lui. Cependant au bout d'un instant il y eut des pas dans l'appartement et le rire d'Antoinette éclata. Thierry bondit comme un enfant qu'on appelle. Il ouvrit la porte au moment où la jeune femme était là, le cherchant, disant :

— Thierry, Thierry, où êtes-vous ?

Leurs mains se pressèrent. Ils se regardaient avec joie sans rien se dire. C'étaient deux compagnons qui se retrouvaient. Les mots qu'ils échangèrent ensuite, à propos du voyage, ne furent que banalités auprès du bonheur muet de ce revoir. Les causeries allaient reprendre, le commerce profond et passionnant de leurs idées se renouer. Ils sentaient ce robuste espoir avec délices au plus profond d'eux-mêmes.

Mais c'était Abel maintenant qui se montrait. Son visage rasé d'Attique, éclairé d'intelligence et de joie, s'avançait vers Thierry, tranquillement, reflétant ses deux amours contentés. Et Thierry sentit les bras de son frère l'étreindre fortement, pendant que la voix d'Abel disait :

— Comme tu nous as manqué, mon vieux Thierry!

Il était glacé, ne put répondre, se dégagea, car les bras de son frère l'étouffaient; il les détestait ces bras caressants qui possédaient Antoinette. La pauvre source de tendresse fraternelle qu'il avait cru voir sourdre dans son cœur s'était évanouie, sans laisser de trace.

— Tais-toi donc, ne put-il retenir; tu n'avais pas besoin de moi.

Mais Abel, à cent lieues de soupçonner l'état d'esprit de Thierry, continuait gaîment :

— Et toi, qu'es-tu devenu ici?

— Moi, dit le frère acrimonieux, je vends de la mussite, rue du Cherche-Midi.

Il fut convenu qu'Abel irait le lendemain visiter la boutique.

Thierry l'attendit, ulcéré, lui prêtant d'avance maintes critiques et jusqu'à la méchante humiliation de voir son frère devenu marchand. Mais, dès la porte, l'enthousiasme d'Abel au contraire éclata. L'art de Marcel Mussy, la présentation qu'y ajoutait Thierry, la couleur générale, le goût, la gentillesse d'Ida, vendeuse, tout charmait :

— Je te prédis un grand succès, Thierry, annonça-t-il radieux.

Ce fut un peu de baume sur la plaie vive de Thierry. D'ailleurs, au bout de quelques jours *A Bernard Palissy* se métamorphosa en une sorte de salon. Antoinette commença d'y venir tous les jours et d'y donner des rendez-vous à ses amies. La figure extraordinaire de Thierry, la singularité de ce philosophe qui s'était fait marchand, et le mystère du commerce qu'on avait là l'occasion de toucher du doigt, excitaient la curiosité des gens du monde. Claudia Jeannetty avait dénommé l'endroit « Notre Musée, » et elle y faisait parfois apporter des gâteaux. Perrine, qui allait le mois suivant épouser René de Vrigny, l'y retrouvait le soir après les audiences. Souvent l'ingénieur artiste, lui-même, y apportait de ses mains un fragile bibelot cuit du matin. On le félicitait. Alors, il se récriait :

— Rien de ceci ne compte. Je ferai mieux. Cette mussite est encore opaque et sale. Mais je travaille à un vernis nouveau. Je rêve d'une substance qui ne paraîtrait semblable à rien, qui ne serait ni l'albâtre, ni la neige, ni la nacre; une vision neuve que nos yeux contempleraient pour la première fois...

Souvent, intrigués par cette affluence de personnes animées qu'ils apercevaient à travers la vitrine, des passants hésitants ouvraient la porte. Ida s'avançait vers eux; sa petite bouche peinte et son air renchéri les accueillaient; et ils marchandaient une statuette ou un pot, dont elle vantait la perfection avec des mots qu'emploient les artistes. Antoinette restait alors bouche close, cessant de parler et même d'entendre le babillage des amis, les yeux rivés au client, uniquement prise par le marché engagé, se passionnant au jeu de la vente et de l'achat. Lorsqu'elle voyait Ida vêtir de papiers souples comme une gaze l'objet vendu, elle tirait Thierry à part.

— Voilà le succès qui vient, mon petit Thierry, murmurait-elle radieuse; cette fois c'est la réussite. La chance tourne pour vous.

Thierry sentait un bonheur douloureux troubler sa résignation. Parfois ces paroles de bonté que lui adressait Antoinette ne lui semblaient que des bribes du festin d'Abel et elles attisaient sa haine; parfois c'était un tangible larcin fait à la possession spirituelle du mari, et il ne jouissait pas de cette douceur, ravie à Abel, sans se trouver vil à en mourir.

Au milieu des amis réunis, des coquetteries de Claudia, des propos acérés de Jeannetty, qui prenait l'habitude de venir chercher là sa femme en sortant de la Chambre, des lieux communs lancés par le père Lambesse, familier aussi de la boutique où il était chez lui, Thierry et Antoinette formaient un couple isolé dans une communauté mystique d'idées et de sensibilité. Souvent, quand les autres causaient, ils restaient silencieux. Le jour où pour la seconde fois Ida ayant fêlé une coupe pour l'avoir posée trop brutalement sur l'étagère, la friabilité de la mussite parut s'avérer, et où Thierry voulut d'un coup abaisser de moitié les prix, Antoinette fut avec lui, adoratrice aveugle de son austérité. Le soir, au dîner, Abel avait beau soutenir que la valeur d'une poterie d'art ne réside pas dans la solidité de sa matière et prendre la discussion par le sens du droit, son frère et sa femme s'obstinèrent à un acte exemplaire de probité commerciale. Ils brodaient là-dessus une espèce de poésie de la conscience. Antoinette même s'emporta contre son mari.

— Vous raisonnez comme le père Lambesse.

— Ma chérie, pria maître Audun peiné, ne soutenez donc pas Thierry dans un coup de tête dangereux.

— Je ne soutiens pas Thierry, je l'admire quand il préfère la ruine à une indélicatesse.

— Mes conseils vous semblent donc si suspects?

— Vos conseils sont ceux d'un avocat, chez qui le sens de la justice pure est émoussé par l'art d'argumenter contre la Loi. Thierry, lui, voit la justice d'un regard clair et avec son âme nette.

— C'est si simple, disait Thierry, comme inspiré.

Abel finit par hausser les épaules. Pour Antoinette et Thierry, on ne les vit même pas échanger un coup d'œil. Ils se fortifiaient l'un l'autre dans leur créance. Un demi-sourire de satisfaction absolue fleurissait sur leurs lèvres. Ils sentaient des liens de plus en plus étroits se tresser entre eux, enlacer leurs esprits. Et Thierry se surprit à scruter le visage d'Abel pour y chercher une trace de chagrin; mais l'aîné, seulement soucieux, finit par dire:

— Pour une fois que j'avais la joie de te voir réussir, il faut que tu gâtes tout.

Le lendemain, avec Ida et Marcel Mussy, Thierry entreprit une revision des prix de la mussite; l'inventeur se laissa faire, bien plus préoccupé de son émail nouveau que des questions

d'argent. Mais on convint d'éviter les critiques des Lambesse en leur dissimulant une baisse de prix qui, — Antoinette le déclarait en riant, — ne pourrait que les affoler.

D'ailleurs ils ne fréquentaient plus guère le magasin. On se demandait ce qui se passait. On savait Jules revenu de Deauville, et c'était tout. Personne ne l'avait revu. Jamais il n'avait répondu aux invitations que Thierry lui adressait de visiter *Bernard Palissy*, et René de Vrigny affirmait qu'il n'était pas retourné au Palais depuis la rentrée. Les parents restaient muets à son sujet.

— C'est son mariage qui lui tourne la tête, lança étourdiment Antoinette un soir, dans la boutique pleine de monde.

— Oui, releva le député Jeannetty, installé près du radiateur et croquant des pastilles, cette union bizarre...

René de Vrigny prit la parole d'un ton qui porta sur toute l'assemblée.

— Il n'y aura pas d'union bizarre, Jules Lambesse ne se marie plus.

— Ah! ah! s'écria Jeannetty, c'est donc rompu?

— Exactement.

Il y eut des sourires railleurs et des mots de commisération, ceux-ci effaçant mal ceux-là. L'impression générale était celle d'un redressement de la justice faussée. C'est ce qu'exprima Claudia Jeannetty :

— Les événements n'avaient jamais manqué de leur sourire jusqu'ici. Un jour devait venir où ils passeraient sous la même porte que tout le monde.

On interrogeait René de Vrigny, on lui arrachait indiscrètement ce qu'il savait. Mais il ne savait rien, prétendait-il, sinon ce que lui avait appris une lettre laconique de son ami. Lui non plus ne l'avait pas revu. Mais Jules lui avait envoyé la promesse d'assister à son mariage.

— Pauvre Jules Lambesse! dit la petite Perrine, que va-t-il devenir? Il l'aimait tant, cette jeune fille!

— Oui, reprit le fiancé de Perrine, il l'aimait tant!

Ils frissonnaient de douleur tous deux à imaginer ce déchirement, ils le ressentaient au point d'oublier leur félicité.

— A leur mariage, pensait tout haut Perrine, je devais jouer le nocturne de Franck, parce qu'il exprime l'ascension dans l'apaisement le plus béatifique.

— Vous le jouerez, mademoiselle Perrine, déclara Jeannetty, mais le jour où le petit Lambesse épousera quelqu'un dont le père ne portera point d'hermine à son épitoge.

— Oh! dit Perrine religieusement, il ne se mariera jamais maintenant, Jules Lambesse.

On rit beaucoup de l'assurance de Perrine.

Les habitués de *Bernard Palissy* devaient revoir Jules Lambesse au mariage de René et de Perrine. Sans cloches, sans fleurs et sans faste, au petit autel de la vieille église noire de Charonne où l'encens devenait l'odeur des prières anciennes accumulées sous les voûtes depuis des siècles, les deux amants de légende furent unis. Mais pour fêter ce couple humble et furtif, que la mère altière du stagiaire n'assistait même pas, une brillante assemblée emplissait les trois nefs. Le monde du Palais, le monde des Arts et celui de l'Industrie, accumulaient des fourrures au poil moiré, des bijoux fulgurants, les chapeaux hardis des grandes modistes, des profils impérieux d'hommes arrivés. Il n'y eut pas de musique, mais Perrine en petit tailleur blanc quand elle parut, fut pour tous la substance même des mélodies qu'on l'avait entendue tirer de de sa harpe. On se haussait pour l'apercevoir. C'était une frénésie de curiosité. Derrière les Mussy se tenaient les quatre Lambesse. Même Turenne, qui ne voulait plus rien connaître que l'athlétisme maintenant et ne parlait que de championnats, était venu. On les voyait de dos, immobiles.

— Voilà Jules Lambesse, chuchotait-on autour des Audun.

Les yeux dévorateurs s'attachaient à sa douleur comme des mouches à la plaie d'une bête blessée. On cherchait à son profil perdu les signes d'une grande peine, la maigreur, un rictus, mais rien; il ne semblait pas avoir changé; d'ailleurs, il ne livrait pas son visage fasciné et comme endormi magnétiquement par la jaquette blanche de Perrine et la mince silhouette noire de Vrigny. Mais à la sacristie on se dédommagea. Tout le monde pouvait scruter à plaisir ses traits un peu creusés. On s'étonna parce qu'il souriait. Il souriait à Perrine, à René de Vrigny, les accaparant, les complimentant.

— Comme c'est chic de se marier si simplement! Jamais mariage ne m'avait à ce point chaviré : quel mystère, quelle religion! Vous devez être bien unis.

Et d'une familiarité un peu étrange, il caressait l'épaule

de Perrine, entourait aussi Vrigny de gestes affectueux, les enveloppant tous les deux de son amitié pieuse.

— Cela me fait tant de plaisir que vous soyez heureux pour toute votre vie!

— Ma foi, murmura Jeannetty à l'oreille de quelqu'un, voilà le petit Lambesse parfaitement consolé.

Les moins discrets avaient imaginé de faire parler Turenne qu'on savait sans défense. Lui, peu habitué à compter dans le monde, en était orgueilleux. On l'entendait dire à Claudia, à Jeannetty et à leur groupe :

— Je le lui ai répété maintes fois : « mets-toi donc à la boxe. Tu pourrais faire un poids-plume de beau style, ayant sur un adversaire la supériorité de ton allonge ; et, sans viser à une carrière pugilistique qui ne te convient pas, tu connaîtrais la griserie du *fighting*, sensation supérieure et qui laisse l'amour loin derrière elle. L'athlète se passe de la femme. Une fois qu'on a conçu la puissance de son muscle et de sa détente, un chagrin amoureux est vite oublié. » Mais que voulez-vous qu'entende un être obstiné qui s'enferme dans sa chambre, avec les volets clos, sans lumière, comme au tombeau, et dont le cerveau est touché !

Claudia et son mari s'entreregardèrent. Le voile soulevé par le frère maladroit, le temps d'un éclair, avait permis aux étrangers d'apercevoir le drame silencieux qui se passait chez les Lambesse. Un garçon de vingt-six ans frappé d'un coup trop cruel et se murant vivant dans une chambre obscure pour ne plus voir la vie : tel était le secret qu'on taisait. Mais se pouvait-il que ce fût là, aujourd'hui, le même être empressé auprès des mariés et si rayonnant ?

Cependant la foule se déroulait en un flot tournant dans la sacristie basse à l'atmosphère étouffée. Et, quand on arrivait enfin au couple nouveau près duquel montait la garde la figure hermétique de Jules, on trouvait quelqu'un dont l'exhibition présentait sur celle du malheureux fils Lambesse, un surcroît d'intérêt. C'était Thérèse Mussy, qui se tenait là pour la première fois au pilori. Jamais jusqu'ici elle n'avait osé affronter le public. Elle reparaissait aujourd'hui et des yeux innombrables violaient au passage sa honte inoubliée. Dès le sanctuaire, on s'occupait d'elle. « Vous me montrerez cette personne qui a volé aux *Jardins de la Beauté*. » Plus d'une fois,

son doigt ganté de blanc écrasa sur son visage tragique une larme qu'il fallait cacher. C'était quand certaines femmes, feignant d'être distraites, suivaient le flot tournant sans l'avoir reconnue.

M. et Mme Lambesse vinrent en dernier. Lui était triste. Perrine lui jeta les bras au cou :

— Mon cher monsieur Lambesse, vous ne semblez pas content de notre bonheur.

— Si parbleu, ma petite, je suis content. Mais vous savez bien que j'ai là mon garçon qui me fait de la misère.

Sa large figure se crispa. Il pensait à l'autre mariage qui aurait pu être, dans la splendeur de Saint-Augustin, le chœur devenu corbeille de fleurs, les orgues tonnantes, et son garçon emmenant sur les tapis déroulés cette fleur d'intégrité, cet emblème d'honneur, ce gage de l'amnistie mondaine qu'eût été la fille du Premier Président. Et il imaginait jusqu'au mâle triomphe de son enfant ouvrant les bras à cette idole.

Perrine dit gentiment :

— Il faudra l'envoyer souvent chez nous, monsieur Lambesse.

La mère, qui entendit, serra ses lèvres minces, comme pour protester contre cet appel du paradis des supplices. Certes non, elle n'y enverrait pas son fils désespéré, pour le crucifier encore devant l'extase des autres. Elle voulut même partir au plus vite, entraîner Jules, mais celui-ci s'attardait devant les jeunes époux, tout à fait gai maintenant, leur faisant des souhaits de longévité, rappelant Philémon et Baucis, baisant la petite main de Perrine, étreignant celle de Vrigny avec un regard singulier.

— Viens nous voir bientôt, disait celui-ci.

Il sourit.

Dans la Paget à l'allure silencieuse et ouatée qui emportait les quatre Lambesse, madame sentit de nouveau sur elle le regard angoissé et comme agonisant de son enfant qui ne savait plus vivre. Il dévorait sa mère des yeux, semblant redemander sans cesse ce qu'il avait perdu, cet amour, ce soleil éteint. Elle supportait stoïque et muette cette atroce prière. Ses prunelles acérées devenaient plus luisantes. Ses lèvres fermées semblaient ravaler un baiser. Et il y avait entre les ais capitonnés de la limousine une cinquième personne

invisible, blonde, mièvre, aux yeux vacillants de myope, que la toute puissante passion de Jules recréait toujours.

Ce jour-là, le jeune homme consentit à déjeuner et même à dîner avec tout le monde. Il parla, questionna Turenne, affectueusement, sur la marche d'un club d'athlètes que créait le sportsman. On aurait dit un animal terré qui commence à ressentir les marques annonciatrices du printemps, et donne les premiers signes de l'éveil. Lambesse épiait de toute sa passion paternelle ce ressaut de la vie chez son triste enfant.

Ce fut le soir vers neuf heures que la déflagration sinistre et redoutée retentit. Le père et la mère, qui écoutaient le phonographe dans la chambre marquetée, se mirent debout. Voilà deux mois qu'ils attendaient ce bruit-là ; ils coururent en se bousculant l'un l'autre. Ils virent en ouvrant la porte le sang rouge sur le drap du lit. Tout était fini.

De petites cartes bordées de noir envoyées par centaines répandirent dans Paris, dès le second matin, la nouvelle du décès « arrivé subitement en son domicile » de Jules Lambesse. Il était, disaient-elles, dans sa vingt-septième année. Elles éparpillaient ainsi le drame, chacune en apportant un fragment dans son aspect à la fois banal et tragique. Le bord noir, la croix funéraire et l'âge même du jeune mort, faisaient tout d'abord frémir. Puis on se reprenait. On pensait aux Lambesse, frappés de cet horrible coup. Mais comme des gens de robuste santé et de constitution invulnérable dont la vigueur peut supporter l'assaut de la maladie et qui se rient d'une fluxion de poitrine ou d'une fièvre typhoïde, on les plaignait d'abord moins que d'autres. Est-ce que ce bonheur insolent dont ils jouissaient depuis tant d'années ne les avait pas nantis de forces suffisantes pour subir cette épreuve soudaine ? Leurs richesses compensatrices aux yeux du public formaient une cuirasse contre le malheur. Et par cette impression, aussitôt, s'en infiltrait une autre qui était qu'après tout, à la suite d'une aussi longue chance, il était inévitable et même juste qu'ils connussent à leur tour une grande douleur. Ils avaient révolté par l'excès de leur réussite. Ils ne savaient pas ce que c'est que souffrir. Et une satisfaction mauvaise, insidieusement, se répandait dans l'âme de leurs amis à la pensée que leur heure était venue. On les revoyait vautrés dans leur opulence. On

se rappelait le fumoir tendu de soies de Chine comme une pagode, les tapisseries princières du salon Louis XIII, et, derrière les deux colonnes, le salon moderne qui ressemblait à un jardin. Tous ceux que torturaient de secrets besoins d'argent et qui ne pouvaient imaginer cette fortune fabuleuse sans se crisper d'indignation, se sentaient vengés et murmuraient au fond d'eux-mêmes: « enfin ! enfin ! » Certes les bouches n'articulaient rien, mais les soubresauts du cœur le disaient. Peu à peu, ce sentiment devenait moins inavouable. On y trouvait, en s'y appliquant, la loi de la justice immanente. On allait jusqu'à se représenter les larmes des nouveaux riches d'un air fataliste qui trompait.

C'était un matin givré de décembre. Le rideau soulevé, Antoinette Audun contemplait dans la grisaille vaporeuse le jardin du Palais Royal et la galerie opposée, un peu agrandie par la brume, qui rappelait par son style les estampes du Directoire illustrant les livres du temps. Antoinette, pour en avoir feuilleté dans la bibliothèque de ses grands parents, avait gardé en elle l'image d'un Paris solennel et d'une architecture grandiose encadrant tous les gestes de la vie en cette époque : vestibules à piliers, escaliers gigantesques, fenêtres monumentales, froideur grecque, théâtre gourmé de la comédie humaine succédant à la Révolution. Elle en rêvait là, devant la réalité des pierres grises, au moment où on lui remit le faire part; l'ayant ouvert, elle poussa ce cri :

— Thierry!

Ce fut Abel qui ouvrit la porte.

— Vous appelez Thierry? demanda-t-il.

— Ah! voyez donc cela, dit-elle, en tendant le carton funèbre.

L'émotion de maître Audun l'empêcha d'approfondir la raison qui avait arraché à sa femme le nom de Thierry dans le désarroi causé par cette nouvelle. Jules Lambesse n'était plus. Rien d'autre ne comptait pour l'heure. Dans la confiance de certains maris on ne saurait trouver que de l'honneur et de la délicatesse. Celui-ci n'aurait pas été lui-même s'il n'était allé jusqu'à aimer, dans ce frère et dans cette épouse qu'il chérissait religieusement, ce goût qu'ils montraient l'un pour l'autre. Dans le même temps, il ne semblait pas à Antoinette qu'elle eût à en rougir. Jamais, il faut le dire, la parenté d'âme qui la rat-

tachait à Thierry mille fois plus qu'à Abel ne s'était manifestée si impérieuse que dans ce dernier trait : ce nom jeté instinctivement de celui qui devait le mieux épouser son angoisse. A ce moment, ayant entendu l'appel, Thierry arrivait pâle et frissonnant encore de la douche, sa toilette inachevée et les cheveux en broussaille qui découvraient son front romantique.

Les deux frères dirent ensemble devant le faire part :

— Il s'est tué.....

Les suicides dont l'amour fut la cause touchent plus que les autres. Il en est de plus noirs, tous les dépassent en désespoir, en sombre révolte humaine, en horreur. Mais aucun n'inspire cette pitié ordonnée et bien concordante que l'on a devant le sacrifice suprême d'une inguérissable passion. Antoinette parlait fiévreusement de cette douleur qui n'avait pu être supportée. Elle s'en doutait : cela devait finir par une tragédie ; il aimait trop cette fade blonde. Pourquoi l'aimait-il ? personne certes n'aurait pu le dire, mais il s'était tué parce que la mort seule lui semblait aussi grande que son amour.

— Quelle folie ! estimait Abel ; quelle aberration ! Ce n'était qu'un enfant sans raison qui a suivi son mirage.

— Non, dit Thierry, c'était un homme. Jusqu'ici nous n'avions pas mesuré l'amour de Lambesse, nous ne savions pas sa qualité. Cet amour était plus fort que le goût tout puissant de la vie. Et nous frissonnons de penser non à cette mort, mais à cette passion splendide qui se dévoile et que nous n'avions pas soupçonnée. Ce suicide a projeté un éclair sur le mystère du plus grand des sentiments humains, celui qui dépasse notre connaissance.

Antoinette, les yeux fixés aux lèvres de Thierry, l'écoutait créer un champ illimité de vague et de spéculation autour de l'amour. Et Abel continuait :

— C'est bien plus simple. Je vois dans ce suicide le puéril entêtement d'un fou qui joue de sa vie pour la satisfaction d'une rancune bien stérile. Beaucoup meurent pour faire souffrir d'un remords, — qu'ils exagèrent au surplus, — l'être qui les abandonna.

— Vous diminuez tout à la taille de vos conceptions bourgeoises, finit par dire Antoinette assez nerveuse. La pléiade de ceux qui meurent par amour ne vous intéresse pas. Vous n'en eussiez certes jamais été...

— Je crois que je suis de ceux qui savent souffrir, répondit Abel ; demandez-le d'ailleurs à Thierry.

— Thierry ? s'écria la jeune femme, étourdiment, il serait très capable, j'en suis sûre, de mourir pour une idée, pour une passion, pour une femme.

— Peut-être... dit Thierry, cédant à la tentation de se draper dans ces voiles ténébreux d'énigme humaine.

D'ailleurs, il triomphait. A chaque instant, on lui montrait ainsi, sur Abel, une préférence. Il primait tous les avis, toutes les opinions de l'homme célèbre. Antoinette aimait les mettre en contradiction, Abel et lui, pour lui donner raison en fin de compte. La conquête morale cyniquement entreprise par Thierry n'avait donc rien d'impossible ni d'exorbitant. Elle semblait réalisée aujourd'hui. La jouissance acide et perverse de voir décroître l'influence d'Abel dans l'esprit de sa compagne avait le goût délicieux de la vengeance. Il la savourait, orgueilleux des limites qu'il avait posées lui-même à sa vilenie, disant : je n'irai pas plus loin, je ne m'enfoncerai pas dans plus de boue.

Là dessus, Antoinette, ayant décidé de se rendre chez les Lambesse, les quitta pour s'habiller. Les deux frères demeurèrent l'un vis à vis de l'autre.

— Je te croyais à *Bernard Palissy*, dit Abel.

— Oh ! reprit Thierry, pour la piètre marche des affaires, j'y vais toujours bien assez tôt chaque matin. Ida suffit même aux écritures.

— Tu n'es donc pas satisfait de la vente ?

Thierry se tut, laissant répondre le silence plus poignant qu'une parole. La vérité était qu'on ne couvrait même pas les frais généraux. La commandite, écornée si largement déjà pour l'installation, commençait d'être grignotée maintenant peu à peu. Ce n'était pas le lent écoulement de la mussite, dont on ne vendait que deux ou trois pots ou statuettes en un jour, qui pouvait produire un suffisant bénéfice, surtout depuis la baisse de prix à laquelle Thierry s'était entêté. Tout au plus y trouvait-on le salaire d'Ida.

— Si tes affaires marchent mal, reprit Abel avec brusquerie, raison de plus pour les surveiller de plus près et t'y rendre plus tôt. Tu ne m'as pas l'air de savoir ce qu'est l'œil du maître.

Ce conseil donné sur le ton d'un reproche par l'aîné, las des insuccès du frère malheureux, cingla chez Thierry les plaies

secrètes de son amour-propre. C'était voir bien mal remercié cet abandon qu'il venait de montrer en avouant à Abel ce qu'il n'avait encore dit à personne, touchant *Bernard Palissy*. On reconnaissait bien là l'impertinence de l'homme arrivé, qui se croit tout permis envers les malheureux.

— Tu veux dire, s'écria Thierry amer, que si le commerce où tu m'as lancé ne rend pas ce que tu attendais, c'est moi le coupable, et que je n'y paye pas assez de ma personne. Crois bien, mon cher, que le peu de part que je puis prendre à ce métier négatif qu'est celui de marchand, m'est une condition presque insupportable à moi, qui en Algérie, pansais moi-même mes chevaux, me levais avant mes Arabes pour labourer ma terre, ou bien, à Charonne, réparais de mes mains noires les moteurs qu'on nous apportait. Ida, je n'en ai pas besoin. Je n'aurais pas de fausse honte à servir une cliente capricieuse ou à emballer une coupe. Si je m'obstinais à grever mon budget de cette vendeuse, c'était pour toi, pour tes vanités d'avocat célèbre, afin qu'on ne vît pas ton frère servilement occupé dans une boutique. Je ne t'ai déjà que trop humilié. Ne proteste pas ; je sais que je ne suis jamais parvenu à te faire honneur. Quand tu reviens du Palais ivre de ton talent, de ta puissance, de la muette adoration d'un auditoire engoué de toi et que tu retrouves ici un marchand besogneux, qui n'est qu'un autre Audun, comme toi, ne m'as-tu jamais fait sentir la distance qui règne entre nous?

— Jamais !

— Ah ! quelle inconscience ! Mais, sois tranquille, demain, je renvoie Ida, et l'on pourra me voir à l'aube nettoyer le magasin. Il n'est pas de travail qui me répugne et si tu as honte de moi, nous briserons.

Un chagrin, dont la nouveauté douloureuse l'étonnait, montait du cœur d'Abel à ses traits bouleversés. L'indignation et la colère lui firent hausser le ton.

— Je ne t'ai pas donné le droit de parler ainsi.

— Parce que mon bienfaiteur? demanda ironiquement Thierry.

Abel allait dire, dans un élan de tendresse offensée : « parce que ton meilleur ami. » Mais sa fierté le retint et lui fit prononcer :

— Pourquoi pas?

Ils s'entre-regardaient blêmes, se défiant. Quelqu'un avait surpris leur querelle, c'était Antoinette debout, le chapeau sur la tête, dans le cadre de la porte ouverte. Elle avait entendu ces derniers propos : « Parce que mon bienfaiteur? — Pourquoi pas? »

— Assez! prononça-t-elle sévèrement.

Puis à son mari, sur un ton indéfinissable :

— Je n'aurais jamais cru que vous puissiez dire cette chose à un frère tel que Thierry.

L'apparition de celle qui n'avait pas cessé d'éveiller en lui toute la douceur de l'amour, calma soudain Abel. Elle était le meilleur élément de lui-même et il ne demandait qu'à retrouver en elle l'inlassable bonté, dont il ne s'était départi qu'un instant vis-à-vis de son frère malheureux.

— Ce n'était qu'une parole d'impatience, dit-il en manière d'excuse. Thierry le sait bien.

Mais Thierry tremblait d'un bonheur étrange. Il sentait en lui comme un agenouillement de tout son être devant cette femme divine, qui venait de le préférer si courageusement. Jamais jusqu'ici Antoinette ne l'avait tiré à elle avec tant de violence, ni au point d'abolir en lui cet esprit de mensuration qui lui faisait régler froidement leurs échanges. La minute était venue où il cessait de calculer. Il était tout à la joie de sa tendre reconnaissance. Il dit en reprenant son air de sage :

— Les paroles comptent peu.

— N'est-ce pas, s'exclama ingénument Abel, qui le prenait justement à contre-sens.

Et les deux frères se séparèrent sur ce malentendu ; l'un professant que les sentiments profonds de l'autre devaient les diviser sans recours, l'autre que l'affection du premier avait fait bon marché de malheureux propos échappés au contrôle d'un grand amour fraternel. Abel restait à la maison, devant plaider à midi. Thierry accompagnait Antoinette chez les Lambesse.

Dans le taxi, en traversant un Paris qu'une brume de gelée ensoleillée teintait de rose, Thierry et Antoinette furent bien près d'oublier qu'ils allaient vers un cercueil. L'extrême émotion, où ils venaient de contracter tous deux une sorte d'alliance contre Abel, frémissait encore dans leurs artères. Antoinette gardait en elle une impression d'amitié forte et triomphante, pour avoir pris sous son égide orgueilleuse ce jeune frère si

intéressant. Et ils se montraient l'un à l'autre, avec une pointe d'ivresse inconsciente, les splendeurs qui s'étalaient sous leurs yeux, les Tuileries, l'évidement majestueux de la Concorde à l'atmosphère translucide qu'éclairait le chandelier géant de l'obélisque, et ce grand cierge, doré de soleil, partageant en deux dans le lointain le cintre apparu comme un fantôme de portique, au fond des Champs-Élysées poudrés de bleu.

Mais la tournure philosophique de leur esprit et le souci même qu'ils avaient de s'inspirer l'un à l'autre de l'estime les rejeta au souvenir de Jules Lambesse. L'heure n'était pas à la volupté des belles choses de la vie. Ils plaignirent de s'en être pour jamais sevré ce jeune homme mal connu, dont personne d'eux tous n'avait soupçonné la sensibilité sans mesure.

— Mon petit Thierry, murmurait Antoinette, ne croyez-vous pas que si le Premier Président avait pu savoir ce que cette mort nous apprend aujourd'hui, il aurait cédé à un amour si absolu?

— On disait trop de mal des Lambesse, fit Thierry incrédule.

Avenue Henri Martin, devant la maison du drame, une autre voiture s'arrêtait en même temps que la leur. René de Vrigny en descendit, son tendre visage d'enfant meurtri encore d'avoir pleuré. Il ne répétait qu'une chose, les yeux secs maintenant après les larmes qui sous le choc de la nouvelle avaient baigné son deuxième matin conjugal; c'était : « Je n'ai plus d'ami. Je n'ai plus d'ami. »

Ils montèrent ensemble, et, sans rien ajouter, tous trois se rappelaient l'extraordinaire bonheur qu'avait montré, auprès de Vrigny et de Perrine enfin unis, celui qui n'était plus. Ainsi, pour se tuer, il avait attendu que ce jour eût lui, comme pour goûter une dernière joie de la vie.

— Mais s'est-il tué vraiment? demandait Antoinette.

— Ah! madame, pouvez-vous en douter? s'écria René de Vrigny. Rappelez-vous s'il n'était pas devant Perrine et moi l'autre jour comme un homme qui va mourir! Pourquoi ai-je été si aveugle? pourquoi n'ai-je pas compris qu'il souffrait trop?

Dans l'antichambre ténébreuse, où la lampe brûlant devant l'icone faisait étinceler les rubis, René de Vrigny s'arrêta pour dire à Thierry :

— En réalité, monsieur, c'est le monde qui l'a tué. Le

monde n'a pardonné aux maîtres d'ici ni cet excès de luxe, ni le goût qui l'a ordonné, auquel on ne trouvait rien à reprendre malheureusement. Personne ne pardonne aux nouvelles richesses. Elles offensent. Elles injurient. Quand un chien voit un autre chien dévorer un os, il peut devenir féroce, même s'il n'a pas faim.

— C'est très exact, approuvait froidement Thierry, qui ne connaissait que trop de pareilles analyses.

— Ce que l'on a pu dire dans le monde contre les Lambesse, continuait le jeune de Vrigny, donne la mesure de la haine qu'ils avaient inspirée. On se délectait de ces propos, on y trouvait une revanche. Ainsi les mauvais soupçons cristallisaient...

Il se tut. Un couple entrait avec l'hésitation et la gaucherie que confère l'écrasante atmosphère des maisons funèbres. L'homme ne savait où déposer son parapluie, son pardessus; et on les vit s'en aller, ombres furtives, vers le salon aux volets clos drapés des noires tentures de l'obscurité. On reconnut Claudia et le député Jeannetty, qui venaient pour les condoléances. Turenne seul recevait les visiteurs au fond du salon moderne, la figure boursouflée, soulageant sa grosse douleur fraternelle en lâchant mot par mot, à tout venant, l'aveu du suicide de Jules, puis s'évadant par instants de la brutale réalité pour conter combien cet incident tombait mal, au moment du match de boxe où allait se disputer le championnat du monde. Des gens chuchotaient en aparté. Et, dans les moments de silence, on entendait un bruit étouffé de sanglots de femme venir de la chambre fameuse dont Claudia un soir avait dit : « quel temple pour ces deux magots! »

Thierry scrutait les visages; ils avaient tous, à la faveur des demi-ténèbres, un air hermétique de justicier. Antoinette reconnut des amis. Ils s'exclamèrent ensemble sur le drame, pendant que Thierry suivait René de Vrigny dans la chambre du mort. Le cercueil était déjà recouvert du drap funéraire. Le père Lambesse, assis sur un fauteuil, pleurait doucement, la tête entre les mains. Une grande quantité de fleurs avait été apportée déjà. Sous une gerbe de lilas blanc, Thierry aperçut la carte de M. et Mme Jeannetty.

***

« Quand un chien voit un autre chien dévorer un os... » La phrase de René de Vrigny se martelait maintenant du matin au soir dans l'esprit de Thierry. Il s'humiliait à plaisir dans cette idée nouvelle que le mal dont il souffrait, tenait de la bête même. Dans la rue, le matin, lorsqu'il se rendait à *Bernard Palissy*, ses yeux suivaient les jeux, et les batailles des animaux autour des immondices. Un jour, au carrefour de la Croix-Rouge un dogue puissant, longuement étalé sur le pavé humide, tenait entre ses pattes une viande volée qu'il déchiquetait par lents à-coups. Sa lèvre noire, soulevée de volupté, découvrait la crénelure éblouissante de ses crocs. Et malgré la tranquillité que lui assurait sa force, ses yeux chaviraient de côté vers un roquet gras qui tournait alentour, lâche, faible, repu, comblé chez des maîtres chéris, mais possédé, devant le festin de l'autre, d'un désir qui creusait ses flancs adipeux. Thierry s'attarda plusieurs minutes à suivre ce manège. La violence de l'envie chez le petit chien domptait la peur ; il osait s'approcher du molosse en l'injuriant de grognements, et sa haine lui donnait un prognatisme qui se hérissait de petites dents aiguës et cruelles. A la fin, la souffrance de sa convoitise lui fit mordre le géant. Il l'attaqua aux lèvres et encore accroché de toute sa mâchoire à sa proie. La première riposte le mit en fuite. Thierry frissonna de dégoût. Il fallait donc porter cette tare en commun avec les bêtes.

Elle était à l'origine de la vie, premier instinct mauvais. Après les chiens, il étudia les enfants. Il passait maintenant de longs instants au jardin du Palais Royal, choisissant un banc près du bassin qui les rassemblait. Il allait chercher l'envie jusque dans les yeux purs des petites filles, ces yeux qui prenaient une fixité méchante devant un sucre d'orge, devant une poupée. Il savait tous les indices, tous les signes annonciateurs ; et le froncement douloureux des sourcils à peine dessinés, le durcissement des prunelles célestes de deux ans, de trois ans, quand un beau jouet apparaissait dans les mains d'un enfant riche, étaient plus dramatiques, à son avis, que les convoitises des hommes. Jamais il ne devait oublier la figure souffrante d'un écolier de six ou sept ans, planté en blouse noire sur la margelle

du bassin, pendant qu'un petit bourgeois habillé de velours apportait à l'onde tranquille un grand bateau tout gréé qu'il tenait à deux mains comme une relique.

Pour approfondir le vice ténébreux, il s'en alla observer le désir des enfants aux étalages pleins de jeux. Mais il semblait là que la seule imagination du plaisir, une jouissance idéale illuminât en pleine innocence leurs petites faces élargies. En réalité, le vice ne commence qu'à l'heure où l'objet envié devient la propriété de notre frère. Tu ne convoiteras pas le bien d'autrui, est-il écrit. Rien, sinon la pratique philosophique des sages, ne défend le désir dans l'absolu. Ainsi Thierry, qui ne trouvait pas de malice dans les petits visages collés aux vitrines des marchands de jouets, relevait dans les mêmes traits enfantins les signes avilissants du péché, dès que la vue d'un enfant plus heureux excitait en eux le sentiment, défini par les Pères, « qu'ils perdaient de leur propre. »

« Quant à moi, calculait Thierry, qui caractérisait minutieusement son mal, je n'ai commencé de regretter le rang social, les honneurs, l'argent et l'amour, que lorsque j'ai vu Abel en jouir, trop près de ma détresse. L'envie a été chez moi moins un désir qu'une détestation. J'ai subi la forme la plus virulente, et je suis plus vil qu'un ambitieux ne l'eût été à ma place. Je suis le chien devenu féroce devant l'os de son congénère, *même n'ayant pas faim*, comme dit René de Vrigny. »

Ida Lescherolle avait été remerciée et Thierry vendait maintenant lui-même à *Bernard Palissy*. Tout son orgueil passait dans l'apparente simplicité qu'il mettait à servir les clients. Antoinette, qui par une tendre sollicitude et pour lui montrer le cas qu'elle faisait de lui jusque dans cette nouvelle régression sociale, venait au magasin presque chaque jour, lui disait : « Vous vendez comme un grand seigneur. » Elle ne soupçonnait pas que jusque dans le fait de s'abaisser, Thierry retrouvait le plaisir affreux d'abaisser du même coup la vanité d'Abel. Tout lui était bon pour se venger, surtout depuis que le sentiment grandissant qui l'enchaînait chaque jour plus puissamment à Antoinette s'offensait davantage des droits tranquilles et sûrs que possédait son frère.

— Il faut faire bon marché des conventions sociales, déclarait-il à Antoinette.

— Évidemment, répétait-elle docile, les conventions sociales font la loi de la masse.

— Abel y est encore très attaché, disait Thierry, qui ne pouvait juguler cette perfidie.

— Très attaché, répondait-elle en écho, comme une femme qui en est déjà à peser strictement la valeur vraie de son mari, à en établir froidement la mesure.

Elle n'en dormait pas moins chaque soir satisfaite et la conscience en repos dans ses bras toujours plus amoureux. Et c'était bien ce qui troublait Thierry jusqu'à la dernière fibre de ses nerfs, mettait en déroute la stabilité morale qui lui restait encore, lui causait un vertige physique qui était la plus affreuse sensation de son existence. Il avait cru naïvement que ce qu'il obtiendrait d'Antoinette par son amitié dominatrice d'intellectuel, c'était tout. Or ce n'était rien. Vengé d'Abel parce qu'il était devenu le maître des pensées de sa femme? Allons donc!

Un soir qu'ils étaient seuls à *Bernard Palissy*, palais de verre que peuplait le petit monde tiède de vie des belles formes, des statuettes opalines, des vases dont la chair semblait frémissante, les yeux de Thierry se fixèrent étrangement à la main d'Antoinette allongée de toute sa finesse, de tout son invraisemblable effilement héraldique, sur son genou. L'idée qu'il n'avait même pas le droit de baiser ce signe pur de la beauté d'une femme si chère, faisait bouillonner de colère son jeune sang. Antoinette qui le voyait triste lui débitait de banales paroles d'espoir à propos des futurs succès de la mussite. Il se leva.

— La mussite? elle est creuse, comme tout ce que j'ai essayé d'atteindre dans ce rêve qu'a été ma vie. Regardez!

Il choisit le plus noble vase qu'eût façonné Marcel Mussy et, d'une poussée légère, le basculant, le fit rouler à terre où les flancs graciles s'ouvrirent en deux comme un fruit qui éclate.

— Mais vous perdez la raison, Thierry, dit la jeune femme, pendant que ses mains florentines, coupables de cette démence inattendue, se joignaient d'étonnement, de prière.

— Ma raison? Il y a longtemps que je l'ai perdue, Antoinette, prononça-t-il énigmatique.

— Allons donc, vous si sage, si conscient, si lucide, vous

qui vous surveillez comme un savant qui observe une manifestation de la nature, vous ne seriez pas la raison même ?

— Ne me placez pas si haut, je vous prie.

— Je vous place à l'altitude morale qui est la vôtre, Thierry. Elle est très élevée en effet. Je n'en connais point d'autre semblable.

— Et Abel, où le situez-vous donc ?

La jeune femme abaissa les yeux sur les éclats du vase qui mettaient à nu cette blancheur secrète et délicate des dessous de la mussite.

— Abel ? murmura-t-elle par deux fois, Abel ?

Puis enfin, comme si elle brisait elle aussi un vase mystérieux :

— La nature d'Abel n'est pas d'une qualité si rare que la vôtre, Thierry.

Thierry crut sentir l'huile et le vin couler sur sa plaie inguérissable. Ce mot d'Antoinette l'apaisa mieux que les plus beaux préceptes du monde. Tout lui devenait égal : l'insuccès, la nécessité où il serait peut-être avant six mois soit de réclamer une nouvelle commandite, soit de fermer *Bernard Palissy*, même la honte qu'il mangeait chaque jour avec le pain de son frère détesté : Antoinette était maintenant une fleur resplendissante épanouie sous sa main, à demi offerte.

***

Les préparatifs d'une réception absorbèrent Antoinette qui sortait pour les fleurs, pour les petits fours, pour un maître d'hôtel, dans les jours même, où, à *Bernard Palissy*, Thierry s'épuisait sur les comptes de fin d'année. Dans la crainte de ne pas réussir à les régler maintenant, il résolut même de recourir à Ida, qu'il s'en fut un soir chercher rue Palatine, chez nounou Lescherolle. Il trouva la famille à table. Les litres de vin rouge coulaient et Georges coupait de larges tranches saignantes d'un rôti de bœuf. Il s'écria d'un air narquois en voyant entrer son ancien associé :

— Hé bonjour, monsieur l'aristo.

Ce mot disait tout. Enrichi, gagnant à une loterie où le bourgeois avait perdu, il trouvait encore des raisons d'en vouloir à celui-ci pour s'être maintenu, malgré ses échecs, à un plan dont

lui, l'artisan audacieux et sans scrupule, était trop intelligent pour ne pas soupçonner les raffinements et les lumières. Deux signes les concrétisaient à ses yeux simples, c'étaient l'instruction et les mains blanches. D'ailleurs, sauf la vieille Mélanie, tout le monde levait ici sur celui qui entrait le même regard chargé de rancune : Georges, Florence et Ida. Tous trois recommencèrent de l'accabler à propos de son commerce.

— Il paraît que ça ne va guère, disait Florence.

— Mon départ n'a peut-être pas porté chance au magasin, renchérissait Ida.

— Audun a plutôt la guigne, ajoutait Georges en souriant dans sa longue moustache.

Thierry accepta néanmoins la place qu'on lui offrait à table. Le moraliste en lui était comme un médecin malade qui plaint davantage ses clients. Il n'y avait pas en ce moment, des sentiments divers qui agitaient les Lescherolle, un indice dont il ne connût la souffrance; et il parlait à ceux-ci doucement, assis en face d'un verre de vin.

A l'heure du café, comme Ida s'affairait près du fourneau, que nounou Lescherolle cherchait le sucre dans la chambre et Georges les tasses, Florence, reprise, à la vue de Thierry seul devant elle, du désir de conquête oublié quelque temps, se rapprocha de lui et, la nuque ployée presque jusqu'à la poitrine de l'invité, murmura :

— Ne te souviens-tu plus, mon chéri, comme on s'est aimé ?

Et Thierry laissa tomber sur ce cou suppliant le baiser le plus las, le plus triste, le plus découragé, mais le plus compatissant et le plus humble. Cet acte de bonté n'en réveilla pas moins tous les espoirs de Florence qui, se pensant victorieuse, se redressa :

— Mais tu sais que je suis très sérieuse et que maintenant ce serait le mariage ou rien.

— Je ne vous épouserai pas, Florence, ni vous ni aucune autre, et je ne réclame rien non plus. Je vous aime d'amitié.

Une divination lui fit dire, changée soudain et toute frémissante :

— Monsieur est toujours trop haut pour moi ! Si je m'appelais Antoinette Audun, et que je sois habillée rue de la Paix, comme madame, on ne serait pas si méprisant.

Ida versait le café dans les tasses. Thierry en profita pour lui demander son concours. La comptabilité de fin d'année se compliquait trop à son gré. Ida pourrait venir quelques soirs en sortant du grand magasin moderne *Pour être aimée* où elle avait repris la lingerie pour dames. Elle fit un peu la renchérie. Sa petite bouche peinte se plissa.

— On a donc encore besoin de moi? dit-elle.

Mais elle accepta néanmoins, curieuse de savoir au juste où en étaient les affaires de *Bernard Palissy*.

Thierry sortit de chez les Lescherolle au moment où les cloches de Saint-Sulpice sonnaient pour un office du soir. Leur bourdonnement tombait dans la rue et la remplissait. On marchait dans le son des cloches. Thierry, confus de s'être trouvé semblable à ces prolétaires envieux qui se réjouissaient de sa ruine prochaine, comme lui-même savourait le malheur éventuel de son frère, humilié dans tous ses rêves de haute vertu, entendit la voix profonde de ces douces amies qui le pressaient d'entrer à l'église. Il les écouta. Sincère et honteux de lui-même, il édifia les femmes pieuses qui virent s'avancer vers le chœur somptueux, arrondi en forme de corbeille, ce jeune homme lamartinien qui cherchait et suppliait le Dieu de son enfance. Il disait : « Je veux aimer encore Abel. La colère que je ressens à sa seule pensée n'est pas le dernier mot de mon âme. Il y a un plan secret où elle n'est pas descendue encore. Au plus profond de moi, et au plus inconnu, elle n'a pu s'installer pour remplacer la tendresse qui s'y cache en ses derniers retranchements. Mon Dieu, mon Dieu, cette tendresse-là, qui m'attachait à mon frère autrefois, si elle n'est pas morte, pourquoi ne l'éprouvé-je plus? Je crois vous entendre me dire qu'elle dort en ces fonds obscurs de moi-même; mais je ne peux aller l'y puiser. Je sens qu'il me faudrait un secours extérieur, une force venant du dehors. On n'est pas le maître absolu de son âme. Deux autres maîtres y commandent, l'esprit du mal et l'esprit du bien. Mon Dieu, Bien absolu, c'est vous que je choisis. »

Et la théorie catholique de la grâce lui revenant en puissants effluves, il en avait soif comme dans le bled, naguère, d'une fontaine.

Il s'apaisa. Une harmonie s'établit dans son cœur et, se croyant exaucé d'un coup, il se hâta vers Abel avec une émotion

qui lui rappelait ses plus beaux souvenirs d'amitié fraternelle. La grâce avait ressuscité l'amour. Il imaginait d'avance comment Abel l'accueillerait : légèrement inquiété par son retard, disant peut-être : « N'as-tu pas eu quelque ennui, mon petit Thierry? » et même lui mettant dans un geste paternel la main à l'épaule comme il faisait quelquefois. Il n'en faudrait pas davantage. « Mon Dieu, mon Dieu, pensait Thierry, une étincelle, une seule étincelle... »

Mais à son retour, on ne lui dit rien. Il passa inaperçu. Abel et Antoinette se trouvaient fort occupés dans la salle à manger, elle vidant le buffet de toutes les pièces d'argenterie qu'on exhiberait lors du grand dîner, lui souriant à ce jeu de sa femme, à la volupté des doigts florentins qui caressaient les soupières lourdes de métal mat, les salières anciennes guillochées, ou se recourbaient sous un plat dans un mouvement de frise égyptienne. On le sentait heureux d'être riche et de lui avoir donné le luxe.

Peut-être Abel à la fin fut-il frappé de la contraction des traits de Thierry, car, malheureusement, il laissa tomber ces mots qui devaient achever son frère :

— Si ce dîner t'ennuie, mon vieux, tu ne seras pas forcé d'y assister.

Thierry crut sentir physiquement l'envahissement de l'Esprit du Mal qui se roulait dans son sang et le pénétrait de haine de sa tête figée à ses pieds frémissants.

Quelques jours plus tard, lorsqu'Antoinette lui demanda si l'on pouvait compter sur lui pour ce dîner, il répondit :

— Je sais que je causerais trop de déplaisir à Abel en rappelant à vos hôtes, par ma seule présence, le frère dont il n'a pas lieu d'être fier.

— Mon petit Thierry, s'écria Antoinette, voulez-vous bien vous taire!

— Je ne parle pas à la légère. Abel me méprise parce que je n'ai pas réussi, et je pèse à ses épaules parce que je me déclasse de plus en plus. Savez-vous qu'aujourd'hui ma comptabilité relevée par Ida révèle que je dois à Marcel Mussy pour sa poterie livrée, aux Lambesse pour l'amortissement de la commandite et les intérêts, à l'entrepreneur qui aménagea le magasin et au fisc, le double de ce qui me reste en banque?

Nous n'avons pas vendu pour quinze mille francs de mussite depuis l'ouverture du magasin !

Des larmes vinrent aux yeux d'Antoinette devant la détresse de ceux de Thierry; il lui avait toujours celé la mauvaise marche de ses affaires; c'était un excès d'amertume qui, débordant, entraînait avec soi cet aveu.

— Mon cher Thierry, dit-elle, en lui prenant les mains, seriez-vous ruiné et failli qu'il n'y aurait pas de fête pour nous si vous n'y étiez.

— Vous êtes bonne, dit Thierry.

Et pour la première fois ses lèvres cédèrent à la tentation de ces mains florentines dont il connut enfin le parfum, la délicatesse et l'admirable fragilité.

Les joues d'Antoinette se décoloraient lentement; elle ne pouvait protester, sans risquer de trop préciser la lumière qui se faisait. Elle se contentait de refuser à celui qui, dans cet instant, causait de si grands ravages en son âme, le secret de son regard. Thierry ne saurait pas ce qu'elle pensait.

— Si vous avez compris, murmurait Thierry, tant mieux, car vous aurez beau faire et votre conscience se débattre, nous en sommes venus à un point où deux êtres ne s'arrachent plus l'un de l'autre. Vous me possédez et je vous possède, et par des liens plus insidieux que ceux des sens. Jamais plus, vous entendez, jamais plus nous ne produirons une pensée qu'elle ne soit le fruit de notre accord moral, et de même que je juge les choses en vous, vous les jugerez en moi; et vous aimerez ce que j'aime comme j'aime ce que vous aimez. Et là contre ni Abel, ni votre conscience ne pourront rien. C'est à moi que vous êtes, Antoinette; le crime est commis...

Par excès de cruauté envers lui-même, dans le trouble même d'une telle révélation et comme pour ajouter encore au poison qui l'infectait, il choisit ce jour pour voir les Lambesse au sujet de son échéance de janvier. La mère en deuil, énergique et volontaire par tempérament, surmontait sa douleur et montrait un visage illisible. Mais il trouva le gros Lambesse prostré dans son cabinet de travail, où une seule ampoule électrique dormait dans un abat-jour bleu, fanal de sépulcre éclairant ce grand tombeau du bonheur. Sa large face d'homme qui a bu la vie à grands traits, la trouvant bonne toujours, et sans

se montrer trop difficile, avait jauni tout à coup. Ses yeux, aux paupières lourdes et fripées, conservaient la perpétuelle anxiété d'une douleur trop vive à laquelle on va succomber dans la seconde qui vient. Et il se tenait là, à son bureau, sans rien faire. La vue de Thierry, que lui amenait madame, le laissa impassible. Il dit seulement :

— Asseyez-vous, jeune homme.

Thierry sentit qu'il était facile d'annoncer un défaut de deux mille cinq cents francs à celui qui en était là.

— Je ne pourrai pas vous payer les intérêts que je vous dois, monsieur Lambesse...

Mais, contre son attente, le père désespéré se ranima dès que cette idée de l'argent eut frappé au point sensible sa vie paralysée. Il demanda des comptes, voulut savoir où en était la vente. Il fallut lui redire le mode de contrat fait entre Mussy et Thierry Audun, et que ce dernier achetait ferme et à prix coûtant la mussite, réservant au potier quinze pour cent des bénéfices réalisés. L'ancien marchand se laissait divertir par l'intérêt qu'offraient à son esprit ces histoires d'affaires; même il alla jusqu'à sourire de cette combinaison imaginée par deux hommes aussi indifférents au gain l'un que l'autre.

— Brigands, fit-il en haussant les épaules, lequel d'entre vous deux roule son associé?

Puis il revint au mauvais état financier de *Bernard Palissy*.

— Alors votre capital s'effrite de la sorte sans que vous le reteniez?

— Je ne puis pas forcer les passants d'entrer pour acheter la mussite.

— On se débrouille, mon garçon. Il y a des moyens en effet de forcer les passants. Cela s'appelle la publicité. C'est à quoi il fallait sacrifier une partie de votre commandite.

Thierry n'y avait pas manqué, mais les annonces ne rendaient rien. Peut-être l'année nouvelle...

Le père Lambesse finit par dire :

— Vos deux mille cinq cents francs, je m'en fiche. Ils ne m'auraient pas rendu mon enfant, n'est-ce pas? C'est pour lui que j'avais travaillé. Voyez-vous, jeune homme, Turenne, lui, ne sait pas dépenser. Il aura toujours assez pour trinquer avec les entraîneurs à la buvette des terrains de sport. Mais l'autre

était plein de désirs coûteux, difficiles et insatiables, des fantaisies de petit prince, monsieur, des riens, des frivolités, qui me mangeaient des billets de mille. C'était son linge. C'était des idées de bibelots, des reliures fines pour le moindre bouquin ; ça avait des doigts de demoiselle... A présent, mon cher Audun, l'argent...

Les joues du père Lambesse, flasques et défaites, eurent le mouvement de la nausée. Toute sa douleur lui revenait en houle. Il semblait la remâcher dans un ruminement animal. Tout d'un coup elle éclata.

— Ah ! ce monsieur trop distingué pour nous qui n'a pas voulu lui donner sa fille, il a su ce que je pensais de sa distinction. « C'est un crime que vous avez commis, ai-je écrit tout net. Vous avez été l'assassin de mon garçon. » Il n'a pas répondu, mais elle, la péronnelle, a envoyé une petite lettre à ma femme. Je ne vous la montrerai pas, Audun. Madame l'a brûlée. Je ne sais pourquoi. Elle l'a jetée au feu, quoique bien tournée, ma foi, comme elle y aurait mis la fille si elle l'avait tenue. On est allé à confesse par là-dessus et on ne parle plus jamais de la petite. Mais dites-moi : que leur avions-nous fait, jeune homme, à ces gens-là ?

Ses puissantes épaules retombèrent, lasses de l'irrémédiable, elles qui lors de la lutte avaient fait rebondir de si lourds fardeaux. Thierry lui dit alors adieu avec la timidité qu'on a devant les êtres qui souffrent au delà de leurs forces.

— Je vous remercie, monsieur Lambesse.

Le nouveau riche fit de la main un geste hautain comme pour repousser la reconnaissance : tout devenait inutile.

— Véritablement, pensa Thierry en sortant de cette maison, les envieux ont leur revanche.

***

Thierry prit sa Bible et lut :

Abel fut pasteur de brebis, et Caïn agriculteur.

Or il arriva longtemps après que Caïn offrit au Seigneur des fruits de la terre en sacrifice.

Abel offrit aussi des premiers-nés de son troupeau et de leur graisse. Et le Seigneur regarda favorablement Abel et ses présents.

Mais il ne regarda point Caïn ni ce qu'il lui avait offert. C'est pourquoi Caïn entra dans une très grande colère et son visage en fut tout abattu.

Et le Seigneur lui dit : « Pourquoi êtes-vous en colère et pourquoi votre visage est-il abattu?

« Si vous faites le bien, vous serez récompensé, tandis que si vous faites le mal, le péché s'attachera à votre porte. Mais vous mettrez vos appétits au-dessous de vous et vous les dominerez. »

Or Caïn dit à son frère Abel : « Sortons ensemble. » Et, quand ils furent dans les champs, il se précipita sur son frère et le tua.

Le Seigneur dit ensuite à Caïn : « Où est votre frère Abel? » Caïn répondit : « Je ne sais; suis-je le gardien de mon frère!

Le Seigneur lui répartit : « Qu'avez-vous fait? la voix du sang de votre frère crie jusqu'à moi.

« Vous serez donc maintenant maudit sur cette terre qui a ouvert la bouche pour boire de votre main le sang de votre frère.

« Quand vous l'aurez cultivée, elle ne vous rendra point son fruit. Vous serez fugitif et vagabond sur la terre. »

Caïn répondit au Seigneur : « Mon iniquité est trop grande pour que j'en obtienne le pardon... »

Tel avait été le second péché du monde. L'esprit du mal qui, une première fois, s'était emparé de l'homme par l'insinuation intellectuelle de l'Orgueil : « Si vous désobéissez, vous serez comme des dieux » avait embrasé ici dans la race la passion de l'Envie haineuse. Et le crime était né. Il était né malgré Dieu qui était intervenu : « Vous mettrez vos appétits au-dessous de vous. » Thierry reconnaissait bien cette phrase. Le Seigneur la lui avait dite comme à Caïn ; combien de fois avait-il entendu la voix qui clamait cette supplication divine au fond de lui-même! Et maintenant encore...

Mais n'avait-il pas déjà tué son frère?

Quelqu'un frappait à sa porte. Il y distingua le choc léger des doigts d'Antoinette et se précipita. C'était en effet la jeune femme. Contrainte, troublée, mais trompant ses scrupules par cette raideur d'aspect qu'elle avait adoptée près de Thierry, elle lui revenait sans cesse. Thierry avait eu raison. Il y avait un enchevêtrement dans leurs esprits dont elle ne pouvait se déprendre. Tout lui était bon pour recourir à celui qu'elle croyait traiter avec rigueur.

— Je n'entre pas, dit-elle, en détournant les yeux; mais vous-même, n'allez-vous pas à *Bernard Palissy*, ce matin?...

Il répondit qu'il y était son maître et qu'à une demi-heure près l'ouverture d'un magasin où l'on ne vendait rien n'avait pas d'importance. Puis il insista avec une ferveur surprenante:

— Il faut que je vous dise quelque chose, Antoinette, accordez-moi un seul instant. Venez.

Il ne put la vaincre sans peine; mais, comme il en était assuré, à la fin elle entra.

— Il me semble, lui dit-il alors, que si, faisant le sacrifice de votre estime, qui était mon seul bien, je me confessais à vous et me soulageais de ma turpitude en vous la dénonçant, le dégoût même que vous éprouveriez de moi me laverait, puisque j'y consens.

Elle le regarda avec une confiance absolue :

— Oh! Thierry, vous pouvez tout me dire. Je me mésestime, moi; mais vous, je vois jusqu'au fond de votre beauté morale.

— Antoinette, s'écria-t-il tout contracté, je ne puis plus souffrir que vous parliez ainsi de mon âme abjecte. Le mensonge ne peut plus durer; il m'avilit trop.

Elle le pénétra de ses yeux pleins de divination où il y avait de la douceur et de l'effroi. Son interrogation fit frissonner Thierry. Ah! ah! Son admiration dont il était si fier, avait reçu un choc, sans qu'elle en convînt.

— Écoutez, Antoinette, dit-il stoïquement.

Et il recommença à haute voix la lecture du passage biblique: « *Abel fut pasteur de brebis et Caïn agriculteur...* »

— Eh bien? questionna Antoinette, quand il eut fini, qu'y a-t-il là dedans?

— Il y a mon histoire, dit Thierry.

Au premier soupçon de la vérité qui altéra un peu sa figure, elle vit s'effondrer à genoux le conducteur de ses pensées, cette sorte de prince de l'esprit que Thierry lui avait toujours paru. Et il disait :

— Abel, voici des mois que je le hais.

Ce mot de haine semblait si choquant dans la bouche de Thierry que la jeune femme s'écria .

— Que dites-vous? que dites-vous?

Elle se refusait à croire ce qu'elle entendait. Mais Thierry continua :

— Un jour a été où cette cour adulatrice que vous faisiez tous autour de lui a commencé de me déplaire. Elle me diminuait, moi, que mon mauvais sort affichait comme un incapable. Vous souvenez-vous du jour où il plaida le procès Mussy? Cet encens qu'on brûlait autour de lui dans les vestibules du Palais m'a troublé pour la première fois. Abel, à ce moment, m'a offensé sans le savoir. Je ne devais jamais plus lui pardonner. Je cherchais en vain dans mon cœur la manière dont je le chérissais autrefois; il ne m'inspirait plus que de l'envie. Pourquoi ne s'en est-il pas aperçu? il aurait évité de me blesser, souvent. Mais la prospérité rend égoïste. Et puis cette finesse d'esprit qu'on lui prête n'est pas... Ah! tenez, je n'en puis plus parler sans que le venin coule comme une bave avec mes paroles. Ne me forcez pas de parler de lui, Antoinette; je suis dans cet état extraordinaire d'irritation, de haine presque voluptueuse que devait connaître mon frère Caïn dans les instants qui précédèrent celui où il dit à Abel : « Sortons ensemble. » On se délecte à haïr aussi bien qu'à aimer, et c'est comme un vin plus sec et plus fort. Aussi comme je savoure de lui avoir fait subir moralement un sort risible! Je lui ai pris les pensées de sa femme.

— Je lui appartiens toujours pourtant, balbutia Antoinette atterrée et dont ce fut le premier mot.

— Non, vous ne lui appartenez plus, puisque vous n'êtes plus à lui tout entière. De tous ses biens, c'était sa femme que j'enviais davantage. Ainsi l'envie, je l'ai connue toute, telle que Dieu la défend. Je suis vil, mais je suis vengé.

Quand le moraliste déchu releva vers Antoinette ce visage dont le puritanisme hautain l'avait illusionnée jusqu'à cette minute, elle y lut assez de souffrance pour que la réprobation qui s'amassait en elle au fur et à mesure de cette horrible confession s'arrêtât à la limite du dégoût. D'ailleurs, l'être nouveau qui venait de se révéler à elle disparaissait dès que le regard de Thierry, toujours semblable, reprenait possession d'elle.

— Je vous plains, Thierry, dit-elle sans sévérité.

— Comment! je ne vous inspire pas pis que la pitié?

Elle réfléchissait ardemment. Elle finit par dire:

— Comme on peut faire du mal, tout en étant bon! Abel, pourtant si généreux, n'a pas toujours été ce qu'il devait être. Je le sentais parfois....

Thierry embrassa furtivement le pan de sa robe en murmurant des mots imperceptibles.

Le nœud qui venait de se former entre eux était le plus puissant de tous.

***

A partir de ce jour, Antoinette prit à cœur de ramener à l'amour d'Abel ce frère égaré Elle calmait ainsi les incertitudes où l'équivoque amitié qu'elle éprouvait pour l'un plaçait sa conscience vis-à-vis de l'autre.

— Se peut-il, disait-elle à Thierry, que vous ne connaissiez que de l'indifférence devant le sentiment si chaud, si robuste et souverain qui vous attache Abel? Abel me parle de vous, souvent, parfois comme d'un enfant qu'il aurait amené par ses soins à l'âge d'homme; parfois comme d'un maître placé à un plan supérieur. Je n'ai, de ma vie, vu que des mères, pour montrer à la fois ce culte et cette protection envers leur fils devenu grand.

— L'argent et le succès permettent de dominer, répondait Thierry. On est en effet comme un enfant devant les gens qui ont réussi.

— Ah! vous feignez de ne pas me comprendre. Ne savez-vous pas que parfois tous les amours, ou plusieurs, se confondent en un seul? Combien de fois j'ai reconnu celui d'une mère dans l'amour fraternel d'Abel, cet amour fait à la mesure de sa grande âme!

— Je ne vous empêche pas d'admirer éperdument Abel, disait Thierry, nerveux, mais l'étalage de ses vertus ne saurait me guérir.

— Au moins, quand vous serrez sa main, le soir au seuil de sa chambre, essayez de ne pas mettre dans votre geste une trahison.

— Croyez bien que j'ai tout essayé, Antoinette.

A son mari, Antoinette tenait un langage parallèle. Il ne s'apercevait pas que leur jeune frère sombrait dans le désespoir. Il semblait se désintéresser de ses luttes, de l'effort éperdu que Thierry donnait en ce moment à *Bernard Palissy*. Jamais on ne voyait l'aîné à la boutique. Thierry pouvait à bon droit prendre cette abstention pour du dédain; ainsi que les malheureux, il n'était que trop disposé à en reconnaître partout.

— Mais vous savez bien que le temps me manque, répondait Abel. Tous les matins, je travaille avec Vrigny jusqu'au déjeuner. Après l'audience, je reçois. Thierry ne l'ignore pas, et, s'il le prend autrement, il est stupide.

Pourtant un soir, en sortant du Palais, il se fit conduire en hâte rue du Cherche-Midi et brusquement, trouvant son frère seul :

— Voyons, voyons, où en es-tu ?

—Viens-tu pour l'argent que je te dois ? demanda Thierry avec une insolence secrète.

— Ah ! tu te rends insupportable, dit Abel.

Son taxi ronflait devant la porte, n'indiquant que trop la fugacité de son passage, mettant de la fièvre et de la précipitation dans l'entretien.

— Te rembourser m'est impossible, continua sèchement Thierry. Vois plutôt, j'ai trois mille francs environ dans ce tiroir ; ils sont à Marcel Mussy. J'ai payé mon terme écrasant hier même.

— Mais fou que tu es, s'écria Abel, plaisantes-tu quand tu prêtes un tel motif à ma visite ? Je suis venu prendre l'air de ton commerce, et voir s'il ne peut être renfloué.

— Il n'y a rien de définitif, dit Thierry, je n'ai encore manqué à aucun engagement, sinon envers les Lambesse, qui me feront tout le crédit nécessaire. Mon installation est aux deux tiers payée; mais je n'ai plus un sou en banque. L'argent que je t'ai montré provient de la vente des jours passés. Vois-tu ce petit athlète effilé que Mussy a modelé si heureusement, et vois-tu cette corbeille en forme de bateau, dont l'albâtre précieux s'irise sous le vernis? Quand les volets seront mis, je les emballerai moi-même, vautré dans la paille et je les enverrai aux acheteurs par un gamin que je connais, non loin d'ici.

— Ce n'est pas, reprit Abel impatient, en te vautrant dans la paille, comme tu dis, que tu sauveras la situation. Tu es un passif, Thierry, un poète, un chimérique. Mais ton esprit d'invention, il fallait l'appliquer à ton métier de marchand, imaginer des réclames nouvelles, une publicité frappante, que sais-je !

Sans répondre, Thierry mit sous les yeux de son frère les traités qu'il avait signés avec les agences à ce sujet et les

annonces illustrant la mussite dans les journaux. Et comme Abel ne savait plus qu'objecter. Thierry s'écria :

— Tu crois à tout, sauf au malheur qui peut frapper un homme, sans trêve.

Abel là-dessus devint mélancolique. Il parcourait du regard toute cette poterie à la chair transparente qui se mirait dans le cristal des étagères.

— C'est joli pourtant, disait-il : ces cruches solides et bien assises, ces balustres nés de l'œuf, comme dit Mussy, ces porte-lumière ingénieux ont dans leur art quelque chose de saisissant.

— Qu'on me donne seulement encore une année, reprit Thierry et Paris sera conquis par la mussite. Mais il y faut le temps.

— Évidemment, dit maître Audun. Une matière nouvelle ne s'impose pas du jour au lendemain. Mais tu l'auras le temps, mon petit Thierry, tu l'auras.

Et comme l'auto ronflant toujours devant la porte lui rappelait que le sien était rare, il quitta son frère, en disant :

— C'est dommage que tu aies tes potiches à emballer ce soir, je t'aurais ramené dans ma voiture.

Thierry eut un vague sourire. Il prenait mal jusqu'à cette phrase inconsidérée qui le blessa, qui paraissait tomber de haut jusqu'à sa condition subalterne, rappelant la distance qui les séparait.

« Au fond, se disait-il, Abel peut toujours conserver à mon égard son attitude bienveillante et protectrice; la terrible revanche que j'ai prise sur lui, il ne s'en doute pas; je reste toujours son petit Thierry; son bonheur demeure intact; je ne suis pas vengé. »

Sa vie de marchand, pleine de longs loisirs, laissait le champ libre à ses méditations corrodantes. Parfois il s'abandonnait au rêve orgueilleux que le succès le comblait tout à coup; devenu riche, c'était la personne même d'Antoinette qu'il ravissait à Abel; et tous deux enlacés fuyaient à l'étranger. Mais quand les images de cet enivrement possible avaient décuplé sa sensibilité, la haine d'Abel prenait en lui une férocité sourde. Si, d'aventure, un client ouvrait la porte, il trouvait au fond de la boutique un homme pâle, aux yeux cavés et durcis sous le front dominateur, et devant faire effort pour prononcer les phrases qui invitent.

De quatre à six le magasin, à certains jours, recevait la visite des amis. La première arrivée était généralement Claudia Jeannetty, qui furetait des yeux jusqu'au fond de la pièce, cherchant quelqu'un. Lorsqu'Antoinette Audun survenait d'aventure, le beau visage exprimait une curiosité contentée.

Parfois une petite forme noire, comme accablée de crêpes, poussait la porte, et l'on restait figé devant Mme Lambesse, qui demandait de son air impassible :

— La vente a-t-elle marché aujourd'hui ?

Claudia, femme du monde avant tout, offrait sa chaise avec tous les signes de la condoléance.

— Pauvre madame, prenez donc cette place.

Et sur quelques cérémonies qu'on faisait :

— Je vous en prie ! Moi je partais.

Et elle s'en allait en effet brusquement.

Enfin Marcel Mussy entra un soir, vint à Thierry, lui prit les mains :

— Ah ! mon ami, mon bien cher ami, attelé si fidèlement au même timon que moi, je crois que voici le succès ! J'accours vous l'annoncer.

Thierry regardait avec autant de scepticisme que de sympathie ces yeux pleins d'un bonheur d'enfant et tout près de verser des larmes. Tant d'amitié et tant de confiance s'y lisaient que Thierry avait eu beau entendre vingt fois cette prophétie claironnante d'une imminente réussite, il se détendit et s'épanouit peu à peu, comme s'il avait foi en ces espérances magnifiques.

— Je vous l'avais bien dit, se contenta-t-il de répondre.

— Mais vous avez l'air de douter encore, s'écria le potier. Il ne faut pas. Sachez qu'un richissime américain m'achète le monopole de la mussite pour les États-Unis. Alors ce sont des commandes formidables, et pour commencer, une prime que nous déterminerons sur les conseils de maître Audun.

— Mais quand l'affaire se réglera-t-elle ? continuait Thierry, en dissimulant son incrédulité.

— Peut-être dans huit jours, peut-être demain. L'Américain sort de chez moi et doit revenir.

Quand il eut dit le nom de l'étranger, Thierry reconnut qu'il s'agissait du client auquel il avait vendu le petit athlète nerveux et effilé.

Cette aubaine, avant qu'il y crût, l'excita. Il commanda boulevard de Charonne des plats décorés, une variété de coupes graciles, des pots rares, des statuettes, en vue d'une exposition. Puis il lança des cartes d'invitation qu'Antoinette, penchée sur son épaule à la boutique, rédigea d'accord avec lui. Cette idée enchantait la jeune femme. Dès le matin maintenant, elle se rendait à *Bernard Palissy*, assistait au déballage de la poterie qui arrivait de l'atelier, se délectait à l'arrangement de la mussite sur les étagères, désignait la place de tel vase, de telle figurine. Un jour vint où, plus grisée que de coutume par ce plaisir nouveau, elle en oublia l'heure du déjeuner. Maître Audun l'attendit en vain. Lorsque, s'avisant tout à coup de l'heure avancée, elle voulut téléphoner chez elle, Abel était déjà au Palais.

Le soir, au repas, il se plaignit :

— Comme vous m'avez inquiété, ce matin !

On le sentait irrité, n'osant dire tout son sentiment dans la crainte qu'il ne dépassât par sa violence le léger manquement de sa femme. Quand celle-ci eut expliqué la cause de son retard :

— Vous comprenez, mon ami, c'est cette exposition.

— Quelle exposition ? interrogea maître Audun.

Thierry et Antoinette échangèrent un regard prompt et gêné. C'était vrai, Abel n'avait pas été mis au courant du nouveau projet. Tous deux se trouvaient en faute. On plaida le peu de temps dont Abel disposait pour les confidences commerciales de Thierry, puis ses préoccupations personnelles, enfin les objections que l'on craignait de lui.

— Peu importe, mon vieux Thierry, reprit Abel, peiné, tu aurais pu me parler de ton idée.

Ce petit événement fut noyé dans un autre plus grand. L'Américain emportait en quittant Paris un stock énorme de mussite, la production totale qu'avait donnée l'atelier depuis six mois, le tout payé comptant sans préjudice de la prime de cinquante mille francs versée pour le monopole. La fortune était entrée boulevard de Charonne. Marcel Mussy venait à *Bernard Palissy*, les yeux souriants derrière le lorgnon miroitant.

— C'est le grand succès, disait Thierry, en lui serrant les mains.

— Évidemment, c'est le succès, et c'est l'argent, répondait le potier.

Mais pour qui le connaissait comme Thierry, son sourire gardait l'expression toujours non rassasiée de l'inventeur que rien ne contente. Il finit par avouer un jour :

— Comprenez-moi, mon ami; pour que j'éprouve vraiment le goût de la richesse et celui de la réussite, il aurait fallu que cette chance m'arrivât avant que ma pauvre Thérèse n'eût commis sa faute. Il y a maintenant dans notre vie déshonorée une amertume qui m'empêche d'aimer quoi que ce soit; rien, sauf l'âpre recherche. La pauvreté m'aiguillonnait jusqu'ici et me pressait de trouver sans trêve de nouvelles lignes, de nouveaux émaux, de nouvelles formules. Ce manteau d'or qui me tombe sur les épaules m'écrase; je reste aujourd'hui riche et oisif en face d'une femme pour laquelle je ne puis plus ressentir cette douce et tendre estime qui, à notre stade de la vie conjugale, succède à l'amour.

— Vous travaillerez encore, dit Thierry.

— Croiriez-vous, murmura plus bas l'inventeur, croiriez-vous que lorsque nous étions misérables, et qu'elle me faisait pitié malgré tout et que je travaillais pour elle, je trouvais à mon effort un ragoût que je n'aurai plus désormais?

« Peut-être, songeait Thierry, que le succès aurait pour moi aussi cette fadeur et cette insipidité. »

Il lui semblait pourtant que tout allait changer, que la fortune de la mussite s'étendrait irrésistiblement jusqu'à sa boutique et qu'il était à la veille d'un bonheur matériel que lui annonçaient des pressentiments inconnus. Il touchait à cette exposition dont il attendait un regain d'affaires, et il aurait pu se réjouir de cet espoir si l'attitude d'Antoinette ne lui avait donné des soucis près desquels l'attente de la prospérité ne comptait guère. On ne la voyait plus rue du Cherche-Midi. Et se doutant des motifs qui, après l'incident bien fait pour rendre prudente une femme comme elle, la déterminaient à se désintéresser de la boutique, il avait beau provoquer une explication, elle se dérobait toujours. C'était sur les obligations les plus inattendues qu'elle s'excusait. Elle sentait bien que l'explication la mènerait où elle redoutait de se laisser conduire. Thierry avait devant lui une autre Antoinette, simple mondaine préoccupée de visites. C'était un personnage, il ne le

voyait que trop. Elle usait d'une feinte pour lui échapper. Le vertige lui était venu. Il se dit :

— Tout pour ne pas la perdre!

Le jour où l'exposition ouvrait, il la surprit au thé du matin, en peignoir. Il dit impérieusement :

— Je vous attends pour partir.

— Oh! répondit-elle gaîment, vous pouvez d'autant mieux partir sans moi qu'il m'est encore impossible d'aller aujourd'hui à *Bernard Palissy*. J'ai un essayage boulevard de la Madeleine et un thé à Versailles.

— Cependant, reprit Thierry avec une fermeté pareille, cette idée dont vous avez été l'inspiratrice ne se réalisera pas sans vous.

— Il le faudra bien.

— Je ne franchirai qu'avec vous le seuil de la boutique.

— Je ne le franchirai pas pour ma part.

— Alors, moi non plus.

Il se rapprocha d'elle.

— Antoinette, vous jouez une comédie. Je vous appelle, ma précieuse amie, l'Antoinette véritable qui ne pouviez me mentir; dites-moi ce qui se passe!

Elle le regarda froidement.

— Abel est dans sa chambre, dit-elle à voix basse, il peut survenir. Vous n'en êtes pas à lui causer un atroce chagrin.

Comme elle appartenait à Abel! comme la vie conjugale avait établi sur elle sa domination irrésistible! Son mari qu'elle avait jugé, critiqué, mesuré, avait beau manquer à réaliser son rêve, il demeurait la raison de tous ses actes. Ce nom d'Abel était toujours dans sa bouche. Les droits maritaux d'Abel, principale richesse, vraie fortune et seule gloire solide de l'aîné, exaspérèrent soudain l'envie de Thierry. L'image d'Abel passa devant ses yeux, satisfait et odieux; il ne pardonna pas à un de ses traits; toute cette physionomie que le bonheur semblait avoir modelée allumait en lui une sorte de rage. Il était parvenu à l'état de Caïn disant : « Sortons ensemble. »

— Quand vous êtes présente, dit-il à Antoinette, puis-je me soucier du bonheur d'Abel, alors que j'oublie même l'incommensurable malheur de ma vie?

Il y eut sans doute, à ce moment, dans sa figure une altération saisissante, car Antoinette ne put résister à la compas-

sion qui la pressait de consoler cette douleur vivante. Au lieu de s'écarter, elle fit un pas vers lui, prit ses mains :

— Mon pauvre Thierry? murmura-t-elle doucement.

Il était dans une de ces heures où il possédait toute l'âme d'Antoinette et où l'attrait insidieux qu'elle éprouvait pour lui se divulguait par mille signes indéniables, comme l'éclat de ses yeux, la joie de ses lèvres. Si Abel avait ouvert la porte à cet instant, il aurait connu que le plus subtil de son droit était frustré. Lui aussi aurait goûté à ce poison qui vous descend de la tête aux pieds, décoordonnant la sensation de l'être ; lui, l'homme heureux, familier de tous les bonheurs. On l'entendait aller et venir dans la chambre voisine. Thierry laissa tomber sa tête sur l'épaule d'Antoinette.

— J'ai trop souffert, disait cette tête pesante qu'elle n'osait repousser.

Et Thierry appelait la main d'Abel sur la serrure. La passion de la plus affreuse vengeance croissait en lui à mesure qu'il sentait davantage cette proie impossible trembler dans ses bras. Au moment où il vit Antoinette essayer le premier effort pour lui échapper, son désir fut si fort de tuer le bonheur de son frère qu'il sembla se faire obéir et qu'en effet la main se posa sur la serrure et l'ouvrit.

Il existait dans le cœur d'Abel Audun une ingénuité née de de ses deux grands amours qui permit qu'au premier moment, le spectacle qu'il avait ne lui apparut pas extraordinaire, de sorte que si, plus roués, Antoinette et Thierry eussent gardé du naturel, le trait dont on le frappait ne l'eût pas atteint. Mais l'instinct qui sépara violemment à son aspect les deux êtres enlacés et même leur seul visage lui donna peu à peu la notion de la vérité. Il y eut un long silence, pendant lequel son cœur ne savait où aller, contre son frère ou contre sa femme. D'abord il essaya de concevoir la faute d'Antoinette, qu'il n'arrivait pas à se figurer et dont son sang ne bouillonnait pas encore tout à fait; mais le plus sensible à son âme d'homme, à cause de l'affection dont toute sa vie s'était nourrie, il lui fut bientôt loisible de le comprendre, c'était la trahison de son frère. Là était le crime rare, invraisemblable, qui ébranlait les colonnes mêmes de son existence morale. Il avait les sens ravagés pour avoir trouvé Antoinette serrée dans les bras d'un autre, mais le regard haineux de Thierry faisait crouler sa raison. Trente

années d'ordre et de paix sombraient dans la vase. Les bases de tout cessaient d'exister. C'était le grand naufrage. Et impuissant à reprendre l'équilibre, il ne pouvait échapper aux yeux de Thierry fixés sur lui et qui ne cessaient de le dévorer, changés maintenant, n'exprimant plus que l'angoisse. Quand, au bout de longues minutes que personne ici n'eût eu la lucidité de mesurer, il put enfin parler, ce fut à sa femme qu'il s'adressa pour lui dire avec le mépris que prend parfois le cerveau viril pour ce qu'il appelle la bête féminine :

— Laissez-nous.

La fierté d'Antoinette fut heureuse de ce congé qui la dispensait de s'excuser pour une faute non commise, et elle sortit toute frémissante d'orgueil blessé. Lorsque les deux frères demeurèrent seuls en face l'un de l'autre, Thierry prononça :

— Antoinette est hors de cause, absolument nette de toute honte. Moi seul suis vil.

Mais pas un mot ne sortait de la bouche d'Abel. Il restait prostré, les prunelles attachées au grain du tapis, attentif seulement aux ruines successives dont il écoutait l'effondrement dans son cœur. Quand la douleur eut pleinement pris possession de lui, et que son bonheur anéanti eut complètement cessé d'être, il laissa échapper cette plainte qui révélait la pire de ses blessures :

— Vil à ce point, toi, Thierry ?

On aurait dit que la haine ne s'allumait pas encore en lui et qu'il souffrait seulement d'avoir vu s'anéantir l'objet de sa tendresse. Pour Abel, Thierry n'était plus. Ce qui restait de lui ne semblait qu'une apparence, un débris souillé. Or, c'était le contraire. Vengé maintenant, son mal desséché et sans virus devant l'homme brisé qu'il avait devant lui, Thierry éprouvait une espèce de joie misérable à ne plus haïr. Il se retrouvait lui-même. Il allait renaître.

— Sais-tu Abel, murmura-t-il, le dernier bienfait que tu devrais m'accorder maintenant, après tant et tant d'autres dont ton affection m'a comblé ? ce serait de me faire disparaître. Je suis une bête malfaisante.

Abel fit signe que non.

— Je t'en prie, Abel !

Abel dit :

— Ce serait encore trop noble pour toi, de mourir.

— Peut-être, en effet, dit Thierry.

— Tu t'en iras seulement.

— Comme tu voudras.

Abel illisible se mit à réfléchir. Peut-être luttait-il en secret. Peut-être son équilibre d'avocat d'affaires, coutumier des coups d'œil rapides et directs, lui redonnait-il déjà son assiette pour disposer du sort de Thierry. Il y eut un silence interminable que ni l'un ni l'autre ne put mesurer. Il sembla que des heures s'étaient passées quand Abel dit enfin :

— Tu t'embarqueras pour le Maroc, où l'un de mes amis possède une banque. Tu y auras sur ma demande un petit emploi.

Il ne cherchait pas de vengeance. Il terminait seulement, avec le plus de dignité et d'ordre possible, la tragédie impure. Et encore son premier soin était-il d'assurer, jusque dans ce jugement calme et comme impersonnel, la vie matérielle du proscrit. Telle était l'âme d'Abel dont Thierry avait essayé, avec des mesures exiguës, de déterminer mesquinement l'ampleur. Et il se souvint qu'il s'était dit : « Pour les questions de morale, il en est au point d'un petit frère de Charité. »

— D'ici là, décida l'aîné, il ne sera plus question de ce qui nous divise. Comme je ne puis pas t'accorder de pardon, je ne veux pas d'excuses. Nous ne nous connaissons plus ; tout est fini. Mais jusqu'au bout, pour assurer une tenue extérieure, nous mettrons des masques.

— Soit, dit Thierry, j'accepte, mais à une condition, c'est qu'après mon départ, tu demandes à Antoinette de te lire dans la Bible un passage qu'elle sait et qui, en te dévoilant toute la turpitude que tu ne soupçonnes pas encore, t'aidera à comprendre combien elle est demeurée pure, elle.

— Tu restes jusqu'à la fin le grand moraliste, fit Abel, terriblement.

« Lorsque Caïn eut assouvi sur sa jeune et confiante victime sa passion féroce, pensait Thierry, que le corps de son frère fut étalé par terre inerte dans le sang et que les causes de sa haine, qui étaient la félicité d'Abel, n'existèrent plus, il recommença probablement de chérir cette dépouille encore chaude, et il aurait voulu lui redonner la vie. Puissé-je, avant de m'exiler, c'est-à-dire de mourir à moi-même, ranimer de tout mon souffle le bonheur de cette maison que j'ai tué aussi. »

Et dans l'instant où il paraissait le plus abject, il se baignait et se purifiait dans l'amour de son frère qu'il retrouvait enfin aux bases mêmes de son âme, intact, pareil à celui qui lui faisait dire naguère, la première fois qu'il avait frappé à cette porte avec une émotion supérieure : « Je vais revoir Abel ! » Cette affection était mêlée aux sources de sa vie. Elle était la lumière sur ses souvenirs. Elle avait le visage de son passé. Elle effaçait jusqu'à l'image de la femme tentatrice. Elle arrachait de son cœur ce cri déchirant de l'expiation :

— Je vais quitter Abel !

***

Les décisions de maître Abel Audun furent réalisées ponctuellement par Thierry avec une servilité volontaire et un anéantissement de lui-même qui parut même à l'orgueilleuse Antoinette une capitulation poltronne et une honteuse humilité. Elle aurait aimé un ressaut de fierté de la tête lamartinienne, la révolte qui embellit le péché, et le cynisme flatteur qui eût revendiqué, dans un éclat, la proie féminine disputée. Mais on n'avait pas entendu même s'enfler la voix des deux frères. Au premier regard d'Abel, Thierry s'était effondré. Elle le méprisa.

Il régla tout à *Bernard Palissy* selon les ordres de maître Audun, c'est-à-dire que l'on remit provisoirement la gérance et les soins de l'exposition de la mussite à Ida Lescherolle, qui revint de nouveau à la boutique. Marcel Mussy reprenait, vis-à-vis de Victor Lambesse, les obligations de la commandite. Et il disait, en faisant allusion à ce départ inopiné de Thierry Audun pour le Maroc :

— Comme tous ceux qui ont goûté de l'Afrique, il en a la nostalgie.

— C'est un fou, dit le père Lambesse.

Madame de son air circonspect pinçait les lèvres. Elle finit par laisser échapper un peu de son idée secrète :

— Il n'est pas bon qu'il y ait tant de différence entre deux frères.

Rue de Valois, pendant quatre jours, tout se passa dans l'ordre habituel. Abel, aux repas, demandait d'un air enjoué :

— Cela marche ton exposition ?

Et Thierry, sans contrainte apparente, citait les pièces de mussite qui avaient été enlevées pendant la journée.

Le mur qui s'était élevé entre le mari et la femme restait également invisible. Antoinette admirait secrètement la dignité d'Abel, et la glace même du silence qu'il lui opposait dans leurs tête à tête, irritait ses jeunes sens. Lorsqu'au jour dit, le cinquième après le drame, Thierry, qui n'avait pas eu avec elle la moindre explication, vint prendre congé au moment de partir, il ne sentit que sa pitié : elle l'appela son pauvre Thierry et toute la déception que son caractère lui avait causée passait dans ce mot. Lui cependant songeait qu'il disait un adieu définitif à cet être précieux et charmant qui l'avait ravi tant de mois à sa vie infâme ; la plus belle lumière qui eût jamais éclairé ses jours tristes s'éteignait. Il baisa la main florentine dont son souvenir lemportait la finesse et le parfum, et quitta sans rien dire cette sœur de son esprit, le cœur gonflé de l'ultime confidence qu'il ne lui faisait pas.

Abel l'attendait au seuil de son cabinet, prêt à sortir.

— Je t'accompagne jusqu'à la gare de Lyon, dit-il.

Thierry tressaillit. Il n'attendait pas de son frère ce dernier trait. L'heure lui parut moins affreuse. Il reprit la valise fatiguée, souillée de colle et plaquée d'étiquettes du P. L. M., son pardessus de voyage et redescendit l'escalier de la rue de Valois comme il l'avait monté deux ans auparavant.

Dans le taxi, Abel lui tendit une lettre.

— Tu remettras ceci au fondé de pouvoir de la banque de mon vieil ami. Il a reçu des ordres pour t'employer immédiatement, et te piloter à Rabat. Choisis un bon hôtel. Je sais que tu as peu de besoins, mais, dans ces climats, il faut une nourriture plus soignée. Ne fume pas trop.

Thierry ne répondait pas. Il écoutait cette voix apaisée dont toute haine était absente. Abel était toujours le même et il y avait pour Thierry un bercement ineffable dans ces conseils. Il observait le revers du vêtement d'Abel, son faux col où posait le menton plein et rasé, si calme, de l'intellectuel, sa joue modelée par les jeux expressifs des esprits déliés, son œil au regard direct, le léger grisonnement des tempes. Abel savait-il combien la faute commise contre lui était en même temps vénielle et inavouable ? Thierry comprit que non, qu'il ne savait rien et qu'il avait été assez fort pour abolir un temps ses curiosités et supprimer d'un trait de sa volonté le drame accompli, afin de remplir jusqu'au bout sa tâche près du frère malheureux,

C'était ce qui tenait closes les lèvres de Thierry. Le seul souffle d'un mot aurait jeté bas cet échafaudage artificiel de paix sous lequel on sentait, entre la haine et un sentiment trop ancien pour mourir, le désordre d'une lutte affreuse.

A l'arrivée au hall de la gare de Lyon, un employé demanda s'il n'y avait pas de bagages. Thierry répondit que non ; mais en même temps il surprit le regard triste qu'Abel lançait à sa valise de cuir élimé.

Sur chaque voie de la gare, il y avait un long train étalé comme une bête essouflée dans son box.

— Ici, dit Abel. Ta place est dans cette voiture. Je l'ai retenue.

Thierry étonné remercia son frère. Leurs yeux se rencontrèrent. Abel détourna la tête. Une bouffée de vapeur d'eau, de charbon en poussière les aveugla ; quand maître Audun chercha Thierry, il le vit debout dans le chambranle de la portière, ayant escaladé le wagon sans oser lui serrer la main. Il comprit ce que cette crainte cachait de confusion et de douleur. Une petite voiture passait, chargée de livres et de revues. Abel acheta un roman dont on parlait et le tendit à Thierry.

— Pour lire en route, dit-il en souriant.

Leurs doigts se serrèrent furtivement.

Au même instant, le train s'ébranla d'un mouvement imperceptible, et lentement la fuite commença. Thierry restait debout, dans le cadre de la portière, impassible. Leurs yeux, alors, jusqu'à la fin ne se quittèrent plus.

Thierry entendait en lui-même la parole du Seigneur :

— *Vous serez fugitif et vagabond sur la terre...*

COLETTE YVER.

LETTRES DE
FERDINAND BRUNETIÈRE
ET
E.-M. DE VOGÜÉ

1892-1906

Les lettres qu'on va lire, et qui ont été communiquées à la *Revue* par Mme Brunetière (1) et par les fils d'Eugène-Melchior de Vogüé, sont à peu près tout ce qui subsiste aujourd'hui d'une amitié qui a duré plus d'un quart de siècle et qui, de part et d'autre, fut très vive et très cordiale. Vivant tous deux à Paris, les deux écrivains se voyaient souvent, échangeaient dans de longues causeries leurs projets et leurs idées, et le plus intime de leurs pensées et de leurs sentiments n'a pas eu à s'exprimer dans une très fréquente correspondance. La fumée des cigarettes a ainsi emporté les propos et les confidences que nous aurions eu sans doute le plus d'intérêt à connaître, et l'écriture n'a fixé que le fugitif et lointain écho de la parole et de la vie.

C'est en 1882 qu'Eugène-Melchior de Vogüé, renonçant à la carrière diplomatique, vint s'installer à Paris. Jusqu'alors ses relations avec Brunetière avaient été, à ce qu'il semble, très rapides et fort peu suivies. Mais lorsqu'il le vit de plus près, il était lui-même trop épris d'originalité intellectuelle et morale pour ne pas être vivement frappé par ce petit homme fluet, à la voix métallique et grave, aux idées fortement arrêtées, à l'accent et au geste dominateurs. Quant

(1) Mme Brunetière serait fort obligée aux personnes qui ont conservé des lettres de son mari de vouloir bien lui en adresser l'original ou une copie, 75, rue Notre-Dame des Champs, à Paris.

à Brunetière, sensible comme il l'était à toutes les formes du talent, il avait déjà remarqué les premiers essais du jeune écrivain : dès 1880, il signalait à son frère les articles sur *le Fils de Pierre le Grand :* c'est « un des très solides et très jolis travaux historiques que j'aie lus depuis longtemps, » déclarait-il. Et il est à croire qu'il n'a pas cessé de soutenir de tous ses encouragements et de toute sa sympathie l'auteur du *Roman russe*, lorsque celui-ci publia dans la *Revue* les divers chapitres de ce livre mémorable.

Un peu plus tard, quand Eugène-Melchior de Vogüé aborda le roman, ce fut encore Brunetière qui l'encouragea dans cette voie nouvelle, ne lui ménageant ni son appui, ni ses conseils. La dédicace des *Morts qui parlent* qui, comme on le verra, toucha si profondément Brunetière, témoigne éloquemment de cette sorte de collaboration entre le romancier et le critique.

Les meilleures amitiés viriles, les plus fécondes sont peut-être celles qui, tout en étant fondées sur certaines idées communes, admettent ou impliquent d'assez grands contrastes d'aspirations et de caractères. Par son tour d'esprit et d'imagination, par son éducation littéraire, Vogüé ressemblait fort peu à Brunetière : celui-ci était un classique, un orateur et un logicien; Vogüé était un poète, un lyrique et un romantique; l'un s'appuyait jalousement à toute notre tradition nationale; l'autre cherchait volontiers à l'étranger ses motifs d'inspiration. De là entre eux de fréquents sujets de discussion. Mais tous deux étaient des tristes, et tous deux, anciens combattants de 1870, avaient constamment présente à l'esprit l'idée du relèvement de la patrie. C'était là plus qu'il n'en fallait pour les remettre d'accord et pour leur faire accepter l'un de l'autre des préoccupations ou des suggestions auxquelles ils eussent été d'abord tentés de se dérober.

Car je crois que cette amitié de trente ans « qu'aucune ombre n'altéra » dut, comme toutes les vraies amitiés des esprits supérieurs, exercer sur l'un et sur l'autre une salutaire et durable influence. L'action de Brunetière ne s'est pas bornée à rappeler certains préceptes de composition, à éteindre quelques métaphores trop luxuriantes. Il a suggéré une discipline. Il a fait atténuer ce qu'il y avait encore de romantisme impénitent dans l'inspiration et dans le style de l'auteur de *Jean d'Agrève* : il a assagi ce somptueux talent; il lui a prêché l'idéal classique, et il l'en a rapproché.

Quant à Brunetière, qui était beaucoup plus souple, beaucoup plus malléable et hospitalier qu'on ne l'a bien voulu dire, il semble bien que, sur deux ou trois points, le contact de Vogüé lui ait été particulièrement profitable. Assurément, liseur infatigable comme il l'était, les choses de l'étranger lui étaient familières de longue date, et il

n'était pas homme à se cantonner trop exclusivement dans l'étude un peu superstitieuse des œuvres purement françaises : l'amitié et les conseils d'Émile Montégut auraient d'ailleurs suffi à l'en dissuader. Mais enfin, son classicisme foncier aurait pu lui masquer, comme jadis à Nisard, certaines beautés exotiques. Vogüé a fortement contribué à le mettre en garde contre les involontaires étroitesses d'un goût trop limité aux mêmes modèles; il lui a ouvert de nouveaux horizons. Brunetière lui a dû, au moins en partie, de devenir un « esprit européen » et un admirable professeur de « littératures comparées. » Ceux qui ont lu et médité tel de ses articles sur *la Littérature européenne au XIXe siècle* ou sur *le Caractère essentiel de la littérature française* connaissent bien cet aspect trop ignoré de son talent et de son œuvre critique. S'il avait eu le loisir de rédiger et de publier un cours qu'il professa en 1890-1891 à l'École normale sur *les Influences étrangères dans la Littérature française*, et que ses auditeurs d'alors n'ont point oublié, c'est ce que le grand public saurait mieux encore. Je me suis dit souvent que Vogüé n'avait pas été étranger à l'idée de ce cours et aux études particulières dont il a été l'occasion.

Et il n'a pas été étranger non plus à l'évolution intellectuelle et morale qui, peu à peu, mais plus particulièrement à partir de 1895, a détaché Brunetière du *credo* de sa jeunesse. Sans doute celui-ci n'était nullement fermé au mouvement des idées de son temps, et, plus qu'aucun autre, — j'ai essayé jadis d'en fournir les preuves, — il était prédisposé à s'associer à cette « renaissance de l'idéalisme » qui caractérise les vingt dernières années du XIXe siècle, et dont il devait se faire plus tard l'éloquent apôtre. Le positivisme évolutionniste et pessimiste qu'il professait l'y acheminait assez naturellement, non moins naturellement que la ferveur de son culte pour Bossuet, et surtout pour Pascal. Mais enfin, dans toute cette première période, Brunetière est un rationaliste très résolu, et toute solution théologique ou même métaphysique du problème de la destinée humaine lui inspire une invincible défiance. Bergsonien avant la lettre, très épris des puissances d'intuition, très intimement convaincu qu'« il y a plus de choses dans le monde que notre philosophie n'en peut expliquer, » Vogüé porta plus d'une atteinte à ce rigide positivisme. D'autre part, la question religieuse n'était pas uniquement pour lui une question de vie spirituelle; c'était aussi une question d'ordre politique et patriotique : on n'a pas oublié son retentissant article sur les *Affaires de Rome* (1). Toutes ces considérations, à la longue, étaient de nature à agir sur Brunetière, à l'induire à des idées nou-

(1) Voyez la *Revue* du 15 juin 1887.

velles; et quand, quelques années plus tard, il partit pour Rome, ce fut encore Vogüé qui lui ménagea son entrevue avec Léon XIII. Sur tous les chemins de la croyance il retrouvait l'auteur du *Roman russe*.

Celui-ci a raconté dans le bel article qu'il a ici même consacré à son ami mort cette pathétique histoire d'une âme en quête de certitude. Il a retracé aussi la fin douloureuse et stoïque de cette vie sur laquelle semblait s'acharner le destin, et qui n'a guère trouvé que dans le travail et l'amitié ses dernières consolations. La mort, hélas! trop prévue, de celui qui avait été pour lui un conseiller, un frère d'armes, avait atteint Vogüé au plus vif de sa sensibilité. « Journée cruelle, écrivait-il le 9 décembre 1906 dans une note intime. Brunetière s'est éteint ce matin à dix heures, sans souffrances, après avoir demandé à boire, et dit : « Maintenant, je vais dormir longuement. » Je l'avais vu pour la dernière fois quelques minutes, mercredi dernier 5. Je viens de le revoir sur son lit de mort, spiritualisé; une ombre, un rien dans l'habit noir dont on l'a revêtu. Sur le visage, la mort a remis un étrange air de jeunesse : un jeune étudiant de vingt-cinq ans, grave, sévère, plein d'espoir; plus une ride; la lourde vie dévastatrice qui l'avait ravagé est effacée; il arrive derechef à Paris et va y tenter la fortune... Paris, Heredia, Sorel, Brunetière, tous mes filleuls, tous mes pairs, tous mes étais tombés avant l'âge. Je me sens seul, seul, seul, — ancestral et isolé parmi les autres. »

VICTOR GIRAUD.

A E.-M. de Vogüé

Paris, le 26 septembre 1892.

Je vous remercie bien, cher monsieur et ami, de la petite lettre des *Débats* d'hier, en m'excusant de ne l'avoir lue que ce matin seulement (1). Heureuse coquille, qui m'a valu ce nouveau témoignage de votre bonne amitié! Croyez que dans

(1) Voici la lettre en question adressée au directeur du *Journal des Débats*.

Vals, le 23 septembre 1892.

Mon cher ami,

Une malencontreuse coquille s'est glissée dans l'étude sur *la Grèce d'aujourd'hui* que vous avez imprimée hier (2). On me fait dire, en parlant de M. Brunetière : « Il entend qu'on *le* respecte. » J'avais écrit : « Il entend qu'on *la* respecte » (la littérature.) Une lettre changée fait de mon innocente plaisanterie une lourde banalité; je la relève, parce qu'on pourrait y voir une allusion déplaisante, au moment où mon ami affronte quelques horions pour défendre quelques idées qui nous sont communes.

Agréez, je vous prie, l'assurance de mes sentiments dévoués.

(2) *La Grèce d'aujourd'hui*, par M. Gaston Deschamps, 1 vol.; A. Colin.

les circonstances présentes et pour des raisons que je vous dirai plus à loisir quand nous nous reverrons, je vous en ai une reconnaissance toute particulière.

Votre tout dévoué.

F. BRUNETIÈRE.

A F. Brunetière

Varagnes-lez-Annonay (Ardèche), 29 juillet 1893.

Mon cher ami,

Je suis engagé dans une dure bataille. Dix-huit heures par jour je cours le pays, je parle en plein vent, j'écris, j'organise des services. Hier soir, dans une assemblée houleuse, j'ai dû tenir tête aux contradicteurs durant trois heures. Je recommence ce soir, en un lieu où je serai à peu près seul contre une bande amenée de la loge d'Annonay par mon adversaire. Et ce sera ainsi à chaque heure, du Rhône jusqu'au pied du Mézenc, pendant les 22 jours de campagne que j'ai devant moi.

Dans ces conditions, je dois prier la *Revue* de m'excuser pour le 15 août. Je ne trouverai pas une heure pour écrire une page pendant ces trois semaines; et quand j'aurais par impossible cette heure, ce que j'écrirais serait indigne de la *Revue* et de moi, l'esprit étant tout entier tendu vers un seul objet. Je m'en désole, mais lorsque l'on a accepté de porter un drapeau, il faut le mener à la victoire avec tout l'effort dont on est capable. Je l'y mènerai, si la santé ne me trahit pas dans cette dépense physique et morale de chaque instant. — Et j'irai écrire pour vous au bord de la mer, en septembre, quelques pages qui seront, je l'espère, une revanche de cette politique départementale. Aujourd'hui, rien à tirer d'un cheval lancé au galop vers le poteau d'arrivée. Adieu, voici la plus longue lettre que j'aie écrite depuis quinze jours. Préparez-nous un bon discours pour les *templa serena* (1), donnez-moi, si vous le pouvez, des nouvelles de la réorganisation de la *Revue*, et croyez-moi bien cordialement à vous.

E.-M. DE VOGÜÉ.

(1) F. Brunetière, qui avait été élu à l'Académie française le 8 juin 1893 au fauteuil de John Lemoinne, préparait son discours de réception.

A E.-M. de Vogüé

Sceaux, le 5 août.

Mon cher ami,

J'aurais voulu répondre plus promptement à votre dernière lettre, et surtout, j'aurais voulu pouvoir vous donner de la *Revue* des nouvelles plus certaines, mais il ne s'y passe rien, ou, si vous l'aimez mieux, il s'y passe tant de choses que personne, je pense, n'y voit clair, et je n'ose conjecturer ce qui sortira de l'assemblée du 11 août. D'Haussonville est parfait pour moi, mais... de toute manière, on ne réglera rien de définitif avant le mois d'octobre ou de novembre. Vous dirai-je d'ailleurs ce qui m'ennuie le plus dans toute cette affaire? C'est qu'il faut que je commence par y perdre tout espoir de vacances, et vous savez si j'aurai cependant besoin de souffler!

J'imagine, ou plutôt je sais que de votre côté, vous n'êtes pas sur un lit de roses, comme disait l'autre, et j'ai hâte pour vous que cette campagne soit terminée. Vous avez dû être content de l'attitude de Jules Roche, qui lui a fait beaucoup d'honneur; mais l'êtes-vous autant de vos affaires? et qu'espérez-vous du résultat final? Pradal, votre sénateur, l'un de vos sénateurs que j'ai vu avant hier, n'a rien pu me dire de très précis; mais il craint que vous ne *buviez* pas assez et, sans vous le souhaiter, il serait plus sûr de vos compatriotes si vous étiez X... C'est un des problèmes dont on ne veut pas s'occuper, que celui de *l'organisation* du suffrage universel.

Je vais me mettre à mon *Discours* que je commence à craindre qui soit aussi sec lui-même que son objet.

A bientôt, mon cher ami, ou plutôt mon cher député, comme je voudrais pouvoir vous appeler dans trois semaines. Je vous envie un peu cette agitation physique que vous êtes obligé de vous donner, et je continue de brouter où je suis attaché. Mille amitiés du fond du cœur et croyez-moi toujours votre entièrement dévoué.

F. Brunetière.

A F. Brunetière

Dieppe, 26 août.

Mon cher ami,

Entre les trois cents lettres et plus que j'ai ramassées hier à Paris, je prends d'abord la vôtre pour vous répondre d'un mot

qu'elle m'a vivement touché; elle ne pas m'a surpris; j'attends toujours de vous, avec sécurité, ces sentiments et ce langage dans la bonne et la mauvaise fortune (1).

Je n'ai fait que traverser Paris, je suis venu m'abattre ici comme un cheval fourbu; j'ai besoin de quelques jours de plein repos, sans agir ni penser. La lutte a été singulièrement rude, l'effort physique et moral tendu au possible : j'en suis charmé, je n'avais jamais fait pareille épreuve de mon endurance, et il est toujours bon de connaître sa mesure au dynanomètre. Je ne vous donne pas de détails; j'ai envie de narrer quelques impressions pittoresques d'une campagne électorale, pour mon tribut du 15 septembre à la *Revue*; et, d'autre part, ma femme me donne une bonne nouvelle : vous lui auriez promis votre visite à Dieppe. Nous causerons longuement, si vous réalisez ce projet. Ce serait vraisemblablement la semaine prochaine, vers le 1er septembre, jour de chômage : vous fêteriez avec nous l'anniversaire de la naissance d'Henri (2). Il est possible que j'aille passer la journée de jeudi à Paris, pour voir ce que disent les hommes; je me promets de vous ramener, en ce cas, jeudi soir ou vendredi matin. Vous m'instruirez des choses de la *Revue* : je ne sais rien; depuis six semaines, je n'ai pas eu le loisir de regarder par delà l'horizon de mon champ de bataille.

Je m'effraie un peu de ce que l'on semble attendre de moi. Pourtant, je crois avoir bien observé les ressorts efficaces pour mettre en mouvement l'agglomération d'êtres atones qui forment une société, petite ou grande; et c'est là l'essentiel du gouvernement. Les raisons de métaphysique politique avec lesquelles nos journaux jugent les succès ou les insuccès de telle catégorie nominale font sourire, quand on a mis la main à la pâte. Je m'expliquerai prochainement à ce sujet.

A revoir sous peu de jours, j'y compte, mon cher ami, et je vous serre cordialement la main.

E.-M. DE VOGÜÉ.

(1) F. Brunetière avait adressé ses félicitations à son ami qui avait été élu député de l'Ardèche le 20 août 1893.

(2) Henri de Vogüé, fils aîné de l'écrivain, né à Tsarskoé-Sélo le 1er septembre 1879, mort pour la France le 15 octobre 1915.

A E.-M. de Vogüé

Paris, le 1er octobre.

Mon cher ami,

C'est de Sceaux qu'en réalité je vous écris, et si je ne suis pas allé vous voir, c'est qu'ayant dû me mettre au lit mercredi soir je n'en suis sorti hier que pour me traîner à la *Revue* où j'avais une mise en pages à surveiller. Il ne s'agissait à la vérité que d'un gros rhume, mais instruit par l'expérience de ces dernières années, comme il s'accompagnait de douleurs menaçantes, je me suis hâté de le traiter vigoureusement, et je reprendrai demain lundi ma besogne. Je n'en suis pas moins à bout de forces, et je vois avec terreur approcher le mois de novembre. S'il faut reprendre l'École (1) et la Sorbonne sans avoir eu, depuis quatorze mois, quinze jours seulement pour souffler, je ne sais comment tourneront les choses.

A demain, mon cher ami, j'ai hâte de vous voir et de causer un peu avec vous. Croyez aux sentiments avec lesquels je suis, du fond du cœur, votre affectueusement dévoué.

F. Brunetière.

A E.-M. de Vogüé

Paris, le 25 août 1894.

Quand j'ai vu que vous aussi, — *tu quoque*, — vous preniez votre part des fêtes d'Orange, j'ai bien pensé que votre *Joseph de Maistre* ne serait pas pour le 1er septembre, — et de là ma dépêche. Mais il n'importe, et j'attends vos seize pages avec impatience, plus heureux, naturellement, si vous les apportez vous-même, et plus heureux encore, — oh ! combien plus ! — si je pouvais repartir avec vous pour les Gauds (2). Mais je ne le pourrai pas ! non, je ne le pourrai pas pour toute sorte de raisons, que je vous dirai, si je vous vois, et, si je ne vous vois pas, que vous croirez aussi fortes qu'en effet elles le sont pour m'empêcher d'aller visiter vos montagnes. Je dis, les montagnes, par façon de parler !

(1) L'École Normale supérieure.

(2) *Les Gauds*, situés dans la commune de Saint-Romain-d'Aÿ (Ardèche), villégiature d'été d'E.-M. de Vogüé de 1894 à 1898.

Mais vous, vous y reposez-vous au moins de vos fatigues? Le soleil y brille-t-il, et pouvez-vous me répondre qu'il existe encore? Car à Paris on ne s'en douterait guère, et si vous lisez dans les journaux qu'il fait beau temps, cela veut dire, tout simplement, vous le savez, qu'il n'a pas plu dans la journée. Je n'ai pas besoin de vous dire que j'en suis plus triste que jamais, et s'il faut que cela dure, je pressens que j'en tomberai malade. Rien de nouveau, d'ailleurs, à vous dire, ne voyant presque plus personne ni à la *Revue* ni à l'Académie, où nous étions bien six aujourd'hui, mettons sept, y compris le bureau...

Avez-vous par hasard des nouvelles de Bourget? Je crois qu'il est allé passer quelque temps en Angleterre. Songe-t-il à son *Discours*? et tenez-vous à peu près le vôtre?

A bientôt, mon cher ami, pardonnez-moi ce bavardage; rappelez-moi, je vous prie, au bon souvenir de Mme de Vogüé; faites mes amitiés aux *enfants*, — si j'ose appeler encore Henri de ce nom familier, — et agréez une fois de plus l'expression des sentiments avec lesquels je suis

Votre bien affectueusement dévoué.

F. BRUNETIÈRE.

A F. Brunetière

Chambre des députés.

Paris, 20 novembre.

Mon cher ami,

Nous sommes en plein Madagascar : la discussion viendra jeudi ou samedi au plus tard, ce qui m'a fait remettre au dimanche 2 décembre mon voyage et ma conférence à Lyon. La préoccupation est générale dans le milieu parlementaire : on votera la mort dans l'âme, avec le sentiment qu'on s'attache au pied un boulet dont nul ne peut calculer le poids futur ; avec la conviction que notre routine coloniale ne fera rien pour créer là une richesse qui nous indemnise des sacrifices consentis (1). Je veux tâcher de m'expliquer à la tribune, je me sens plein de choses qui veulent être vomies sur ce sujet. Mais ce que je tiendrais le plus à dire n'est pas fait pour cet auditoire, pour les conventions qui régissent cet étrange théâtre. Il y a d'ail-

(1) Il s'agissait du vote d'un crédit de 65 millions pour l'envoi à Madagascar d'un corps expéditionnaire.

leurs vingt orateurs inscrits, le Gouvernement presse pour que l'on en finisse, et il faudra que l'occasion, qui est tout dans les Assemblées, me serve avec une rare complaisance pour que je puisse exprimer l'essentiel de ma pensée. Même dans ce cas, il me restera beaucoup à dire, à dire autrement et pour un public plus réfléchi, — je n'ai pas dit plus intelligent, ajoutez-le.

D'autre part, j'ai, suivant mon habitude, le cerveau si obsédé par mon idée actuelle que je ne réussis pas, depuis huit jours, à *sortir* une ligne sur d'Annunzio. Je le lis, et je pense à mes projets sur Madagascar. C'est une fatigue intolérable, et je sens que je serais exécrable, en ce moment, dans la critique littéraire. Voulez-vous, si vous n'avez rien de prêt ou de prochain sur Madagascar, que nous remettions d'Annunzio au mois prochain et que je vous donne mes pages sur le sujet d'actualité, ce qui serait, je crois, l'intérêt de la *Revue*? — Mon plan ne serait point de m'étendre sur Madagascar, et la carrière restera entièrement libre pour le spécialiste qui voudra parler dans la *Revue* de l'île africaine, de son avenir, etc... Mon article serait résumé par ce titre provisoire, qui cédera la place à un meilleur, mais qui vous fera saisir la position de mon sujet: idées sur la colonisation à propos de Madagascar. Le point central serait *le moyen de colonisation* que je veux indiquer à la tribune, avec les réserves et la cautèle que commande le lieu, et que je développerai plus librement sur le papier. Ce moyen ferait enfin une part à l'initiative privée ; il est vieux comme le monde, c'est l'adjonction à l'expédition militaire d'une légion colonisatrice, *ense et aratro*, etc. Je crois que le lieu, les circonstances et la position diplomatique du conflit nous offrent une occasion unique de tenter cet essai dans de bonnes conditions d'expérience. Mais je ne m'étends pas davantage, je vous indique seulement l'idée. M. Guesde tonne dans mes oreilles, il fait d'ailleurs un discours qui a de merveilleuses parties. Répondez-moi donc courrier par courrier, au besoin par un mot télégraphique, cher ami, si vous ne voyez pas d'inconvénient à cette substitution de sujet, qui répondrait, je le répète, à la préoccupation publique en ce moment (1).

L'heure de la poste va sonner, Deschanel sonne aussi.

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er décembre 1894 l'article intitulé : « Madagascar et la colonisation française. »

Soyez heureux au soleil, dites si vous partez pour Rome. — *Vale.*

E.-M. DE VOGÜÉ.

A E.-M. de Vogüé

Rome, le 23 novembre.

Mon cher ami,

Votre lettre ne m'a point surpris, et, pour dire toute la vérité, je m'attendais si peu à vous voir parler de d'Annunzio cette fois-ci que je me suis bien gardé de souffler mot de vos intentions aux jeunes littérateurs de ses amis qui brûlaient ici, très visiblement, du désir de les connaître. Ce sera donc pour le mois de janvier, si nous pouvons du moins profiter de la *trêve des confiseurs*. Vous savez quelles sont mes raisons de tenir à l'article, et j'ajoute que, si par hasard nous en avions abandonné l'idée, j'aurais trouvé, depuis quarante-huit heures, dix motifs de la reprendre. Grâce à d'Annunzio, sans doute, *ils* attendent impatiemment une opinion française qui le consacre, et vous en conviendrez, c'est une satisfaction que nous ne pouvons pas leur refuser ! Il y aurait conscience ! et faute de seize pages, nous trahirions à la fois un homme de talent, la *Revue des Deux Mondes* et même la patrie.

Quant à l'affaire de Madagascar, je crois bien avoir entendu votre pensée, mais ne craignez-vous pas, en l'exprimant trop ouvertement, qu'on nous accuse d'ambitions un peu chimériques? A la vérité, je sais bien que j'en parle un peu d'après mon ami Frey (1), qui n'a qu'un seul désir, qui est de prendre sa part de l'expédition, mais qui ne croit pas du tout à l'avenir colonial de Madagascar. En revanche, il estime très haut l'importance politique de l'occupation, et, entre nous, très différent en ce point de Charmes, il est pour *l'occupation effective* et non pas pour l'établissement d'un *protectorat*. Point de demi-mesures, c'est un programme de militaire : il se pourrait d'ailleurs, tant au point de vue du dedans qu'au point de vue de Madagascar même, que ce fût un programme aussi de politique. Ce sont au surplus des questions qu'il est assez difficile de traiter par correspondance, et pour cette raison je n'y insiste

(1) Le général Frey.

point. Mais tâchez seulement, je vous en prie, dans notre intérêt à tous, que la divergence ne soit pas trop apparente entre les idées de votre article, et celles que Charmes exprimera vraisemblablement dans sa chronique. C'est Gabriel (1), je ne l'oublie point, qui nous a jadis lancés dans l'aventure coloniale, mais, que voulez-vous, je ne puis m'empêcher de préférer la prudence de Francis, et, après cela, mon ami, prenez ma tête !

Voulez-vous que je vous parle maintenant d'autre chose? Enfin me voilà donc dans cette ville immense! où mon premier exploit a été de m'enrhumer à fond. Je ne m'en vante pas! Le second a été de mettre, ou d'essayer de mettre à jour une volumineuse correspondance, et je pourrais m'en vanter au besoin, mais le fait est que l'exploit n'est pas achevé. Vous me pardonnerez donc si je n'ai pas encore d'impressions de voyage à vous communiquer, et d'ailleurs vous savez que pour en avoir il faut décidément que je ne sois plus sous le feu de la place, ou si vous l'aimez mieux, en présence des objets. Ils m'influencent, et je n'ai point assez de liberté d'esprit pour les juger, ce qui est, quoi que vous en disiez, l'une des quatre fins de l'homme.

Croyez-vous peut-être que le repos en soit une autre ? Moi, je commence à craindre qu'il ne soit, à vrai dire, qu'une terminaison, et ce n'est pas tout à fait la même chose. Si mon rhume dure, et qu'il s'aggrave, ce qui n'aurait rien d'improbable à Rome, je reviendrai sans doute à Paris plus fatigué que je n'en étais parti ! Mais qu'y faire? Et aussi bien le repos c'est peut-être l'ennemi. Fuyons-le donc, ainsi que nous l'avons fait jusqu'ici, et de temps en temps changeons seulement de fatigue. Cet aphorisme n'a rien de neuf, mais il n'a rien de consolant !

Au revoir, mon cher ami, je ne veux pas plus longtemps vous ennuyer de ma prose ; pardonnez-moi cette longue lettre; rappelez-moi, je vous prie, au souvenir de Mme de Vogüé, et croyez aux sentiments avec lesquels je suis du fond du cœur

Votre affectueusement et entièrement dévoué.

F. Brunetière.

(1) Gabriel Charmes.

A. F. Brunetière

Paris, 25 novembre.

Mon cher ami,

J'ai eu ce matin votre lettre, à défaut de votre poignée de main, au lendemain d'une dure bataille; bataille perdue, — je ne m'attendais pas à la gagner, — contre une assemblée déchaînée, où l'hostilité de mes adversaires était secondée par la froideur de mes « amis? » habituels : chez ceux-ci, je heurtais le sentiment intraitable de l'homme qui fait une bêtise, qui le sait, et qui n'aime pas qu'on le lui dise. Je fais d'ailleurs très large la part de mon inexpérience du métier; j'aurais payé cher pour avoir vos dons oratoires, vos moyens physiques. Ma voix, portée trop haut, se brise vite à vouloir dominer le tumulte, et je me rends parfaitement compte de mon erreur professionnelle, qui consiste à poser l'idée comme nous le faisons dans un article, en laissant attendre au lecteur le développement, alors que dans le discours politique il la faut jeter tout entière à l'auditoire dès l'exorde. C'est une consolation de se donner les raisons de la défaite. C'en est une autre de se dire qu'à cet exercice-là, plus encore qu'à tous les autres, on réussit rarement du premier coup. Avec plus de fatuité pour mon idée, sinon pour moi-même, je pourrais me rappeler le grand patron (1) conspué par les assemblées de Juillet, chaque fois qu'il venait défendre une thèse trop neuve, les chemins de fer, l'Algérie, etc... Enfin, je reçois philosophiquement le torrent d'injures et de brocarts que les journaux ne me ménagent pas, vous le devinez assez. Je reprends mon instrument naturel, la plume; stimulée par un vif désir de rebondir, je me figure qu'elle me fournira quelques pages qui feront honneur à notre maison. Vous verrez par la thèse esquissée à la tribune que j'abonde dans votre sens, prudence et doute sur la chose que l'on fait avec les moyens qu'on y emploie. C'est cela qu'une majorité emballée ne m'a pas pardonné. Durant cette dernière journée, quand Pourquery de Boisserin est venu proposer de voter par acclamation les crédits, quand Ribot a mené du haut de la tribune nos troupes à

(1) Lamartine.

la victoire, en traitant d'anti-patriotes ceux qui pourraient hésiter, j'ai compris ce qu'avait été la chambre du Mexique, et celle où l'on criait : A Berlin ! Qui a dit que se sauver en avant est chez les Français une forme du courage ou de la peur ?

J'aviserai à ce qu'il n'y ait pas de dissonances criardes avec Charmes; c'est d'autant moins à craindre qu'il voudra sans doute atténuer devant le public l'emballement belliqueux que je n'ai pu partager, et qu'il n'a pas à s'occuper de la marotte individuelle avec laquelle je voudrais alléger les responsabilités de l'État.

Nous ferons certainement à d'Annunzio la politesse qui lui est bien due ; mais si notre article eût été sous presse cette semaine, il eût fallu le retirer. L'affaire du capitaine Romani a créé un état d'esprit qui nous vaudrait à cette heure de mauvais compliments si nous vantions un Italien. Je suis bien aise de vous en aviser, car cet état d'esprit commande de la réserve dans les visites politiques, tout au moins la précaution de les dérober à la publicité. Les journaux intiment à Zola l'ordre de revenir et de ne plus accepter de banquets, vous voyez la note.

Avez-vous frappé au *Portone?* Êtes-vous monté au Vatican? Je sais qu'on vous y fera grand accueil ; et j'imagine d'autre part qu'on aura *combiné* d'attendre pour vous recevoir le départ de l'autre « grand Français (1), » dans ce monde où l'on ménage tout et tous, où l'on n'appuie jamais sur les coups que l'on croit devoir porter, sur les préférences que l'on marque discrètement.

Présentez mes amitiés à M. de Behaine (2). Si mon amie la comtesse P... est à Rome, ce que je ne crois pas, — Palais Sciarra, — mon nom crayonné sur votre carte vous introduira là comme chez vous ; vous serez intéressé et mis au courant de bien des choses. Vous êtes attendu dans cette maison, mais je vous avais annoncé pour décembre. Serez-vous ici le 6 pour sacrer Houssaye (3)? Nous avons perdu ce matin M. Duruy.

Je vous quitte sans plus de cérémonies pour gagner mon lit : j'ai corrigé des épreuves de sténographie, la nuit dernière,

(1) Émile Zola.

(2) Le comte Lefebvre de Behaine, ambassadeur de France auprès du Saint-Siège.

(3) Henry Houssaye fut élu à l'Académie française le 6 décembre 1894 au fauteuil de Leconte de Lisle.

jusqu'à 3 heures et demie, au milieu de figures patibulaires, et cette aimable occupation donne tout à fait l'impression de la récolte des morts et des blessés, le soir, sur le champ de bataille où l'on a chargé pendant le jour. Je suis très las après ces trois journées de tension, et il faut se lever demain à l'aube pour revenir à la charge dans la *Revue*. J'ai voulu pourtant causer un instant avec vous. Vous savez, les lendemains de défaite, on n'est pas très dérangé par les amis! Ergo...

Affectueuse poignée de main.

E.-M. DE VOGÜÉ.

A E.-M. de Vogüé

Bex, le 14 septembre 1896.

Mon cher ami,

Le temps est déplorable, ici, comme de vos côtés, sans doute. Je ne suis pas plus content qu'il ne faut de mes premières semaines de vacances, mais il faut en prendre notre parti, et je crois que nous n'aurons jamais plus de « vacances » ni de repos, que dans la tombe. Il doit y avoir quelque chose d'éminemment *subjectif* dans la conception que nous nous formons des vacances, et avec cela, sous prétexte qu'il existe des Suisses et des Italies, nous persistons à les organiser, je veux dire nos vacances, comme si elles répondaient à quelque chose d'*objectif*.

Je viens de terminer, pour le livre de Balfour sur *les Fondements de la croyance*, une préface assez longue que je mettrai peut-être dans la *Revue* (1), et je vais préparer maintenant ma conférence de Marseille. Je dois parler, je vous l'ai dit, sur *le Fondement de l'idée de Patrie* (2), et il me revient qu'ils ont l'idée là-bas d'en faire une conférence « populaire. » J'aimerais assez qu'elle fût même « contradictoire » et que Flaissière y prît la parole. Expliquez-moi pourquoi tout cela me semble manquer d'importance, et cependant je m'y passionne! C'est « l'inconscient » de von Hartmann, et le « vouloir vivre » de Schopenhauer, mais pourquoi, mon Dieu! pourquoi?

F. BRUNETIÈRE.

(1) Voyez la *Revue* du 15 octobre 1896. Ces pages ont été recueillies dans le volume intitulé : *Questions actuelles*, Perrin, 1906.

(2) Voyez cette conférence dans la première série des *Discours de combat*, Perrin.

Toulouse, le 8 novembre.

Mon cher ami,

Je crains fort que cette lettre ne coure après vous comme la vôtre a fait depuis trois jours à ma poursuite, mais je serai de retour à Paris *mercredi matin*, 11 du courant au plus tard, et puisque vous y serez également, nous aurons tout loisir de causer de *Jean d'Agrève*. Ai-je besoin de vous dire, en attendant, combien j'en ai goûté la première partie, sous la réserve ordinaire de quelques observations de détail que je vous soumettrai, quand ce ne serait que pour vous prouver avec quel *intérêt* je vous ai lu? Vous entendez aussi à quelle intention je souligne ce mot.

Pour la lettre dont vous me parlez, j'hésite, et après l'avoir attentivement relue je ne sais trop pour qui me prononcer. Elle n'est pas précisément trop *longue*, mais peut-être vous y montrez-vous trop; et sur trop de points les opinions de votre héros sont-elles un peu trop visiblement les vôtres. L'effet de longueur disparaîtra, j'en suis presque assuré, si vous trouvez moyen d'*objectiver* un peu les jugements de votre personnage. Voyez donc aussi, pendant que vous y serez, si la troisième lettre de Jean d'Agrève, celle qui contient la longue description de Port Cros, ne pourrait pas être abrégée? Et pour en finir avec mes scrupules, ne trouvez-vous pas que la phrase sur Costa a quelque chose de trop direct? Elle éclate brusquement, comme une note *d'hier* ou d'aujourd'hui dans un récit dont la perspective et même la tonalité sont nécessairement *d'avant-hier*.

Au reste ce n'est rien que tout cela, et si les parties qui vont suivre tiennent ce que promet votre exposition, je crois que nous pouvons compter sur un *gros* succès : pardonnez-moi l'épithète; il faut bien faire son métier! et le mien, dont je ne suis pas tous les jours fier, consiste à évaluer le *rendement* d'un manuscrit.

A mercredi donc, mon cher ami, ou à jeudi, au plus tard. Si cette lettre vous trouve encore au Plantier (1), vulgo *Les Palmiers*, faites-moi l'amitié de vouloir bien me rappeler au souvenir de vos hôtes, et croyez aux sentiments avec lesquels je suis votre bien affectueusement dévoué.

F. Brunetière.

(1) Chez M. Paul Bourget.

J'écrivais cette lettre en revenant de visiter, sous la conduite de notre archevêque (1), un autre archevêque et sa merveilleuse cathédrale d'Albi (2).

New-York, le 27 avril 1897.

Mon cher ami,

Voilà longtemps que j'aurais voulu vous donner de mes nouvelles, afin d'en recevoir de vous, mais, en vérité, je n'ai pas eu, depuis un mois tantôt, un moment de loisir, et je ne sais comment j'aurais pu vous adresser ces quelques mots si le général Grant ne s'en était mêlé. Vous me demanderez comment? C'est qu'on le fête aujourd'hui d'une manière solennelle, sans que personne, d'ailleurs, puisse me dire exactement pourquoi. L'opinion la plus répandue est toutefois qu'on essaie de le consoler ainsi dans sa tombe d'avoir été l'auteur de sa famille et le père de son fils, ou de l'un de ses fils. Il s'ensuit que New-York n'est plus aujourd'hui dans New-York, et pouvant enfin respirer, j'en profite pour vous dire, comme vous le voyez, qu'il y a un mois que je ne l'ai fait. J'ai eu d'ailleurs de vos nouvelles, et j'ai su que vous étiez allé passer vos vacances de Pâques au Plantier. Vous y avez trouvé, je pense, tout le monde en bonne santé, retour d'Italie, et le maître de la maison travaillant à son roman. Je lui écris, d'ailleurs, en même temps qu'à vous, et j'espère qu'il sera rentré avec vous à Paris.

Je ne vous donne point aujourd'hui de *Sensations d'Amérique* pour plusieurs motifs, dont le principal est que je n'aurai de sensations dont je sois un peu sûr que sous la forme de réminiscences, et quand l'*objet* ne m'influencera plus de sa présence. Je me trouve en effet presque trop Américain moi-même, pour le quart d'heure, et je ne dirai pas que cela m'enrage, mais j'en suis tout de même étonné! Qui est-ce qui se connaît? et de tous les mystères en savez-vous décidément un qui nous soit plus impénétrable que notre propre individu? Je développerai ce beau thème si j'écris mes *Impressions* (3).

En attendant, j'ai fait hier *ma 20e Conférence*, — je dis bien la 20e, puisque je m'étais imposé de ne pas en répéter une

(1) Mgr Mathieu, archevêque de Toulouse.

(2) Mgr Mignot.

(3) Voyez dans la *Revue* du 1er novembre 1897, l'article de Brunetière intitulé : *Dans l'Est américain*.

seule, — et n'en ayant plus que cinq, dont deux au Canada, nous nous embarquerons, le 8 mai, pour être rendus à Paris dans les environs du 16 mai.

Je ne vous demande pas de vos nouvelles, ni de celles de Mme de Vogüé, ni de celles de vos enfants puisque vous ne pourriez pas m'en donner en temps utile. Je suppose aussi bien que si vous aviez éprouvé quelque contrariété, vous m'auriez fait l'amitié de m'en informer. Je vous reverrai dans trois semaines, et en attendant le plaisir de recommencer nos causeries, je vous envoie, avec tous mes souhaits pour les vôtres et pour vous, l'expression des sentiments affectueux avec lesquels je suis

Votre bien dévoué,

F. Brunetière.

Paris, le 15 mars 1898.

Mon cher ami,

Je vous retourne votre *Discours*, qui me paraît excellent en toutes ses parties, pour la forme comme pour le fond (1). Sur une mer assez difficile, il était impossible de gouverner plus habilement, et le récipiendaire sera content de vous. J'atténuerais toutefois l'éclat d'une ou deux métaphores. Ne nous faites-vous pas aussi la part un peu trop belle, à nous autres *intellectuels*, dans votre péroraison, étant donné surtout qu'il s'agit d'un Richelieu? En poussant en effet votre raisonnement à l'extrême, ce n'est pas à Pascal ni Corneille qu'on finirait par donner le premier rang, ce serait à Fermat ou à Newton, dont l'œuvre est encore bien plus assurée de sa durée, ou même à Jacquart et à Stephenson? Mille amitiés de votre bien dévoué.

F. Brunetière.

Paris, le 3 août.

Mon cher ami,

Je prendrai demain jeudi le train de 8 h. 20 et je serai à Coutances vers 4 heures. Il fera chaud, je ne sais si je dois dire que je le crains ou que je l'espère, mais les voyages de nuit m'assomment et nous aurons dimanche une journée fati-

(1) Réponse au discours de M. Gabriel Hanotaux prononcé à l'Académie française dans la séance du 24 mars 1898.

gante (1). Voulez-vous, je vous prie, présenter à Mme de Vogüé mes très humbles hommages, et me croire toujours votre bien dévoué,

F. BRUNETIÈRE.

A F. Brunetière

Coutances, 31 août.

Mon cher ami,

Lundi soir, quelques instants avant de quitter Paris, j'ai appris d'un ami (2) ces détails que je vous donne pour votre gouverne et dont je vous garantis l'exactitude. Il n'y a eu aucune conversation préalable, aucune ouverture. Mercredi dernier, quand la communication de Montebello est arrivée, il n'y avait au ministère que Jusserand et Paléologue (3). Nisard était à Évian, le ministre dans l'Ariège, on ne s'attendait à rien. Delcassé, rappelé d'urgence, a déclaré d'abord « qu'il ne comprenait pas. » On n'a pas de chiffre au quai d'Orsay avec le Havre ; c'est invraisemblable, mais c'est ainsi : on a expédié un courrier au Havre, où la surprise fut aussi grande (4).

Il y a les meilleures raisons de croire que Berlin a été saisi de même, sans entente ni sondages préliminaires. Ce serait donc bien un *motu proprio* mystique ; ou, pour être plus exact, une reprise absolue de la conscience impériale par ce grand directeur spirituel, Pobédonostzeff, tout comme celle du rescrit qu'il se faisait décerner le même jour, je n'en puis douter. Je n'ai pas encore le texte russe, je l'aurai d'ici deux ou trois jours, et avec lui une certitude plus assurée, car la rédaction de presque tous les rescrits importants pour le précédent règne était confiée à ce même Pobédonostzeff. Sa marque est reconnaissable. Et un mot qu'il disait un jour à ma femme me revient à la mémoire : « Le grand point, pour un homme qui a joué un rôle, est d'accom-

(1) Brunetière et E.-M. de Vogüé se rendirent ensemble à Saint-Malo le 7 août 1898, pour assister au cinquantenaire des funérailles de Chateaubriand.

(2) M. Maurice Paléologue, qui était alors chargé des affaires de Russie au ministère des Affaires étrangères.

(3) Il s'agit d'une note diplomatique remise le 24 août 1898 par le comte Mouravieff, ministre des Affaires étrangères, émanant de l'initiative du tsar Nicolas II et conviant toutes les Puissances à rechercher dans une conférence les moyens de mettre un terme au développement progressif des armements. La conférence de La Haye devait s'ouvrir le 18 mai 1899.

(4) Le Président Félix Faure était au Havre.

plir un grand acte avant de mourir ; tout le reste s'oublie, cet acte seul reste et immortalise un nom. »

N'oubliez pas que pour ce procureur-général du Saint-Synode la France de la Révolution et de la libre pensée est l'Antéchrist, dans toute la force du sens que nos aïeux donnaient à ce mot. Tablez maintenant sur ces données, que je vous livre très confidentiellement, pour tirer les conséquences des événements actuels.

Cordiale poignée de mains.

E.-M. DE VOGÜÉ.

31 mars 1899.

A. E.-M. de Vogüé

Mon cher ami,

J'ai reçu et donné à composer le commencement de votre dernière partie, où il m'a semblé voir quelques *duretés* à atténuer (1). J'attends demain la suite. Mais comme je pars après demain pour Londres, où je passerai la quinzaine, et quoique ces messieurs connaissent bien votre écriture, je vous serai obligé d'adresser la fin de la copie à Benoist (2), qui m'en fera prévenir en même temps que vous.

Rien ici de bien nouveau, si ce n'est qu'avec infiniment d'esprit, l'*École normale de Fontenay* s'est réabonnée à la *Revue*: j'ai pensé que ce détail vous amuserait. Moi pendant ce temps, je discute avec des « philosophes, » qui sont décidément les pires pédants que je connaisse. Ils ont été fort surpris d'apprendre que Kant n'avait pas toujours été un « ami de la Paix » et l'expression de leur surprise, qui tient un peu de la colère, a rempli des colonnes du *Temps*.

Comment allez-vous ? et comment vont vos hôtes ? Ici, le temps est chaud et humide : je le souhaite pour vous plus sec au Plantier. Notre Bourget travaille-t-il, et à quoi ? Faites-lui, je vous prie, toutes mes amitiés et priez-le de vouloir bien présenter mes hommages à Mme Bourget. Quand compte-t-il revenir à Paris? Après quelle fugue? en quel pays ? Et vous, quand vous reverra-t-on ?

(1) Il s'agit du roman : *les Morts qui parlent*.

(2) M. Charles Benoist était à cette époque secrétaire de la Rédaction de la *Revue*.

Je tâcherai de voir Mme de Vogüé avant mon départ. Vous savez, mon cher ami, avec quels sentiments affectueux je suis vôtre

F. BRUNETIÈRE.

Londres, le 6 avril.

Mon cher ami,

Ce sont en effet ces deux passages que je crois que vous ferez bien d'adoucir, et dont vous trouverez aisément l'équivalent. Que voulez-vous ? Nous marchons sur des cendres brûlantes; et je sais bien ce qu'il y a de pénible, ou d'humiliant même dans ces précautions qu'il nous faut prendre, mais le moyen de les éviter ?

Je me promène un peu dans Londres, mais je n'y vois personne, ayant à préparer *quatre* conférences qui s'échelonneront du 18 avril au 15 mai, et dont il y en a au moins trois d'assez importantes. J'aurai l'occasion de vous en reparler. Mais vous comprendrez qu'en de semblables conditions, mes vacances ressemblent beaucoup plus aux vôtres que je ne le voudrais. Assurément je n'emporterai d'ici ni beaucoup de renseignements, ni beaucoup d'impressions, mais qui sait si cela ne vaut pas mieux ainsi? Je veux dire si les *vraies* impressions, les bonnes, ne sont pas celles qu'on absorbe comme sans y prendre garde.

Je serai de retour vers le 15 ou le 16 avril au plus tard, et peut-être plus tôt, mais pas plus tard, j'espère vous retrouver à Paris. A bientôt donc, mon cher ami, rappelez-moi, je vous prie, au souvenir de Mme de Vogüé, et croyez-moi toujours, du fond du cœur, votre bien dévoué.

F. BRUNETIÈRE.

Paris, le 19 mai.

Mon cher ami,

J'ai bien reçu hier soir *les Morts qui parlent*, mais je n'ai ouvert le volume que tout à l'heure, et d'abord je suis tombé sur la « dédicace » dont vous m'aviez réservé l'amicale surprise. Ai-je besoin de vous dire combien je suis sensible à ce nouveau témoignage d'une vieille amitié? Vous le savez de reste, et que, depuis bien des années déjà, rien ne saurait ajouter à mon affection pour vous, que le temps, qui coule toujours, et vos

ennuis ou vos chagrins. Mais je n'en suis pas moins très fier de ma « dédicace » et je ne veux pas tarder davantage à vous en remercier. Rien de vous ne pouvait me faire un plus grand plaisir, si ce n'est celui qu'elle me procure de vous écrire hâtivement de ces choses que l'on ne dit pas. Il y en a plus encore entre les lignes que sur le papier, et vous les y lirez !

Recevez, je vous prie, mon cher ami, avec tous mes remerciements, la nouvelle assurance de mes sentiments affectueux.

F. BRUNETIÈRE.

A F. Brunetière.

Versailles, 26, rue de l'Orangerie, août 1901.

Mon cher ami,

Un volume publié chez Perrin, les *Lettres d'une mère* (Mme Quatre-Solz de Marolles), me fournira la matière de mon article du 1er septembre (1), si toutefois vous ne mettez pas dans ce numéro une autre étude sur l'époque révolutionnaire. Le livre n'a pas de valeur littéraire, mais j'en ai goûté la valeur documentaire. Il montre bien la façon dont les idées et les événements de la Révolution se réfléchissent dans un petit milieu provincial; le cas de conscience de l'émigration, les tiraillements dans les familles à ce sujet, la psychologie de l'honnête constitutionnel de la Législative, brusquement réveillé de son rêve au 10 août, la silhouette d'un jacobin typique de chef-lieu de canton, — je voudrais tirer de tout cela un tableautin dans la manière de Boilly, et je le vois venir assez bien.

Êtes-vous assez *dénaturé*, au sens propre du mot, pour pouvoir travailler au bord de la mer, cette bonne endormeuse de cerveaux? Pour ma part, je ne bouge pas du cabinet versaillais où je voyage dans les livres que l'honnête propriétaire de céans a mis à ma disposition.

Nous vous attendrons ici vers la fin du mois : vous y serez le très bien venu, vous le savez, mon cher ami, et je vous en renouvelle l'affectueuse assurance.

E.-M. de VOGÜÉ.

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er septembre 1901 l'article d'E.-M. de Vogüé intitulé : *une Charretée révolutionnaire* et le recueil *Pages d'Histoire*, p. 207 et suiv..., 1 vol. in-18 jésus ; A. Colin.

Versailles, 19 septembre.

Mon cher ami,

Vous allez me juger bien inconstant : mais vous connaissez depuis assez longtemps mes procédés de travail pour que je n'y mette pas de coquetterie avec vous. J'étais donc en train de rédiger les notes que j'ai prises durant deux saisons dans les galeries de Versailles. Or, entre temps, au retour de ma petite course cynégétique en Anjou, j'ai passé une journée à Solesmes. Je ne voulais d'abord en rapporter que quelques lignes rapides pour *le Gaulois*. Puis, j'avais même renoncé à ce projet... Cependant les impressions de cette journée et les lectures faites dans les opuscules qu'on m'avait donnés à l'abbaye, fructifiaient lentement dans ma cervelle. Voilà qu'avant-hier soir et hier matin, en lisant dans les journaux comment nos foules officielles se ruent aux pieds du Tsar, je me suis représenté ces moines dont quelques-uns partirent devant moi pour l'exil, silencieusement, comme des soldats qui plient leurs tentes; et, puisqu'il faut bien aller quelquefois au fond des choses, je pensais à la diversité des mobiles qui dirigent ceux-ci et ceux-là, à l'abdication individuelle de cette volonté « qui n'est pas dans le commerce, » abdication où je soupçonne la plus forte éducation de cette même volonté, et, comme diraient d'autres, la *socialisation* du plus précieux capital imparti à l'individu... etc.

Bref, mes moines m'ont obsédé tout le jour, tandis que j'agençais mes portraits versaillais. Je ne sais si vous connaissez la contrariété de ces combats intérieurs, quand une idée qui dormait dans les réserves du cerveau se réveille, vient se jeter à la traverse du thème voulu, sur lequel on travaille, s'avance obstinément au premier plan et sollicite l'esprit qu'elle dessèche pour l'autre besogne. Après y avoir pourpensé une bonne partie de cette nuit, je me décide à vous écrire, sur le coup de quatre heures : ne ferais-je pas bien de céder à l'inspiration, de réserver pour le mois prochain mes bonshommes versaillais, de jeter sur le papier ce qui remonte aujourd'hui en abondance d'une visite à Solesmes que j'avais d'abord crue stérile. Cela vient tout d'un jet, je vois bien l'article, je peux donc être prêt sans trop d'efforts pour le 25. Je crois que je vous donnerai ainsi, — comment dire ? bah ! vous prendrez le mot, comme je l'écris, en toute simplicité, — que je vous donnerai un article plus

éloquent, puisque plus arraché du fond de la pensée, et en même temps plus « actuel, » ce qui ne gâte rien.

Si c'est votre avis, — et si l'on n'a point parlé trop récemment dans la *Revue* de Solesmes et de Dom Guéranger, ce que je ne puis vérifier ici, — télégraphiez-moi en conséquence au reçu de la présente : je me laisserai alors aller au courant qui m'a saisi; je n'ai jamais pu faire quelque chose de propre, vous le savez mieux que moi, qu'en m'abandonnant à ces courants tyranniques (1).

Bien à vous.

E.-M. DE VOGÜÉ.

A E.-M. de Vogüé

Paris, le 12 août 1902.

Mon cher ami,

J'avais l'intention d'aller voir tantôt Mme de Vogüé, mais j'ai trouvé tant de menue besogne ici, sans compter le surcroît que m'en procure l'affaire de la Ligue, que je vous serais obligé de vouloir bien lui faire agréer toutes mes excuses, si je brûle Versailles en retournant après-demain à Dinard. Ce temps, d'ailleurs, m'assomme, et je suis dans un accès d'humeur noire à ne savoir ce que je deviendrai si cette pluie continue quelques jours encore. On n'a qu'un mois par an à respirer, et il faut que ce soit le plus maussade de l'année. On le deviendrait soi-même à moins.

Viendrez-vous jeudi à l'Académie, et si vous n'y venez pas, pouvez-vous me dire, approximativement, où en sont *les Andarran* (2)? Je vais tâcher maintenant de prolonger le plus longtemps possible mon séjour à Dinard, et si je le puis, nous ne rentrerons à Paris qu'avec octobre. Puisse l'automne nous être plus favorable que l'été !

Vous savez avec quels sentiments je suis votre affectueusement dévoué.

F. BRUNETIÈRE.

(1) Voyez dans la *Revue* du 1er octobre 1901 l'article d'E.-M. de Vogüé : *Une visite à Solesmes*.

(2) Titre que E.-M. de Vogüé projetait de donner à son prochain roman qu'il intitula ensuite *le Maître de la Mer*.

Paris, le 16 juillet 1903.

Mon cher ami,

On commencera *mercredi prochain*, 22, la mise en pages de la livraison du 1er août. Serez-vous prêt? Dans quelle feuille, 1, 2 ou 3, voulez-vous qu'on vous mette? Combien ferez-vous de pages? Et, si vous le pouvez, voulez-vous me le faire savoir ici avant lundi?

J'aime à croire que la forêt vous a donné ce que vous en attendiez, et, avant tout, la tranquillité dont vous aviez besoin. J'entends, si j'en juge par moi, la sorte de tranquillité dont nous sommes capables, et qui n'est pas incompatible, malheureusement, avec la pire agitation nerveuse. Nous sommes des « cas pathologiques. » Mais Robinson en est, je pense, un autre, à votre avis, et puisque donc nous n'avons le choix qu'entre les manières de ne pas être ce que nous voudrions, — et que d'ailleurs, en le voulant, nous ignorons, — c'est un thème sur lequel il est bien inutile de s'étendre.

Pour me distraire violemment de moi-même, je viens de dévorer, dans ces quinze jours, tout Bazin et tout Masson : il ne s'agit plus maintenant que de les digérer, ce qui se fera, je l'espère, tout seul, comme il se doit, et je vais pouvoir, je pense, un peu travailler. J'étais occupé du *Concordat* et de notre cardinal, quand l'agonie du Pape est venue me troubler et m'inquiéter sans doute étrangement, comme vous, sur l'avenir de beaucoup de choses. Un commencement de réconciliation de l'Italie avec la Papauté, par l'intermédiaire de l'Allemagne, et, naturellement, à notre détriment, vous semble-t-il une chose impossible, ou seulement très éloignée?

Mais, en vous parlant de tout cela, j'oublie que mon « devoir » est de vous laisser tout entier au *Maître de la Mer*, dont je ne vous cacherai pas que, même à titre de simple lecteur, j'attends avec impatience la péripétie et le dénouement. Je vous avertis que je me sens jusqu'ici moins *Tournoéliste* que *Robinsonien*.

Votre dévoué

F. Brunetière.

Dinard, le 27 juillet.

Mon cher ami,

Puisqu'il s'en est fallu de si peu que nous ne fussions victimes, vous et moi, de la pire des catastrophes, et c'est celle, comme disait le vieux Buloz, qui consisterait à ne point paraître au jour dit, je ne veux donc pas vous faire d'inutile chicane, mais sachez que votre détresse n'a vraiment eu d'égal que l'embarras où elle m'a mis durant quarante-huit heures. J'avais en effet des raisons de ne pas vouloir de D... dans le numéro du 1er août, et, quarante-huit heures durant, je n'ai su où je prendrais les huit pages qu'il eût remplies. Je ne savais pas non plus si je pourrais les remplacer par un petit article que j'avais l'intention d'écrire sur un gros livre de feu Brachet. Mais enfin tout est arrangé depuis ce matin, et voilà donc encore un numéro de terminé.

Il nous faudra commencer la mise en pages de celui qui suivra, le numéro du 15 août, le mercredi 5 au plus tard, ce qui vous mettrait au 6, date extrême, si nous ne vous donnons encore que la seconde place. Serez-vous prêt? Et j'entends le serez-vous sans qu'il vous en coûte trop de fatigue, mais surtout sans qu'il en coûte rien à votre dénouement, tel que vous le voyez? Si oui, j'aimerais mieux terminer *le Maître de la Mer* avec le numéro du 15, votre dernière partie fût-elle de 60 pages, ce qui d'ailleurs l'équilibrerait avec la première, — et je vous assure que nous avons des lecteurs qui font attention à cela. J'en étais un moi-même, de ces lecteurs, en mon jeune temps, avant d'avoir écrit, et j'avais sans doute un sens mathématique de la beauté qui m'a d'ailleurs toujours empêché d'admirer les chapitres inégaux, disproportionnés et boiteux de ce grand Gascon de Montesquieu. Mais, dans le cas contraire, je veux dire si vous vous sentiez plus sûr de la qualité de votre dernière partie, je veux bien la diviser en deux, et à la seule condition de savoir dimanche ou lundi le parti que vous avez pris.

Les automobiles ne sont pas plus insupportables à Fontainebleau qu'à Dinard, soyez-en sûr, et pourvu qu'on nous prépare quelques progrès encore de cette sorte, il sera temps de renoncer à nos contemporains. Vous en coûtera-t-il beaucoup?

Je n'ai pas non plus de nouvelles de Rome, mais j'en demeure toujours à ma première impression, confirmée par une note

singulière sur les intentions de l'Autriche, qui ne vous aura sans doute pas échappé. Elle disait qu'à Vienne on était las de ne pouvoir aller à Rome, et que, comme il ne dépendait que de la volonté du Pape que l'on y pût aller... vous entendez la suite.

Je ne sais encore si c'est dans la première ou dans la seconde semaine d'août que j'irai passer trois ou quatre jours à Paris. En tout cas, je vous préviendrai quelques jours à l'avance, et comme votre roman ne sera pas tout à fait terminé, je pense que je ne vous manquerai pas.

A F. Brunetière

Palerme, 24 mars 1904.

Mon cher ami,

Je trouve ici, par grand hasard, un numéro du *Temps* : il m'apprend l'issue précipitée, et si peu honorable, pour le Collège de France, d'une délibération que je croyais remise aux Calendes grecques, — *Ruere in flagitium* (1), — va-t-on presser de même le choix de l'Académie? (2) J'en serais désolé. J'étais parti bien tranquille de ce côté, persuadé que les usages exigeaient un mois d'intervalle entre les deux présentations, et je m'en voudrais de ne pas être présent le jour où il y aura quelque chose à faire. Je suppose que la Compagnie passera outre au déclinatoire que le *Temps* vous prête, et proposera votre nom. Mais, si même elle devait s'incliner devant votre volonté formelle, la seule solution digne de nous, à mon sens, serait de ne présenter personne en première ligne, et seulement un candidat de deuxième ligne. J'espère bien être là pour soutenir énergiquement cette opinion, car on ne saurait décemment nous faire voter avant la fin des vacances de Pâques.

Je maudis le journal qui m'a fait retrouver ici une de ces heures d'indignation, trop fréquentes à Paris, dont on va chercher l'oubli au dehors. Je n'avais pas vu une feuille française depuis plusieurs jours ; hôtels et libraires ne s'approvisionnent que de journaux anglais ou allemands, 95 p. 100 des touristes appartenant à ces deux nationalités. C'est encore là un étiage

(1) Le 21 mars 1904, les professeurs du Collège de France avaient désigné en première ligne comme candidat à la chaire de littérature française moderne M. Abel Lefranc. F. Brunetière, candidat à la même chaire, retira sa candidature

(2) L'Académie française, dans sa séance du 14 avril 1904, ne présenta personne. Elle témoigna ainsi sa sympathie à l'auteur des *Discours de combat*.

de notre baisse dans le monde. Et je commence à croire qu'ils étaient déjà des Anglais, ces petits cousins de Guillaume le Conquérant, ces petits cadets de Hauteville-la-Guichard qui ont couvert cette terre des étranges monuments que Renan définissait avec exactitude : des églises de Caen ou de Bayeux, construites sur les plans de nos clercs par des maçons arabes, habillées par des mosaïstes byzantins. Mais je n'ai ni l'envie ni le loisir de vous infliger la description de tout ce que j'admire, dans ce creuset où sont venus se fondre tous les arts avec toutes les races. Je me suis décidé brusquement à venir y « combler une lacune » dans mon expérience de vieux méditerranéen. J'y viens surtout poursuivre *Claire* (1) : mon imagination n'a jamais été utilement ensemencée qu'à grand renfort de kilomètres et de visions neuves.

Je rapporterai mon butin dans la semaine après Pâques. Je vous dis à revoir jusqu'à ce temps prochain, mon cher ami; je n'écris aujourd'hui que pour vous dire combien cette inique disgrâce a révolté ma fidèle et profonde affection.

E.-M. DE VOGÜÉ.

A E.-M. de Vogüé

18 juillet 1903.

Mon cher ami,

Raymond (2) me dit qu'étant sur le point de quitter Paris vous auriez l'intention de venir passer à Marlotte la journée de dimanche prochain. J'aimerais mieux *pour vous* un autre jour, à cause de l'insupportable encombrement des trains, le dimanche, et puis, si nous voulions faire un tour en forêt, à cause du caractère *banlieusard* du public que nous rencontrerions. Mais ce que j'en dis n'est que *pour vous*, et, dimanche, ou tout autre jour, vous savez avec quel plaisir je vous verrai. Le bon train est celui de 9 h. 30 qui vous met en gare de Montigny à 11 h. 13 : si vous en preniez un autre, ayez l'obligeance de me le faire savoir, et même si vous prenez celui-là.

Ma voix ne va toujours pas mieux, mais mon caractère s'améliore, en un point du moins, et vous ne vous doutez pas avec quelle facilité je supporte maintenant la contradiction. On

(1) Roman inachevé et inédit.
(2) Le comte Raymond de Vogüé, fils de l'écrivain.

peut désormais *tout me dire* et je n'ai plus de force à me révolter que contre *ce qui est écrit*...

A dimanche donc, mon cher ami, ou tout autre jour que vous aurez choisi. Voulez-vous, je vous prie, en me rappelant à son souvenir, présenter à Mme de Vogüé mes plus affectueux hommages. Vous savez avec quels sentiments je suis votre cordialement dévoué.

F. Brunetière.

A F. Brunetière

Vendredi, 21 juillet.

Mon cher ami,

Je me rends à vos justes observations contre le trop « coppéen dimanche. » Je me rendrai dans votre forêt lundi matin, je serai à 11 heures 13 à Montigny. Ne vous occupez pas de moi, je connais le chemin de Marlotte. J'espère, sur la foi de Bertrand (1), vous y trouver en bonne voie de rétablissement, sinon dans votre impatience de la contradiction, du moins dans les autres fonctions essentielles de votre organisme. Je reviendrai à Paris dans la soirée, pour en repartir le lendemain à destination de Brême et Hambourg. Mme Brunetière voudra bien agréer par avance mes hommages, et vous l'assurance du vrai plaisir que j'aurai lundi en vous retrouvant.

E.-M. de Vogüé.

A E.-M. de Vogüé

Marlotte, le 19 septembre.

Mon cher ami,

Je n'ai pas pu vous écrire hier, comme je l'aurais voulu, mais l'essentiel était que nous fussions d'accord sur le moment de la publication de vos *Notes* et il est entendu que nous la remettrons au numéro du 15 octobre (2). Je serai rentré sans doute à Paris. C'est d'ailleurs un retard qui serait sans conséquence, et dont je ne vous parlerais même pas, si je n'avais présentement, sans vous compter, jusqu'à *trois* séries de *Notes* à publier, — Barrès sur la Grèce, Bellessort sur le Japon, et

(1) M. Joseph Bertrand, secrétaire général de la *Revue*.

(2) *La nouvelle Allemagne : Notes d'un voyage dans la Hanse*. Voyez la *Revue* du 1er novembre 1905.

Maindron sur l'Inde, — qu'il est assez difficile de mettre dans les mêmes numéros. Enfin ! je me tirerai d'affaire comme je pourrai.

Vous croirez sans peine que je compatis à vos ennuis; et moi aussi, si jamais j'écris un *de Senectute*, ce ne sera pas pour me faire illusion sur les cheveux, les forces et « l'inspiration » qui s'en vont ! Mais que voulez-vous ? Nous avons peut-être obtenu trop jeunes ce que nous pouvions raisonnablement désirer, et nous n'avons plus désormais qu'à nous morfondre jusqu'à quand ? dans l'ennui de la possession. Cette explication n'est pas d'ailleurs une consolation.

En attendant, je ne sais si je ne vous envie pas d'aller pour le moment passer quelques jours en Camargue ! Vous y trouverez peut-être du soleil, dont l'absence, que j'attribuerais volontiers à une prolongation d'éclipse ignorée des astronomes, se fait cruellement sentir sur la lisière d'un bois. Et, avec cela, puisqu'il faut, comme vous le dites, que nous ne soyons qu'un tissu de contradictions, je ne vois pas venir sans contrariété le moment de quitter Marlotte. Dites-moi aussi, si vous le pouvez, en quoi consiste ce mystère de l'habitude qui fait que nous ne pouvons, sans tristesse ou mélancolie, nous détacher même des lieux où nous avons vécu médiocrement ? Nous philosopherons là-dessus le mois prochain.

A bientôt donc, mon cher ami, tenez-vous « en santé, » du moins si vous ne le pouvez « en joie, » et triste ou joyeux, croyez-moi, je vous prie, votre bien affectueusement dévoué.

F. Brunetière.

A F. Brunetière

Mercredi, 1906.

Mon cher ami,

Excusez mon oubli : durant ma visite d'aujourd'hui, j'ai omis de vous remercier pour l'envoi de votre *Balzac* et de vous parler du livre dont j'ai lu déjà la première moitié (1). Je voulais même vous faire deux ou trois petites chicanes sur les généralisations du début, et celle-ci en premier lieu : croyez-vous que Mérimée ait été nommé de l'Académie pour l'*Histoire romaine* ou pour *Don Pèdre*, travaux suffisamment

(1) *Honoré de Balzac*, par Ferdinand Brunetière, 1 vol. in-16 ; Calmann-Lévy.

récompensés par les Inscriptions six mois auparavant, et non point pour la *Chronique*, *Colomba*, et autres romans ou nouvelles? Vous auriez peine à soutenir qu'ils ne furent pas au moins deux, Sandeau et lui, avant Feuillet. Et je vous chercherai querelle aussi sur la limitation du succès de la *Nouvelle Héloïse*, en tant que roman sentimental... Mais ce sera pour notre prochaine causerie.

Bien à vous.

E.-M. DE VOGÜÉ.

A E.-M. de Vogüé

Le 6 juin 1906.

Mon cher ami,

Comme je ne pourrai pas me rendre demain à Paris et que, d'ailleurs, si je m'y rendais, je suis toujours hors d'état de parler, puis-je vous demander, comme un service, de vouloir bien soumettre aux suffrages de l'Académie, pour l'un des prix *Estrade Delcros* ou *Alfred Née*, le nom de notre collaborateur Édouard Rod?

Je crois que tout ce que je pense, et tout ce que j'aurais voulu pouvoir dire de Rod et de son œuvre, — de l'abondance de sa production, qui est bien quelque chose, de la continuité de son labeur, de la fécondité de son imagination, de la gravité de son talent, de sa constante préoccupation des « idées morales, » — je crois que vous le pensez comme moi, et que je puis m'en remettre à vous du soin de le dire à l'Académie. Et, comme l'Académie songera que si Rod se faisait demain *naturaliser*, il n'y a pas de romancier, j'ose le dire publiquement, dont le choix nous honorât davantage, cette considération lui paraîtra certainement décisive.

En vous demandant de proposer, et au besoin de soutenir la candidature de Rod aux prix *Estrade Delcros* ou *Alfred Née*, j'espère donc, mon cher ami, que vous ne me trouverez pas trop indiscret. Je serais encore plus heureux si vous me répondiez que votre intention concordait d'avance, — ou par avance, — avec la mienne. Et après cela, si nous réussissions, comme je le souhaite, vous ne seriez peut-être pas insensible, ni moi non plus, à la satisfaction d'avoir fait quelque chose pour Genève.

Le style de cette lettre étant suffisamment *officiel* ou *guindé*,

je vous écrirai plus familièrement un de ces jours, et je me contente, en attendant, de vous renouveler l'expression des sentiments avec lesquels vous savez que je suis

Votre affectueusement dévoué

F. Brunetière.

A F. Brunetière

Jeudi, 14 juin.

Mon cher ami,

... Vous ne venez pas à Paris, comme vous vous le promettiez (1) : j'en conclus que vous n'êtes pas très dispos, et Raymond me dit qu'il vous trouva dimanche dans vos heures de découragement. Je ne vous fais pas de sermons oiseux : je sais combien votre épreuve prolongée est dure, et que si chacun de nous doit porter des croix à sa taille, la vôtre est largement, cruellement mesurée à la hauteur de celui qu'elle afflige. Je me borne à vous dire que j'y pense fréquemment avec une tristesse révoltée et que j'aspire au moment où, libéré de ma petite misère, je pourrai aller vous serrer la main et médire avec vous de ce monde trop biscornu. Obstinez-vous néanmoins à y demeurer : si vous faisiez autrement, vous causeriez à votre vieil ami un de ces chagrins si douloureux que l'on aime mieux les donner aux autres que les recevoir d'eux. Je suis fermement persuadé que la continuation de la vie, même appauvrie et diminuée, est surtout un acte de volonté. Il faut la vouloir vivre encore pour qu'elle ne s'échappe pas d'un mouvement naturel, au temps où cette force mystérieuse commence ses pratiques afin de nous planter là. Vous ne serez pas surpris de la liberté avec laquelle je parle de ce qui occupe la pensée à nos âges, de ce qui ne nous effraie guère quand il s'agit de notre propre personne, de ce qui nous consterne quand nous songeons aux compagnons les plus nécessaires. Faites-moi donc la grâce de *vouloir* vous porter mieux, comme vous savez vouloir, et je serai en repos. Affectueusement (2),

E.-M. de Vogüé.

(1) Brunetière était alors à Montmorency où il passa son dernier été.

(2) F. Brunetière mourut le 9 décembre 1906. Voyez, dans la *Revue* du 1er janvier 1907, l'émouvant article que lui consacra E.-M. de Vogüé et le recueil *les Routes*, 1 vol. in-16; Bloud.

NOS GRANDS CHEFS

LE MARÉCHAL FOCH

II [1]

APRÈS 1914

V. — LES FLANDRES

Depuis quinze jours, l'attention des états-majors était, de notre côté comme de l'autre, tout entière portée vers la région du Nord où, de part et d'autre, on tentait une énorme manœuvre d'enveloppement ; elle entraînait, pour les deux armées, cette *Course à la mer*, restée célèbre dans les annales de la Grande Guerre.

Non content de pousser Maunoury dans la région de l'Oise, Joffre avait fait transporter à sa gauche la 2e armée Castelnau, couverte elle-même, vers le Nord, par les divisions territoriales de Brugère. Mais, de son côté, l'état-major allemand, accumulant des troupes à sa droite, tentait de déborder Castelnau, tandis que le corps de cavalerie Marwitz courait en avant, prêt à tourner Brugère. A la gauche de celui-ci, on avait dû former en hâte une nouvelle armée sous les ordres de Maudhuy et jeter plus au Nord encore les divisions de cavalerie de Mitry. Bientôt la Flandre seule était sans défense sérieuse,

Copyright by Louis Madelin, 1924.

(1) Voyez la *Revue* du 1er août.

sauf deux divisions territoriales groupées autour de Dunkerque. Sans doute la suprême résistance des Belges dans Anvers arrêtait-elle pour quelques jours les Allemands, et, si la place tenait bien, la course à la mer pouvait devenir la course à Anvers. Les Alliés, que les Belges appelaient à la rescousse, envoyaient à leur secours la division britannique Rawlinson et les mille fusiliers français de l'amiral Ronarc'h. Mais, dès le 4, les nouvelles venues d'Anvers faisaient douter que ces renforts arrivassent à temps : la reddition de la grande place ne semblait plus l'affaire que de quelques jours.

L'important était, en cette occurrence, que les divisions belges en pussent sortir à temps pour ne pas être enveloppées dans la capitulation : échappées à ce désastre, elles pourraient, en retraitant, venir prendre leur place à l'extrême gauche de la ligne qu'on tentait d'établir de l'Oise à la mer. Le général Pau, envoyé à Anvers, décidait le roi Albert à cette solution. La ville allait tomber le 8, mais déjà les six divisions belges, ayant fait leur jonction avec les soldats de Rawlinson et les fusiliers de Ronarc'h, opéraient, sous leur couvert, une retraite à la vérité assez pénible : fatigués et démoralisés, ces malheureux soldats ne semblaient pas disposés à s'arrêter, ainsi que l'eût désiré le commandement français, entre Gand et Bruges, pas même entre Courtrai et Ostende. Leur désarroi inquiétait le Grand Quartier français ; ces divisions amincies et éreintées pourraient-elles, au cas où l'on obtiendrait qu'elles s'arrêtassent entre la Lys et la mer, être une barrière suffisante à la ruée des troupes allemandes qui, de la Belgique, allaient être jetées sur le Nord de la France ? Les troupes britanniques, heureusement, s'acheminaient, à leur tour, vers ce nouveau champ de bataille. Le maréchal French avait obtenu du général Joffre licence de retirer des rives de l'Aisne, où, depuis quinze jours, ils piétinaient, ses trois corps qui, successivement, seraient transportés dans la région Béthune-Ypres. Et enfin le commandement français envisageait la perspective de renforcer de nouvelles troupes la ligne un peu hétéroclite qui allait se constituer entre l'Artois et la mer du Nord.

Hétéroclite, en effet, et c'était le danger. Cette bataille improvisée allait être, de la Somme aux Dunes de Nieuport, menée par les troupes de trois nations, ressortissant de trois commandements et de valeur assez inégale, et les troupes fran-

çaises elles-mêmes qui, au Nord de l'armée Maudhuy, se trouveraient mêlées aux corps britanniques et aux divisions belges ; divisions territoriales, corps de cavalerie, fusiliers marins, avaient grand besoin d'être groupées sous un commandement français. Ce commandement français constitué, il fallait qu'il s'entendît avec les états-majors britannique et belge. Cette armée interalliée, qui se constituait inopinément et un peu à l'aventure, ressemblait, suivant l'expression de l'un des témoins, à « la tour de Babel, » et la confusion des langues pouvait aboutir à une défaite qui, livrant Dunkerque, Calais, Boulogne, tournerait au désastre.

Joffre n'avait pas attendu que les divisions belges eussent quitté la région d'Anvers et que les corps anglais fussent en position autour d'Ypres, pour se préoccuper de cette situation. Il faudrait un coordinateur à cette bataille qui risquait d'être confuse, un chef que son prestige imposât au respect, dont la rondeur fît accepter les conseils et qui, habitué à voir vite et bien, fît sortir la bataille du chaos où elle menaçait de s'abîmer.

Foch parut l'homme de la situation et il faut, une fois de plus, admirer l'esprit de discernement du général en chef Joffre, ce discernement qui, un jour, devait lui faire désigner Castelnau et Pétain aux heures troubles de la bataille de Verdun commençante ; et, le 4 octobre 1914, lui faisait choisir l'homme qu'il fallait pour mettre de l'ordre dans ce que j'ai appelé et ce qui devait rester la *mêlée des Flandres*.

***

Ce jour du 4 octobre, Foch était averti par dépêche qu'il était chargé, avec le titre d'adjoint au général en chef qui le mettait hors de pair, de prendre le commandement supérieur des forces françaises opérant au Nord de l'Oise, des armées Castelnau et Maudhuy comme des troupes de Flandre, et, par ailleurs, de coordonner l'action des Alliés qui allaient se battre côte à côte, et parfois enchevêtrées, entre la Lys et la mer. Il était six heures du soir quand, à Châlons, le général reçut la dépêche de Joffre. Avant onze heures, il était en route, accompagné du jeune général Weygand qui, depuis Nancy, lui servait de chef d'état-major et de quelques officiers qui constitueraient le noyau de cet état-major. Foch est l'activité même ;

à quatre heures du matin, le 5, il arrivait à Breteuil et, faisant réveiller le général de Castelnau, conférait avec lui ; à sept heures, il était à Aubigny et voyait le général de Maudhuy, et le soir, très provisoirement, il installait à Doullens son quartier général. Dès le lendemain, il repartait aux informations, voyait l'un, l'autre, interrogeait, brièvement, mais d'une façon serrée, tous les chefs et jugeait vite qu'il en fallait donner un nouveau aux troupes françaises de toute provenance qui opéraient entre l'Artois et la mer. On allait y nommer le brillant général d'Urbal. Mais les deux grands soucis, pour l'heure, étaient les rapports à établir avec French et l'arrivée des troupes belges sur la ligne.

Les rapports avec French seraient grandement facilités par les relations personnelles de Foch avec le maréchal anglais : car de tous nos chefs, le général était celui qui connaissait le mieux et presque amicalement l'état-major britannique. Encore la différence des grades pouvait-elle compliquer la situation. Que serait-ce quand il faudrait faire prévaloir les idées du Grand Quartier près du roi des Belges, commandant en chef sa petite armée ?

Dès le 10 octobre, dans une note d'une allure ferme et cordiale, Foch mettait French en face de la situation : « Le premier besoin paraissait être d'opérer dans des conditions de sûreté convenables la réunion des forces éparses à la suite des derniers événements de la guerre, forces belges, anglaises, françaises, » et il en exposait fermement les moyens. Le maréchal parut accueillir fort bien les conseils donnés. Il était alors plein d'une ardeur extrême, « décidé à aborder sérieusement l'adversaire. » « Le maréchal, écrit Foch (peut-être avec un léger sourire), veut à tout prix aller à Bruxelles ; *je ne le retiens pas...* » Les relations, en tout cas, étaient « empreintes de la plus grande cordialité et de la plus grande confiance réciproque. »

Restait l'armée belge. « Anvers, écrit le général, a fini quelques jours trop tôt. » La ligne entre la Lys et la mer n'avait pas encore de solidité sérieuse, et les corps allemands allaient déferler. Loin de songer déjà à « aller à Bruxelles, » on pouvait craindre que la ligne prolongée jusqu'à la mer, même si elle ne devait pas être rompue, — et Foch affirmait qu'elle ne le serait pas, — s'immobilisât purement et simplement, « à moins que

l'épuisement de l'adversaire ne soit sensible. » Il suggérait au général en chef l'idée d'une attaque contre l'ennemi sur un autre point du front, qui, en faisant diversion, empêcherait les Allemands d'accumuler dans le Nord des forces devant lesquelles on serait réduit à la pure défensive, et le stratège à idées ajoute : « Créer des événements au lieu d'y répondre, développer simultanément plusieurs cas d'espèce différente, sans dépenser plus de munitions de campagne, serait le côté avantageux de la combinaison. » Cela dit, il revient aux difficultés de sa tâche présente : il s'agit, après avoir conquis le maréchal anglais, de « rendre, d'ici à quelques jours, du ton, de la confiance, une tenue à l'armée belge, » et il s'y emploie. Il compte sur « son amour-propre » pour la déterminer à rentrer en ligne. Il comptait encore plus, — et il avait raison, — sur l'admirable conscience du roi Albert. De fait, celui-ci, spontanément, avait fait savoir, le 12 octobre, au général en chef français que, « profondément pénétré de la nécessité de l'unité d'action, il serait heureux que le général Joffre agisse vis-à-vis de l'armée belge comme vis-à-vis de l'armée britannique. » Une entrevue très touchante entre le souverain et Foch fit le reste, — et la réaction de courage qui, à l'appel de leur Roi, se manifestait dans les rangs de ces pauvres gens si cruellement éprouvés.

Dès lors, Foch a gain de cause, et déjà son rôle est parfaitement assis. Rien n'est plus édifiant, à cet égard, que la lecture de sa correspondance pendant la seconde partie du mois d'octobre. Quelle autorité émane de cette âme et de ce cerveau, pour que l'homme qui, deux mois avant, ne commandait qu'un corps d'armée, domine à ce point les hauts états-majors et, d'une main si sûre à la fois et si habile, dirige tout sans avoir la moindre apparence de commander ! Ce que révèle surtout cette correspondance, c'est l'activité personnelle qu'il déploie, courant de Furnes, où s'est établi le quartier général belge, à Saint-Omer, où il confère sans cesse avec French, de Dunkerque où il recommande au gouverneur de tendre, à tout événement, les inondations, à Doullens, où il se trouve bientôt trop loin des événements, si bien que, le 24, il transporte son quartier général à Cassel. Il est bientôt rassuré : « l'armée belge tiendra sur ses positions » et pour « achever de la rassurer, » il indique que, si Joffre « avait une troupe de valeur

à mettre à la gauche du dispositif de cette armée, elle y fera bien à tous points de vue; » il est enchanté d'apprendre, le 18, que cette troupe est en route, et que la troupe désignée est cette 42e division dont il a éprouvé tout à la fois la vaillance et la souplesse dans les grandes journées de septembre. Et voici d'Urbal nommé au commandement du détachement d'armée de Belgique : avec un pareil bras droit, Foch se déclare parfaitement tranquille.

Il sait qu'il va avoir de grosses forces ennemies sur les bras ; il les attend, mais déjà aimerait-il les prévenir; on sait qu'il ne se résigne jamais à accepter la simple défensive, et il propose un plan d'offensive qui, partant de la ligne Ypres-Nieuport, peut porter les alliés entre Gand et la Lys. Et c'est alors qu'il s'établit lui-même à Cassel pour diriger de plus près l'opération projetée.

Cet hôtel de ville de Cassel, avec quelle émotion on en fait le pèlerinage ! C'est là que Foch, de son bureau fort simple, dirigea, quatre semaines, cette bataille des Flandres si scabreuse, si ingrate, aux péripéties si tragiques; jamais chef ne se dépensa à ce point : esprit et cœur furent tout entiers à cette tâche presque surhumaine. Cette pendule de Cassel qui, offerte plus tard au maréchal Foch, orne aujourd'hui la cheminée de son cabinet de Paris, quelles heures elle a sonnées pour celui qui, avec des forces souvent inférieures et parfois vacillantes, soutint l'effroyable choc de deux solides armées allemandes !

* * *

On sait comment, à gauche, puis à droite, l'assaut furieux de ces armées faillit dix fois rompre le dispositif « hétérogène » que Foch regardait, d'un œil, malgré tout, parfois inquiet.

Du 17 au 30 octobre, c'est surtout le front de l'Yser qui sollicite cette inquiétude. L'armée belge est pleine de vaillance, mais, outre qu'elle reste fatiguée, ses soldats ne peuvent avoir la solidité de nos « vieilles troupes : » car ceux de nos hommes qui, depuis le 15 août, ont pris part à tant de combats, font déjà figure de grognards. Le 17, une furieuse attaque a rendu les Allemands maîtres de la rivière et leur permet même de percer à Pervyse à travers la deuxième position ; il faut que les « pantalons rouges » de Grossetti apparaissent et tandis qu'à Dixmude, Ronarc'h repousse son cinquième assaut, la ligne de

l'Yser est rétablie. C'est alors que Foch, le premier, dit le mot qui sauve tout : « L'inondation ! » J'ai, dans un petit volume (1), raconté, après d'autres, ce singulier chapitre de la guerre et comment, dans la journée du 26, les écluses ayant été ouvertes à Nieuport, l'inondation commença, qui ne devait avoir qu'après cinq jours son effet plein. J'ai conté aussi comment l'Allemand, alarmé, essaya, le 30, de se saisir du talus qui, du jour où l'inondation serait fait accompli, deviendrait inabordable, cette « journée de Ramscapelle » où il fallut que, derechef, les troupes de Grossetti intervinssent pour ramener sur leur ligne de défense les Belges enfoncés et rejeter dans l'énorme lagune, qui maintenant se créait, les Allemands déconfits. C'est en cette journée que le chemin de Dunkerque était définitivement fermé à l'ennemi et que la bataille de l'Yser pouvait être considérée comme close.

Mais c'est alors que, arrêtés sur cette partie du champ de bataille, les Allemands se tournent vers l'autre partie et se jettent sur la région d'Ypres, engageant la bataille pour Calais.

Les Anglais subissent depuis six jours les plus rudes assauts : en vain, pour y répondre ou les prévenir, Foch fait-il attaquer par les soldats de d'Urbal dans la direction de Bixschoote. L'ennemi a maintenant de telles forces en face d'Ypres, que la chute de la ville semble certaine : déjà l'Empereur est arrivé, qui attend l'heure où il entrera dans la dernière ville belge qui échappe encore aux serres de l'aigle. Huit corps d'armée se jetaient, le 30, à l'assaut. Presque partout ils échouèrent ; mais à Hollebeke, les Allemands percèrent, bousculant les Anglais qui, affaiblis par les cruels combats des jours précédents, ne paraissaient plus de force à réagir.

Foch, instruit de l'événement, courut au Quartier général anglais. Il pénétra chez French à minuit ; le maréchal dormait ; il le réveilla : « Avez-vous des réserves ? — Non. — Je vais vous en donner. Tenez jusqu'à ce qu'elles arrivent. — Je tâcherai. » Le général repart pour Cassel et, avant deux heures, les ordres sont expédiés qui vont précipiter, vers la fin de la matinée, les troupes du 9e corps français à la rescousse des Anglais. Il était temps : une colonne allemande marchait droit sur Ypres découvert, que, ce jour-là, sauva le sang-froid du

(1) *La Mêlée des Flandres*, p. 101-103.

général Moussy. Mais la bataille continuait à faire rage : dans la journée du 31, deux commandants de division anglais étaient l'un tué, l'autre grièvement blessé ; la position d'Ypres paraissait intenable. French, démoralisé, songeait à l'évacuer. Il se rendit à Vlamertinghe où le général d'Urbal avait son poste de commandement; la fortune voulut que Foch y fût, de son côté, survenu. Lui jugeait aussi la situation fort sérieuse, mais nullement désespérée. On était à Ypres; on y était mal; mais Ypres était devenue, — comme le sera, un jour, Verdun, — une de ces *villes-drapeaux* qu'on ne lâche pas sans avoir à redouter, pour le moral de tous, de très graves suites, et d'ailleurs l'évacuation de la ligne en avant de la ville par les troupes, les forçant à passer nécessairement par Ypres bombardé à force, coûterait si cher, que mieux valait dix fois se battre où l'on était.

C'est dans ces dispositions qu'il était arrivé à Vlamertinghe, où un officier avisé lui amena French aperçu par lui dans son auto. Le sort d'Ypres et peut-être de toute la bataille tint sans doute à cet heureux hasard.

French se montra affreusement inquiet : il était plus que jamais décidé à évacuer ce guêpier d'Ypres, à céder le terrain. Sans recourir aux phrases solennelles, pathétiques et grandiloquentes qu'on lui a longtemps attribuées, — il n'est pas l'homme des discours à la Tite-Live, — Foch parla bref, net et franc, mêlant à ses démonstrations des boutades cordiales, ponctuées de coups de coude et de gestes familiers. J'ai vu le dialogue, — le vrai, — reproduit mot pour mot dans un document bien authentique. Le maréchal anglais fut impressionné par un optimisme communicatif accompagné de nouvelles promesses de renforts. Soudain il demanda à Foch de jeter sur le papier les ordres qu'à sa place, il donnerait à ses troupes. De sa grande et ferme écriture, le général traça la note qui est cotée *note a* aux Archives. « Il est absolument indispensable *de ne pas reculer* (1) ; pour cela tenir, en *s'enterrant*, le terrain sur lequel on se trouve. Cela n'empêche pas de faire organiser la position armée qui se lierait, à Zonnebeke, à notre 9e C. A. Mais tout mouvement en arrière fait par un ensemble de troupes entraînerait une poussée de l'ennemi et un désordre, sans doute, des troupes qui doivent le faire écarter absolument. La 2e division

(1) Les mots en italique sont soulignés par Foch dans le document.

en particulier semble devoir être maintenue aux environs de Zonnebeke, en liaison avec notre 9e C. A. L'heure avancée de la journée permet cette organisation. Il est *inutile* de reculer, *dangereux* en plein jour de le faire. *Signé :* Foch. » French parcourut du regard ces lignes énergiques ; et, brusquement, sur le *verso* de la feuille, il se contenta d'écrire : « Faire exécuter » et l'envoya au général Haig, commandant le 1er corps britannique. C'est une des plus belles pages de la biographie des deux chefs, et pour Foch, nous le verrons, l'une des plus conséquentes.

Revenu à Cassel, il y rencontra, à six heures du soir, le général Wilson, — son ami, — près duquel il insista, lui remettant la *note b* que nous possédons et qui, suivant les termes mêmes d'un rapport officiel, « devait servir de directive à l'état-major anglais pour la conduite des opérations. » Et, infatigable, il repartit pour Dunkerque, où il devait conférer avec le président de la République, le général en chef Joffre et le maréchal Kitchener. Ils le virent arriver, écrira Poincaré, « tout frémissant » de sa conversation de Vlâmertinghe, et, comme Kitchener n'était pas sans éprouver quelque inquiétude sur le sort de la petite armée britannique, il le rassura : « Mais envoyez-moi, ajouta-t-il, le plus tôt possible les divisions que vous pourrez. — Vous aurez un million d'hommes dans dix-huit mois, » répondait avec un beau sérieux le maréchal anglais. On se figure aisément l'expression que devait revêtir la physionomie facilement ironique de Foch. « Je préférerais moins d'hommes arrivant plus tôt. » Ce ne sont pas seulement deux hommes qui ici se révèlent tout entiers, mais deux conceptions et presque deux races.

Cependant, les ordres pressants adressés aux troupes anglaises et françaises avant la nuit même, portaient leurs fruits. On reprenait Messine et Gheluvelt perdus dans la journée. A neuf heures du soir, Foch pouvait écrire non seulement que la situation était rétablie, mais que d'autres contre-attaques exécutées par des éléments français avaient progressé jusqu'à la nuit. « En résumé, ajoutait-il, la situation paraît très favorable, le gros effort fait par l'ennemi depuis deux jours n'ayant produit aucun résultat. »

La bataille allait se prolonger encore quinze jours. Foch maintenant en dirigeait ouvertement et du gré de tous les

opérations : sa double intervention dans la bataille belge et dans la bataille anglaise avait été si justifiée par les suites, le mélange de fermeté et d'ingéniosité dont il avait fait preuve avait à ce point séduit et conquis, que rien ne se faisait en dehors de lui. Certes il avait dû renoncer au projet qu'il avait, pendant trois semaines et tous les jours, caressé et prôné : la contre-offensive en direction du Nord-Est; mais, après les accrocs si graves qu'il avait dû réparer dans la défensive, il était déjà beau que, Ypres et Furnes conservés, Calais et Dunkerque fussent de loin et définitivement couverts contre toute invasion. Le 19 novembre, il achevait son rapport sur les derniers incidents de la bataille par ces mots : « Au total, les Allemands, après trois mois de campagne, aboutissent à une douloureuse impuissance à l'Ouest. »

***

J'ai, ailleurs, démontré longuement de quelle conséquence avait été pour la guerre l'échec du suprême assaut, par surcroît si cruellement meurtrier, tenté par l'Allemagne. Pour Foch, — et la chose seule nous intéresse ici, — ces cinq semaines jouent un rôle si considérable qu'il s'y faut, une minute encore, arrêter. Il ne s'y était pas seulement confirmé grand chef de guerre, plein tout à la fois d'ingéniosité dans les idées et de fermeté dans les desseins. Dans son personnage, si difficile, de coordinateur, il avait déployé des qualités qui émerveillaient, tant elles semblaient faites pour le rôle qu'il lui fallait jouer. Suivant d'un œil vif les péripéties de l'énorme mêlée, s'informant sans cesse, informé, parfois plus vite que ses lieutenants ou que ses Alliés, des péripéties de la bataille, accablé de travail et au fond assailli de soucis, il n'avait pas, un instant, perdu cette belle humeur un peu ironique, qu'on lui avait vue, sur les hauteurs du Grand Morin, opposer, dans les heures critiques de septembre 1914, à la fortune un instant contraire. Plein d'un sang-froid qui s'alimentait d'optimisme, il n'avait jamais voulu prendre au tragique ce qu'il suffisait de prendre au sérieux. Actif comme un jeune colonel, on l'avait vu courir les quartiers généraux français, anglais et belge, souriant d'une façon un peu énigmatique sous sa forte moustache grisonnante, tout en mâchonnant son éternel cigare, écoutant parler, l'œil brillant, parfois mali-

cieux, parlant à son tour en formules brèves, pittoresques, saisissantes, sachant, en trois phrases, établir la vérité d'une situation et faisant accepter les vérités, — même les vérités désagréables, — par une si évidente, si sincère, si communicative cordialité que, du jeune roi des Belges au vieux maréchal britannique, personne ne lui avait pu résister.

Ce faisant, il s'entraînait, sur un théâtre encore restreint, au rôle qu'un jour il aura à jouer dans un domaine infiniment plus large et dans des circonstances plus graves. Et, ce faisant aussi, il préparait, sans s'en douter, les circonstances mêmes qui l'amèneraient à jouer ce grand rôle. Anglais et Belges restaient reconnaissants de l'aide qu'il leur avait donnée, si spontanément, si cordialement. Lorsqu'en février 1918, on parlera de donner à Foch la présidence du comité militaire interallié qui l'acheminerait au commandement en chef des armées, M. Lloyd George dira à M. Poincaré : « Nous autres, Anglais, nous n'oublierons jamais qu'en Flandre, lorsque notre armée se trouvait en face des plus grandes difficultés, le général Foch l'a secondée de toutes ses ressources en hommes et en énergie. *S'il avait été un de nos généraux, il n'aurait pu faire davantage pour nous.* » Ainsi s'était-il fait, par une rapide et large intelligence de la situation, dès l'abord, « le soldat de l'Entente : » il avait ainsi fortifié celle-ci et y avait fait jouer à la France un rôle de Providence que nos alliés alors se plaisaient à reconnaître. Il avait, par là, doublement servi son pays, achevant d'élever le mur qui le couvrait et travaillant mieux que personne à faire tenir sa nation pour tutélaire. Et quant à lui, — et certes n'y songeant guère, — il avait gagné à l'événement un prestige personnel dont, trois ans après, nous profiterons tous si singulièrement.

VI. — LES ANNÉES DIFFICILES

La guerre de positions s'installait. Le général Foch restait dans le Nord. Des forces françaises considérables garnissaient, maintenant, de la Somme à Nieuport, le front désormais assis. A la tête de ces armées il parut expédient de laisser un commandement supérieur; le « groupe des armées du Nord, » — le G. A. N., — demeura confié à celui qu'on appelait le vainqueur des Flandres.

Il s'accommodait mal de cette guerre, encore que son intelligence, apte à admettre toute hypothèse raisonnable, le forçât à en accepter la nécessité. L'homme de la *bataille-manœuvre* souffrait, plus que tout autre, de se sentir pris dans cette « guerre de lignes; » notre haut commandement, limité au front français, était, durant les deux années qui allaient suivre, condamné à ne trouver « l'événement, » désiré par Foch, que dans les tentatives de percée qui, ébranlant le front ennemi et en faisant peut-être tomber un pan, permettraient à notre armée, après un assaut victorieux, de reprendre la liberté de ses mouvements.

L'offensive d'Artois, de mai 1915, fut la première de ces tentatives. On sait comment, après avoir semblé, — une heure, — réussir, elle s'éternisa, tournant en bataille d'usure, la forme la moins admissible et, au fond, la plus illusoire, en tout cas, la plus décevante de la guerre. Foch, qui avait préparé et dirigé de haut l'attaque, fut le premier à se rendre compte de l'inanité de tels combats et de leur danger. Il n'a jamais désespéré du jour où l'on pourrait, du fait de circonstances nouvelles, reprendre la guerre de mouvement; pour cela, il nous fallait garder une armée solide, la « réserve » qui fait « massue. » Le spectacle d'une bataille où la conquête d'une taupinière ou d'un débris de village nous coûtait tant de notre sang, l'alarmait. Le premier de tous, il concluait : « Gardons-nous de risquer toutes nos forces disponibles sur la possibilité de percer, sur l'idée d'une trouée victorieuse et décisive. » Il s'en tint à cette doctrine. Sans doute, en septembre 1915, consentait-il à livrer, en Artois, un nouvel assaut aux positions allemandes, mais c'est qu'en Champagne, une offensive plus large était prise et que cette double opération revêtait déjà davantage le caractère d'un plan stratégique. Ce fut cependant encore, on le sait, un double échec qui éternisait la guerre.

Quand, à la fin de l'année, le Grand Quartier préparait, dans les conférences interalliées de Chantilly, un plan général d'offensive auquel, du front russe au front français et des Balkans à la Picardie, tous les Alliés devaient prendre leur part, Foch l'admit, parce que, là encore, il y avait essai d'action large et coordonnée. Il n'y manqua qu'un commandement unique. Dans l'exécution du plan la France s'était réservée, comme toujours, une large part. Dans la région de la Somme,

les Anglais et les Français attaqueraient de concert et l'on y jetterait, avec deux des armées admirablement reconstituées, aguerries et entraînées, les ressources considérables en munitions que notre industrie avait pu enfin créer. A la tête des armées attaquantes, le Grand Quartier mit le général Foch.

On sait comment l'offensive allemande sur la région de Verdun prévint la nôtre et finalement l'affaiblit. Sans doute, l'attaque allemande sur les bords de la Meuse rendait-elle l'offensive d'autant plus nécessaire, qu'elle devenait une diversion libératrice. Mais l'énorme consommation d'hommes et de munitions faite devant Verdun rendait, par ailleurs, impossible l'exécution du large plan d'offensive primitivement conçu par Foch. Celui-ci n'avait admis l'idée d'un nouvel assaut que sur une très considérable base d'attaque : il ne s'agirait plus d'une « percée, » mais de deux ou trois coups de bélier si bien appliqués au front allemand que des pans entiers du mur se devaient écrouler; car l'assaut serait donné de Lassigny (Ouest de Noyon) à Hébuterne (Nord-Ouest de Bapaume). En rétrécissant ce front d'attaque, on dénaturait le caractère de l'opération. Le fait est qu'elle fut réduite à la région de Chaulnes-Péronne, qui, à la vérité, offrait encore un assez vaste champ de bataille et, encore que réduite, cette offensive de la Somme allait donner des résultats tels qu'il est peu douteux que, persévéramment appliqué, le plan eût pu avoir de tout autres conséquences.

On sait assez qu'après de très brillants succès remportés par deux armées britanniques et successivement deux armées françaises, l'offensive, d'abord vivement poussée du 1er juillet au 25 septembre 1916, parut bientôt stagner, et l'on se mit à parler d'un « échec final. » Ni Joffre ni Foch ne partageaient cette façon de voir. On s'était rendu maître de toutes les hauteurs en face de Péronne comme en face de Bapaume. On avait ainsi créé dans les lignes allemandes un saillant qui pesait sur le front ennemi, tandis qu'à l'empêcher de s'agrandir les Allemands, déjà si éprouvés par leur sanglante défaite de Verdun, s'usaient jusqu'à épuiser leurs réserves. Foch admet qu'il n'y a plus qu'un effort à faire et qu'avant décembre, on aura raison de l'ennemi. De toute manière, ne devrait-on, en cas d'arrêt, que suspendre pour quelques semaines les opérations, il faudrait les reprendre sur les nouvelles positions

conquises, en février, avec des ressources centuplées. Joffre était d'accord sur ce point avec Foch. Lui aussi estimait qu'il ne fallait pas lâcher l'ennemi; ils le sentaient à bout et ils voyaient clair. Nous avons là-dessus des aveux : « Nos pertes étaient si élevées, dira dans son rapport un des grands chefs allemands de la Somme, qu'il n'y avait littéralement plus de forces pour exécuter des contre-attaques, » et déjà Hindenburg devait envisager le retrait de la ligne allemande, n'osant simplement l'effectuer tant qu'il était accroché; il fallait donc qu'il le restât. Si le Grand Quartier français suspend les opérations, la menace n'en demeure pas moins tous les jours suspendue sur la tête des chefs allemands. A Chantilly, on prépare, pour février au plus tard, « une Somme agrandie; » car c'est, cette fois, entre Arras et l'Oise, sur un front de 80 kilomètres, que l'assaut sera donné.

***

Mais l'impopularité qui, dès septembre, frappait la bataille de la Somme, enveloppait bientôt tous les grands chefs qui l'avaient préparée et menée, et dont on disait qu'ils y « pataugeaient. » La campagne se généralisait et s'accentuait contre eux. Joffre était, disait-on, un entêté, qui s'obstinait en une stratégie périmée, trop lent, trop mesuré. Castelnau, depuis un an chef d'état-major général, partageait sa disgrâce. Foch était cependant le moins épargné. On les réputait tous vieillis, usés; lui, on le disait paralysé par la maladie. Mille bruits en couraient.

J'eus la bonne fortune de voir et d'entretenir, dans ces jours mêmes où se colportaient ces bruits tendancieux, le général à son Quartier général de Villers-Bretonneux. Vieilli! usé! malade! il n'y paraissait guère. Pendant une heure d'entretien, j'admirai au contraire la fidélité de sa mémoire, la verve de son esprit, la vivacité de ses gestes. Je revins à Chantilly parfaitement édifié sur le caractère mensonger de cette campagne. Mais quoi! ces mensonges étaient nécessaires et ils servaient trop de gens pour qu'on les pût dissiper.

On sait comment la crise se résolut : la disgrâce de Joffre, de Foch et de Castelnau, déguisée sous des « missions » un peu nébuleuses. Celle qui était confiée à Foch était particulièrement imprécise. On constituait à Senlis un « bureau d'études »

où seraient examinées les grandes questions militaires interalliées, — un peu académiquement : Foch en aurait la direction. Il étudierait la riposte à trouver au cas d'une violation par l'Allemagne de la neutralité helvétique, ou bien le plan d'une intervention en Italie, au cas où la chose serait nécessaire. On lui eût, pour déguiser une disgrâce dont on se sentait gêné vis-à-vis de l'opinion et de l'armée, donné à préparer une expédition au Kamtchatka! Un instant, le général Lyautey, devenu ministre de la Guerre, lui donna le commandement du groupe des armées de l'Est dont les circonstances faisaient presque des Invalides, puis, on y mit Castelnau, et Foch revint à « ses études » de Senlis. Les bruits continuaient à courir : « une grave maladie qu'on décrivait lui enlevait, affirmait-on, cette lucidité supérieure, cette logique héroïque dans l'action qui avaient fait sa gloire. » Tout en rendant hommage à son passé, ajoute M. Painlevé, on le roulait « dans le linceul où dorment les dieux morts. » J'en restais, moi, à ma vision de Villers-Bretonneux, après laquelle j'avais écrit, le soir même, qu'on se payait de mensonges. D'aucuns le pensaient. Dans beaucoup d'états-majors on regrettait, surtout après l'échec de l'offensive d'avril 1917, « le père Foch » et son expérience, cette audace qui n'était jamais qu'une « audace raisonnée » et ce bon sens qui avait remédié à tant de situations scabreuses. Lui gardait une attitude un peu ironique qui masquait son amertume, se disant, comme Jérôme Paturot, « à la recherche d'une position sociale. »

Dans la crise pénible qui suivit les opérations de l'Aisne, il s'abstint cependant de « triompher » des malheurs que son plan dédaigné nous eût peut-être épargnés et, appelé à se prononcer, il se montra équitable pour ses successeurs. Mais tous revenaient à lui. Le 15 mai, c'était cependant le général Pétain qui devenait général en chef, mais, sur son avis même, les fonctions de chef d'état-major général, nouvellement rétablies, étaient confiées à Foch qui, ainsi, rentrait en scène. C'était fini; la Nation le jugeait « guéri, » parce qu'elle se sentait, elle, pour la première fois, fort malade.

***

Chef d'état-major général, il avait pour mission d'être, près du Gouvernement, le haut conseiller de guerre. Dans la dernière crise, on avait vu ce Gouvernement tantôt impuissant à

contrôler le général en chef et tantôt trop porté à le faire sans discernement : à Paris, Foch l'éclairerait et le guiderait. Il le pouvait faire sans craindre un conflit avec le général en chef : Pétain avait, je l'ai dit, le premier, approuvé la nomination de Foch; il avait pour lui le respect d'un ancien professeur de l'École pour son ancien commandant, lui-même maître prestigieux; Foch estimait, de son côté, le bel équilibre de Pétain; il était d'accord avec lui sur l'attitude de prudente expectative qu'avaient rendue momentanément nécessaire les derniers événements. Il ne fallait pas s'user. Il prévoyait l'heure proche où l'on n'aurait pas trop de ses réserves.

D'autres voyaient venir cette heure. L'offensive allemande devait fatalement se déclencher avant que, l'écroulement du front russe rendant à Hindenburg ses divisions de l'Est, les soldats américains fussent en France assez nombreux pour compenser cette supériorité des forces germaniques. L'infériorité numérique des Alliés, toutefois, effrayait moins certains Français éclairés que cette infériorité autrement dangereuse que créait pour les armées de l'Entente, en face d'une coalition tout entière dans la main de l'état-major allemand, l'absence d'un commandement unique interallié. La venue des Américains et le renforcement de l'armée britannique posaient avec plus de force le problème. Je me rappelle quelle place celui-ci tenait, pendant l'été et l'automne, dans nos conversations au Grand Quartier général de Compiègne.

Le Gouvernement français s'en préoccupait vivement. En septembre 1917, M. Painlevé, alors président du Conseil, en entretenait M. Lloyd George; et déjà le nom de Foch revenait sans cesse dans leurs propos. Lui continuait à bien remplir sa mission de conseiller du Gouvernement, « l'esprit largement ouvert à toutes les questions, dira le président Poincaré, le jugement droit, la décision prompte. » Il n'était pas moins prestigieux aux yeux des états-majors alliés. Le soir tragique de Caporetto, il télégraphiait à Cadorna : « Si vous avez besoin de nous, nous marchons ! » Il marcha de sa personne, courut en Italie avec nos divisions, conseilla de s'arrêter à la Piave et fit agréer ses plans. Cela le grandissait beaucoup et tout préparait l'événement qui allait le mettre à sa vraie place. Le Gouvernement français continuait à demander, à défaut d'un commandement unique, la constitution d'un Comité militaire

interallié; elle fut décidée à Rapallo; Foch devait le présider, mais M. Lloyd George exigeait qu'il quittât ses fonctions à l'État-major français; or il y était nécessaire. On parla d'organiser une « réserve générale interalliée, » dont il eût eu le commandement: le général Pétain consentait à y expédier huit divisions et le général en chef Diaz en offrait six. Le maréchal Haig refusa de se séparer d'un régiment. Mais que le nom de Foch fût sans cesse prononcé, telle chose était utile. A l'heure où la question se poserait d'une façon pressante, il devait ainsi sortir de toutes les bouches. Et cette heure allait sonner.

VII. — LE COMMANDEMENT EN CHEF

Le 21 mars 1918, les Allemands attaquaient le front britannique et l'enfonçaient. Des divisions françaises, jetées hâtivement dans la bataille aux trois quarts perdue, n'arrivaient qu'à retarder la marche torrentielle de l'ennemi. Les Anglais désaxés reculaient vers le Nord-Ouest, créant dans le front demantelé une profonde fissure. Les Français ne le pouvaient combler qu'en compromettant la solidité de leur propre front. Paris semblant menacé, le général Pétain entendait couvrir la grand'ville. Mais les côtes paraissant également visées, Haig affichait l'intention de ramener son armée vers le Pas-de-Calais. De ce fait, on risquait de voir, après la chute d'Amiens abandonné, une trouée très large s'ouvrir devant Abbeville. Ainsi, en pleine bataille, s'affirmait, d'une façon tragique, le danger mortel que faisait courir aux armées et nations alliées l'absence d'un chef unique.

A cet extrême péril il fallait remédier sans perdre une heure. Le général Pétain et le maréchal Haig s'étant donné rendez-vous à Doullens, le 26 à midi, on y vit accourir le président Poincaré qui, depuis des mois, préconisait, comme en toutes circonstances, la solution nécessaire, M. Georges Clémenceau, depuis quatre mois président du Conseil, le ministre des Munitions, M. Loucheur, et le général Foch; ils y devaient rencontrer le ministre de la Guerre anglais, lord Milner. « Lorsque nous descendons de voiture, rappellera, un jour, au maréchal Foch le président Poincaré, le maréchal Haig est encore en conférence avec ses commandants d'armées. Pour ne pas l'interrompre, nous allons et venons plus d'une heure dans le petit square de l'Hôtel de Ville. Vous trompez cette

longue attente en répétant à tous que rien n'est désespéré, qu'il faut défendre pied à pied chaque motte d'une terre sacrée et empêcher, coûte que coûte, l'ennemi de s'infiltrer entre les Anglais et nous. Nous montons enfin dans la grande salle de la mairie et là se tient une réunion qui met en lumière le parfait accord des deux Gouvernements et aussi le patriotique désintéressement du maréchal Haig et du général Pétain. » L'histoire, moins laconique, dira quels services rendirent, à cette heure, la claire intelligence et la parole si pleine d'autorité de M. Poincaré, la communicative ardeur de M. Georges Clemenceau, la fermeté d'esprit et le bon sens du général Foch, l'abnégation du général Pétain, l'esprit de conciliation de lord Milner et du maréchal Haig dont une trop rude leçon ouvrait enfin les yeux.

Il fallait un *coordinateur* supérieur, on n'osa encore dire un général en chef. A deux heures, M. Clemenceau et lord Milner, au nom de leurs Gouvernements respectifs et du cordial consentement de Pétain et de Haig, signaient le fameux *ordre* de Doullens qui allait sauver la situation et préparer lointainement la victoire. « Le général Foch est chargé par les Gouvernements britannique et français de *coordonner l'action des armées alliées* sur le front Ouest. Il s'entendra, à cet effet, avec les généraux en chef qui sont invités à lui fournir tous les renseignements nécessaires. »

Ce n'était encore là qu'une mission limitée et vague. Elle ne vaudrait que par l'activité que son titulaire déploierait à la remplir et l'autorité qu'il saurait ainsi s'assurer. Pour quiconque connaissait l'homme, point de doute que, dès lors, les armées alliées eussent *un chef*. D'ailleurs, les représentants des Gouvernements et armées allaient, le 3 avril, se réunir derechef à Beauvais pour préciser et renforcer les pouvoirs du « coordinateur; » il serait chargé de « la direction stratégique des opérations. » Ce ne sera cependant que le 14 avril qu'il recevra le titre de général en chef. Le 2 mai, enfin, il devait voir ses pouvoirs augmentés et fortifiés par l'adhésion de la Belgique et de l'Italie et, général en chef du front allié en France, recevoir en outre, pour tout le front d'Occident, le pouvoir de coordination qui ne lui avait été donné primitivement que sur les troupes britanniques, américaines et françaises. L'opinion, plus pressée, l'avait, dès le lendemain de l'entrevue de Doullens, acclamé général en chef et, en fait, il avait, dès ce jour, agi

comme tel : le reste n'était que protocole et diplomatie et il avait fallu aller vite.

« La présence de Foch galvanise les armées, » écrivait, le 5 avril, le général Humbert à son fils. De fait, depuis huit jours, l'homme s'était déjà révélé à la hauteur de la lourde tâche acceptée. Comme, à Doullens, on avait encore voulu créer, près de lui, un contrôle, il avait dit : « Je veux être seul responsable. » On se rappelle le mot du lieutenant-colonel Foch de 1897 : « L'homme supérieur, *avide de responsabilité.* » L'homme supérieur était là, et s'il était « avide de responsabilité, » il devait se tenir pour satisfait. Il disposait de dix-huit armées et de plus de six millions de soldats. Aucun chef de guerre, en aucun temps et en aucun pays, n'avait joui d'un tel pouvoir, et, étant donné les circonstances, endossé une telle responsabilité.

***

Je l'ai montré ailleurs (1) se jetant, dès les premières heures, dans la bataille, — au sens que peut, dans la guerre moderne, prendre une telle expression. Il lui faut, de toute urgence, boucher la fissure que crée, entre Montdidier et le nord d'Amiens, la retraite continue de l'armée Gough et où Pétain hésite avec raison à aventurer les forces encore faibles confiées au général Debeney.

Dès le 26, Foch est arrivé chez Gough et l'a enfin fixé dans le Santerre, en lui mettant presque matériellement les mains sur les deux épaules : « 19e Corps ! tenir à tout prix ; 18e Corps ! tenir à tout prix. » A cet ordre bref, où l'on sent passer une énergie sévère, nul n'oserait résister ; l'armée Gough arrête son fatal mouvement de recul. A la tête des armées Debeney et Humbert, précipitées si hâtivement dans la bataille, Foch trouve un admirable soldat, un de ses plus vieux amis, le général Fayolle ; il lui donne l'ordre de soutenir et de relever le plus tôt possible Gough en avant d'Amiens. Et il a fait agréer à Haig et à Pétain les principes d'une liaison qui va bientôt aller jusqu'à « l'inter-pénétration. » En vingt-quatre heures, il a littéralement *noué* les deux armées qui se séparaient. Durant trois mois, tout son effort sera de les *souder* tous les jours davantage.

(1) *La Bataille de France*, p. 58-61.

Il était temps : ce jour-là même, l'Allemand, précipitant toutes ses forces dans la poche créée par lui, préparait le suprême assaut sur le point même où il avait perçu la fissure en train de se créer le 25. Il s'y brisait contre le mur recimenté, et la bataille, du coup, expirait.

Elle n'était pas expirée, que déjà Foch rêvait de la réveiller par une contre-offensive qui pourrait, en surprenant l'assaillant fatigué et finalement déçu, permettre de récupérer une partie de ses gains ; ainsi dégagerait-on la précieuse voie Paris-Amiens placée par la perte de la région de la Somme sous le feu ennemi. De Beauvais où il avait porté son quartier général, il y incitait les états-majors alliés. C'est là que je le vis, le 5 avril. J'ai conté ailleurs cette entrevue et les étonnantes paroles qu'il nous fut donné, au commandant Henry Bordeaux et à moi, d'entendre. Cette fois, ce n'était pas du passé, comme à Villers-Bretonneux, que le général parlait avec tant de vérité dans sa langue pittoresque, mais de l'avenir, d'un avenir ouvert devant nous par autant de gestes expressifs que de paroles saisissantes, d'un avenir qui s'allait réaliser, un jour simplement un peu plus lointain qu'on ne le pensait alors. Tout vigueur, tout verve, tout jovialité, il ne semblait guère l'homme qu'écrasaient des responsabilités sans précédent. Il les portait d'une épaule ferme, parce qu'il les avait examinées de son œil clair et une fois pour toutes mesurées. Près de lui, le général Weygand nous regardait l'admirer avec une calme joie. Ce chef d'état-major modèle ne se pouvait, lui, étonner. Depuis trois ans, il n'avait pas quitté le général et il ne le devait pas quitter de trois ans, précieux second par ce mélange d'imagination et de sang-froid qui servait doublement le grand chef : par sa science des combinaisons et, avant tout, par la parfaite connaissance qu'il avait du général en chef, l'habitude qu'il avait acquise des replis de sa pensée et de la nature de son jugement. Il faudra que l'histoire l'associe, un jour, à la gloire du grand « patron. »

***

Celui-ci préparait sa contre-offensive de la Somme quand, le 9 avril, les Allemands, attaquant sur le front de Flandre, bousculaient de nouveau les bataillons britanniques, après avoir enfoncé une division portugaise fatiguée. Ypres et, derrière Ypres, Calais paraissaient derechef menacés. L'armée britan-

nique avait à peine pu se refaire de son couteux désastre de mars : elle ne pourrait jamais aveugler seule la déchirure qui se faisait à son front.

C'est au profit des Anglais, chose piquante, qu'allait jouer ce commandement suprême, dont ils avaient jusqu'à l'heure de l'épreuve ajourné l'institution. Que de négociations, de pourparlers, d'échanges de vues il eût fallu, — un mois auparavant, — pour que des divisions françaises fussent jetées vers le Nord! Foch comprit qu'il fallait que, sans tarder, le Français vînt étayer l'allié : car ce qui était à sauver, c'était, avec les côtes, les communications avec l'Angleterre ; et, d'autre part, peut-être n'était-il pas fâché que les circonstances qui, le 25 mars, avaient déjà imposé le commandement unique, vinssent maintenant imposer « l'inter-pénétration » des troupes alliées, acheminant à la fusion désirable. Avant trois jours, un corps français était dans le Nord, puis trois, quatre, cinq divisions, et, quand les Allemands abordaient la région des Monts, c'était, autour du Kemmel, deux divisions françaises auxquelles ils se heurtaient et dont l'héroïque sacrifice les arrêtait définitivement sur la route du Pas-de-Calais.

***

Au lendemain de cette rude alerte, Foch, loin d'être abattu, sentait plus que jamais la nécessité d'une étroite union des forces et d'un resserrement de l'entente militaire. Nous arrivions au moment le plus critique de ce critique printemps de 1918 où, l'ennemi attaquant avec toutes ses forces, nous n'avions pas encore toutes les nôtres. Les bataillons américains débarquaient sans interruption ; déjà ils constituaient une armée considérable, mais c'était une armée qu'il était nécessaire d'entraîner avant de la lancer à l'assaut ; seules, les quelques divisions depuis huit mois en France pouvaient utilement essuyer le feu ; elles venaient de faire leurs premières preuves, mais on ne pouvait, avant le mois de juillet, compter sur le plein des forces d'outre Océan. L'armée britannique venait d'être cruellement éprouvée ; elle avait, dans la double bataille de mars et d'avril, perdu tant d'hommes que j'entendais dire à un de nos chefs les mieux placés pour juger : « Le 20 avril, l'armée anglaise sur le continent, pour six semaines, ne comptait plus. » Les Français pouvaient-ils supporter seuls une nouvelle offensive?

Ils étaient pleins de vaillance, armés, entraînés, bronzés; mais ils avaient dû affaiblir leur front, déjà considérable à la veille du 21 mars, pour venir, — et après des combats meurtriers, — occuper, de l'Oise à la Somme, le front abandonné par leurs Alliés, pour fournir ensuite tant de divisions de secours que la bataille des Flandres avait mises en lambeaux, pour constituer enfin, derrière le front britannique d'Artois, l'armée que le général Maistre devait, en cas d'une attaque sur ce front, mener à la rescousse de l'Anglais affaibli. Le général Pétain s'inquiétait avec raison de l'amincissement de son système défensif, résultat des prélèvements énormes qui, écrivait-il, le 6 mai, étaient « parvenus à la limite. » Il demandait qu'on lui rendît ses légions.

Il était dans son rôle de général commandant l'armée française et faisait son devoir en les réclamant. Foch était dans son rôle de général en chef du front interallié de France et lui aussi faisait son devoir en ne cédant qu'en partie à ces réclamations. Il lui fallait voir toute la situation « de la mer aux Vosges, » bien plus, des Flandres à la Piave. Pour l'heure, il lui paraissait que le danger d'une irruption de l'ennemi vers la côte restait le plus redoutable; que l'Allemand parvînt même à crever notre ligne entre Montdidier et Reims, ce serait dommage cruel, et accroc douloureux ; mais il lui faudrait encore deux batailles pour être sur Paris ; pour être à Abbeville ou à Boulogne, il ne lui en fallait qu'une, et la victoire serait plus compromise par un tel événement que par tout autre. Il maintenait donc obstinément, à tout événement, les 10e et 5e armées françaises dans les régions de Doullens et de Beauvais, prêtes à être jetées dans toute bataille « pour la mer. » Mais, tout en envoyant à Pétain cette remarquable note du 11 mai, où il prônait de nouvelles méthodes de défensive, il trahissait, en lui prescrivant, d'autre part, d'entraîner les troupes à l'offensive, son dessein, qui était d'attaquer sans tarder. Cependant, il pressait le général Pershing de mettre en route pour le front les divisions américaines instruites et, usant des pouvoirs qui, le 2 mai, avaient été, ainsi qu'on le sait, étendus au delà des Alpes, il engageait le général Diaz à préparer une offensive sérieuse qui, si elle se déclenchait en juillet, coïnciderait avec celle qu'à cette époque, les armées alliées prendraient sur le front de France.

Il préparait activement cette offensive. Son adversaire la sentait venir. Le moment approchait où l'équilibre des forces et des moyens se rétablirait, l'heure même où les Alliés pourraient jeter sur l'envahisseur des forces supérieures aux siennes. Ludendorff est un joueur ; il joua sa dernière chance en attaquant. Ce fut le terrible assaut du Chemin des Dames du 27 mai, suivi des journées désastreuses que l'on sait.

***

Au moment où l'attaque se produisait, le commandement britannique recevait sur son front des indices d'offensive allemande. Il est possible que, l'attaque sur l'Aisne étant primitivement une forte diversion, une attaque sur le front d'Artois fût prévue. La victoire du 27 mai entraîna certainement les vainqueurs au delà de leur propre dessein, les orienta vers un autre but sans doute improvisé, les attacha au terrain qu'ils venaient de conquérir.

Foch, qui n'avait pas un instant perdu le sang-froid, fit redescendre, vers le nouveau champ de bataille, les armées Micheler et Maistre ; elles viendraient, l'une sur la montagne de Reims, l'autre dans la région de Villers-Cotterets, assurer le maintien des deux piliers de la large porte que les Allemands venaient d'enfoncer. Cela fait, on était tranquille. L'ennemi s'engageait dans une poche où Foch prévoyait qu'il allait prêter le flanc. Déjà apercevait-il nettement la manœuvre à laquelle imprudemment Ludendorff s'exposait. Celui-ci, d'ailleurs, se sentait en danger : il entendit, en élargissant la poche, prévenir le péril. Il attaqua à l'Ouest de Villers-Cotterets, et du Sud de Montdidier au Sud de Noyon, enleva une position, parut en menacer une seconde ; mais, retardé par la défense acharnée des troupes d'Humbert, il fut contre-attaqué sur son flanc droit par le général Mangin, actionné directement par Foch et qui, dans cette fameuse journée du 11 juin, fit, suivant l'expression d'un de nos grands chefs, la répétition générale, — en plus petit, — de la future affaire du 18 juillet. En tout cas, l'Allemand arrêté ne put-il réaliser ses espoirs et resta-il exposé aux coups qu'il avait voulu éviter. C'est alors que, n'ayant pu élargir à l'Ouest la fatale poche, il entendit l'élargir à l'Est par l'attaque du 15 juillet.

On sait comment elle tourna et de quelle façon le général Gou-

raud, appliquant la nouvelle méthode de combat défensif adoptée et prescrite par le grand Quartier français, reçut entre Reims et l'Argonne, repoussa, décima l'assaillant. On sait aussi que, plus heureux, — en apparence, — à l'Ouest de la montagne de Reims, l'Allemand put passer la Marne. Ce faisant, il ne faisait que s'enfoncer plus avant dans la nasse où il pouvait être surpris. Car, ni la forêt de Villers-Cotterets, ni la montagne de Reims n'étant perdues pour nous, s'engager plus loin vers le Sud devenait telle imprudence, que Foch, cette fois, n'avait, si j'ose dire, nul mérite à paraître optimiste devant ces derniers et fatals « progrès » de l'ennemi. C'est qu'ils allaient rendre plus opérante la violente riposte qui, depuis trois semaines, se préparait.

L'instrument en était l'armée du général Mangin, la 10e, massée au Nord-Ouest de la poche créée du 27 au 31 mai et approfondie dans les journées des 15 et 16 juillet; dissimulée sous le couvert des forêts, grossie de tout ce que Foch avait pu prélever sur tous les fronts, français, américains, anglais, pourvue d'une formidable artillerie et surtout de centaines de chars d'assaut, l'armée Mangin allait être la bonne épée qu'on pousserait dans le flanc droit de l'armée allemande aventurée. Son général préparait, depuis un mois, dans une sorte d'allégresse fiévreuse, cette attaque prévue dès le 14 juin, puisque c'est ce jour-là que Foch en avait prescrit à Pétain l'organisation. Le 12 juillet déjà, elle était prête. Peut-être faut-il admettre qu'elle gagna à être reculée de quelques jours et que le passage de la Marne par l'ennemi la rendit « plus efficiente. » Mais quand on dit que « le Destin » fit tout, — et non la volonté d'un grand chef, — on joue sur les mots. Que, deux fois sur trois, une victoire ne sorte que de la faute d'un adversaire clairement aperçue et rapidement exploitée, nul ne peut le nier et nul ne songe à le faire. Mais encore faut-il, d'une part, que la faute soit aperçue et que, d'autre part, elle *puisse* être exploitée : Napoléon n'a gagné que de cette façon la plupart de ses batailles. Il faut en tout cas que « la réserve » soit là, prête à agir, en position d'agir. Elle était là. Le 15 juillet, Foch voyant l'ennemi s'aventurer plus au Sud, conjugua à l'attaque de Mangin celle de Degoutte, à sa droite, pour que le coup de bélier portât sur tout le flanc de l'ennemi. Jamais manœuvre ne fut mieux organisée.

Le 18 juillet, les deux armées françaises se jetaient avec un

élan magnifique, à la fois ardent et ordonné, sur l'Allemand et l'enfonçaient. Gravement menacé, l'ennemi repassait précipitamment la Marne et, dans la crainte d'un enveloppement, organisait sa retraite vers la Vesle. Quatre armées l'attaquaient; Foch excitait tout son monde, car déjà Berthelot, la veille encore assailli de Reims à Dormans, passait à la contre-offensive, tandis qu'une petite armée Mitry, improvisée par Foch, essayait d'accrocher au passage de la Marne l'ennemi en désarroi. Avant quinze jours, celui-ci aura regagné la région de l'Aisne, laissant entre nos mains un matériel considérable et plus de 50 000 prisonniers. C'était pour lui un désastre tel qu'il ne devait pas s'en relever.

***

Il devait d'autant moins s'en relever que Foch était résolu à ne pas le lui permettre. La victoire du 18 juillet, rendue possible par la victoire défensive du général Gouraud du 15, marquait tout à la fois la fin des succès allemands et le début de nos victoires. L'heure était venue où les Alliés allaient reprendre le rôle d'assaillants. Ludendorff n'avait pu, malgré cinq violentes offensives, nous mettre, avant l'heure prévue, hors de combat et la bataille se renversait.

Que ce Ludendorff, dont on ne peut, après avoir lu les études du regretté général Buat, contester la haute valeur et les fortes qualités militaires, eût été, en dépit d'éclatants succès, tenu, en dernière analyse, constamment en échec, cela était dû, avant toutes choses, à la mentalité que lui avait opposée le commandant en chef des armées alliées.

L'institution d'un commandement unique avait par elle-même une vertu singulière; mais il faut bien admettre que cette vertu pouvait être inefficiente, si l'homme ne justifiait pas sa mission. Il l'avait dès l'abord justifiée en amalgamant peu à peu en une énorme armée les armées jusque-là autonomes qu'on lui avait mises dans les mains; il avait tiré de l'épreuve tout ce qu'elle pouvait apporter de leçons fécondes et d'utiles effets; c'était sous les coups répétés de l'ennemi que les Alliés avaient serré les coudes, mais Foch avait voulu plus : *que l'on ne fût pas coude à coude, mais les bras sous les bras.* Il y était arrivé : des Français étaient revenus jusque dans la région des Flandres se mêler aux bataillons anglais attaqués; des Anglais et des

Américains avaient attaqué, le 18 juillet, sous des chefs français, à côté des soldats français et, par surcroît, un contingent italien s'était, à la même heure, vaillamment battu sur les flancs de la montagne de Reims. Le caractère de la guerre s'était, de ces faits, profondément modifié de notre côté, — et de la façon la plus heureuse. Nous n'étions plus seulement une coalition, mais une armée, et, pour arriver à ce résultat, il avait fallu que la constante pensée de Foch triomphât, — sa correspondance en fera foi, — des derniers particularismes, des résistances, explicables, des Grands Quartiers généraux.

Mais là ne s'était pas bornée l'action du généralissime. Cette ténacité qu'il apportait à lier, nouer, et presque fondre les Alliés, il l'avait apportée à déconcerter les ennemis. Ludendorff a cru tout enfoncer et, de fait, trois fois au moins, le 21 mars, le 11 avril et le 27 mai, il a paru avoir tout bousculé; trois fois, il a semblé que la bataille allait être, pour l'Entente, irrémédiablement perdue : front brisé, forces considérables détruites, et, le lendemain de l'assaut, même arrêté, situation gravement compromise par la paralysie d'une des principales lignes de communication vers le Nord ou vers l'Est. Trois fois, Ludendorff a pu croire que, de ces coups, son adversaire ne se pourrait relever; car aux dommages cruels faits à son dispositif, il a pensé que s'ajouteraient ceux, plus cruels encore, qu'il espérait porter à son moral.

Son étonnement a été grand, et il l'avoue, de voir, à chaque attaque, nos armées se reformer devant les bataillons d'assaut, les fissures se combler et le mur se relever, et, quand l'attaque a été arrêtée, un front se reconstituer autour du saillant créé. Quelles ressources insoupçonnées recélait donc l'Entente? En réalité, l'Allemand se heurtait à une volonté servie par une ingéniosité. Tout ce qu'on peut imaginer, Foch l'imaginait pour obvier aux inconvénients créés et même aux situations en apparence irrémédiables. *Qu'elles fussent irrémédiables, il avait toujours refusé d'en convenir,* et là était le secret de cette résistance. Certes, si Ludendorff eût attaqué sans discontinuer et fait succéder, de huit jours en huit jours, une offensive à une autre, cette constante ingéniosité de Foch fût devenue inutile. Mais jamais le commandement allemand ne s'est résigné à sacrifier, comme le fera, un jour prochain, le général Foch, la perfection d'une attaque de grand style à l'évident bénéfice qui résulte

de coups précipités. Entre chaque attaque, et sans perdre une heure, Foch a pu ainsi refaire une situation avec les morceaux de celle de la veille et, par là, toujours déconcerter l'adversaire. Un publiciste, qui a cruellement attaqué le grand chef, lui rend ici, malgré lui, justice et, sans s'en apercevoir, détruit lui-même en quelques lignes tout ce qu'il a par ailleurs pensé établir : « Ludendorff, à la fin, perdra contenance, écrit-il, devant *ce sublime entêté* que rien n'est capable d'émouvoir et qui se maintient dans les situations les plus paradoxales. » M. Jean de Pierrefeu a rendu là un des plus beaux hommages qui ait jamais été décerné à celui que, par ailleurs, il veut nous représenter comme un agité que « mène le Destin. »

VIII. — LA VICTOIRE

Le 18 juillet au soir, Foch écrivait aux siens : « Nos affaires vont toujours très bien. Ce matin, nous avons lancé une attaque puissante de 35 kilomètres. Le Boche pourrait se trouver à la fin de la journée dans une position difficile. La journée d'aujourd'hui peut être grosse de conséquences. Elle s'annonce bien. Dieu veuille que cela continue ! » Cela allait continuer, — et grâce à lui.

« Un soir de victoire (on me permettra de me répéter) est peut-être le moment où un grand chef donne toute sa mesure. Ni le succès ne le peut jamais satisfaire, ni la fatigue l'induire à un repos même momentané. S'il ne veut laisser de répit à l'ennemi vaincu, il faut qu'il ne s'accorde à lui-même nulle trêve. Après un grand effort accompli, il y a tendance chez tous à « souffler : » on se paie volontiers du prétexte qu'il ne faut point, par trop de précipitation, compromettre le résultat acquis. Ces raisonnements passent pour sagesse qui, souvent, sont, non point pusillanimité, mais absence de largeur dans la conception. Rien ne sert de remporter une victoire si, incontinent, on n'en profite point. Foch est de ces esprits à la fois actifs, larges et volontaires, qu'*une* victoire ne satisfait point, mais que seule contente *la* victoire.

« Lorsqu'après le 18 juillet, l'ennemi, pressé de toutes parts dans la poche de Château-Thierry, se replie, harcelé, vers la Vesle, le général en chef des armées alliées est déjà en train de battre le fer quand il est encore chaud. *De quoi s'agit-il ?* Non

pas de chasser l'Allemand de la Marne, de l'Aisne, — ce qui n'abolira que les résultats de sa dernière offensive heureuse du 27 mai, — mais, tout d'abord, d'anéantir les résultats de *toutes* ses offensives de 1918 en le ramenant, fort étrillé, à ses positions de départ de mars, à la ligne Hindenburg; mais, ensuite, tout simplement de l'expulser de France et de libérer le territoire; mais, enfin, de détruire la force de l'adversaire et de l'acculer à la capitulation. Pour cela, l'offensive : l'offensive constante et l'offensive éclairée. « Le moment est venu, écrit-il aux généraux en chef, de quitter l'attitude défensive imposée jusque-là par l'infériorité numérique et de passer à l'offensive. » Il ne faut point laisser à l'ennemi le temps de souffler et, partant, si peu que ce soit, de se refaire. Le frapper, le frapper sans cesse. Tout à l'heure, il écrira au général Diaz : « L'Entente doit frapper à coups redoublés et répétés avant que l'ennemi ait eu le temps de refaire le moral de son pays, et un plan de guerre, comme de reconstituer ses forces et son matériel. » Et, parce que commander, comme gouverner, c'est prévoir, il n'a pas attendu que l'ennemi fût définitivement ramené à la Vesle, puis à l'Aisne, pour tout préparer afin qu'il fût, ailleurs, attaqué et battu. »

Le 24 juillet, en effet, a eu lieu, au château de Bombon, près de Melun, où il a établi son Quartier général, la conférence entre quatre grands chefs d'où est sortie cette grande offensive qui, du 8 août au 11 novembre, ne cessera de se développer, de s'élargir, de s'agrandir, mais dont, à y bien regarder, le principe tient dans le fameux *Mémoire*, soumis, le 24 juillet, par Foch à ses hauts lieutenants.

En dehors de l'action en voie d'achèvement et qui est en train de dégager, entre Meaux et Châlons, la ligne de Paris à Nancy, il prévoit quatre opérations. Il faut dégager cette même ligne entre Bar et Toul en réduisant la vieille « hernie » de Saint-Mihiel. Il faut recouvrer dans la région amiénoise l'usage de la ligne de Paris à Arras; c'est, depuis le 26 mars, son *Delenda Carthago*. Il faut enfin affranchir de toutes menaces la région de la mer du Nord, en écartant l'ennemi des abords de Cassel. Ainsi seront abolis les résultats de l'assaut allemand de 1918. Il ne semble pas, pour l'heure, prétendre à plus. A quoi bon étaler de grands projets? L'important est qu'ils soient déjà conçus. Ils le sont : au delà de l'opération de la Somme, Foch

aperçoit déjà l'abordage, entre Cambrai et la Fère, de la ligne Hindenburg; au delà des opérations de la Lys, la marche sur l'Escaut, comme, au delà de l'opération de Saint-Mihiel, — ici seulement, un mot du *Mémoire* révèle l'arrière-pensée, — la manœuvre qui nous portera vers Mézières et Sedan. Tous les rôles distribués à ses « exécutants, » il assigne à Diaz sa place dans le concert et lui donne le *la*. N'a-t-il pas comparé son poste à celui d'un « chef d'orchestre ? »

Ce n'est pas un bâton de chef d'orchestre qu'il lèvera le 8 août, — jour fixé pour le début de la grande offensive, — mais un bâton de maréchal de France. Le 7 août, sur la proposition de M. Clemenceau et par la décision du président de la République, Foch avait été fait maréchal de France. Après avoir résumé les résultats de la dernière bataille, M. Clemenceau ajoutait : « La confiance placée par la République et par tous les Alliés dans le vainqueur des marais de Saint-Gond, dans le chef illustre de l'Yser et de la Somme, a été pleinement justifiée. La dignité de maréchal de France, conférée au général Foch, ne sera d'ailleurs pas seulement une récompense pour les services passés : elle consacrera mieux encore, dans l'avenir, l'autorité du grand homme de guerre appelé à conduire les armées de l'Entente à la victoire définitive. »

***

L'opération de la Somme, entamée le 8 août par un foudroyant succès des armées Rawlinson et Debeney, nous porte, dès le 9 au soir, bien au delà de l'Amiénois. Immédiatement Foch songe à l'élargir : tandis qu'à gauche, Byng attaquera sur l'Artois, Humbert, à droite, se jettera à l'assaut en direction de Lassigny et de Noyon. Foch lui-même excite son monde : « Il y a aujourd'hui une occasion à saisir, qui ne se retrouvera sans doute pas de longtemps et qui commande à tous un effort que les résultats à atteindre justifient pleinement. » Et le voici qui, pour allonger l'étreinte, met, à sa gauche, l'armée Horn en mouvement après l'armée Byng, et l'armée Mangin, à sa droite, après l'armée Humbert. Il devine les Allemands plus ébranlés qu'ils ne l'ont jamais été ; peut-il tout à fait ignorer ce que Ludendorff avouera un jour, l'événement qui bouleverse le haut commandement allemand, des divisions entières lâchant pied et abandonnant leur poste ? Tandis que Debeney et Rawlin-

son, Humbert et Byng pressent l'ennemi, Mangin livre une nouvelle bataille entre Oise et Aisne, Horn une autre entre Somme et Scarpe. La première nous rend les abords du Chemin des Dames, la seconde toute la région d'Albert, puis, aussi, la ligne Péronne-Quéant, les avancées de la ligne Hindenburg.

Ces succès éclatants justifiaient la méthode de Foch. C'est parce qu'on ne laissait aucun répit à l'ennemi, qu'on le pouvait bousculer d'une ligne sur l'autre, l'obliger à des replis successifs, le pourchasser avec profit et sans cesse le battre. Le « rayonnement » de la personnalité du nouveau maréchal est alors sensible. Pétain, qui, naguère encore, restait fidèle à cette sage prudence, qui, n'excluant pas les fortes décisions, le garait de tout « emballement » fâcheux, maintenant préconisait l'audace, puisqu'elle n'était plus témérité : tout à l'heure, il criera « En avant! » plus haut que personne. Haig, jadis si circonspect lorsqu'il s'agissait de monter une opération, si timoré s'il fallait faire sans tarder jaillir une nouvelle bataille d'une victoire remportée, était si bien converti à la méthode talonnante, que, Péronne enlevé, il méditait maintenant un « coup soudain et heureux, pour faire sauter la charnière des organisations où l'ennemi pensait se retirer. » Il s'apprêtait à attaquer la redoutable ligne Hindenburg avec un tel élan, qu'il suffisait à faire tomber, chez Foch, le dernier doute sur un succès final, plus prochain qu'il ne l'avait lui-même naguère auguré.

La ligne Hindenburg forcée, on marcherait vers la Sambre, vers la Meuse ardennaise ; mais il faudrait alors qu'à gauche, une armée attaquât vers la Belgique, qu'à droite, une autre lancée du Sud au Nord menaçât le flanc de l'ennemi, en direction du massif ardennais. Seulement, pour que Gouraud, à qui cette tâche incomberait, se mît en mouvement d'accord avec l'armée américaine, il fallait qu'on nous libérât, sur cette partie du front, de ce boulet qui pesait à notre pied : l'occupation de Saint-Mihiel par l'ennemi. Tandis que Haig menaçait la ligne Hindenburg et déjà en enlevait les contreforts, que Debeney, Humbert et Mangin, à sa droite, reconquéraient les approches de l'énorme forteresse, les troupes franco-américaines, placées sous les ordres du général Pershing, arrachaient à l'ennemi la région de Saint-Mihiel. Le grand assaut maintenant était possible.

***

Foch n'avait cessé d'être derrière « ses exécutants, » les talonnant, si besoin était, ne les félicitant des succès remportés que pour leur en demander d'autres. Quand, le 24 août, il avait applaudi l'avance victorieuse du général Byng vers la ligne Hindenburg, il avait écrit à Haig : « C'est cette étendue croissante d'une offensive nourrie par derrière et fortement poussée en avant, sans objectif limité, sans préoccupation d'alignement et d'une liaison trop étroite, qui nous donnera les plus grands résultats avec les moindres pertes. » Et ces quelques lignes sont à retenir : elles formulent très nettement la méthode tactique qui, dans l'esprit du général en chef, servira le plan stratégique. Puisqu'elle procurait de tels succès, Foch était bien résolu à en finir.

Un instant, retranché dans l'énorme forteresse qu'il a édifiée et qu'il croit imprenable, l'Allemand a espéré que, satisfait d'avoir reconquis, par leur triomphale contre-offensive d'été, les positions perdues dans le courant du printemps, les Alliés se vont arrêter, remettant de quelques mois l'assaut d'une si formidable position. Foch le déçoit. Il n'entend pas que l'ennemi, affaibli par des pertes énormes, se refasse. Le 3 septembre, est partie de Bombon la *directive* qui règle les différentes parties de l'assaut dont la prise des avancées à l'Ouest de la ligne Cambrai-Saint-Quentin et l'enlèvement de la région de Saint-Mihiel n'ont été que le prologue. Cette directive, qui restera célèbre, prépare la grande opération qui, de Lille à Cambrai, de Cambrai à Saint-Quentin, de Saint-Quentin à Laon, de Laon à Mézières, doit faire sauter la série de positions qui constituent le mur de la formidable citadelle où Ludendorff a réfugié ses troupes. L'assaut était fixé au 27 septembre. Pour que l'ennemi, jusqu'au bout convaincu que cet assaut serait une folie, fût confirmé dans cette heureuse sécurité, le plus grand secret fut gardé. Le 19 septembre, Foch partit pour la Lorraine et l'Alsace, comme s'il venait y étudier une manœuvre destinée à tourner largement l'énorme position ; son voyage fut intentionnellement ébruité. Mais le maréchal se portait, dès le 22, très secrètement, à Mouchy-le-Châtel, en Picardie, où il régla minutieusement avec Haig et Fayolle l'attaque de la muraille Hindenburg. Cependant, il faisait savoir à Pétain qu'il

attendait beaucoup de l'attaque de Gouraud et des Américains. Et, non content de régler nettement le rôle de chacun des assaillants, il dictait la tactique : il fallait chercher sans cesse à produire des effets de rupture en organisant des groupes d'attaque destinés à marcher sur les objectifs dont la possession assurerait l'ébranlement du front et, des généraux d'armée aux plus humbles officiers, les chefs devaient collaborer de près à l'action. A la façon dont le généralissime de tant d'armées descend dans le détail, on sent le frémissement dont son âme est agitée.

On sait quel fut le résultat de cet assaut semi-concentrique. Tandis que la muraille Hindenburg était, par des prodiges de valeur, forcée par trois armées britanniques et une française, celle du général Debeney, que, de Cambrai à Saint-Quentin, la ligne tombait et que déjà l'arrière-ligne était entamée, l'attaque de l'armée Gouraud et des Américains se heurtait, du côté de ceux-ci, à de telles difficultés que, ne réalisant pas les espérances conçues, elle devait être momentanément suspendue. De son côté, un « groupe d'armées des Flandres, » constitué de forces belges, françaises et anglaises, sous le commandement du roi Albert et du général Degoutte, devenu son major-général, après avoir emporté les premières lignes en avant d'Ypres et de Dixmude, était également arrêté par une résistance acharnée de l'ennemi et les intempéries d'une fâcheuse saison.

Ces deux accidents eussent été graves, si, par ailleurs, les Alliés n'eussent forcé de front la place que ces attaques d'ailes devaient menacer. Il ne s'agissait que de reprendre l'assaut concentrique et déjà Foch excitait chacun à y donner toute sa force. A Pétain il écrivait ces lignes qui trahissent son ardente impatience : « Animer, entraîner, veiller, surveiller... » et il trouvait un écho fidèle chez son haut lieutenant qui, le lendemain, adressait aux généraux d'armée l'admirable lettre dont j'ai ailleurs reproduit les extraits et qui concluait : « La victoire est au plus tenace. »

Maintenant tout le monde marcherait : Gouraud sur Vouziers et Rethel, Berthelot sur le Porcien, Mangin sur Laon, appuyant l'attaque de Debeney sur la Fère, les Anglais sur la ligne Valenciennes-Landrecies, Degoutte sur Gand et Bruges. Avant même que ce nouvel assaut ne se déclenche, Ludendorff ne s'en dissimule pas l'issue. Nous nous imaginions mal alors, outre la grandeur de ses pertes, la détresse où le mettait l'état moral et matériel d'une armée en train de fondre et de déses-

pérer. Le quartier-maître général faisait déjà, par Hindenburg, demander au gouvernement de Berlin de tout consentir pour obtenir l'armistice. Foch n'y voyait qu'une raison de presser l'assaut.

***

On repart le 3 octobre : après neuf jours, les Américains nettoyant, en liaison avec Gouraud, l'Argonne septentrionale, ce dernier enlève Vouziers tandis que Guillaumat, qui a relevé Berthelot, pénètre dans le Porcien ; Mangin, après avoir emporté le massif de Saint-Gobain, entre à Laon, tandis que Debeney pousse sur Guise, que les troupes britanniques font crouler une nouvelle ligne, et que les armées des Flandres enfin vont se remettre en mouvement. Foch continue à tout mener. Sa *directive* du 10 octobre, courant au-devant des résultats en train de se réaliser, montre maintenant comme objectif à tous la région ardennaise où l'ennemi rejeté, pressé, menacé, se trouvera aux prises avec les difficultés les plus grandes. Et cependant il envisage déjà la manœuvre suprême, l'opération qui tournera les armées allemandes ainsi empêtrées, l'événement qui transformera en un désastre sans précédent la défaite allemande en train de se consommer : l'attaque par la Lorraine, entre Metz et Sarrebourg qui, réussissant, permettra de précéder, par l'invasion de la Sarre, l'ennemi en retraite, sur le Rhin.

Le 14, les armées relancées se jettent sur l'ennemi. Le groupe d'armées des Flandres marche sur Ostende, pousse jusqu'à la frontière hollandaise et attaque Bruges, les armées britanniques nettoient la région de Lille, et, de Debeney à Gouraud, les armées françaises pressent l'adversaire. Déjà à la *directive* du 10 qui a, en partie, satisfaction, succède celle du 19, la dernière. Foch y précise les « directions convergentes » que chaque groupe d'armées connaît déjà : on *voit*, matériellement parlant, dans ces lignes suprêmes, le cercle de fer se resserrer autour des Ardennes où convergent, dans le plus mauvais arroi, les forces en lambeaux de l'ennemi : les armées des Flandres en direction de la Basse-Meuse, les armées britanniques vers Mons et Avesnes, la première armée française vers Chimay, les armées de droite vers Vervins, Rocroy, Mézières et Sedan. A cette heure même, le général de Castelnau est chargé de diriger de haut la grande manœuvre de la Lorraine; Mangin retiré du front en sera

l'instrument principal ; c'est son armée, forte de vingt divisions, qui, à l'Est de Metz, en même temps menacée par la deuxième armée américaine, est chargée de bousculer la résistance, probablement bien faible, que pourront lui opposer les divisions amincies de l'armée allemande. « La bataille est mûre, » eût dit Napoléon. Foch a parlé lui-même de cette heure où « une armée sur le champ de bataille se sent portée en avant, comme si elle glissait sur un plan incliné. » C'est à cette heure que « le commandement, a-t-il écrit ailleurs, *anime les troupes les plus épuisées.* » Car si, en face d'un effort suprême qu'une résistance désespérée de l'ennemi rendra nécessairement difficile, des généraux lui objectent la fatigue des troupes qui, en effet, est extrême, il répond avec raison : « Nous sommes au soir de la bataille. Les victoires ont toujours été remportées par des soldats fatigués ! »

Il avait établi son Quartier général à Senlis. On visitera avec une respectueuse curiosité, un jour, ce petit hôtel où ont été conçus et d'où sont partis les derniers ordres qui devaient consommer la victoire, « en sorte, écrit M. de Maricourt, que, comme son compatriote Henri IV, Foch pourrait écrire : « Mon heur a prins son commencement en la bonne ville de Senlis et depuis s'est étendu de par tout le royanme. » Cet « heur, » qui pouvait être pour longtemps celui de « tout le royaume, » allait, hélas ! être interrompu avant de s'être complètement réalisé.

***

J'ai, en détail, étudié ces derniers jours de bataille, et ces « veillées de Senlis » où la fièvre d'une immense victoire attendue tenait debout, des nuits entières, l'état-major du maréchal Foch. Il savait ses dix-huit armées en mouvement, marchant toutes implacablement vers leur but. Et déjà la retraite allemande s'opérait sur tout le front, talonnée par le demi-cercle menaçant de nos armées, comme par une sorte de faux gigantesque fortement emmanchée. De cette faux, Foch tenait le manche. Il restait celui qui, à propos de Gravelotte, avait écrit : « Les forces physiques étaient à bout. Une dernière attaque exécutée par de faibles troupes pouvait en pareilles circonstances produire un résultat considérable : *encore fallait-il que la volonté du général en chef ne se laissât pas dominer par l'état d'épuisement de ses troupes, qu'elle sût, au contraire,*

exploiter le dernier souffle des hommes et des chevaux, leur demander un suprême effort pour marcher à l'ennemi. » Il écrivait à Haig, à Pétain, à Pershing; il fallait que « toutes les armées alliées frappassent sur l'ennemi à coups redoublés par des attaques bien ordonnées. » La retraite de l'ennemi commençait, et notre poursuite. « Dès que commence la poursuite, la vitesse devient le facteur principal du succès. » « L'ennemi étant saisi, il ne fallait pas lâcher prise, mais pousser hardiment.

On poussait; et, pendant ce temps, Mangin organisait son attaque de Lorraine, qu'une autre armée, celle du général Gérard, devait encore appuyer à droite, tandis qu'à gauche, les Américains de Bullard la seconderaient. Avant quinze jours, l'Empire allemand connaîtrait un Sedan colossal, l'enveloppement d'une armée d'un million d'hommes.

L'Allemagne, éperdue, sollicitait l'armistice. Elle acceptait toutes les conditions que le président Wilson lui imposait, avant que d'en transmettre même la demande aux Alliés. A ces indices, on devinait qu'elle était à genoux. On n'était cependant pas encore assez informé de sa détresse; on ne connaissait pas assez précisément les grondements de la révolution qui, un instant, allait soulever les pavés de Berlin et faire crouler les trônes, la sédition des soldats arrachant à leurs officiers leurs insignes et les en soufflétant, l'écroulement physique de ces malheureux, l'épuisement des munitions, la ruine de cette armée qui, repassant en lambeaux le Rhin peu de jours après, allait arracher à un Mayençais cette exclamation : « La belle armée d'Hindenburg, qu'est-elle devenue? *Foch l'a mise en pièces en moins de trois mois!* »

Parce que, très vaillamment, avec un magnifique acharnement auquel il faut rendre hommage, quelques régiments allemands tenaient bien sur le champ de bataille jusqu'aux derniers jours, que, durant des heures entières, des groupes de mitrailleuses suffisaient à retarder la marche de certains de nos corps, et nous faisaient, hélas! payer cher encore notre victorieuse avance, des gens allaient disant que l'armée allemande restait debout « bien forte encore, » et qu'à refuser un armistice, on risquait de voir la guerre se prolonger une année de plus. Certains de nos alliés voulaient conclure à tout prix, et d'avance se gendarmaient contre toute condition qui, trop dure, amènerait, disaient-ils, les Allemands à refuser de traiter.

Foch, lui, voyait clair. Qu'on lui donnât seulement quinze jours et, l'armée allemande étant entre ses mains, la rive gauche du Rhin conquise par les armes et l'Allemagne à l'agonie, on pourrait conclure tel armistice, que la paix qui suivrait serait vraiment une paix de vainqueurs.

Il s'alarma quand, dans son cabinet de Senlis, il entendit le plus autorisé des Anglais déclarer que le Gouvernement britannique était en train d'arracher au nôtre le consentement à l'armistice sans l'occupation du Rhin. Il bondit à Paris et, appuyé par le président Poincaré, obtint que l'occupation du Rhin serait condition *sine qua non*. « L'armistice sans le Rhin, disait-il dans son langage pittoresque, mais je ne dormirais pas une nuit! *Vous voulez donc ma mort?* »

Devant le fâcheux projet d'armistice dont il avait été menacé, celui qu'il avait fait agréer lui paraissait déjà une victoire remportée, offrant, à son sens, la base la plus solide à une bonne paix. La chancellerie allemande, — l'Empereur semblant déjà écroulé, — suppliait qu'on reçût ses hommes. Les Gouvernements alliés y consentirent. On les adressa à Foch.

*
* *

Le 7 novembre au soir, ils se présentèrent à nos avant-postes. Le 8, le maréchal les reçut dans son wagon-salon, à Rethondes, au milieu de cette clairière de la forêt de Compiègne vouée désormais à la célébrité. « Rien que de les voir entrer, me confiait un des officiers présents, nous avons eu l'impression que les conditions qui paraissaient aux cabinets de l'Entente excessives et presque inacceptables, leur sembleraient, à eux, très douces. » L'un d'eux, Mathias Erzberger, essaya cependant d'en imposer. A la question de Foch : « Quel est, messieurs, l'objet de votre visite? » il répondit : « Nous sommes venus pour recevoir les *propositions* des Puissances alliées en vue d'un armistice. » Le maréchal sentit le trait de pauvre ruse où courait encore un dernier souffle bien médiocre de morgue allemande : « Je n'ai aucune *proposition* à vous faire. » Alors le diplomate de l'équipe, le comte Obersdorff, tremblant qu'on échouât sur une formule quand ils étaient décidés à tout accepter, intervint : « Eh bien! monsieur le maréchal, comment désirez-vous que nous nous exprimions? Notre délégation est prête à vous demander *les conditions* d'un armistice. — Demandez-

vous formellement un armistice ? — Nous le demandons. — Je vais vous lire les conditions des Alliés. » A la lecture du document, ils parurent presque soulagés et leurs objections ne se produisirent que le lendemain. Elles tombèrent vite devant l'attitude ferme du maréchal et les nouvelles terrifiantes qu'ils reçurent, dès le surlendemain, de leur pays. Dans la nuit du 10 au 11, ils venaient signer. Ils signaient, sous le nom d'armistice, une capitulation qui parut complète. D'aucuns dirent alors que nous n'aurions pu obtenir plus après cent jours de nouveaux combats. Les combats n'eussent pas duré cent jours, mais quinze, et, si l'on n'eût peut-être, après la victoire complète, exigé ni obtenu plus, on eût au moins fait connaître aux terres allemandes, par l'apparition de cette victoire, — et cela était essentiel, — que nous l'avions réellement remportée. La paix devait cruellement se ressentir d'un armistice qui, nous donnant certes satisfaction, était cependant conclu deux semaines trop tôt pour que l'Allemagne eût le spectacle nécessaire de sa défaite.

Le maréchal avait montré, en cette occurrence, il faut l'avouer, une admirable abnégation. Sa magnifique bataille offensive de cent jours allait se terminer, grâce à une manœuvre admirable, par une victoire sans précédent. L'armistice signé trop tôt la laisserait incomplète. Ce chef ne doutait pas du plein succès de sa manœuvre et de la prompte issue de cette splendide opération. Il se défia, peut-être trop, à cette heure, de ce que l'orgueil eût inspiré à tant d'autres, de sa passion de stratège, de ses sentiments de militaire. Il a toujours été le plus discipliné des soldats : il n'était plus, de l'heure où on avait accepté les conditions qu'il avait prônées, que le représentant des gouvernements alliés, et peut-être à ces considérations se joignait la pitié profonde qui étreignait chacun de nous devant de nouvelles hécatombes. Et il pensait que l'armistice imposé, — si solidement conçu au point de vue militaire, — aurait pour conséquence une tout autre paix. Le soldat s'effaça, renonçant à couronner par une victoire incomparable cette bataille de France qui, à la vérité, suffit à le couvrir de gloire.

Le soir du 11 novembre, le vieux sonneur de cloches de Valentine, le père Daniel, se mit à son carillon : il s'agissait de fêter le fils des vieux Foch ; il fit jouer à ses cloches l'air du *Père la Victoire*.

La petite patrie pyrénéenne saluait, bien loin, bien loin de Rethondes, le vainqueur sorti de ses entrailles.

IX. — LA PAIX

« C'était à vous de faire la guerre ; ce n'était pas à vous de faire la paix. Vous aviez cependant le droit de dire ce que, d'après vous, la paix devait être pour mieux empêcher le recommencement de la guerre. Les mémoires que vous avez rédigés, dès le mois de novembre, pour exposer les garanties militaires que vous jugiez indispensables, portent la marque de votre patriotisme et de votre expérience. Souhaitons que le monde n'ait jamais à se repentir de ne s'être qu'incomplètement inspiré de vos avis. »

Ne soyons pas moins discrets que le président Poincaré. Tous ceux qui, le 5 février 1920, l'entendirent, à l'Académie française, prononcer ces grandes paroles, se levèrent pour les acclamer. On eut, à cette heure, l'impression très nette qu'elles résumaient un assez triste chapitre de notre chronique nationale : la banqueroute aux promesses de l'armistice, le faux bond à notre grand destin.

Pourquoi Foch ne fut-il pas l'un des plénipotentiaires chargés de faire la paix ? Que de raisons militaient pour qu'il fût mieux encore : le principal négociateur du traité ! Prononçant, ce 5 février 1920, à l'Académie française qui l'avait, quelques mois avant, élu d'acclamation, l'éloge du maréchal de Villars, greffé sur celui de son historien, le marquis de Vogüé, le maréchal a eu la discrétion de ne pas rappeler que le vainqueur de Denain fut seul chargé de négocier la paix de Rastadt et y excella. Du Villars de Rastadt au Bonaparte de Campo Formio, que de précédents on eût pu invoquer, qu'à la veille des négociations de la paix, je me suis permis de rappeler (1) ! Au moins eût-il dû être le conseiller constamment consulté et de préférence écouté. S'il ne fut pas formellement éconduit, c'est que, après de vaines tentatives pour prévenir ce traité tout au moins incomplet, il se retira, ne se vengeant que par des haussements d'épaule qui, à la vérité, en disaient long et que l'avenir devait, hélas ! amplement justifier.

(1) *L'armistice et les militaires*, *Revue hebdomadaire* du 16 novembre 1918.

« Le Rhin, disait-il dans ce même temps à un ami, vous connaissez, depuis longtemps, mes idées là-dessus. Si diverses questions n'ont pas permis l'annexion, il doit du moins demeurer comme une sorte de frontière entre l'Allemagne et l'Occident! A tout prix, il nous faut des garanties sérieuses. Que diriez-vous d'un jardin dont les fruits sont convoités depuis des siècles par les mêmes maraudeurs et dans lequel, troupes parties, on se contenterait de planter un écriteau sur lequel serait écrit : *Défense d'entrer!* »

***

C'est que ce grand homme reste avant tout un homme plein de bon sens. A ce titre, — et à tant d'autres, — il ne pouvait tout de même être question de se passer de lui. Il avait été élu par deux Académies, et, le jour de sa réception à l'Académie française, l'objet de telles ovations, que la séance parut sans précédent; nommé *field marshall* d'Angleterre, il était reçu en triomphateur dans la capitale de l'Empire britannique; maintenu dans ses fonctions de haut conseiller militaire du Gouvernement, il demeurait, l'Entente restant pour longtemps nécessaire, coordinateur des armées alliées ; c'est vers lui qu'on se retournait devant les premières résistances de l'Allemagne à signer, puis à appliquer le Traité de Versailles. Il était populaire ; toute ma vie, j'entendrai les acclamations qui, cinq heures de suite, le saluèrent quand, à la tête des soldats de la victoire, il traversait notre Paris après avoir passé sous l'Arc de Triomphe; où qu'il aille, Londres, Rome, New-York ou Varsovie, ce sont les mêmes acclamations enthousiastes.

La victoire l'auréole et l'opinion l'exalte. Lui, reste, dans la grandeur que lui ont value d'incomparables services, ce que nous l'avons toujours connu : simple d'allures, fidèle à ses amitiés et à ses croyances, un peu brusque, un peu narquois, égal devant la bonne fortune et devant la mauvaise, impitoyable aux chimères, curieux des hommes et des événements, pénétrant toutes choses de son clair regard, comprenant tout et accompagnant d'un geste expressif des pensées pleines d'un sens profond.

Il a connu beaucoup de satisfactions. Je ne sais s'il en a connu de plus grande que lorsque, le 26 septembre 1918, il vint à Metz. Il avait laissé les autres y faire des entrées solennelles. Lui voulait donner à sa visite un caractère fami-

lier; il revenait à de chers souvenirs. Arrivé, me disait, le lendemain, un Messin, « en boulet de canon, » il passa en revue la 39e division dans l'île Chambière; c'était une de celles qu'il avait commandées dans les premiers jours de la guerre; il la harangua : « Je suis satisfait, dit-il, en terminant, je vous ai admirés. » Comme de jeunes Messines dans d'éclatants atours l'assaillaient de fleurs et de sourires : « Mesdemoiselles, dit-il rondement, vous êtes trop belles. Vous allez faire peur à mon cheval. » Ayant donné l'ordre aux quatre musiques de la division de se masser, il gagna, derrière elles, la place d'armes où il vint faire au magnifique soldat de la Guerre de Trente ans, Fabert, un grand salut du sabre. Il fut reçu à l'Hôtel de ville avec une émotion particulière; il reçut ces hommages avec une bonhomie cordiale et répondit par quelques paroles brèves, « le discours n'étant pas son fort. » Il entra à la cathédrale, où il fut salué, en termes très simples et touchants, par le futur évêque de Metz, Mgr Pelt. Il déclara : « Je suis venu ici remercier le Dieu des armées. » Il alla s'agenouiller devant la tombe de Mgr Dupont des Loges qu'il avait pu voir, quarante-huit ans avant, venant visiter le collège où il achevait ses études. Et il alla rendre visite aux salles d'études et de classes, aux cours de récréations et à la chapelle de Saint-Clément. Il y réveilla des souvenirs plaisants ou douloureux. Il y fit éclater sa joie. Le petit élève, venu des lointaines Pyrénées dans la ville lorraine, le petit candidat à l'École polytechnique, chassé de son collège par l'annexion de Metz à l'Allemagne, avait réalisé le rêve de ses vingt ans, — ou plutôt leur résolution : il avait plus qu'aucun Français contribué à ramener la victoire sous nos drapeaux et à rendre à la France les provinces perdues.

Je ne sais rien de plus beau que cette existence.

LOUIS MADELIN.

LA CIVILISATION FRANÇAISE JUGÉE PAR UN AMÉRICAIN

De quel intérêt n'est-il pas pour nous de savoir comment on nous juge à l'étranger? Ces pages que nous adresse le savant professeur de l'Université d'Ann Arbor (Michigan), M. Hugo P. Thieme, contiennent sur le rôle de la France dans le monde de curieux aperçus.

Au premier abord, l'entreprise peut sembler impossible de donner un aperçu ou une interprétation de l'apport d'un pays quelconque à l'histoire générale de la civilisation. Quels que soient les traits ou les faits saillants qu'on puisse faire ressortir comme propres à une race, ils pourront toujours à bon droit être réclamés par d'autres nations comme leur appartenant aussi. Où trouver, en effet, la véritable origine de tout grand mouvement intellectuel, de toute grande manifestation artistique? Si l'on considère les divers grands apports de la France, on ne peut prétendre qu'elle en ait eu seule le partage : elle les a bien plutôt développés et étendus plus complètement qu'aucune autre nation, et marqués de son empreinte particulière. Aujourd'hui, nul ne saurait contester sa supériorité dans le domaine de la création artistique pure, pas plus qu'on ne mettait en doute sa supériorité scientifique à la fin du XVIIIe siècle.

Il convient d'aborder le sujet dans un esprit objectif, non dans un esprit de controverse. Quelle a été pour le monde l'importance des cathédrales, de la Renaissance, de l'édit de Nantes, de la déclaration des droits de l'homme, du mouve-

ment féministe, de l'union des efforts politiques, artistiques, intellectuels et industriels en France? Quelle a été l'attitude de la France en tant qu'éducatrice vis-à-vis du monde? Si, dans le domaine de la création et de la découverte, ses hommes de génie se sont placés au premier rang, son Gouvernement national leur a-t-il été une aide ou une entrave? A-t-il encouragé comme il convenait l'œuvre de ces grands hommes, ou celle-ci s'est-elle effectuée en dépit du Gouvernement national?

***

Quand on étudie les divers aspects de l'activité française, ce qui frappe, c'est la continuité d'une activité intellectuelle supérieure, et c'est le nombre considérable des grands artisans de cette activité à toute époque en général et à chacune en particulier. La France n'est jamais restée au-dessous de la moyenne, en retard par rapport aux autres pays dans les domaines les plus importants, tels que la littérature, l'art, la musique, ou les sciences. On peut répartir *grosso modo* ses apports à la civilisation en trois ou quatre grandes périodes. A chacune d'elles la force animatrice ou l'énergie stimulante a changé de forme, mais les caractères généraux, les traits saillants sont restés les mêmes. On peut désigner ces périodes comme il suit : celle de l'hégémonie de la foi au Moyen-âge ; celle de l'expansion et de l'absorption à la Renaissance ; celle du perfectionnement ou de la création de types, et de la critique de soi au XVIIe siècle ; celle de la raison, de l'opinion publique, de la prise en considération du bien-être de l'humanité au XVIIIe siècle ; celle de l'industrie, de la dignité du travail, de l'unité et de la solidarité de tous les mouvements et de tous les efforts au XIXe siècle. On ne peut assigner de limites chronologiques exactes à ces périodes d'hégémonie. Elles se fondent l'une dans l'autre et chacune conserve quelques-unes des caractéristiques et des forces de l'autre. Mais chaque période voit se développer d'une façon qui lui est particulière, les mouvements littéraire, artistique, scientifique, politique et moral. Chacune a fait son objectif principal de l'homme, de son âme, de ses plaisirs, de sa culture esthétique, de son perfectionnement, de son bien-être moral et physique et de son succès matériel. Ajoutez que dans son perfectionnement personnel l'homme de France a toujours fait entrer celui de la femme. Par là s'expliquent l'influence

générale et la prédominance des qualités proprement féminines dans la civilisation française.

Au Moyen-âge, le Français s'efforçait de bien faire, en vue d'assurer son salut : il attendait de l'au-delà sa récompense. A l'époque de la Renaissance, il désirait jouir de la vie; c'était le présent qui l'intéressait. A l'époque suivante, il s'efforça de se conformer à la raison suivant des lois et des principes qu'il considérait comme parfaits et tenait pour un legs des Anciens dont il faisait ses maîtres et ses guides; il se tourna donc vers le passé. Plus tard il désira être heureux, libre et juste ; il se tourna en conséquence vers le présent et l'avenir. Aujourd'hui, enfin, après ses luttes titaniques pour la conquête de la liberté, la nation française désire la paix pour tous de manière à développer l'héritage spirituel, matériel et esthétique. Il n'y a jamais eu d'époque où une longue bataille d'idées ait porté la nation à son point culminant avec une notion aussi claire et aussi définie de ses désirs futurs et de ses possibilités indéfinies de progrès.

A la première époque, l'apport de la France a été surtout spirituel. L'enseignement du Christ, — charité, sympathie, fraternité, — a pénétré profondément dans les esprits et a paru à la fin se cristalliser inconsciemment en une doctrine trinitaire comprenant à la fois la morale, l'éducation et la beauté. Ces trois principes se trouvent intimement unis dans toutes les manifestations de son activité. Le devoir de l'Église est d'enseigner, et pour instruire le peuple, elle doit recourir aux moyens les plus efficaces : elle atteint l'œil par la couleur et la sculpture, et l'oreille par le chant. Aux yeux du Français du Moyen-âge, la cathédrale se dressait comme la personnification de la grandeur et de la solennité qui conviennent à la maison de Dieu, maître et législateur, comme la forme la plus haute et la plus pure de la beauté. Par les vitraux aux leçons multicolores, par les sculptures représentant, en grandeur naturelle, la vie des saints et des grands personnages de la Bible, le Français a appris peu à peu à révérer et à accepter cette trinité de la morale, de l'éducation et de la beauté. Aussi bien, la beauté qu'il aperçoit sur les visages et dans les corps n'est pas la beauté plastique, car le sens de la beauté plastique est d'origine païenne et comme tel il le redoute ; c'est une beauté spirituelle. Le principe de cette trinité a dominé trois ou quatre siècles d'influence française.

Peu à peu, après l'ère des grandes découvertes, — nouveau monde, poudre à canon, imprimerie, et boussole, — à mesure que la vie nationale se développait et que l'État s'émancipait de la domination de l'Église, et par suite du contact avec l'Italie et la civilisation des anciens, la France inaugura la série des grands combats d'idées. Le Gouvernement politique et l'instinct artistique ont amené la substitution du principe de la jouissance de la vie et de la beauté plastique, à celui de la lutte contre la chair et de la beauté spirituelle. En même temps est survenue la période de doute en matière de religion. De cruels conflits de conscience ont tourmenté le Français, peu disposé à abandonner une tradition et un héritage pour une liberté qui paraissait une hérésie. Finalement, ce fut la cause du progrès qui triompha, et la France put offrir au monde le principe le plus large, le plus salutaire et le plus riche en conséquences qu'il eût jamais connu, l'Édit de Nantes, suprême aboutissement de ces grands conflits d'idées. Au principe de la beauté spirituelle on substitua celui de la beauté plastique; aux thèmes de la Bible, ceux de la mythologie et de l'allégorie classiques; au principe de l'éducation par la couleur et par les sons, celui du contact direct avec la vie; au principe de la religion telle que l'enseignait l'Église, celui de la tolérance. Une fois de plus, c'était vers la France que se tournait le monde pour y chercher son guide et son salut.

Après avoir admis ces principes essentiels, — jouissance de la vie, beauté plastique, tolérance, — la France se remit à la tâche et la lutte des idées recommença de plus belle. La question était maintenant la suivante : est-ce que l'homme est bon, est-ce que les bases de son activité créatrice reposent sur des principes solides? Le Français ne pouvait pas admettre que l'homme fût bon, attendu qu'il le désirait meilleur. La critique de soi s'établit donc avec vigueur et intensité. L'homme et ses productions furent étudiés à tous les points de vue imaginables; on ne laissa rien à la fantaisie, rien à l'improvisation; tout dut être étudié, pesé, équilibré, mesuré selon les règles des Anciens. Un nouvel idéal fut proclamé, l'idéal classique. L'homme, l'âme humaine devinrent l'objet d'une critique rigoureuse. De ces minutieuses analyses et de cette sévère méthode, la France tira de nouveau un principe pour le donner au monde : l'idéal classique élargi en une trinité qui

était celle de l'amour, du devoir et de l'honneur. De ces trois principes découlait la solution de toutes les questions qui présentaient quelque intérêt pour le monde à cette époque : ils dominaient les questions politiques, sociales et religieuses intéressant l'État, celles du libre arbitre et de la prédestination, de la famille et de l'édifice social. Sur ces trois principes roulent les tragédies de Corneille et de Racine, et les conséquences en sont développées dans les comédies de Molière.

La discussion de ces vastes questions éveilla un intérêt général parmi le public, et le levain de la France recommença de travailler le monde. Après avoir exposé, analysé et critiqué à fond l'homme, sa nature et son œuvre, il fallut trouver un remède aux maux existants. La politique de Louis XIV avait rendu possible le développement de la bourgeoisie et son émancipation subséquente par ses propres efforts. La participation presque exclusive de la bourgeoisie au gouvernement amena un développement rapide des lumières, de la richesse publique, de l'opinion : la bataille des idées reprit de plus belle. Elle aboutit à ce résultat, que la France donna au monde une autre trinité de principes encore plus vastes, plus profonds et plus fertiles en conséquences : la liberté, l'égalité et la fraternité, au lieu de la trinité précédente de l'amour, du devoir et de l'honneur. Tel fut l'aboutissement de la Révolution française, dans laquelle il faut voir essentiellement une victoire du peuple qui voulait la France une et indivisible.

Une fois que tous ces problèmes, essentiels pour son libre et plein développement, eurent été résolus, le levain agit de nouveau et le XIXe siècle fut pour la France une période d'universelle reconstruction. Ce qui le caractérise par-dessus tout, c'est qu'on voit s'y former l'idée de la dignité et de la nécessité du travail, et avec elle de l'unité de tous les efforts. En cela, la femme a eu son rôle, car elle est liée indissolublement à l'effort national. Le point culminant fut atteint vers la fin du siècle : alors, la France donna une fois de plus au monde une leçon et un principe : pour être heureux et prospère, le travail doit être honoré, il doit être une fin de l'existence, un dogme de la religion, et pour qu'il soit pleinement fructueux il faut que la femme y participe. Telle est cette nouvelle trinité de principes : association de l'homme et de la femme en toute chose, dignité du travail, unité de la nation.

Au cours de cette évolution, la France et le monde ont été secoués avec violence par la lutte gigantesque entre le droit et la force. Un nouveau levain est à l'œuvre, mais on ne peut discerner encore que de vagues résultats, épars et sans lien. Cependant les possibilités d'une paix universelle dans l'avenir, d'une entente entre des États-Unis, — non seulement d'Europe, mais du monde, — aboutissant au désarmement universel et laissant se développer librement la rivalité intellectuelle, commerciale et industrielle, selon les facultés, les tendances et les efforts de chaque pays; tout cela constitue le but auquel doivent aboutir logiquement et nécessairement les efforts de la France, en raison de ses apports antérieurs à la civilisation qui l'ont placée à l'avant-garde et ont mis ses principes à la base du progrès de toute nation. Un pays qui a passé par l'hégémonie de la foi, la critique de soi, le règne de la raison, la dignité du travail, il n'y a rien à en redouter : on peut avoir confiance en lui pour travailler à la paix universelle et au libre développement intellectuel et matériel.

***

Il peut être intéressant d'approfondir certains aspects de cette civilisation. Il semble bien qu'elle soit plus logique et plus compliquée que celle des autres pays : le Français possède à un plus haut degré l'habitude de s'attacher sur de larges bases à une série d'idées abstraites, de principes généraux plutôt qu'à des cas individuels, voyant ainsi plus clair et plus loin et découvrant un horizon plus vaste. Il y a là une faculté intellectuelle qui favorise l'unité. Seule de toutes les nations modernes, comme le dit Ferrero dans son *Génie latin*, la France est parvenue à créer une civilisation complète réunissant tous les éléments comme naguère la civilisation romaine : « l'industrie et l'agriculture, l'aristocratie et la démocratie, la monarchie et la république, une haute culture et les armes, l'art et le droit, la philosophie et la religion, la révolution et la tradition, à l'intérieur l'effort révolutionnaire et à l'extérieur l'œuvre d'expansion, tous les intérêts pratiques et toutes les aspirations idéales. »

En appliquant les différents principes qu'elle a élaborés à son usage à travers les diverses périodes de sa grande lutte, la France s'est donné un idéal moral et une ligne de conduite qu'elle a conservés. Cet idéal peut s'être modifié, mais les principes

qui s'y sont succédé sont devenus parties intégrantes de la tradition française, et sont restés les qualités saillantes de son activité et de sa conduite. C'est ainsi que sa morale qui est l'aboutissement logique de sa sociabilité est une force sociale plutôt qu'individuelle : elle ne se sépare pas des principes de beauté, d'honneur et de justice. L'ensemble de ses aspirations aboutit finalement à la perfection esthétique, alors que, chez les Anglo-Saxons, tout semble se terminer à la morale. Pour le Français, la morale est la tradition même qui a pénétré tout son être et qu'il a dans le sang ; cette tradition ne crée pas seulement en lui une discipline morale et religieuse, mais encore un sens du devoir national qui lui fait presque un crime de l'émigration, une solidarité, un courage, une ténacité, une confiance en soi et en son pays, un souci de l'économie et de l'épargne, une puissance et un désir de travail, une activité incessante, diverse et sans relâche ; enfin un sentiment très net qu'il doit assigner à son labeur une fin altruiste. Tel est cet idéal moral, façonné à l'image de la vie et qui en reflète la complexité.

Le Français se rend compte, inconsciemment peut-être, que la création, dans quelque domaine que ce soit, n'est pas seulement un effort individuel, mais un effort soumis aux conditions générales de la vie, une résultante. C'est pourquoi, lorsqu'on considère ses œuvres, on trouve en elles, à chaque moment, l'expression la plus complète de la vie humaine à l'époque envisagée. L'activité créatrice du Français a toujours un caractère national sous une forme et dans un style impeccables. Dans cette forme et dans ce style, nous ne voyons, nous autres, qu'une simple technique. C'est une erreur. Pour le Français, la technique de la perfection de la forme est une tradition, c'est une qualité *sine qua non*, qui ne se sépare pas de la morale : c'est une morale. La clarté et la lucidité qui l'accompagnent invariablement lui donnent une apparence artificielle et superficielle, alors qu'elles ne sont que les piliers qui supportent l'édifice. De même on ne peut manquer de se rendre compte de sa valeur sociale et philosophique. Cette valeur ne va pas sans une idée de sacrifice. Le Français est prêt à sacrifier son bien-être, son confort, le luxe et l'amélioration de son foyer, pour obtenir en retour la liberté, la jouissance de droits personnels, la sympathie, l'humanité ; il est extérieur et objec-

tif. La beauté, l'étude, l'éducation, la religion, c'est pour lui la vie. Il n'admet pas que le milieu qui l'entoure soit dépourvu de beauté; ce qui est beau a chance d'être par le fait même utile et moral. C'est pourquoi il a rehaussé d'art les beautés naturelles de son pays. Il veut que la nature et le génie créateur de l'homme collaborent comme à Versailles, à Fontainebleau et en Touraine.

Le Français a raisonné sur toutes choses; il a fait porter sur ses propres vices et ses propres vertus sa faculté d'analyse et de critique. Cette faculté qu'il possède à un haut degré lui a permis de déterminer ce qu'il peut et ne peut pas faire, ce qu'il doit et ne doit pas faire; il a confiance dans la clarté de sa pensée et dans la droiture de son jugement comme dans la justesse de son goût délicat. Par-dessus tout, il sent *humainement*, parce que c'est l'humanité qui est le but de toutes ses actions. De cette manière, le Français a pu opérer la pénétration intellectuelle du monde sans quitter son propre pays. Il sème au loin ses idées, tout en restant chez lui, et ses idées sont entrées dans plus d'esprits que celles des autres nations. L'Anglo-Saxon a gouverné matériellement ou politiquement la plus grande partie du monde, mais il n'a pas su pénétrer l'esprit ou l'âme du monde. On admet en général que l'Anglais vit essentiellement pour lui, par lui et en lui; c'est pourquoi son influence n'a pas le même rayonnement. Les Anglais anglicisent les pays qu'ils peuplent; les Français latinisent le monde par leur pensée. Cependant il convient que les deux nations collaborent, car, ainsi que l'a si bien dit M. L. Jerrold : « Les Anglais ne sont sains d'esprit que dans leur ensemble, il sont fous individuellement; tandis que les Français sont fous en tant que nation et sains d'esprit en tant que particuliers ». Ce trait a porté d'autres nations à méconnaître la France et à ne pas apprécier à leur valeur ses qualités et ses ressources.

***

Cette analyse ou interprétation des apports de la France à la civilisation peut s'appliquer à diverses branches d'activité, telles que l'art, la musique et la littérature; mais la France n'a pas fait d'apport plus grand, elle n'a pas donné de plus bel exemple au monde, — et on le méconnaît trop souvent, — que par la manière dont elle a traité la femme.

Dans les pays latins en général, la femme a joué un plus grand rôle en ce qui concerne la culture et l'effort créateur que dans les pays anglo-saxons et germaniques. On y constate une plus grande intimité, une coopération plus large entre elle et l'homme. Elle y est plus estimée par l'homme, associée par lui à son action, connaît ses affaires et lui les siennes. Il s'ensuit que les rapports entre l'homme et la femme et par conséquent entre parents et enfants, entre frères et sœurs, sont plus intimes, plus étroits et plus durables. La haute idée que le Français se fait de la femme se traduit par cette coopération en toutes choses.

Cette coopération n'est pas née en un siècle : elle est l'œuvre des siècles. Au Moyen-âge, c'est l'Église qui avait la haute main sur l'enseignement, l'art et la morale. La cathédrale personnifiait sa puissance, sa volonté, son idéal. Par le vitrail et par la sculpture, elle donnait son double enseignement, moral et esthétique. A cette époque, la femme vivait encore dans les châteaux sombres, elle était la ménagère oisive et neutre. Mais, grâce au culte de la Vierge, elle était exaltée, glorifiée et révérée en silence : elle devint ainsi le centre de la culture et de l'activité créatrice. La France d'alors était profondément religieuse, alors que l'Italie était déjà toute mondaine. Au xve et au xvie siècle, la France envahit l'Italie; elle y voit le Pape et l'Église devenus les protecteurs de tous les arts conviés à orner la vie et à l'agrémenter de luxe et de bien-être. La Vierge y est un type de beauté plastique ; les maisons y sont des palais, temples de l'art, de la splendeur et de la vie facile. D'Italie ces conceptions nouvelles passent en France. Le roi Louis XII épouse une princesse amie des arts, Anne de Bretagne. Celle-ci, jalouse de son indépendance, crée une cour et exige la présence des femmes de ses courtisans. A l'école de l'Italie, les Françaises apprennent l'art des relations mondaines et de la coquetterie : on les voit bientôt apparaître au premier rang de la société polie et devenir de véritables compagnes sociales pour l'homme. Au cours de la période suivante, après avoir conquis et dominé l'homme, surtout par ses charmes physiques, la femme influe sur lui par ses qualités spirituelles; en exigeant de lui la clarté, la précision, la simplicité, le raffinement, elle lui inspire le souci de la forme, en littérature et en art; elle le dirige et lui enseigne en toutes choses à garder la mesure. Dans

ses salons, elle polit son activité mondaine et introduit le grand principe de la démocratie dans la société française. Notons-le, en effet, c'est en grande partie à la femme qu'il faut attribuer l'esprit démocratique qui prévaut généralement en France. Par son activité, elle s'est révélée comme l'associée et la compagne de travail de l'homme aux points de vue intellectuel et social. L'homme et la femme de tout rang, grâce à leurs aptitudes intellectuelles, se sont trouvés amenés sur le même plan social. Vienne le régime autocratique de Louis XIV à prendre fin et la centralisation du pouvoir à s'affaiblir, ce qui donne plus de carrière aux discussions politiques, les femmes règnent dans les salons du XVIIIe siècle, qui deviennent des centres de réunions sociales où l'on ne se contente plus de juger les œuvres d'art et de littérature. Le Gouvernement lui-même est sous la tutelle directe d'une femme. Dans ces salons, l'homme et la femme élaborent ensemble les destinées de la France. La femme fait un pas de plus vers son égalité complète avec l'homme : elle est maintenant la compagne et l'associée sociale, intellectuelle et politique de l'homme.

Avec le nouveau régime issu de la Révolution, l'argent, l'industrie et la finance prennent la place des préoccupations sociales et purement intellectuelles. Ce sont les bourgeois, mari et femme, qui s'attaquent aux problèmes des affaires, sur une petite comme sur une grande échelle. Quiconque a voyagé en France y a pu de ses yeux voir que partout, dans le commerce comme dans l'agriculture, l'homme et la femme travaillent ensemble. La femme a enfin conquis son égalité complète : elle est l'associée de l'homme sur le plan social, intellectuel, politique et industriel.

Pendant la guerre de 1914, grâce à l'expérience acquise par un long apprentissage, elle a remplacé l'homme partout où il a été nécessaire. Quand l'homme est parti pour le front, elle a pris la direction de ses affaires; quand il en revenait, il la trouvait prête à le soigner et à l'encourager. On peut dire qu'elle a rempli tous les postes que remplissait l'homme et s'est adaptée à toutes les formes de l'activité selon les circonstances. Quand, dans les autres pays, les femmes réclament à grands cris le droit de vote, est-ce que la Française se joint à ces clameurs? Demande-t-elle tous les droits que possède l'homme? C'est là qu'intervient sa finesse naturelle. Ces droits appartenant à

l'homme, sa réponse est qu'elle les possède dans la mesure où, étant son associée, elle est de moitié dans l'exercice de ces droits. D'une compréhension mutuelle résulte l'harmonie, préférable à la rivalité. Tel est le point de vue de la Française.

Pour les Anglo-Saxons, la place qu'occupe la femme en France comporte une leçon : c'est que la femme doit prendre à l'évolution sociale une part active égale à celle de l'homme, que cette part ne peut pas et ne doit pas être indépendante, mais qu'elle exige l'association et la coopération étroite de l'homme et de la femme. Nous sommes encore loin de ce principe en Amérique.

***

Une opinion assez répandue veut que la France occupe, dans l'histoire de la musique, une place secondaire et qu'elle ait exercé peu d'influence sur le développement musical en Europe. Comment croire qu'il en soit ainsi d'un pays qui, intellectuellement, a dominé le monde pendant tant de siècles ? En fait, il en est tout autrement. Les qualités de la musique de France sont les mêmes que celles de son art et de sa littérature.

Au XVIe siècle, la musique française a été égale à n'importe laquelle en Europe et aux XVIIe et XVIIIe siècles, Paris a été le centre créateur de l'activité musicale. Avec Lulli, Rameau, Berlioz, Debussy, c'est toute l'histoire musicale qui surgit devant nous. Après 1870, il est vrai, la France a été, tout au moins pour un certain temps, submergée par Wagner et Brahms. A toutes les époques, la musique a joué le même rôle que l'art et la littérature ; et nous voyons les musiciens français combattre, tantôt l'influence italienne, tantôt l'invasion allemande, parce qu'ils suivent inconsciemment et instinctivement ces principes généraux essentiels dont ils ont hérité Ainsi, ils ont maintenu la musique française au même niveau intellectuel et esthétique que l'art et la littérature.

Jusqu'au XVIe siècle, la musique française, comme l'art français, a été en majeure partie sous le contrôle de l'Église, en tant que faisant partie du culte, et par conséquent spirituelle. A l'époque de la Renaissance s'est répandue la notion que la musique, particulièrement celle de la voix accompagnée d'un instrument, pouvait transmettre, exprimer et révéler les mêmes idées, les mêmes sensations et les mêmes sentiments que la

littérature, qu'elle pouvait être intellectuelle, procurer un plaisir légitime, être morale et instructive. Jusqu'à la Renaissance, c'est en France que s'étaient recrutés presque tous les grands chanteurs; à la suite des invasions en Italie, les orchestres de musiciens avec toute sorte d'instruments à cordes, se sont acclimatés en France et ont détrôné le chant.

Alors que la musique instrumentale avait été l'apanage des Italiens et la musique vocale celui des Français, c'est, au bout de peu de temps, le contraire qui s'est produit. A ce propos, il serait intéressant de suivre la lutte entre l'élément purement intellectuel et l'élément physique dans la musique. Les musiciens français ont révélé les mêmes qualités essentielles que leurs confrères de l'art et de la littérature. A toutes les époques, la musique française s'est intellectualisée. Au XVIe siècle, les grands contrepointistes, Jannequin, de Lassus, Goudimel, etc., avaient développé en musique le côté intellectuel à son extrême limite sous la forme du contrepoint. Ils furent secondés par les poètes et les gens de lettres qui désiraient unir la musique et la poésie, s'inspirant de la chanson populaire où paroles et musique ne faisaient qu'un et où la musique était subordonnée aux paroles, mais considérée comme nécessaire pour parfaire le sens et l'image. Au cours du XVIIe et du XVIIIe siècle, cette idée s'est modifiée. Au lieu de croire que la musique était un accompagnement pour les paroles, on a proclamé le principe que la musique était une imitation de la nature, tout comme la peinture, et qu'elle pouvait, par ses propres moyens, exprimer sentiments et idées.

Cependant la société ne témoignait pas au musicien autant de considération qu'à l'écrivain ou à l'artiste. La musique, disait-on, n'était qu'un plaisir pour l'oreille, tandis que la littérature est une satisfaction pour l'esprit. On faisait donc comparativement fort peu cas de la musique. La situation du musicien n'était pas faite pour l'engager à publier ses œuvres. Il composait beaucoup, mais hésitait à publier, attendu que rien ne protégeait sa production. Petit à petit, ses œuvres inédites furent achetées par des représentants des cours étrangères : beaucoup entrèrent en Allemagne, où l'on recherchait et accueillait avec enthousiasme comme modèle et chefs-d'œuvre accomplis tout ce qui venait de France. On n'a pas encore écrit ce chapitre de l'influence française qui pourra

un jour la venger en établissant son originalité et sa domination musicale à cette époque. Les caractéristiques de cette immense production musicale, autant qu'on peut en juger par les découvertes d'Écorcheville et de Prunières, sont à peu près les mêmes que celles de l'art et de la littérature : un sens à la fois intense et aigu de la forme, la clarté, la mesure, la sobriété, la maîtrise, des formes rythmiques précises, sans surcharges, un parfait équilibre, pittoresque, sobre, léger, aérien, délicat, raffiné, et par-dessus tout intellectuel.

A toutes les époques de combats d'idées en musique, en art, en littérature, la France a été menacée de l'extérieur par les influences étrangères, auxquelles elle s'est constamment et résolument appliquée à résister. Instinctivement le Français s'est rendu compte du danger et s'est replié sur lui-même. Tout près de succomber devant Wagner et menacé par Brahms, il les a esquivés tous les deux à temps par ses propres efforts, sa force de résistance et ses ressources. Toutes les fois qu'il a accepté l'influence étrangère, il n'a pas imité, mais absorbé, refondu et modelé de nouveau l'objet importé, de manière à le rendre méconnaissable ; sous sa forme nouvelle, il était authentiquement français. Dans toutes ces transformations il a su rejeter la redondance, le bruit, l'excès, les coloris violents, l'imagination exaltée des œuvres d'autres pays, — en musique comme le dit Écorcheville, « la splendeur musicale, la hardiesse des airs, la rudesse des accompagnements, le timbre et la virtuosité des voix, la puissance des instruments; » — il s'est contenté de la perfection de la technique, du raffinement, de la mesure et de la légèreté. Si les merveilleuses qualités toniques et contrepointistes des chansons du XVIe siècle étaient plus connues, si les exquises suites pour orchestre, si la musique de danse et les airs légers, mais nobles des XVIIe et XVIIIe siècles français étaient publiés, le monde cesserait de considérer comme négligeables l'originalité et l'influence de la musique française

***

De toutes les branches d'activité de la France, c'est la littérature qui a fait sentir son influence le plus profondément et le plus loin ; c'est par elle que la France a été incontestablement le mieux, le plus pleinement et le plus constamment repré-

sentée; c'est sa littérature qui a été le mieux appréciée et goûtée, exception faite pour la poésie qui échappe à la plupart des étrangers.

A ce sujet, une remarque s'impose. On connaît la phrase fameuse : « La littérature est l'expression de la société ; » prise au pied de la lettre, cette phrase a fait plus que tout au monde pour répandre à l'étranger une fausse opinion de la France. Si le lecteur de Rabelais, Molière, Racine, Rousseau, Balzac, Flaubert, ou de tels romanciers modernes, se représente la vie française comme elle est décrite par ces écrivains, quelle idée se peut-il faire de la France et des Français? Or il faut se demander à quel point de vue se sont placés ces écrivains, quelle conception ils se sont faite de l'œuvre d'art. Un Français comme Rabelais, Flaubert, Anatole France ou Paul Bourget traite des questions morales, de la famille, de l'amour, du problème des sexes, tout comme le sculpteur ou le peintre représente le corps humain. Il aborde chaque question en artiste, en chirurgien, et non en moraliste; ce qui n'empêche pas que la morale ou la leçon se dégage d'elle-même, d'une manière objective. Un cas de conscience exposé par Bourget, un cas de psycho-physiologie traité par Balzac ou Flaubert, ne sont que la statue sculptée ou la toile peinte par un artiste impersonnel.

En général, l'Anglo-Saxon en juge mal, parce qu'il est d'abord un moraliste : pour lui le point de vue de l'art ne vient qu'ensuite. Le Français est avant tout un artiste. S'il réussit à rendre son ouvrage parfait, quel qu'en puisse être le sujet, à ses yeux il est instructif et moral. C'est là la qualité essentielle de l'écrivain français et c'est cette qualité qui nous égare si souvent, nous autres Anglo-Saxons, qui nous heurte et nous porte à méconnaître non seulement l'artiste et son œuvre, mais encore la France et la société française.

On peut se demander pourquoi la culture française, et plus spécialement la littérature française, sont devenues les plus universelles et les plus humaines de l'Europe. Certes, la politique y est pour beaucoup, mais il s'en faut de beaucoup qu'elle ait tout fait. A travers toute son histoire, la France a subi des influences extérieures, surtout celles de l'Espagne et de l'Italie; mais, comme nous en ayons déjà fait la remarque, tout ce qu'elle a pris, elle l'a transformé, refondu et remodelé d'une manière si complète qu'elle a rendu l'objet tout aussi français

que ses prototypes étaient espagnols ou italiens. Ces produits sont devenus des produits nationaux. En absorbant tant de substances étrangères, les écrivains et les artistes français sont devenus européens plus encore que Shakspeare, Gœthe ou Cervantès. Peu après que Corneille eut refondu *le Cid* de Guillen de Castro, il y eut de nombreuses traductions de son ouvrage, tandis qu'il n'y en avait, pour ainsi dire, pas une de son modèle espagnol. Dans les productions françaises toute l'Europe a trouvé à se satisfaire plus que dans celles de tout autre pays. C'est ainsi que dans les principes sur lesquels roule *le Cid*, — l'amour, le devoir, l'honneur, — l'Europe a reconnu toutes les questions qui l'intéressaient et qui étaient pour elle d'un intérêt capital. Le Français avait humanisé la matière.

Il en est de même de la langue. Pendant des siècles, toute l'Europe s'était plu à écrire et parler français, parce que le français offre des moyens d'expression que ne présentent pas les autres langues. Il est vrai qu'avant la grande guerre le monde apprenait l'allemand, mais c'était pour se tenir au courant du mouvement scientifique, non pour la beauté de la langue ou dans un dessein de culture; le monde apprenait l'anglais pour le commerce, mais il apprenait le français pour en faire un usage général. Le prestige et la puissance politique peuvent expliquer en partie cette prédominance du français au XVIIe siècle ; elles ne sauraient en rendre compte pour les époques, où c'est, au contraire, du côté des Espagnols, des Anglais ou des Allemands qu'était la puissance. Or pendant ces époques, ni la littérature, ni l'art de ces pays n'ont exercé une influence équivalente. Il ne faut pas, non plus, invoquer la valeur de certains écrivains en particulier; il est arrivé qu'un pays ou l'autre ait eu de grands écrivains à telle époque, ou à telle autre : ce qui n'est arrivé à aucun pays autre que la France, c'est d'avoir eu à toutes les époques des écrivains mondiaux.

Certes, la France était favorisée par sa situation géographique. C'est par l'intermédiaire du français que l'Angleterre a transmis ses idées à l'Allemagne ; l'Italie également a atteint le monde par l'intermédiaire de la France, de même que la Russie et l'Allemagne. Dès les temps les plus reculés, Paris a été le centre à la fois créateur et distributif de la France ; aucun autre pays n'a eu un Paris.

On peut trouver dans deux faits la véritable raison de l'universalité de la culture française : tout d'abord le pouvoir politique a été le protecteur et le gardien de toute activité créatrice. Il y a eu une solidarité entre l'État et le génie. La plupart des chefs politiques ont été assez sages pour comprendre et apprécier la puissance du génie créateur, surtout du génie littéraire. Richelieu et Louis XIV auraient pu supprimer *le Cid* et *Tartuffe;* ils n'en ont rien fait. L'histoire de France nous montre toujours l'État protecteur des arts, les considérant comme une partie de la puissance et du prestige de l'État lui-même. Il a rarement été assez étroit d'idées pour ne protéger que ce qu'il aimait. Aujourd'hui encore on considère la littérature, l'art et la musique comme des puissances aussi nécessaires au prestige et à la réputation du pays qu'une armée. Les arts sont une fonction sociale et ils se sont développés sous le patronage de la société. Dans les autres pays d'Europe, avant la Révolution française, il n'y avait pas de classe intermédiaire entre l'aristocratie et les pauvres. En France, une bourgeoisie, riche et intelligente, donnait l'éducation aux enfants, développant et accroissant ainsi la moyenne de l'intelligence publique.

On peut trouver la seconde raison de l'acceptation générale de la culture française dans ses productions mêmes, particulièrement en littérature. Les Français ont universalisé la littérature en la rendant didactique, impersonnelle et désintéressée, en traitant des questions et des problèmes qui intéressent l'homme en général, l'âme humaine avec sa force et ses faiblesses, ses combats de conscience et sa puissance de volonté, ses appétits de plaisir, ses relations avec l'État, la famille et l'Église.

Ces problèmes d'intérêt général et de portée universelle, l'écrivain français les aborde avec une liberté complète, héritage sacré qui fait partie de ses traditions. Se considérant avant tout comme un artiste, frère du peintre, du sculpteur et du musicien, il s'efforce de les traiter dans un style impeccable. Cela explique pourquoi la France peut se vanter de posséder la prose la plus pure et la plus parfaite, une prose qui est supérieure à celle de toutes les autres langues. En France, l'artiste en prose a presque toujours commencé par écrire en vers, parce que le vers suppose le poli et le raffinement; il colore et sculpte ses mots et ses phrases; il a toujours fait des bons

vers la pierre de touche de la perfection littéraire. La stricte observation de la technique du vers par les Français a pénétré peu à peu dans le tempérament français et dans la prose française, ne laissant que peu de différence entre la bonne prose et la bonne poésie. Pour le Français, la technique du vers sert d'apprentissage à l'ouvrier de la prose. Ces principes religieusement suivis pendant des siècles ont contribué à rendre universelles la littérature et la langue françaises, ils ont maintenu l'autorité de l'Académie française, gardienne de la tradition littéraire, et ont fait comprendre à tout le monde la dignité, le prix et le prestige d'un génie fait d'intelligence, de bon sens, et de large sympathie humaine.

***

Si les qualités les plus saillantes de l'esprit français sont, d'une part, la précision, la clarté, la simplicité, d'autre part, la sociabilité et l'humanité, qualités qui portent toutes l'empreinte d'un intérêt universel, cela explique que le Français soit désigné pour jouer dans le monde moderne le rôle d'instructeur. Sa supériorité vient de ce qu'il a toujours adopté dans son enseignement la méthode de la démonstration, de l'analyse et de l'interprétation, et non celle de l'autorité, des décrets ou de la simple statistique et des formules purement scientifiques. Celles-ci sont nécessaires, mais elles ne sont qu'un moyen en vue d'une fin. Le Français n'a jamais eu pour ligne de conduite de comprimer la culture et les méthodes en une série de formules imposées qui font que toutes les méthodes d'enseignement se ressemblent dans leurs plus petits détails. Le maître français est par-dessus tout un individualiste et son but est de faire de ses élèves des individualistes, des interprètes, des analystes, des observateurs, des penseurs, et non des statisticiens et des machines.

M. Edmund Gosse a écrit quelque part : « Si je reconnais l'importance qu'il y a d'appliquer l'analyse de la société humaine à chaque observation qu'on fait en littérature, — ce que je pratique tous les jours de ma vie, — je le dois à ce que j'ai lu toute ma vie une série d'ouvrages sérieux français commençant par *la Cité Antique*. »

Il y a seulement quelques années, dans les Universités américaines, nous étions encore pieds et poings liés au système de

l'autorité, des formules et des statistiques. Nos professeurs avaient été élevés selon cette méthode, parce qu'il ne leur avait été offert qu'un seul système où ils étaient les bienvenus, où ils trouvaient des facilités et un outillage pour vivre et pour s'instruire. Ils ne pensaient guère par eux-mêmes, car la méthode qu'ils suivaient n'était pas celle du raisonnement ; ils suivaient aveuglément les méthodes de maîtres réputés infaillibles, qui s'arrogeaient le droit de penser et d'interpréter pour eux. Nous devînmes très vite, non seulement experts, mais encore fanatiques dans l'art des statistiques, de la compilation, et de l'accumulation des notes. On ne pratiquait pas la pensée, l'interprétation, l'analyse, l'appréciation, la perfection esthétique et technique ; on n'y pensait même pas. Heureusement, le grand événement qui est survenu nous a tout à coup forcés de faire halte et la nécessité nous a obligés à faire notre examen de conscience. Nous sommes entrés maintenant dans une autre voie.

Voici, en ce sens, un contraste bien significatif. La méthode d'autorité et d'automatisme n'était pas seulement suivie dans les études universitaires ; on la pratiquait encore dans la musique. Au contraire, dans la seule branche d'activité créatrice où l'Amérique soit au niveau de l'Europe, la peinture, on a suivi une méthode différente. Le résultat a été que nos musiciens ont pu être de bons techniciens : ils ne sont pas devenus des compositeurs ; ils ont imité et accepté leurs maîtres, mais ils n'ont pas utilisé leurs propres facultés ; en somme, quoique très musiciens, nous n'avons produit que peu de musique. Au contraire, nos peintres qui ont suivi la méthode française, dans une proportion d'au moins 90 p. 100, ont appris à être eux-mêmes : on leur a enseigné le métier, le sentiment et la mesure, la forme et la proportion ; mais, en même temps, on leur a appris à mettre toute cette technique au service de leur tempérament national et de leurs qualités personnelles. Ils sont retournés dans leur pays avec l'instrument et la manière de s'en servir. Ils ont appliqué cette instruction aux conditions de la vie américaine, ils ont américanisé la méthode et communiqué leur atmosphère au sujet. Ils comptent parmi les artistes originaux, parce qu'ils produisent un art authentiquement américain, faisant exactement ce que la France a fait aux XVIe et XVIIe siècles. Aujourd'hui, les étudiants de nos Universités commencent à en faire autant.

Voilà donc les domaines où nous autres Américains, ferions bien d'emprunter aux Français.La France a démontré que l'intérêt pour les arts n'est pas incompatible avec la virilité, le courage et la force de caractère, qu'il n'efféminе pas l'homme et que la part prise par la femme aux affaires et à l'éducation, ne la masculinise pas non plus. Quelle que soit sa situation ou sa profession, la Française conserve toujours ses qualités féminines de charme, de grâce et d'amabilité. Le Français, quelque expert qu'il puisse être dans les arts, conserve toujours sa force de caractère et sa virilité. Les arts ne peuvent pas fleurir dans un pays où il n'y a pas d'association entre l'homme et la femme et pas de liberté absolue de développement. En Amérique, les destinées de l'art, de la musique, des lettres et de l'enseignement primaire et secondaire sont encore en grande partie aux mains de la femme, au pouvoir d'organisations exclusivement féminines. Cela est tout à l'honneur de la femme américaine; mais la cause semble bien en être le fait que, ne collaborant pas avec l'homme aux affaires ni aux questions sociales, et, d'autre part, désirant être active et utiliser ses talents brillants et efficaces pour une fin utile, elle s'est adonnée à la carrière ardue de la culture.

Nos hommes d'affaires et même une bonne partie de nos éducateurs considèrent encore l'activité artistique comme efféminée et refusent en général de collaborer efficacement avec la femme dans les domaines de l'art, de la musique et de la littérature. Les femmes, d'ordinaire, sont trop étrangères aux affaires de leurs maris, et les hommes ne sont que trop disposés à laisser à leur femme et à la femme en général, l'éducation des enfants et l'intérêt des arts. En Amérique, la femme d'affaires perd son charme aux yeux de l'homme et on la considère à peu près comme la femme savante de Molière.

Si nous voulions étudier l'influence et le rôle de la femme dans l'histoire de France et de son étroite association avec l'homme, nous aurions beaucoup à apprendre et nos yeux s'ouvriraient aux véritables rapports qui existent entre les parents et les enfants, entre les frères et sœurs, à ces liens de famille que nous ignorons presque en Amérique. Nous qui sommes encore à l'âge de la jeunesse et qui nous efforçons de créer un idéal et des modèles pour servir à l'édification de notre avenir, nous aurions intérêt à étudier les civilisations européennes et

adopter tout ce qui peut nous convenir, tout en nous gardant du danger de l'imitation. A cet égard, aucune nation ne peut nous offrir de meilleurs exemples que la France, car elle a su éviter les mêmes écueils; elle n'a jamais imité, mais elle a absorbé, refondu, repétri, remodelé les modèles.

Un pays où nous trouvons un si haut degré d'intelligence, une si grande maîtrise de soi, un tel sens de la mesure, une telle perfection esthétique et technique, un tel humanisme et tant d'humanité, où les principes sur lesquels reposent tout son être, son salut, son âme, ont été la beauté, la morale, l'éducation, la critique de soi, la liberté, l'association, la dignité du travail et la sympathie humaine, de ce pays-là nous ne devons pas hésiter à nous rapprocher, afin de lui demander des suggestions et des conseils pour la solution des problèmes qui se posent à une jeune nation. Sachons enfin comprendre que l'âme d'un pays ne se trouve pas dans les boutiques, les thés et les music-halls, non plus que dans les débats des politiciens : elle est dans le laboratoire d'un Pasteur, dans l'atelier d'un Millet, dans le cabinet de travail d'un Gaston Paris et de tous ceux qui ont créé des formes nouvelles de littérature et d'art, comme elle est dans les champs et les maisons des travailleurs de la terre et derrière les comptoirs de la bourgeoisie laborieuse.

HUGO P. THIEME.

UN PEUPLE GAGNÉ A LA FRANCE

LES BERBÈRES MAROCAINS

ET LEUR SOL

L'année 1923 aura vu se terminer, dans toute la région que le maréchal Lyautey a si heureusement désignée du nom de Maroc utile, l'ère des grandes opérations de pacification. Quelques îlots subsistent seuls, où d'irréductibles pillards résistent encore dans les plus chaotiques repaires de leurs âpres montagnes.

Ces petits foyers épars, derniers témoins de la grande flambée de l'esprit d'indépendance berbère, seront éteints avec des moyens relativement faibles et le Maroc français peut ravailler en sécurité à la mise en valeur qui va parfaire l'œuvre magnifique entreprise en 1912.

***

Pourtant, en dehors de ce Maroc immédiatement utile à la paix et à la mise en valeur de l'Empire chérifien, entre le Grand Atlas, la Haute Moulouya, le Sous et la Mauritanie, s'étendent de vastes régions, de nature saharienne en grande partie d'ailleurs, où des peuplades agressives et guerrières échappent encore à notre influence; elles exigeront l'entretien de troupes de surveillance, et tant qu'elles n'auront point subi notre loi d'ordre et de paix, la pacification de l'empire africain de la France ne sera pas complètement réalisée.

Pour faire disparaître les dernières fissures du bloc africain français, une œuvre d'urgence secondaire, une œuvre nécessaire, cependant, reste donc à accomplir au Sud de notre grand protectorat. Nous pouvons l'envisager avec confiance, si elle est conduite avec la prudente et méthodique compétence qui évitera les surprises avec les dépenses excessives de sang et d'argent auxquelles le pays ne peut plus consentir.

Au Nord, sur le versant méditerranéen où l'Espagne s'est réservé la tâche d'établir l'ordre sous son autorité, la situation est moins favorable et mérite de notre part la plus sérieuse attention. Nous savons en effet que les efforts, souvent considérables, de nos voisins n'ont pas toujours été couronnés de succès. Loin de voir progresser leur influence, ils constatent avec inquiétude qu'un Berbère, Abd-el-Krim, frotté de civilisation par des études à Madrid et doué des superbes qualités de finesse et d'énergie de sa race, tend à coordonner par son prestige les tribus anarchiques et rivales dont il enflamme l'esprit de xénophobie.

Ce n'est pas seulement pour l'avenir de l'entreprise espagnole qu'un pareil état de choses est inquiétant. La présence d'une fourmilière de tribus pillardes et insoumises à courte distance de l'artère vitale de notre Afrique du Nord, la route de Fez à l'Algérie, la menace de la création, à nos côtés, d'un État berbère indépendant, constituent pour notre œuvre africaine des hypothèques qui peuvent lourdement peser sur nos possibilités de réduction d'effectifs et, par suite, de crédits, à une époque où s'impose la plus stricte économie.

* * *

Quels sont donc ces gens capables d'opposer aux forces puissamment organisées de nations européennes une résistance aussi longue et, en certains points, encore victorieuse? Quels sont ces hommes qui, pendant plus de douze ans, avant de devenir pour nous, par un brusque retour de leur mystérieuse nature, de fidèles amis, ont défendu leur liberté de pillards anarchiques, moins, parfois, dans l'espoir du succès que par respect pour leur curieuse conception de l'honneur de la race?

On les connaît bien peu, en France, quand on ne les ignore pas totalement. Qui sont-ils? Des Arabes, des « bicots » quelconques, des nègres, pensent même quelques-uns.

Ces hommes méritent pourtant que nous fassions leur

connaissance, car ils comptent à présent parmi les peuples de la plus grande France. Il peut donc n'être pas sans utilité, — pour inciter à les étudier plus complètement, — de dire quelques mots de leur pays, de leur race, de leur histoire et des méthodes qui ont permis à un grand Français de nous les associer. Une telle étude (1) présente, par ailleurs, un certain intérêt d'actualité, au moment où, dans le pays riffain, s'annoncent des événements qui, pour nos voisins et pour nous aussi, peut-être, peuvent avoir les plus sérieuses conséquences.

De temps à autre, au surplus, dans la zone française du Maroc, l'écho d'un combat acharné appelle sur eux l'attention du public de la métropole, absorbé par d'autres préoccupations. Cela dure depuis douze ans et l'on est tenté de demander comme l'officier espagnol du siège d'Arras, dans *Cyrano de Bergerac* : « Quels sont donc ces gens qui se font tous tuer? »

Laissons à un Cyrano de chez eux le soin de répondre.

***

La scène se passe, non plus sous Louis XIII, devant Arras, mais en 1912, dans la vallée de la Moulouya.

Un colonel français, voulant reconnaître de plus près la formidable barrière neigeuse dont le Reggou, l'une des rides du Moyen Atlas, barrait, au Nord, son horizon, s'en vint, avec quelques bataillons, camper sur les premières pentes. A peine le camp était-il installé, qu'un cavalier se présenta de la part de Si Raho, personnage de l'Atlas septentrional qui est resté l'âme de la résistance dans la montagne. Il portait au colonel une lettre, dont voici la traduction :

« Que nous veux-tu? Pourquoi cherches-tu à pénétrer dans notre pays? Quel intérêt peut te pousser à y venir? Nous sommes de pauvres gens; chez nous il n'y a que des pierres et notre seule richesse est notre liberté.

« Mais sache bien que nous sommes des Berbères, qui n'ont jamais connu de maîtres. Les plus puissants Sultans n'ont pu fouler impunément notre sol, car nous ne reconnaissons d'autre dominateur que Dieu qui nous a donné nos montagnes.

(1) Quelques-uns des renseignements de la présente étude sont dus aux travaux du capitaine Coutard, du service des renseignements du Maroc, et à ceux de l'officier interprète Lévy, mort au champ d'honneur le 20 mai 1923, au combat de Recifu-Bou-Arfa, dans le Moyen Atlas.

« On dit que vous êtes justes. Je sais que vous êtes riches. Alors, cesse ton entreprise.

« Si tu restes dans la plaine, nous vivrons en paix. Si tu avances encore, Dieu est juste, la poudre nous départagera demain. »

La simple et rude fierté de ce langage surprit celui auquel il s'adressait. Ses intentions n'étaient point, au demeurant, de pousser plus avant et ses moyens ne lui auraient pas permis de le faire. Il répondit donc à Si Raho que les Français seraient heureux de vivre en paix avec les montagnards berbères, si ceux-ci se décidaient à renoncer à leur habitude séculaire de pillage et de massacre aux dépens de leurs voisins des plaines. Puis il s'en fut, avec sa petite colonne, vers son point de départ.

***

Le pays qui inspire à ses fils les sentiments exprimés par Si Raho, et qu'à cette époque, nous ignorions totalement encore, c'est celui dont on aperçoit la façade sévère, faite de montagnes déchiquetées, que dominent au loin les grandes cimes neigeuses, quand on va de l'Algérie à l'Atlantique par Taza.

Derrière ce fronton, de la vallée de l'Innaouen et des plaines fertiles de Fez et de Meknès jusqu'au Sahara, dont elle est séparée par la formidable barrière du Grand Atlas, s'étend une région souvent d'une inhospitalité farouche, parfois aussi d'une attirante douceur, qui doit à la beauté de ses horizons grandioses et au charme des contrastes inattendus qu'elle présente une étonnante puissance de séduction : plateaux désolés qui s'étagent des plaines du Nord vers les cimes neigeuses du Moyen Atlas, vallées profondes où des eaux abondantes et claires font surgir, au printemps, une flore éblouissante et des pâturages luxuriants, crêtes puissantes où déferlent la houle majestueuse des cèdres millénaires et celle, moins profonde, des chênes verts, sources bouillonnantes et, parfois même, lacs de montagnes qui emplissent d'anciens cratères de leurs eaux bleues et profondes, alternent avec le chaos des roches volcaniques, aux silhouettes fantastiquement déchiquetées, des « bleds » chleuhs ou zaïans, tantôt calcinés par le soleil de feu, tantôt ensevelis sous le suaire épais de la neige que percent de maigres thuyas ou de tristes arganiers, larges vallées enfin où déjà se révèlent, au Sud, les durs reliefs tabulaires de l'horizon

saharien, tel est ce « bled » berbère qui fut, au cours des siècles, la citadelle d'une race, le refuge si longtemps mystérieux où s'est toujours retrempé le dur métal de ses solides qualités.

Au Nord, vers la zone espagnole, un autre massif, tout aussi tourmenté, bien que moins élevé, présente un aspect plus méditerranéen; les forêts et les pâturages ne s'y rencontrent plus, les eaux s'y font rares, mais dans les vallées, les sources arrosent des jardins où la vigne s'accroche aux grenadiers et aux figuiers, tandis que les oliviers escaladent les pentes. Ici vivent également des peuplades berbères : les Riffains, les Djebalas ou montagnards.

Les siècles passés virent les flots de toutes les invasions battre les remparts de ces deux forteresses, pour s'y briser toujours, et si la race berbère a reçu, dans les plaines de l'Afrique du Nord, des apports phéniciens, latins, vandales, arabes, on peut affirmer que, dans l'Atlas et, quelque peu aussi, dans la grande Kabylie algérienne, elle a conservé une pureté relative très supérieure à celle d'aucune autre race aryenne.

Aux Français devait revenir l'honneur non seulement d'abattre l'esprit d'indépendance anarchique et l'instinct pillard de ces hommes, mais surtout de s'en faire des amis, moins par la force des armes que par l'attrait d'une domination légère qui n'impose que l'ordre et la paix, et par la séduction, aussi, des qualités que les Berbères admirent particulièrement : le courage guerrier, l'esprit de justice, la loyauté, le respect des traditions sociales et religieuses. Ce résultat restera un titre impérissable de gloire pour notre pays et pour le grand organisateur qui, à travers le rayonnement de son prestige personnel, à su leur imposer le prestige de la France.

***

A quel grand rameau humain faut-il faire remonter l'origine des Berbères, qui sont incontestablement aryens?

Il semble que ce soit à cette race méditerranéenne ou ibéro-ligure qui peupla une grande partie de l'Europe et donc que, de ce fait, ils soient nos proches parents.

Mais on ne peut mieux faire, ici, que de céder la parole à M. Hardy, directeur de l'enseignement et des beaux-arts à Rabat, qui, dans une remarquable étude sur le passé du Maroc, nous trace ce vigoureux portrait du peuple marocain :

« Dans ce pays, dit-il, a vécu et vit toujours un « peuple. » Autrement dit, nous ne trouvons pas, comme en d'autres régions de l'Afrique, un tourbillon de peuplades hétérogènes, parlant des langues différentes et séparées les unes des autres par une hérédité de caractères ethniques, d'habitudes matérielles et de préférences morales. Il y a un type marocain, d'origine essentiellement berbère, un peuple qui comporte assurément quelques variétés, des blonds, des bruns, des râblés et des élancés, mais dont tous les membres ont gardé un air de famille et, pendant longtemps, ont parlé exclusivement la même langue : le berbère.

« Il est probable que les Marocains primitifs menaient une vie analogue à celle des Riffains et des Zaïans d'aujourd'hui, une vie sédentaire ou nomade, selon les régions, mais, dans tous les cas, une vie singulièrement rude, farouchement tendue à la conquête de ces deux biens : le profit matériel et l'indépendance.

« On devine ce que cette double tendance, maintenue à travers les siècles, a pu communiquer de vigueur et d'énergie à des hommes que la nature avait, par avance, solidement bâtis et doués d'une vive intelligence. Peu de peuples, dans l'histoire du monde, sont demeurés, en dépit des événements, aussi semblables à eux-mêmes, aussi attachés à leurs coutumes, aussi jaloux de leur vraie liberté. Les qualités qu'il fallait pour soutenir un tel rôle, la vaillance, le courage guerrier, le labeur patient, la prudence, les Berbères du Maroc les ont poussées au plus haut degré, jusqu'à l'héroïsme. »

***

Leur histoire nous est maintenant assez bien connue.

Ils virent paraître d'abord les Phéniciens, venus de Carthage. Les Romains fondèrent ensuite, au pied de leurs montagnes, la colonie de Mauritanie tingitane, mais leurs avant-postes ne furent jamais poussés au delà de la limite des plaines. Une fois pourtant, avec des auxiliaires berbères, dont le chef est glorifié dans les inscriptions de Volubilis, ils s'aventurèrent à travers l'Atlas, jusqu'au Guir, en zone saharienne. Pline nous a conservé le souvenir de cette expédition, restée d'ailleurs sans résultat. Puis vinrent les Goths, qui passèrent, les Vandales, les Byzantins qui rétablirent, en partie, la Mauritanie tingitane.

Au VIIe siècle parurent les Arabes. Ils apportaient aux

Berbères la religion musulmane, que ceux-ci acceptèrent aussi facilement qu'ils avaient embrassé, auparavant, les religions juive et chrétienne. Mais, surtout, ils réussirent à les entraîner à l'assaut du monde chrétien et ce fut là le plus important événement de leur histoire.

Les Arabes sémites, que poussait l'esprit mystique autant que la soif des conquêtes, ne furent que les animateurs et les guides de cette poussée de hordes aryennes, que l'instinct du pillage inspirait plus que le besoin de prosélytisme. Nous savons, en effet, par le livre d'Ibn Khaldoun, que l'armée qu'arrêtèrent à Poitiers les bandes de Charles Martel, ne comprenait qu'un faible noyau arabe : elle se composait en majeure partie de Berbères de religion chrétienne, musulmane ou juive.

Après s'être longtemps attardés dans le Sud de la France, les vaincus de Poitiers furent, peu à peu, refoulés en Espagne; pendant sept siècles, ils habitèrent les rives de l'Oued-El-Kébir, le Guadalquivir espagnol, et les coteaux où murmurent les eaux fraîches de la Sierra, que jamais ils ne devaient plus oublier. Avec leur étonnante faculté d'affinement et d'assimilation, ces rudes montagnards firent fleurir sur les deux rives de la Méditerranée, à Grenade, à Séville, comme à Fez et, plus tard, à Marrakech, une civilisation raffinée qu'atteste encore de nos jours cette gracieuse architecture venue, par Bagdad et l'Égypte, de la Perse, mère des arts délicats et dont les khalifes ommeyades leur avaient fourni le plus parfait modèle à Cordoue. Mais, tour à tour, ils perdaient, dans les douceurs de leur conquête, leurs vertus primitives. Alors du rude massif maughrebin, surgissaient, entraînées par de nouveaux khalifes, des hordes avides de butin et de vie plus facile. Sceptiques et jouisseurs, ils vécurent dans l'Espagne chrétienne sans chercher à la convertir à l'Islam, ce qui leur eût été facile. Leur tolérance s'inspirait d'ailleurs de leur intérêt; la loi financière disait : tout homme non musulman paie l'impôt...

Leurs Sultans idrissites les avaient convertis à l'Islam : les Almoravides leur succédèrent, étendant leur empire de l'Atlantique au Sénégal, de l'Èbre à la Mitidja; ceux-ci avaient d'abord guerroyé en Afrique noire et fondé dans les îlots du Sénégal des « Ribat, » ou couvents fortifiés, d'où leur nom d'El M'Rabtine, les « hommes du Ribat, » dont les Espagnols ont tiré le mot « Almoravides. »

Les Almohades (El Mouha ed Din, les rénovateurs de la foi) guidèrent la poussée suivante. Venus du Grand Atlas, ils fondèrent un empire encore plus vaste qui, au XIIIe siècle, dut céder la place à la dynastie mérinide originaire du Tafilalet.

Les invasions portugaises évoquèrent, au XIVe siècle, la dynastie saadienne, venue du Sud pour entraîner les tribus à la guerre sainte contre l'étranger. Les Saadiens furent, enfin, remplacés, un siècle plus tard, par les Alaouites, originaires du Tafilalet, qui règnent encore aujourd'hui. Et la poussée des Berbères de l'Atlas à la conquête de régions plus douces n'avait pas cessé de nos jours, car nous trouvons, souvent encore, les traces récentes des déplacements de confédérations entières vers le Nord.

Mais, s'ils suivirent toujours facilement les Sultans qui les entraînaient à de fructueuses rapines vers des régions plus accueillantes, jamais, au contraire, ils n'admirent que l'autorité des chérifs pût s'étendre sur leurs montagnes natales. Quelques sultans puissants réussirent parfois à pénétrer très temporairement le massif berbère, à lever même quelques impôts, mais jamais ils ne furent capables de s'y maintenir.

***

Car ces montagnards sont farouchement attachés à leur indépendance et à leur organisation sociale rudimentaire, qui n'a pour but que la conservation de ce qu'ils pensent être la liberté absolue du groupe et de l'individu.

Ils habitent, en certaines régions, de rudes villages de montagne, mais le plus souvent, ils sont semi-nomades, en ce sens qu'ils possèdent, dans les vallées, des kasbahs pour protéger les cultivateurs, les commerçants et les récoltes, tandis que la majorité de la population, vivant sous les « kheimas, » les grandes tentes noires et jaunes, tissées de laine et de poil de chèvre, guide les troupeaux dans leur transhumance saisonnière. Dans le Sud du Maroc, ils ont fini par accepter un régime quasi féodal sous l'autorité des grands caïds, mais ils maintiennent partout ailleurs un régime démocratique très accentué, à la base duquel on découvre un individualisme absolument forcené.

Les tribus ou les confédérations sont, en effet, groupées en sortes de Républiques oligarchiques fédératives, où la « Dje-

maa, » le Conseil des anciens et des notables, organe politique, judiciaire et administratif, dirige les destinées des groupes et des individus, selon les règles orales d'un très antique droit coutumier uniquement oral, « l'Izref. » La cohésion produite par ce régime est, selon les tribus, plus ou moins faible, et tend, chez certaines d'entre elles, comme les Beni-Ouarraïn, par exemple, à l'anarchie totale.

Il en résulte, à la vérité, que le Berbère qui se croit libre est l'esclave de son clan, et le clan esclave des notables. Aussi, à la Djemaa, la première préoccupation de tout un chacun est-elle de surveiller étroitement son voisin pour l'empêcher de confisquer l'autorité et l'influence à son profit et cet état d'esprit, qui n'est peut-être pas absolument particulier aux Djemaas berbères, a pour conséquence que le parti extrémiste l'emporte presque toujours et que la guerre, la rapine à main armée, les luttes de tribu à tribu, ou même entre « lefs, » entre partis de la même tribu, sont, en montagne, choses ordinaires de la vie.

La Djemaa nomme « l'Amrar, » le chef de guerre, qui, théoriquement, a pleins pouvoirs pour tout ce qui concerne la lutte entre tribus ou contre l'étranger. Mais son autorité, jalousée et sapée de tous côtés, reste toujours éphémère, et bien rares, dans l'histoire des Berbères, sont les exemples d'hommes qui, tel le vieux Zaïani, ont pu, à force d'énergie féroce, d'astuce et d'intelligence, établir à leur profit une autorité réelle et durable sur leurs compatriotes.

Aussi loin que nous remontions dans leur histoire, les tribus berbères des deux Atlas nous apparaissent dotées de cette organisation sociale. Il faut croire que ce régime est bien celui qui convient à leur âme, puisque l'Islam, avec ses pratiques d'autocratie religieuse, d'une action si puissante sur les peuples qui ont suivi sa loi, n'est jamais parvenu à le modifier.

Au fait, d'ailleurs, les Berbères sont-ils vraiment musulmans? Ils croient l'être et se servent de l'Islam comme d'un drapeau quand il s'agit d'ajouter le fanatisme religieux à l'esprit d'indépendance et à la haine de l'étranger, pour repousser un envahisseur chrétien. Mais, l'ennemi disparu, ils se soucient fort peu des préceptes coraniques : l'accueil qu'ils ont toujours réservé aux « méhallas » chérifiennes le démontre surabondamment, et leur religion, formée d'hérédités païennes, judaïques, chrétiennes, islamiques, faite de pratiques de sor-

cellerie, d'adorations des santons locaux et même de certains arbres, sent, au point de vue du pur dogme coranique, terriblement le fagot.

S'ils suivent facilement le marabout assez astucieux pour s'imposer à leur âme naïve, en revanche, ils se moquent absolument des khalifes plus ou moins lointains que le monde musulman voudrait leur imposer parfois. Aussi, pour des raisons sur lesquelles ce n'est pas ici le lieu d'insister, faut-il bien nous garder d'arabiser et de musulmaniser les Berbères.

***

Si maintenant nous passons de la collectivité à l'individu, nous voyons, dans la montagne, le jeune Berbère, dès son enfance, n'aspirer qu'à devenir astucieux et fort. Il s'aperçoit vite, en effet, que la vie, pour lui, ne sera qu'une alerte, que, jour et nuit, l'homme épie l'homme et la tribu sa voisine.

Encore enfant, il suit son père et ses frères à la chasse ou même au combat; il monte à cheval et, bientôt, il achète un fusil et des cartouches, ou mieux, il les vole, car les chants des femmes, le soir sous la tente, lui apprennent qu'il ne sera vraiment un homme digne de ce nom que lorsque ses exploits, sa ruse et son courage seront chantés comme ceux de ses aînés, et le vol à main armée, action admise et admirée chez les Chleuhs, lui procure l'occasion d'essayer ses forces. De bonne heure, il prend part au coup de main, au « rezzou » organisé pour « manger, » comme ils disent, la tribu voisine, ou bien au « djich » qui surprendra la corvée, le convoi, le petit détachement « roumi. » Et ce besoin incoercible d'agression ou de rapine explique pourquoi nous ne pouvons nous contenter, pour vivre en paix avec elles, de respecter le territoire des tribus insoumises, car toujours des bandes en surgissent pour attaquer nos postes, nos communications, pour harceler les fractions ralliées jusqu'au moment où, s'inclinant devant la force, elles se décident à subir la loi d'ordre et de paix.

Mais, chez ces pillards incorrigibles, se découvrent aussi les traits d'une étonnante noblesse de caractère: ils observent jalousement certaines traditions; ils ont une conception très nette de l'honneur, des lois de l'hospitalité, de la foi jurée; ils considèrent comme une félonie, après une trève, l'attaque brusquée, sans avertissement. Leur mentalité reste, pour nos

esprits européens, un incompréhensible mélange de fourberie, de rapacité cruelle et de qualités chevaleresques qui présente de curieuses ressemblances avec cet esprit des hommes du haut Moyen-âge, qui, plus tard, dépouillé par la légende de son réalisme brutal, devint, dans les chansons de geste, le modèle de la chevalerie.

Mais, pour connaître ces gens, mieux vaut les regarder agir que d'essayer de les peindre.

Nous avons parlé plus haut de Si Raho. Une autre curieuse figure du monde berbère contemporain fut celle de l'un de nos ennemis les plus redoutables, le vieux Moha ou Hammou qui, à force d'intelligente astuce et d'énergie féroce, avait réussi à coordonner sous son autorité la confédération des Zaïans et tomba, à plus de quatre-vingts ans, sur le champ de bataille, en défendant son indépendance. Quelque temps avant sa mort, l'un de ses fils lui apporta les dépouilles d'un officier français qu'il disait avoir rencontré à la chasse, provoqué loyalement et tué en combat singulier. Le vieux Zaïani fêta dignement cette victoire, mais il apprit bientôt que l'officier français avait tout simplement été attiré dans un guet-apens et assassiné. Aussitôt, il enjoignit à son fils félon de quitter le territoire zaïan et fit proclamer sur les marchés qu'il interdisait sous peine de mort de lui donner asile, ajoutant qu'il s'engageait à ne pas tirer vengeance de celui qui châtierait une lâcheté qui déshonorait son nom.

Les frères de l'exilé, depuis lors, se sont ralliés à nous, et il est impossible de ne pas invoquer le souvenir de l'un d'eux, cet étonnant Bou Azza, tué récemment à la tête de ses cavaliers, que nous avions fait caïd des Zaïans à la mort de son père : véritable héros de légende par son joyeux et absolu mépris du danger, sa vigueur, son incroyable adresse au tir et à tous les jeux sportifs, organisant avec la même ardeur communicative les expéditions de guerre, les chasses, les fêtes, toute sa personne dégageait une telle sympathie, qu'aucun de ceux qui l'ont approché ne s'en souvient sans émotion et regret. Quand il mourut, son frère Amarok se présenta au commandant du cercle zaïan : « Que ton chagrin cesse, lui dit-il, chez nous souvent un homme tombe, mais un autre surgit aussitôt pour le remplacer : me voici, dispose de moi. »

Tels sont les hommes que le maréchal Lyautey et ses colla-

borateurs ont su gagner à notre cause après une dure campagne doublée d'une action politique, patiente et tenace, de plus de douze ans.

***

Mais on ne s'est pas toujours expliqué, en France, comment la lutte avec ces gens, armés de leurs seuls fusils, a pu être aussi sévère; on s'est demandé comment ils pouvaient infliger des pertes, parfois très sérieuses, à des troupes européennes pourvues des outils de guerre les plus perfectionnés. Il n'est donc pas sans intérêt d'exposer les raisons pour lesquelles le combat avec les Berbères est souvent coûteux. Montagnards de race aryenne énergique et férue de liberté, ces hommes sont de très redoutables adversaires parce que leurs qualités guerrières sont incomparables et leurs méthodes instinctives de combat extrêmement dangereuses dans le rude pays qui inspire leur défense héroïque.

Nos premiers contacts avec eux furent décisifs; des foules enthousiastes, venues des tribus les plus lointaines à l'appel d'un marabout, confiantes dans sa « baraka, » dans son pouvoir d'annihiler l'action de nos armes, se ruaient en masses compactes sur nos mitrailleuses et nos canons : à Djorf en 1903, à Sidi-Othmane, en 1912, pendant la marche du général Mangin sur Marrakech, la victoire fut immédiate et totale.

Ce temps n'est plus : les Berbères connaissent, à présent, la puissance de nos armes; ils ont merveilleusement adapté leur manière de combattre aux qualités guerrières qu'ils possèdent et au sol qu'ils défendent. Le mépris de la mort, l'acharnement héroïque dans l'attaque, la vigueur physique, la mobilité invraisemblable en tous terrains, la science instinctive de la manœuvre et de la surprise, l'habileté à découvrir les fautes de l'adversaire et à en profiter immédiatement en font, individuellement, des guerriers d'une valeur très supérieure à celle de tous les peuples auxquels les nations civilisées ont eu affaire au cours de leurs actions coloniales. Leur folie guerrière a toujours rempli de stupéfaction ceux qui ont eu à les combattre. Que les graviers brûlants, poussés par le sirocco, déchirent leurs visages, que les grêlons des trombes orageuses les meurtrissent ou que la tempête de neige cingle leurs corps demi-nus, leur vigueur physique et leur ardeur offensive restent invraisemblables. Leur endu-

rance est légendaire ; celle des « Djicheurs » qui descendent des pentes de l'Atlas pour écumer, au loin et en plein été, le Sahara, touche au surnaturel pour les civilisés anémiques que nous sommes.

Mais, pour les mieux voir à l'œuvre, passons, un instant, de l'autre côté de la barricade et suivons-les dans leur lutte contre la colonne française qui, pour envahir le territoire encore inviolé, va lever son camp. Avant le jour, les premiers bruits du bivouac sont, pour les guetteurs, un indice certain. Ils allument aussitôt les feux de ralliement dont les fumées montent, droites, dans l'air calme du matin : de toutes parts les guerriers vont accourir, les fantassins sautent en croupe des cavaliers ou s'accrochent, pour s'aider dans leur course, à la queue des chevaux ; et bientôt le canon français va sonner, au loin dans la montagne, cet appel de fête auquel nul vrai Berbère ne résiste, le ralliement au combat.

Aussitôt, devant les troupes de l'envahisseur, se forme un grand rideau de tirailleurs. Sur les crêtes, au débouché des ravins chaotiques, on se dissimule pour attendre les pointes d'avant-garde du « roumi. » Le soleil, la bise d'hiver, la poussière ont donné aux vêtements et à la peau de ces hommes, la teinte même de ce sol pour lequel ils sont prêts à mourir ; ils se confondent avec lui. Malheur à la fraction trop faible, à celle qui s'est trop dispersée, qui arrive en désordre ou qui s'aventure hors de la zone de protection de ses voisines, hors des vues de l'artillerie. Elle est aussitôt signalée : partout des voix aiguës lancent le cri de ralliement berbère : « Aoura, aoura. » — « Venez, venez. » Et par les ravins, les rochers et les broussailles, par les falaises vertigineuses, les assaillants filtrent, rampent avec une incroyable rapidité. Bientôt, pour l'unité aventurée, c'est la fusillade de plus en plus rapprochée, ardente, puis la ruée furieuse au corps à corps.

Mais l'incident est généralement vite découvert par le chef « roumi » et les rafales d'obus et de balles de mitrailleuses commencent à pleuvoir. Alors, plus vite encore qu'ils ne sont venus, les assaillants disparaissent, emportant leurs blessés, le plus souvent leurs morts, emportant aussi des armes et des munitions conquises pour attendre, plus loin, une nouvelle occasion d'agir.

Sur le front qu'ils attaquent, cependant, les « Nsara, » les

chrétiens, dirigent un ouragan de feu sous lequel nul ne peut tenir et leurs troupes débordent la position, menaçant la ligne de retraite. Aussi recule-t-on en tiraillant, pour contre-attaquer encore avec rage dès que le terrain, plus bouleversé ou plus boisé, gêne l'action de la mitrailleuse ou du canon.

Chacun sait, au surplus, que l'on mord plus facilement le « roumi » sur les flancs de sa colonne et derrière elle et c'est là, instinctivement, que l'on va courir. Des essaims s'acharnent sur les flanc-gardes et les arrière-gardes; à peine un élément a-t-il quitté une crête que, derrière lui, dans les cailloux et les broussailles, des tirailleurs se glissent en dépit des obus, prenant sous leurs feux ajustés les pelotons encore en mouvement. Partout, dès qu'un vide se présente, ils cherchent à se glisser vers la riche proie qui réveille tous les atavismes pillards, le grand convoi qui marche là-bas dans la vallée.

Mais si la colonne ennemie revient sur ses pas, si seulement la direction qu'elle prend peut être interprétée comme une retraite, alors l'ivresse guerrière atteint un paroxysme effrayant; la ruée en avant devient frénétique; poussés par les femmes hurlantes, les hésitants accourent de tous les points de l'horizon; sous les obus, sous les rafales de mitrailleuses, tous se précipitent, se poussent parmi les rochers et les broussailles jusqu'aux unités alourdies de morts qu'il faut préserver de la mutilation, de blessés qu'il faut sauver... A El Herri, en 1914, ce fut l'anéantissement presque total d'une colonne.

Cependant les « Nsara, » ayant atteint, malgré tout, leurs objectifs, se mettent à installer leur camp; alors vite on les harcèle de feux pendant qu'ils creusent leurs tranchées et élèvent leurs « murettes. » Puis, laissant sur place quelques guetteurs, on rentre au campement pour manger, soigner les blessés, montrer ses trophées, raconter ses hauts faits aux femmes qui, nombreuses d'ailleurs, mégères agiles et féroces, ont suivi les combattants pour les exciter, leur porter à boire, achever et dépouiller les blessés ennemis, aider à enlever les cadavres amis que l'honneur défend de laisser sur place, pour surveiller aussi, afin de les couvrir d'opprobre, les défaillances, en général extrêmement rares.

A la nuit tombée, les plus enragés reviennent. Ils n'attaquent plus le camp, trop bien défendu, depuis quelques années, par des tranchées couvertes de réseaux de fil de fer qu'éclairent les

fusées et que battent les mitrailleuses, mais ils lui envoient des salves qui toucheront, au hasard, des hommes ou des animaux. Quelques audacieux, même, complètement nus, parviendront à se glisser sous les réseaux pour égorger une sentinelle ou couper la courroie qui retient le fusil au poignet d'un dormeur sous sa tente, puis ils emporteront l'arme sous la fusillade déchaînée...

Les jours suivants, tandis que le « Nesrani » ouvre des pistes et construit des postes, on l'épiera constamment de tous côtés, on harcèlera ses détachements de sécurité, ses travailleurs ; on sera prêt à profiter de la moindre détente de son attention pour se jeter sur ses convois, ses animaux à l'abreuvoir, ses corvées...

Et quand la colonne européenne aura joué ainsi pendant des jours, des semaines, des mois, dans un terrain impossible, ce rôle de taureau attaqué par les guêpes, comment s'étonner si le nombre de ses piqûres est sérieux ?

***

Pourtant, les sacrifices vont porter leurs fruits : le résultat de l'action coercitive approche ; cédant ainsi, pied à pied, devant le chrétien, allié du Sultan, qui, derrière les murailles de ses postes dont les canons battent les vallées, s'installe solidement sur le sol où les ancêtres vécurent si longtemps, libres de s'entre-tuer et de se piller mutuellement, les possesseurs du sol se réfugient sur les hautes cimes...

Mais bientôt vient la neige, meurtrière pour les agneaux et trop souvent aussi, hélas ! pour les petits enfants.

Alors, à la « Djemaa, » on discute furieusement : quelques-uns déjà ont envoyé aux Français de vieilles femmes de leur famille, qui, discrètement, se sont assurées que les guerriers pourraient aller causer sans danger avec l'adversaire de la veille. Puis, clandestinement, ils sont descendus eux-mêmes à l'organe d'apprivoisement, à la kasbah qui, près du poste français, abrite l'officier du service des renseignements et l'infirmerie indigène. Un « toubib, » un médecin, y soigne les malades. L'officier affirme que les Français n'éprouvent que de l'estime pour des adversaires courageux, qu'ils ne songent nullement à les punir pour avoir défendu le sol de leurs pères ; les conditions de soumission au Sultan de Rabat seront douces : la livraison d'une partie des armes, l'obligation de vivre en

paix avec les voisins; plus tard, quand la richesse sera revenue, de payer régulièrement l'impôt. Et même on ne devra pas renoncer tout à fait au « baroud, » au combat, qui est la plus belle fête; mais cette fois on s'y rendra muni d'un bon cheval, d'innombrables cartouches : la victoire sera toujours assurée, car on sera devenu les alliés des Français toujours vainqueurs...

Mais, devant ces velléités de fléchissement, les irréductibles protestent et menacent. Alors, pour leur échapper, les plus fatigués de souffrir se glissent la nuit, avec leur famille, vers la vallée ensoleillée, que garde le canon français. Puis, un jour, poussés par les notables qui comptent bien devenir les caïds du Maghzen, toute la tribu se présente au « hakem, » à l'officier chargé de la recevoir et de l'organiser.

Une tranche de plus du bled rebelle est tombée. Et, de proche en proche, sous l'action tenace, patiente, ardue des officiers chargés d'appliquer sa politique, des troupes qui imposent sa loi de l'ordre, le maréchal de France, agissant au nom du Sultan musulman, étale la « tache d'huile » de la zone d'ordre et de prospérité.

***

La tâche de pacification de l'empire des Sultans marocains, confiée par la France, il y a plus de douze ans, au maréchal Lyautey, est maintenant accomplie. En dépit de la faiblesse des moyens, en dépit des difficultés trop souvent suscitées par des commissions parlementaires qui découvrent mal, parfois, le véritable intérêt à soutenir, malgré les circonstances critiques de la Grande Guerre, précédée même d'un ordre formel d'évacuation, ce peuple, que nulle nation conquérante n'avait pu dompter, a été, non point décimé ou courbé sous le joug de la force, mais conquis moralement au point que, dans toute l'étendue du « Maroc utile, » et sauf dans les derniers îlots dont il a été parlé plus haut, on peut le considérer déjà comme un peuple de la plus grande France.

Lorsque, dans la zone encore interdite aux touristes, on parcourt en automobile les pistes et les routes dont la prévoyance du grand organisateur a déjà sillonné la montagne berbère, si accoutumé que l'on soit au pays, on ne peut se défendre d'être impressionné par la rareté des postes qui, très loin les

uns des autres, très petits sur les rochers d'où ils dominent le pays confié à leur garde, révèlent seuls que la France est là.

Et quand la route approche du bled encore rebelle, aux points ou les « djiouchs, » les bandes de pillards, parviennent à pénétrer encore quelquefois, des groupes de magnifiques cavaliers au teint basané par le vent de l'Atlas apparaissent soudain, en haut d'un col neigeux ou dans la forêt dangereuse, au pied des cèdres géants et derrière les bouquets de chênes aux troncs tourmentés. Quelques mois auparavant, quelques semaines parfois, ils luttaient farouchement, avec toute la cruauté de leurs instincts primitifs, contre notre pénétration. Maintenant, le fusil au poing, donnant souvent leur vie pour exécuter la consigne, ils veillent sur le grand chef qui passe, sur le convoi qu'il serait si agréable de piller, sur les blessés ou les malades qu'on évacue. Plus loin, avec la colonne voisine, leurs frères, organisés en groupes de partisans, combattent bravement pour la cause qu'ils savent être maintenant la cause commune.

C'est que, pour la première fois dans leur histoire, on n'a point essayé de les dompter seulement par la crainte de la force, mais on a su, après une lutte souvent ardente, il est vrai, évoquer en eux la sympathie, la déférence, la compréhension de leur véritable intérêt, en respectant scrupuleusement leurs traditions.

***

Faut-il en conclure qu'on peut tourner une page de l'histoire, que désormais sur les rives de la Moulouya ou de l'Oum Er R'bia, comme sur celles de la Garonne ou de la Loire, nos administrateurs, tels de bons sous-préfets, pourront vaquer désormais en paix et sans qu'il y ait à craindre le moindre incident, à des occupations, sinon idylliques, du moins administratives ?

Ce serait une dangereuse folie.

Les atavismes engendrés par de longs siècles d'anarchie pillarde et d'indépendance farouchement xénophobe bouillonneront, longtemps encore, au fond de l'âme berbère. Un incident fâcheux vers cette zone riffaine d'où montent des nuages inquiétants ou vers les étendues encore insoumises du Sud, incident se conjuguant peut-être avec des événements européens, peut soulever un jour, dans la masse encore frémissante

et inquiète des Berbères, de ces puissantes lames de fond dont leur histoire fournit des exemples nombreux.

L'incroyable prestige d'un homme supplée, pour le moment, en grande partie, à l'impression que devrait produire l'abondance de nos effectifs. Mais le magnifique résultat obtenu ne doit point nous éblouir au point de nous aveugler : on n'assimile pas définitivement, en quelques années ou quelques mois, une race aussi vigoureuse et si farouchement éprise d'indépendance anarchique.

Avant de commettre le crime de compromettre ce résultat par ces réductions imprudentes, par ces mesures de surenchère impulsive qui fleurissent si facilement sur les bords de la Seine, très loin de l'Atlas, n'oublions pas qu'il faudra garder longtemps encore, au Nord et au Sud, les fronts berbères et aussi ne point supprimer complètement dans la zone pacifiée l'appareil de notre force.

C'est en faisant connaître aux Français ce peuple qui vient d'être gagné à la France, en leur faisant comprendre l'intérêt primordial que nous avons, nous, race décroissante, à parachever l'assimilation, dans notre Empire africain, d'une race prolifique, aux qualités si remarquables de cœur et d'esprit que nous éviterons les erreurs dangereuses.

Ce but est loin d'être atteint. Le public français, parfois même dans les milieux éclairés, ignore encore les Berbères, il les confond avec les populations d'origine sémite ou levantine qu'il est accoutumé de voir autour de la Méditerranée.

Puisse cette très succincte et modeste étude éveiller les curiosités et inciter à de plus intéressantes recherches ! Puisse-t-elle aussi aider à mieux faire apprécier toute la valeur du don fait à notre pays par un grand Colonial et par ceux qui, instruments de sa pensée, officiers et soldats français ou indigènes des troupes du Maroc, peinant sans cesse par les ravins brûlants et les plateaux glacés de la montagne berbère, ont, depuis treize ans, donné toujours leur peine et trop souvent leur sang pour la grandeur de la France !

Lieutenant-Colonel VINCENT.

A L'ÉCOLE DE VÉLASQUEZ

Aux jours les plus dangereux de la guerre, confiants en l'avenir parmi les angoisses du présent, un groupe d'amis français et espagnols conçut le projet, plus que paradoxal à cette date, d'édifier à Madrid, une maison d'artistes, qui, — sous le nom de *Casa Vélazquez*, — fût la sœur jeune et toute moderne de la glorieuse villa Médicis.

L'œuvre était séduisante. L'initiative de l'Université de Bordeaux, fondatrice de l'École des Hautes Études hispaniques à Madrid, l'avait préparée; la mission interacadémique qui visita l'Espagne en 1916, lui donna la vie. Il faut rappeler les noms de ceux qui composaient cette mission, sous la présidence d'Étienne Lamy : ce furent, avec le regretté Edmond Perrier, MM. Bergson, Imbart de la Tour et Widor; ceux-là sont les vrais pères de l'institution. Rapidement ont été conquis en Espagne les artistes, Miquel Blay, Gonzalo Bilbao, Mariano Benlliure; les membres du Comité de rapprochement franco-espagnol, et au premier rang le duc d'Albe, Rafaël Altamira, Octavio Picon; les politiques, un Maura comme un Romanones, enfin, avec tous et au-dessus de tous, Sa Majesté le Roi Alphonse XIII. Grâce à la volonté toute-puissante du Souverain ami, un vaste et magnifique terrain a été donné à la France, en pleine Moncloa, le plus beau site de Madrid, dominant la merveille panoramique de la Sierra de Guadarrama; grâce à la libéralité de riches amis français et de l'État, les bases ont été jetées d'un palais dont les plans admirés font le plus grand honneur au maître architecte Chifflot. Le Parlement a récemment voté les fonds qui vont permettre d'achever l'édifice, dont Alphonse XIII daigna poser la première pierre en grande

pompe, par une radieuse matinée de printemps. S'il manque quelque argent, car les temps sont durs, faisons confiance aux pères de l'œuvre; ils sauront provoquer les générosités utiles, car le rêve est trop beau pour n'être pas réalisé, et la France n'a jamais manqué de Mécènes.

Mais pourquoi cette appellation, la *Casa Vélazquez*, jaillit-elle d'elle-même sur toutes les lèvres, lorsque naquit l'idée féconde? Pourquoi Vélasquez s'est-il imposé comme le patron indiscutable de la création nouvelle? C'est qu'il est, pour la France comme pour l'Espagne, pour le monde entier, consacré comme le plus grand, le plus complet, le plus parfait des artistes de son pays, qui en compte de si magnifiques; c'est surtout que, dans toute la force du terme, il est un maître. Par sa vie, par sa passion inlassable du progrès, par le développement et la perfection de son œuvre, où le réalisme n'est qu'un soutien de l'idéal, Vélasquez est à tous les artistes, aux jeunes et aux moins jeunes, l'exemple sans rival.

***

Diégo Rodriguez de Silva, Vélasquez, Rodriguez, Buen Rostro y de Zayas, sang mêlé de Portugais et de Sévillans, était-il noble, comme pourraient le faire croire ces noms avantageux et l'*hidalguía* de son père et de son grand père qu'il invoqua un jour, une fois illustre, comme titre à l'habit de Santiago? Était-il né riche ou pauvre? Il est sage d'admettre qu'il était tout simplement issu d'une honnête famille aisée; mais qu'importe? La noblesse que lui fit reconnaître Philippe IV, avec quelque complaisance certaine, le grand artiste l'avait bien gagnée, comme la fortune en ses derniers ans. Fut-il un enfant prodige? Du fait que son père ne s'opposa pas à sa vocation, retenons-en seulement qu'il eut de bonne heure cette vocation et put aisément la suivre.

Et d'abord il fallait apprendre. Les écoles d'art ont mauvaise réputation auprès de nos « fauves » et de quelques critiques qui les adulent. Vélasquez alla à l'école : nous ne croyons pas qu'il ait eu à s'en repentir. A Séville, deux peintres se disputaient alors les élèves : Francisco Herréra, que l'on nomme Herréra le vieux, pour le distinguer de son fils, et Pachéco. L'un prenait dans son atelier les jeunes rapins, qui s'y formaient au petit bonheur, en voyant travailler le maître et l'assistant;

l'autre avait une véritable école, une académie, comme on dit encore en Espagne. Les parents de Vélasquez choisirent Herréra.

Ce n'était pas un homme ni un peintre quelconque. Bouillant, violent dans sa vie, audacieux et fougueux dans son art, quand il n'était pas au contraire d'une sagesse et d'une pondération exagérées, il a laissé des tableaux insignifiants et des tableaux détestables, et aussi des tableaux grandioses et magnifiques, presque des chefs-d'œuvre. En pouvait-il être autrement de ce terrible génie qui, dans le *Jugement universel* de l'église Saint-Bernard, à Séville, ou le *saint Herménégilde* du musée, s'était montré classique par la composition bien ordonnée, le dessin correct, l'anatomie et les proportions, mais qui, dans sa vieillesse, s'il faut en croire ce qu'on raconte, chargeait sa servante de couvrir ses toiles de couleurs, au hasard, à grands coups de balai, et venait alors, avec des roseaux et des brosses, façonner dans cette pâte des figures et des draperies? Ce qui faisait que ses admirateurs, — il n'en manquait pas, — le traitaient de Michel-Ange, et ses ennemis, — il en avait plus encore, — d'infâme barbouilleur. Il n'était pas commode à vivre : régulièrement ses élèves le quittaient, comme fit son fils lui-même, quand ses colères ne les chassaient pas. Mais il lui en revenait d'autres, car sa renommée était grande. Le jeune Diégo, dont le naturel était, ce qu'il resta, doux et calme, ne fit presque qu'entrer dans cet atelier tumultueux, et s'enfuit, terrorisé.

Il s'enfuit chez Pachéco, c'est-à-dire aux antipodes. Mais si le vieux Herréra était un brutal, ne le traitons pas trop vite de mauvais maître. Céan-Bermudez a dit qu'il fut le premier à secouer en Andalousie la manière timide que conservèrent longtemps les peintres espagnols, et contribua à former un nouveau style où se manifesta le génie national. Céan-Bermudez oublie un peu trop ici le rôle si important du licencié Roélas, un autre original plus ancien qu'Herréra ; mais il y a beaucoup de vrai dans son jugement, et plus encore dans celui-ci : « C'est à Herréra que Diégo Vélasquez doit son génie. » Il y a là de l'exagération, mais il est certain que Vélasquez prit chez Herréra le sentiment et le goût de la vérité, et ce réalisme de bon aloi dont il ne s'est jamais défait, par bonheur, car Herréra, dans ses meilleures œuvres, se montrait essentiellement, comme on disait, *naturaliste*, c'est-à-dire se tenait aux types et aux attitudes d'après nature, et, en dehors des grandes

compositions religieuses, se plaisait aux *bodegoncillos*, — mot à mot *petits cabarets*, mais plus généralement natures mortes, dont, en dépit de leur grand nombre, il ne reste plus aucune à Séville, car, selon Bermudez, les étrangers les ont enlevées. C'est par les *bodegones* qu'Herréra le jeune se fit surtout connaître en Italie, où on le nommait *Il spagnuolo de gli pesci;* et c'est par des *bodegones* aussi, on le sait, que Vélasquez se fit à Séville sa première réputation. Ne peut-on pas, en somme, affirmer que si les brutalités de l'homme rebutèrent notre adolescent, Vélasquez ne cessa pas de s'intéresser à sa peinture franche et haute en couleur, toute différente, comme celle de Roélas, des banalités courantes?

Il s'y intéressa, même chez Pachéco, et le mérite n'en est pas mince. Cet excellent Pachéco s'était fourvoyé dans la peinture. S'il n'avait eu pour élève et pour gendre Vélasquez, s'il n'avait été le collaborateur du grand Montañès et de ses émules, et n'avait renouvelé la polychromie de la sculpture par l'heureuse application des teintes mates, il serait resté l'un des plus obscurs parmi les artistes sévillans. Il est froid et pâle, sans idées, sans habileté technique, sans personnalité, timide sectateur de Raphaël « que par instinct naturel, depuis ses plus tendres années, il s'est toujours efforcé d'imiter, enthousiasmé de ses magnifiques inventions. » Aussi nous demandons-nous, un peu perplexe, ce qu'aurait valu cette *école méthodique* établie dans la maison de Pachéco et où se réfugia Vélasquez, si par bonheur ce peintre médiocre n'avait pas eu des qualités et des mérites qui en firent un maître excellent. Tout d'abord son enseignement n'avait rien d'exclusif ni de tyrannique. Dans sa religion de Raphaël il n'était pas sectaire, et la preuve en est que lui, l'académique, l'italianisant, dont on ne signale en dehors de ses peintures religieuses et rarement mythologiques que quelques tableaux de « fleurs, fruits et autres joujoux, » il laissa Vélasquez courir les rues et les tavernes en quête de types populaires et de scènes familières, et peindre avec une amoureuse sincérité les *bodegones* aujourd'hui si précieux.

D'autre part, ce pauvre peintre était un esprit d'une grande culture, un lettré, un bon poète, surtout un savant théoricien de son art. C'est rendre tout simplement justice à Pachéco de dire que Vélasquez doit à l'auteur de l'intéressant *Arte de la Pintura* l'amour et l'idée toujours très haute et très noble qu'il

s'est faite de son métier, le respect des œuvres du passé, les principes de goût dont il ne se départit jamais, même alors que son génie évolua largement, dans une indépendance sans tapage, quoique presque révolutionnaire. Il lui doit aussi cette fleur d'élégance dans la pensée comme dans le style, qui parfume merveilleusement son œuvre et qu'il cueillit dans la société choisie de beaux et bons esprits dont s'entourait son futur beau-père. De cette maison, que Palomino appelait la *prison dorée de l'art*, les hôtes les plus assidus n'étaient rien moins que Gongora, Quévédo et Rodrigo Caro. C'est bien à l'exemple de Pachéco, que notre peintre doit l'honnête sagesse, la digne gravité de sa vie, cette noblesse de gentilhomme qu'il sut garder à la Cour dans la demi-domesticité douloureuse que lui infligeaient les mœurs du temps.

De son côté, Vélasquez, on a le droit de le dire, même à défaut de témoignage, fut un élève modèle. Transfuge de l'atelier d'Herréra, où la vie et le travail étaient impossibles, il garda néanmoins de son court passage des impressions et des leçons choisies qui eurent une heureuse influence sur toute sa carrière. Installé chez Pachéco qu'il aime pour sa douceur et l'agrément de son commerce, dont il estime certainement le talent sans en méconnaître les faiblesses, dont il prise la doctrine et l'enseignement élevé sans se croire astreint pour toute sa vie à jurer sur la parole du maître, il profite de ce qu'il voit dans cette maison largement ouverte aux hommes et aux idées, et où il rencontre, tout jeune encore, avec l'affection d'un patron excellent, l'amour à jamais solide d'une jeune fille digne de lui.

Mais il sait garder son indépendance, et sent en lui assez de force originale pour se former à lui-même sa méthode et interpréter pour son bien particulier les conseils d'ordre général qu'il a écoutés avec déférence. C'est ainsi qu'il connut de bonne heure, c'est Pachéco qui nous le dit, que son principal maître devait être la nature, et qu'il fit vœu de ne dessiner ni peindre absolument rien qu'il n'eût sous les yeux. On a souvent rappelé, après Pachéco, qu'il s'était attaché un petit paysan qui lui servait de modèle en diverses actions et attitudes, tantôt pleurant, tantôt riant à volonté, sans escamoter aucune difficulté. D'après ce précieux garçon, il dessina beaucoup de têtes au fusain rehaussé sur papier bleu ; il arriva ainsi à posséder la maîtrise du portrait.

Quelle qu'ait pu être l'originalité de sa formation personnelle, on a donc tort de dire, comme on le fait souvent, que Vélasquez ne doit rien à aucun de ses deux maîtres. Il serait non moins injuste de nier l'influence du milieu où il passa sa jeunesse, parmi les artistes et les lettrés. Ce n'est pas ici le lieu de faire, après bien d'autres, un tableau de Séville artistique et intellectuelle au début du XVIIe siècle. On sait assez, depuis les travaux de Gestoso y Pérez, comment s'élevaient à l'envi ses édifices somptueux, comment en sa cathédrale, ses paroisses, ses chapelles, ses couvents, ses palais pullulaient les grandes compositions de peinture et les chefs-d'œuvre de la sculpture polychrome, comment toute fête religieuse ou profane, aristocratique ou populaire, faisait exhiber une profusion d'œuvres dues aux artistes les plus renommés. On sait la gloire de l'école sévillane où, à la suite de Roélas, d'Herréra, de Pachéco, de Zurbaran, de José de Castillo, de Montañès, grandissaient, avec Vélasquez ou tout près de lui, Alonso Cano, Juan de Ména, Valdès Léal et Murillo; nous avons dit quels brillants écrivains se groupaient autour d'un Gongora, chef d'école glorieux, quoique indigne de l'être. A la compagnie de tant d'esprits rares qu'il rencontrait chez Pachéco, Vélasquez ne put que trouver son profit, un grand profit. Sans doute on a pu dire qu'il fut le moins littéraire des peintres de son époque, et cela est vrai, si l'on entend que personne n'eut moins que lui l'inspiration livresque, le souci de l'érudition mythologique, chrétienne ou historique ; mais qu'un contact familier, plusieurs années durant, avec les hommes les plus instruits, les plus délicats, les plus brillants, d'une société particulièrement ornée, n'ait pas affiné son goût, élargi ses idées, enrichi son génie, on aurait peine à l'admettre. Tout au moins on concédera qu'il sortit de chez Pachéco avec un sens critique heureusement avisé, celui qui échappa en Espagne à l'emprise du Gréco et à l'emprise de Rubens, en Italie à l'emprise des plus grands artistes de la Renaissance, devant qui ses contemporains restaient tous hallucinés, celui qui, d'autre part, sut se juger soi-même et se critiquer au point qu'il transforma sa manière, épura son style, sans se renier jamais, et après des chefs-d'œuvre conçut des chefs-d'œuvre encore sur un mode tout nouveau. Ce n'était pas un peintre littéraire, l'auteur de *la Forge de Vulcain*, de mythologie si peu classique, mais c'était un délicat psychologue,

celui qui inventa les attitudes émouvantes du vainqueur et du vaincu de Bréda, un vibrant poète, celui qui immortalisa le douloureux enfant dégénéré de Vallécas. Analyse pénétrante des sentiments, émotion poétique, voilà ce que développèrent en Vélasquez, sinon ce que lui donnèrent les causeries excitantes de la tertulia de Pachéco.

Et voilà pourquoi, aussi, dans le palais qui portera son nom, nous avons voulu que les jeunes artistes vivent en communion fraternelle avec les jeunes historiens, les jeunes critiques et les jeunes littérateurs de l'École des Hautes Études hispaniques, et que la *Casa Vélazquez* donne asile autant de fois qu'il sera possible, aussi bien qu'aux artistes, aux écrivains français et étrangers qui lui feront l'honneur d'en accepter l'hospitalité.

***

Voilà donc Vélasquez instruit à la triple école d'Herréra, de Pachéco et de ses hôtes, et de la nature; il se sent capable de voler de ses propres ailes et part pour Madrid. Sa vie désormais est toute simple, tout unie, sans accidents, sans aventures, sans autres événements que ses succès et ses voyages en Italie. C'est qu'il est bien décidé à mener, à son heureux foyer, une calme existence de travail.

En cela d'abord il est un exemple et mérite admiration et respect. Il montre qu'il n'est pas indispensable, pour être un grand artiste fameux, d'être accusé de fausse monnaie, comme son rude maître Herréra, ou d'avoir tué sa femme, comme son plus que romanesque camarade Alonso Cano, ni d'avoir couru les pires ruelles et rossé le guêt, comme le prodigieux Goya; mais que bien au contraire, même à une époque relâchée, au sein d'une Cour corrompue, en pleine décadence des mœurs politiques et sociales, la sagesse de la conduite, la ferme probité du labeur imposent la considération et l'estime. Ce sont ces forces, avec son talent, qui ont fait de Vélasquez un « Peintre de la Chambre, » ce qui n'était pas très malaisé, mais aussi un noble, un Chevalier de Calatrava, ce qui l'était beaucoup plus.

Grâce à la protection d'Olivarès, le favori tout puissant, Vélasquez a été introduit à la Cour; son caractère, comme son talent, a conquis tout le monde, à commencer par le Roi et sa famille, dont il devient le portraitiste attitré; il est, comme nous dirions aujourd'hui, le peintre officiel de la Cour de

Philippe IV, et comme tel il devient officier du Palais, où il est logé, ainsi que sa famille. Peu à peu il reçoit la faveur de diverses charges, que nous connaissons d'après des pièces d'archives. En 1627, il est « Huissier de la Chambre, » en 1634 « Aide de la Garde-robe, » en 1643 « Aide de la Chambre, » en 1652 *Aposentador de Palacio*, c'est-à-dire fourrier, ou plutôt maréchal du Palais. La première charge était plus que modeste, et l'assimilait aux aides de barbiers; la seconde et la troisième étaient plus relevées, et, nous l'osons à peine dire, honorifiques, *sin ejercicio*, suivant les textes. Au contraire, comme *aposentador*, Vélasquez, qui avait sollicité ce poste, à cause des profits matériels, eut à remplir des fonctions effectives, et il était plus qu'occupé. Tout son temps était pris. Voici quelques-unes de ses obligations : « pourvoir le palais de bois et de nattes, procurer des lits aux laquais, aux soldats, aux garçons, aux balayeurs; marquer les places traditionnelles ou hiérarchiques dans les loges de la Plaza Mayor aux jours de course de taureaux, de mascarade ou d'auto-sacramentel. » Absorbante, la charge n'était pas toujours commode; des documents nous montrent Vélasquez aux prises avec des prétentions et des réclamations de toute sorte; ses démêlés avec les aide-valets de *retretes* (on devine ce qu'étaient ces retraites) seraient amusants, s'il n'était triste de le voir empêtré dans ces bassesses. Palomino avait bien raison d'écrire : « Ce fut un grand honneur pour Vélasquez, et nous, les professeurs de peinture, nous sommes encore fiers de son élévation à un poste si honorifique; mais comme il exige toute l'activité d'un homme, nous regrettons qu'aient été perdus pour la postérité nombre de témoignages de son excellente habileté. »

Faisons la part des idées et des mœurs : pour la Cour un peintre ne pouvait être autre chose qu'un *official de mano;* et les Conseils royaux ne l'appelaient que *maestro*. Pour les protecteurs de Vélasquez, pour ses amis, pour lui-même il n'y avait dans ses diverses servitudes plus ou moins dorées rien d'humiliant. Mais faisons aussi la part de la fierté humaine : être porté sur les listes du personnel palatin à côté des plus infimes, cela aurait bien pu être déprimant pour beaucoup, et funeste à plus d'un génie. Heureusement la dignité naturelle de Vélasquez a su le maintenir au-dessus de sa condition sociale. Nulle part on ne le vit déplacé, nulle part il ne se vit déplacé lui-même, et lorsqu'il se peint en pied dans son atelier, élégant

et fier, la croix de Calatrava brodée sur son pourpoint de velours, à côté de la plus gracieuse des Infantes, on ne fait aucune difficulté d'avouer que le chef-d'œuvre serait incomplet sans lui.

Personne d'ailleurs n'a jamais laissé entendre que ce peintre de la Cour fût un peintre courtisan. Son pinceau scrupuleux n'a jamais songé à embellir le mol et incolore, le laid Philippe IV, pas plus que plus tard à Rome le pape le plus vilain qui fût jamais, et qui d'ailleurs se reconnaissait avec esprit comme tel. S'il a flatté un peu trop Gaspar de Guzman, comte d'Olivarès, duc de San Lucar, et dans le grand portrait équestre qui est au Prado, peint en fougueux général d'armée le pitoyable favori, l'excuse est dans l'importance alors indiscutée du personnage et de son rôle à la Cour. N'était-ce pas, d'ailleurs, nécessité inéluctable de sa charge, ou même gratitude légitime d'une protection à tout prendre bienfaisante?

Pour dire entière notre pensée, qui n'est pas celle de tous les critiques, cette situation même si particulière qu'il avait à la Cour, Vélasquez a su la rendre favorable à son art et à sa gloire. A Séville, tout en brossant ses *bodegones*, le jeune peintre rêvait de sujets plus hauts, et s'y exerçait non sans succès, comme le prouvent par exemple la célèbre *Adoration des Mages* du Prado et *l'Immaculée Conception* de Londres qui datent sans doute de 1619, ainsi que certain portrait d'homme où déjà, en dépit de la note dominante de réalisme, se marque l'effort vers un art grave et soutenu. C'était une bonne fortune, une fortune exceptionnelle pour lui que d'avoir tout à coup pour principal modèle l'homme qui, malgré la médiocrité de sa personne et de son visage, incarnait pourtant la majesté monarchique, et avec lui tout ce que la Cour avait de plus grand en fait de princes et de princesses, de plus huppé en fait de seigneurs; si médiocre que fût la qualité des auteurs, c'était de l'histoire, — pitoyable si l'on veut, mais enfin de l'histoire, — qui se faisait sous ses yeux, dans un palais riche et pompeux, et ce spectacle quotidien n'était-il pas pour le bien préparer à peindre *l'Expulsion des Morisques*, ce chef-d'œuvre malheureusement détruit par l'incendie du royal Alcazar en 1734, ou *la Reddition de Bréda*, cette gloire du Prado?

D'ailleurs, à côté du morne Philippe IV et de ses compagnes successives pareillement insignifiantes, une Isabelle de Bourbon, une Marie-Anne d'Autriche, n'y avait-il pas pour le consoler et

l'égayer ces beaux enfants dont l'innocence joyeuse triomphait de l'insouciance, presque de l'abandon paternel et de l'ennui d'une implacable étiquette? Le gracieux Infant Baltasar Carlos, la toute mignonne Infante Marguerite, voilà dans cette ombre de la Cour des rayons de soleil; l'art officiel de Vélasquez en est tout illuminé, soit qu'il érige gravement le gentil prince en grand costume de maréchal de camp, sur son poney rond et bondissant, ou l'affuble d'une armure, ou le campe en chasseur l'escopette au poing, près de son molosse, soit qu'il encage la délicieuse petite princesse aux cheveux de lin, aux yeux purs, toute menue, dans la pesante ampleur tyrannique de l'odieux *guardainfante*.

Il y a plus; on a plaint Vélasquez d'être réduit à vivre presque sur le pied d'égalité parmi les bouffons et les fous, jouets dérisoires d'un roi mélancolique. Mais à notre sens il faut au contraire se réjouir que Vélasquez ait trouvé si près de lui de tels modèles, on pourrait dire de tels sujets, rares, pittoresques, imprévus, si propres à alimenter son observation réaliste et psychologique à la fois. Il trouvait, à peindre ces pauvres débris d'humanité, transportés dans un milieu pour eux si étrange, un dérivatif à sa tâche imposée de chaque jour, et vraiment il doit plus de gloire aux images falotes de *Don Juan d'Autriche*, d'*Antonio el ingles*, du *Primo*, de *Maria Barbola*, ces nains, ces idiots, ces grotesques, qu'aux effigies majestueuses et somptueuses de ses Rois et de ses Reines à pied ou à cheval. C'est à ces très humbles compagnons de sa domesticité royale que nous devons assurément ces incomparables gueux philosophes, Ésope, à la lippe dédaigneuse, et le truculent Ménippe drapant son ironique sagesse dans la guenille de sa cape cynique, et mieux encore, les plus cruels chefs-d'œuvre qui puissent émouvoir une pitié, *l'Idiot de Coria*, *de Niño de Vallécas*, atroces résumés de toutes les souffrances qui peuvent torturer une chair ou atrophier une âme. C'est parmi les fous et les bouffons que le grand cœur de l'artiste s'est ému de compassion pour les misères et les bassesses humaines; c'est d'eux qu'il est parti pour descendre plus bas, du burlesque rebut de la Cour et de sa risée, au déchet lamentable de la rue.

Enfin, et c'est là sans doute que l'effet fut le plus fécond, Vélasquez, ayant, grâce à ses offices et aux commandes de son maître, l'existence largement assurée et la certitude de l'avenir,

put travailler dans le calme à se perfectionner. Le progrès incessant est un des apanages du génie, que la routine tue; l'artiste qui se berce dans le succès et s'endort dans les formules heureuses qu'il a reçues ou qu'il a inventées, n'est que la moitié d'un artiste. Vélasquez, que son instinct et son éducation première avaient déjà porté très haut lorsqu'il avait vingt ans, n'a cessé de s'élever vers un idéal de perfection. L'*Adoration des Mages*, comme on l'a vu, est de 1619 (peut-être de 1617); *Ésope* et *Ménippe*, comme *los Borrachos* (les ivrognes), sont de 1629, *Baltasar Carlos à cheval* de 1635, *la Reddition de Bréda* de 1637, *Innocent X* de 1650 ; *les Ménines* sont de 1656, ainsi que le *Niño de Vallécas*, *les Fileuses* (*las Hilanderas*) de 1657. Quelles étapes! En trente-huit années, quel chemin parcouru!

***

Au début, Vélasquez, tout à ses impressions très précises de nature, se complaît à la copie nette des objets et des visages, s'arrête aux types qu'il a sous les yeux, sans aucun essai ni souci d'interprétation ou de beauté idéale. Sa Vierge est une jeune et fraîche Andalouse sans mysticisme, à plus forte raison sans divinité; ses Mages sont de rudes hommes vulgaires, si bien qu'on les a pris souvent pour des bergers. D'autre part, sa facture est des plus simples : il s'attache aux fermes contours des visages, des mains, des plis d'étoffe, et les trace avec précision ; il aime le jeu des vigoureuses couleurs juxtaposées et l'opposition vive des ombres et des lumières. De là quelque sécheresse, de la dureté même, dans des œuvres qui nous paraissent aujourd'hui un peu communes. Tel Vélasquez se montre dans le premier portrait qu'il fit de Philippe IV en 1623, qui est le plus typique de cette époque et de cette manière. Il en reste quelque chose dans *los Borrachos*, qui se distinguent surtout des meilleurs *bodegones* par la verve spirituelle qui convient si bien au sujet, et la vigueur plus harmonieuse des colorations.

Los Borrachos sont de 1629 ; mais à partir de cette date, incessamment, jusqu'à la mort du peintre, quels changements, quelle évolution et quels progrès! Voici d'abord que le pinceau fuit de plus en plus les contours secs, et modèle en même temps qu'il dessine. L'air se met à envelopper si bien les formes, qu'elles prennent leur juste relief. Mais en même temps

la peinture s'orne et se renforce de pensée ; l'artiste s'ouvre un plus vaste et plus noble horizon, se mesure à des œuvres plus personnellement conçues. C'est vraiment la floraison ardente et touffue de l'âge mûr, quand le domaine s'est étendu, la technique perfectionnée, le style adouci ; c'est l'époque des grandes toiles religieuses ou historiques, *la Tunique de Joseph, la Forge de Vulcain, Saint Antoine abbé et Saint Paul ermite*, des grands portraits d'apparat, du Roi et de la Reine en grand costume de Cour, ou sombrement vêtus en costume plus intime, ou encore chevauchant majestueusement leurs magnifiques genets d'Espagne, d'Olivarès, bouffi et présomptueux, à qui ne suffisent plus les honneurs de favori, mais qui, enlevé sur son cheval superbe, se forge une gloire empruntée de capitaine, de Balthazar Carlos en ses jeux de prince enfantins. Vélasquez passe avec une égale aisance et un égal succès d'un sujet et d'un modèle à l'autre, de *la Tunique de Joseph*, encore empreinte de ce que l'on peut appeler son archaïsme, à la mythologie réaliste de *la Forge*, où la peinture du nu se révèle pour lui sans secrets, présageant la vigueur savante du *Mars* et de l'*Argus*, la savoureuse beauté profane de la *Vénus* de Londres; de *la Forge* à l'*Expulsion des Morisques*, vaste tableau d'histoire où il triompha de trois rivaux, comme lui peintres du Roi, Carducho, Caxès et Nardi, et dont nous ne pouvons juger la valeur que par l'admiration des contemporains. Ses portraits ne sont plus seulement des images pures de contours et de ressemblance rigoureuse comme il en peignait au départ de Séville ; il cherche et réussit chaque jour davantage à dégager le type, l'âme de ses personnages, et la galerie d'effigies royales et princières qu'il enrichit profusément est chaque jour plus évocatrice de la plus froide et de la plus triste des cours, — comme évoquent mélancoliquement la mystique Tolède du siècle précédent les pâles hidalgos à fraise blanche qu'a immortalisés le Gréco en s'immortalisant lui-même. C'est pour servir de fond à ces grandes figures qu'il adopte de préférence les splendides horizons bleuissants du Guadarrama prochain, enveloppé de ciels épiques, où se complaisent la hardiesse de son observation créatrice et la maîtrise de son brillant pinceau.

En 1637, dans *la Reddition de Bréda*, les *Lances*, si l'on préfère, la maturité la plus riche s'épanouit. Dans la nouvelle salle qui vient d'être inaugurée au Prado, — si habilement pré-

parée par un jeune architecte de grand goût, M. Muguruza, et le bon peintre qui préside au musée, M. de Sotomayor, et où les chefs-d'œuvre se détachent si harmonieusement sur un fond vert-doré, — cette vaste toile, si simplement, si savamment composée, si claire jusque dans ses profonds lointains enfumés par la bataille, où tous les personnages, à tous les plans, baignent si justement dans la lumière, si pleine de vie et de sentiment généreux, cette merveilleuse page d'histoire est l'enchantement des yeux et de l'esprit. Et près des *Lances*, dans la petite salle contiguë où il brille divinement comme dans un sanctuaire, le *Christ du couvent de Saint-Placide*, que sa légende non moins que sa perfection a rendu fameux, le Christ s'enlève douloureux et sublime, irradiant la lumière miraculeuse de sa croix et de sa chair divine dans l'ombre tragique du Calvaire.

Mais Vélasquez a quarante ans; où tel autre, grand comme lui, se serait arrêté, endormi sur ses lauriers, il va plus avant. De 1640 à 1650, c'est l'époque des portraits merveilleux, *le Comte de Benavente*, d'une si spirituelle fatuité; *Vélasquez* qui plusieurs fois s'évoqua lui-même, fier, énergique et beau dans ses pourpoints noirs, dardant bien droit le regard aigu de ses yeux; — et le chef-d'œuvre unique, *Innocent X*, heureuse victime d'un pinceau impitoyable : sourcils irréguliers, gros nez bulbeux, bouche en coup de serpe, moustache et barbiche rares et décolorées, teint rouge d'une peau épaisse et suintante sous l'âcreté d'un sang malsain, *Innocent X*, prodige de laideur, mais Pape quand même et majestueux dans le rougeoiement reflété de son camail de pourpre. C'est l'époque où Vélasquez peint ceux qu'on appelait de ce nom cruellement ironique, les *hommes de plaisir*, *hombres de placer*, *les Nains*, *Sébastian de Mora*, atrophié et stupide, *el Primo*, pauvre singe savant, *Antonio l'anglais*, grotesque raccourci de seigneur empanaché, et les bouffons : *Don Juan d'Autriche*, plat et maigre valet en courtisan ridicule, et *Pernis* (qui doit bien être authentique), roulant, quoique vêtu grotesquement à la turque, des yeux farouches de matamore. C'est l'époque des *Ménines*, où d'aucuns admirent l'œuvre incomparable, car Vélasquez y semble avoir résumé toutes ses études, toutes ses recherches, rassemblé tous ses modèles, tous ses amours; tableau d'une originalité suprême, où il se peint lui-même, type de noblesse idéale, où il peint son Infante d'élection, l'exquise Marguerite, que l'on pourrait bien appeler

aussi la Marguerite des Marguerites, et les suivantes, les *Ménines*, richement atourées, de la princesse, et ses humbles amis, le nain et la naine, Nicolasito et Maria Barbola, prodige de hideur, sans oublier le bon dogue familier ; où tous ces personnages se meuvent dans le plus dangereux des éclairages, et pourtant dans l'atmosphère la plus transparente et la plus caressante; où ils vivent, non point sous la forme sèche et menteuse que donnent les contours, mais dans la vérité supérieure du modelé aérien et lumineux.

Pourtant, à notre avis, le peintre s'est élevé plus haut encore. *L'enfant de Vallécas* et *l'Idiot de Coria*, dont nous croyons devoir rajeunir la date traditionnelle, et *las Hilanderas*, les *Fileuses*, qui sont de 1657, sont pour nous tout au faîte de l'ascension magnifique. A voir les mains crispées au genou de l'innocent, et le rire hébété de ses yeux morts et de ses lèvres stupides, ou la grimace convulsive du pauvre niño dégénéré, notre cœur se serre; mais que dire du cœur du peintre qui s'est ému au spectacle de cette humanité douloureuse, et de la maîtrise légère de son pinceau qui crée la chair vivante par une série de touches modelantes, par une application nuancée d'ombres et de lumières colorées qui pétrissent vraiment la forme réelle sans souci du trait enveloppant, de la ligne arrêtée et correcte selon les préceptes de l'école ?

Enfin, plus encore que les *Ménines*, les *Fileuses* nous transportent dans une sphère nouvelle où Vélasquez seul pouvait s'élever. Les *Ménines*, c'est en somme le chef-d'œuvre officiel de Vélasquez ; on peut, malgré le prestige de l'exécution et des difficultés vaincues, y trouver et regretter un peu d'apprêt et de contrainte, quelque chose comme un reflet de l'étiquette dominatrice. A peindre les *Fileuses*, Vélasquez travaille dans la joie de sa liberté ; le sujet, il l'a choisi en pleine indépendance; ces ouvrières à l'atelier, ce sont des filles du peuple, dont la rusticité savoureuse le repose des charmes composés des reines et des princesses, dont il opposera sans contrainte les gestes francs et le négligé pittoresque aux attitudes guindées, aux falbalas des dames de Cour. Et pourtant la Cour apparaîtra à l'arrière-plan, comme une évocation reconnaissante, avec la grâce élégante des visiteuses. Ainsi cette toile, née dans le plus vif éclat, tout près de s'éteindre, hélas! d'une longue carrière heureuse, exprimera toute la pensée, tout l'effort

de l'artiste, l'amour de la nature vraie et sincère qui l'anima si vivement depuis son jeune âge, et son sens admirable, chaque jour plus développé, de l'interprétation qui crée le style. Et en même temps, elle nous donnera les renseignements les plus précieux sur les progrès définitifs et la valeur de cette facture inimitable, faite de vision simplifiée et d'audaces d'expression telles que n'en ont pu réaliser, ni même concevoir, longtemps après, les plus téméraires des impressionnistes. Là certainement, Vélasquez a concentré la plus pure essence et la plus parfumée de son génie.

Tous ces chefs-d'œuvre de plus en plus originaux d'inspiration et de style, et de plus en plus expressifs du génie propre de Vélasquez, paraissent de plus en plus espagnols, car on ne voit, ni en d'autres pays ni en d'autres temps, rien qui leur ressemble, et d'autre part, le fond toujours constant de réalisme qui en soutient fortement la conception et l'exécution, c'est le fond même et le fond typique de l'art espagnol, toutes les fois qu'il reste fidèle aux instincts primitifs de la race.

* * *

Ce trait essentiel, il faut le mettre en évidence et y insister, car il est d'un haut enseignement pour l'objet qui nous occupe. Adolescent, Vélasquez a été un parfait élève, en ce sens qu'il s'est montré docile aux leçons, aux exemples d'Herréra et de Pachéco et en a tiré profit sans se laisser pétrir à l'image de ces maîtres dangereux. Hors de page, il a pris contact avec ses prédécesseurs et ses contemporains, espagnols ou étrangers, et les a sans doute étudiés, jugés, et à bon escient admirés; il a certainement profité de son étude, de sa critique et de son admiration, mais sans se laisser accaparer, dominer, entraîner hors de sa nature. On a pu soutenir qu'il doit beaucoup au Gréco : beaucoup, c'est trop dire, peut-être, mais ce n'est pas pour rien qu'une fois au moins, dans le curieux *Couronnement de la Vierge* qui est au Prado, il s'est appliqué à une véritable transcription, combien personnelle! d'une œuvre importante du plus espagnol des peintres étrangers. D'ailleurs, le portrait d'Innocent X, que nous prisons si fort, et qui est peut-être le plus original de tous ceux qui sont partis de sa main, ne doit-il pas beaucoup de sa beauté singulière au portrait du Grand Inquisiteur le cardinal Nuñez de Guavara, non moins admirable

et singulier que lui? A Madrid, Titien l'a transporté, qui lui faisait dire plus tard : « *A Venise se trouve le bon et le beau et c'est Titien qui porte la bannière.* » Si Vélasquez subit une influence, c'est bien celle-là. Sur tous les grands portraits équestres rayonne le souvenir de l'immortel Charles-Quint; longtemps l'effigie du comte de Benavente a été cataloguée sous le nom du Vénitien, et l'on peut en effet s'y tromper.

A Titien Vélasquez a pris des leçons heureuses et quelque peu nécessaires de simplification savante et de chaude couleur enveloppante; il lui doit son premier pas, et décisif, dans la voie de l'évolution et du progrès. Or ces leçons le conduisent non pas à une imitation, et moins encore à un esclavage, mais à la conception d'une beauté supérieure et à la conscience qu'il porte en lui assez de génie pour l'exprimer à sa manière; il les fait servir à se perfectionner soi-même dans l'exercice de son propre génie. Au contraire, Rubens, qu'il fréquenta amicalement au cours de l'ambassade de l'illustre Flamand à Madrid, et qui le consacra hautement comme un très grand peintre, était trop éloigné et différent de lui par toute sa nature pour le séduire et l'enseigner; pourtant n'a-t-on pas soutenu que Vélasquez lui doit un peu de la verve truculenle des *Borrachos*?

Si plus tard, et par deux fois, il éprouva une si vive joie à visiter l'Italie, si Venise l'enchanta, tandis que Rome le laissa plus froid; s'il s'enthousiasma de Véronèse et de Tintoret presque autant que de Titien; s'il étudia Raphaël et Michel-Ange avec respect, sans trop les admirer, s'il copia des œuvres des uns et des autres, s'il se plut aux toiles de notre Poussin et de notre Claude, et serait allé à Paris sans les exigences jalouses de son Roi, qui oserait nier que ces voyages, ces admirations, et même ces froideurs, ces copies, en un mot ces visions d'un art pour lui presque inconnu dans un pays nouveau si différent de son Andalousie et de sa Castille, l'ont fait penser, ont éveillé en lui des idées, suscité des inspirations, élargi sa technique, ennobli son style? Il serait sans doute aisé, si c'était ici la place, de retrouver dans l'œuvre de Vélasquez ces influences diverses et combinées; retenons seulement qu'elles l'ont aidé à devenir plus grand sans rien lui dérober de sa puissance originale et de sa personnalité.

Ainsi puissent grandir à son foyer ceux que la *Casa Vélazquez* groupera sous son invocation! Quel exemple plus

beau et plus excitant proposer à la jeunesse que celui de ce pur artiste qui, depuis l'école jusqu'à la jeunesse, ne voulut connaître d'autres joies que les joies austères de la maison familiale et du travail, n'eut d'autre orgueil que celui du succès et de l'admiration légitimes, d'autre ambition que de sans cesse se surpasser lui-même? Celui-là n'est-il pas vraiment le maître, le patron idéal? Et à ceux qui ne veulent pas de maître, qui préféreraient à un grand artiste et à sa trop dangereuse domination un artiste modeste dont l'autorité se secoue plus aisément, nous demanderons qu'ils fassent exception pour Vélasquez. Lui, pas plus qu'il ne s'est modelé servilement sur Herréra et sur Pachéco, ou sur Titien, son dieu, il n'a imprimé sa marque sur l'épaule de ses disciples. Où fut l'École de Vélasquez? Juan Bautista Martinez del Mazo, son gendre, Carreño de Miranda, les deux seuls qui comptent, furent trop longtemps et de trop près ses collaborateurs pour ne pas subir fortement son empreinte; mais ils sont encore mal étudiés; qui les connaîtra mieux ne leur niera pas toute originalité; Carreño est un grand peintre.

Ce n'est pas d'ailleurs pour créer à Vélasquez une école posthume, tout artificielle, que l'on gravera son nom au faîte du Palais qui s'élève. Pas plus qu'il ne s'est fait lui-même le séide de Rubens, lorsque l'impétueux Flamand vint à Madrid environné d'un tapage de renommée; pas plus qu'à la suite de ses pèlerinages italiens il n'a sacrifié son génie sur les autels de la Renaissance, nous ne voudrions que les jeunes gens venus à Madrid pour travailler sous ses auspices, sur cette colline lumineuse due à la munificence d'un Roi et d'un peuple amis, en face de cette sierra changeante et splendide que son pinceau a magnifiée, s'hypnotisent devant ses œuvres et son génie. Mais, s'il faut aux yeux avides, à la pensée généreuse de cette jeunesse proposer un idéal de vertu, de travail et de gloire, qui pourrait le personnifier mieux que Vélasquez?

PIERRE PARIS.

EN ALSACE ET EN LORRAINE

LA PROTESTATION CONTRE LES LOIS LAÏQUES

Après la furieuse explosion de joie, qui, au lendemain de l'armistice, souleva l'Alsace et la Lorraine pour les précipiter dans les bras de la France, les moins clairvoyants durent reconnaître que cette effusion sentimentale ne résolvait pas toutes les difficultés, les inévitables difficultés de la situation. Les Alsaciens et les Lorrains avaient exprimé à la face du monde leur dégoût de l'Allemagne et leur volonté de redevenir Français, personne, même sur la rive droite du Rhin, ne pouvait s'y tromper. De l'édifice laborieusement élevé par le conquérant il ne restait plus que des décombres : la place était nette pour y bâtir la maison française.

Fallait-il reproduire, sur toutes les faces et dans tous les aménagements, les plans uniformes consacrés par la vieille centralisation française ? Certains ont regretté qu'on n'ait pas pris ce parti simple, expéditif et jacobin ; ils affirment aujourd'hui que, si on les eût écoutés, tout irait maintenant pour le mieux. Qu'en savent-ils? En tout cas, on ne s'est pas mal trouvé d'avoir suivi une autre politique, puisque, le jour même où le Gouvernement français parle d'appliquer leur méthode, un grave mécontentement éclate, pour la première fois, en Alsace et en Lorraine.

L'autre politique a été conçue et pratiquée par M. Alexandre Millerand, continuée par son successeur, et si, pour des raisons quelque peu enfantines, on tient à supprimer le commissariat général, elle sera reprise demain par le fonctionnaire chargé désormais des affaires d'Alsace et de Lorraine : elle est conforme au bon sens, conforme au bien de la France, et s'impose plus que jamais après les événements d'hier. Elle consiste à ne point heurter le sentiment populaire, et à tenir pour secondaires toutes les questions qui ne touchent point à la sécurité de la nation.

On sait que certains de nos administrateurs, grands ou petits, n'ont pas toujours bien servi la politique du Gouvernement, les uns par incompétence, les autres par inintelligence, le plus grand nombre par veulerie ; leur défaut d'initiative et d'énergie a souvent donné aux Alsaciens et aux Lorrains l'impression de ne plus être gouvernés. Le système D. et la crainte des « histoires » sont des pratiques dont s'accommode mal un peuple ami de l'ordre et de l'autorité. Bévues et faiblesses ont été souvent réparées par d'autres fonctionnaires bienveillants, avisés et laborieux. Cependant, que serait-il advenu, sans le bon vouloir, l'inlassable bon vouloir des Alsaciens et des Lorrains? Ceux-ci n'ont cessé de réclamer, de se plaindre, et avec quelle âpreté; mais pas un jour ils n'ont renié l'élan des premières heures, retiré à la France le crédit qu'ils lui avaient accordé en novembre 1918. C'est bien par la seule vertu de son nom que la France a gagné la partie.

Il n'est point de provinces qui s'acquittent, mieux que celles-là, de tous leurs devoirs envers l'État et la patrie. Les impôts y sont payés avec une régularité et une ponctualité qui pourraient servir d'exemples aux autres contribuables français. Tous les jeunes gens y accomplissent leur service militaire avec un entrain et un dévouement qui font l'admiration de leurs chefs (1). Dans les écoles primaires, les petits Alsaciens parlent et écrivent le français à peu près aussi correctement que n'importe quels écoliers de France. Dans les collèges et les lycées de l'État, comme dans les établissements libres d'enseignement secondaire, l'instruction se donne partout en français et l'affluence des élèves augmente chaque jour (7 396 en

(1) En 1923, sur un contingent de 11 000 recrues, il n'y avait que 88 insoumis.

1919, — 12207 en 1923). Enfin, à l'Université de Strasbourg, le nombre des étudiants, qui était en 1919 de 1522, atteint cette année 2700, ce qui montre une ferme volonté d'entrer dans les cadres de la vie française.

Un grand changement s'opère dans ces âmes *dénationalisées* par cinquante années de domination allemande. A les bien observer pendant les années qui suivirent l'armistice, elles apparaissaient désorientées par la soudaineté des événements, dressées contre l'Allemagne qui les avait meurtries et outragées surtout au temps de la guerre, attirées vers la France par des souvenirs de famille, des goûts héréditaires et une sorte d'admiration mystique, mais en même temps prisonnières des habitudes morales et intellectuelles qu'elles avaient contractées dans les écoles allemandes. Et l'on se demandait combien il faudrait de temps à ces fervents amis de la France pour retrouver le *sentiment national* dans toute sa plénitude; car ce sentiment n'est créé ni par la communauté de race ou de langue, ni même par le libre choix d'une volonté réfléchie : c'est un élan de tout notre être, qui nous interdit de penser que nous pourrions appartenir à une autre patrie que la nôtre. Or, depuis deux années, bien des symptômes laissent découvrir l'éveil de cet esprit nouveau : libérés des entraves qui retenaient leurs pères, des jeunes gens vont à la France sans réserve, sans arrière-pensée, avec un geste vraiment filial. Nos espoirs et nos anxiétés sont devenus les leurs. Quand ils prononcent « chez nous, » cela ne veut pas dire seulement « en Alsace ou en Lorraine. » Leur horizon s'étend maintenant bien au delà. Dans la Ruhr où l'on a utilisé (après d'inconcevables retards) leur connaissance de l'allemand et des Allemands, ils ont fait œuvre de bons Français.

Cette rapide « dégermanisation » de l'ancienne Alsace-Lorraine est-elle une illusion? Exagérons-nous la force du courant qui l'emporte en pleine vie française? Écoutez ce qu'écrit un écrivain allemand, M. Grauthoff. Il a naguère revu Strasbourg; son témoignage est irrécusable (1) :

L'aspect de la rue est entièrement français : des enseignes françaises, des affiches françaises, des inscriptions françaises sur les tramways. Les paysans et les gens âgés parlent alsacien, les jeunes

(1) *Vossische Zeitung*, 4 juin 1924 (n° 263).

gens parlent plusieurs langues, mais les personnes bien vêtues parlent toutes français. Je prends mon cœur à deux mains et me fais connaître comme Allemand. Personne ne manifeste une agréable surprise, à peine de sympathie. Je sens autour de moi comme un vide. D'un pas lourd et lent je traverse la foule alerte et joyeuse, ma gorge se serre, jamais je ne me suis senti aussi abandonné, aussi étranger. Je sors de la ville, je m'en vais dans le quartier neuf et large de l'Université que les Allemands ont construit. Me voici devant le monument de Gœthe, et je contemple son visage si serein, si pur. Le chapeau vous tombe tout seul de la tête. Et maintenant que faire? De bons amis m'ont conseillé de taire les terribles impressions que j'ai reçues en Alsace. Ont-ils raison? Est-il bon que notre peuple coure après des illusions qui, à nouveau, pourraient le perdre? Faut-il que, rentré, j'appelle les Allemands au secours de l'Alsace, que j'invite à de nouvelles guerres? Lapidez-moi, ô mes compatriotes, je ne vous en jetterai pas moins à la face la vérité dont j'ai souffert là-bas : *l'Alsace ne veut pas de nous; les Alsaciens sont perdus pour nous.*

Il n'y a pas de théâtre allemand, de librairie allemande, de journal allemand qui marque. Nulle part vous ne trouvez la littérature de chez nous. L'Alsacien supporte cette absence sans se plaindre. Il n'y a pas de parti protestataire allemand, çà et là quelques mécontents isolés. Mais il y a comme en Allemagne un funeste morcellement des partis politiques sans aucun parti dominant. Presque tous ils approuvent la politique de Poincaré...

Les instituteurs alsaciens qui, en grande partie, avaient reçu des Allemands une éducation secondaire, ont suivi depuis 1918 volontiers et sans défection l'appel du Gouvernement français. Ils ont fait le voyage de Paris, sont partis pour les provinces françaises, afin d'apprendre la langue et se sont laissé franciser facilement et avec plaisir. *L'assimilation s'est faite plus vite que ne l'attendaient les Français eux-mêmes...*

Voilà ce qu'on entend, et voilà ce qu'on est obligé de croire, parce qu'on ne peut faire un pas sans rencontrer des preuves éclatantes de ces affirmations. Rien ne sert de discuter ces faits douloureux ; ils sont constants. L'histoire est démentie par le présent. Le pays a échappé au rayonnement intellectuel de l'Allemagne.

Une seule et dernière opposition contre la francisation : le clergé catholique. Je suis entré dans la cathédrale d'Erwin de Steinbach. Un cantique allemand chanté par un chœur d'enfants vibrait à travers l'obscurité colorée de l'église et me jeta à genoux. Nulle part le son de l'orgue et le chant des enfants ne m'ont remué comme ici, dans cette dernière oasis de l'âme allemande en Alsace, et j'étais reconnaissant à l'esprit bon et conciliant de l'Église romaine. Si

jamais l'Alsace-Lorraine devait remplir son rôle qui est de servir de pont entre l'Allemagne et la France, c'est le clergé qu'il faudrait remercier de l'œuvre accomplie.

Nous verrons si les manifestations qui viennent d'avoir lieu en Alsace et en Lorraine confirment ou démentent les réflexions que suggérait à M. Grauthoff l'audition d'un cantique allemand dans la cathédrale de Strasbourg... Retenons, pour le moment, des aveux comme ceux-ci : *Les Alsaciens sont perdus pour nous... L'assimilation s'est faite plus vite que ne l'attendaient les Français eux-mêmes.*

Il y a trois mois, l'évolution des lois, des mœurs et des habitudes s'accomplissait donc avec une miraculeuse promptitude. Deux questions très délicates restaient en suspens : le régime de l'école et les rapports des Églises et de l'État. On les avait jusqu'à présent résolues en maintenant le *statu quo*. La France montrait ainsi sa résolution de tenir les engagements pris dès la première heure par ses généraux et chefs d'État. La paix religieuse semblait assurée. Néanmoins, une inquiétude persistait dans l'esprit des catholiques : sans doute la France d'après la guerre n'était plus celle du combisme; les lois forgées au temps de l'anticléricalisme n'étaient pas abrogées; cependant on laissait sommeiller les plus odieuses; le Gouvernement se gardait d'expulser les congréganistes qui étaient venus prendre part à la défense de leur pays; il avait envoyé un ambassadeur à Rome et négocié avec le Saint-Siège un accommodement de la loi de séparation, mais combien de temps durerait cet accès de tolérance et de sagesse? Ces craintes étaient entretenues par des publicistes qui répétaient aux fidèles : « Vous seriez fous de vous endormir sur les promesses de la France. Tôt ou tard la République retournera à l'anticléricalisme, elle y est vouée par ses origines et ses traditions; l'union sacrée n'aura qu'un temps, et elle sera rompue aux dépens de l'Église. » Mais ce raisonnement commençait à s'émousser; la constance de la politique française donnait chaque jour un nouveau démenti aux pessimistes : qui songeait à supprimer les traitements du clergé, à fermer les écoles confessionnelles, à expulser les congrégations? Dans cette atmosphère de paix, tout le monde espérait que, bientôt, d'accord avec le Saint-Siège, la France pourrait donner à

l'Alsace et à la Lorraine un statut scolaire et religieux qui, tout en respectant leur foi et leurs traditions, serait mieux en harmonie avec la loi française.

Déjà des transactions s'ébauchaient : des catholiques étaient chaque jour plus choqués du spectacle démoralisant de l'école confessionnelle où il peut advenir, où il advient que la religion soit enseignée par un instituteur incrédule, et ils se disaient prêts à accepter l'école neutre, à la condition que le curé et le pasteur pussent y pénétrer et y donner librement l'instruction religieuse ; quant à la séparation, la reconnaissance par le Saint-Siège des associations diocésaines pouvait devenir le point de départ d'un régime nouveau. Le Gouvernement venait d'envoyer à Rome M. l'abbé Wetterlé comme canoniste de l'ambassade de France auprès du Vatican ; c'était manifester clairement son intention d'entamer une négociation au sujet des affaires d'Alsace et de Lorraine.

L'avenir apparaissait plein de promesses. Le navire doublait les derniers récifs de la côte, et allait pouvoir cingler à pleines voiles vers la haute mer : l'imprudence d'un pilote maladroit l'a ramené parmi les brisants et les remous.

***

Dès le lendemain des élections du 11 mai, l'inquiétude s'était répandue en Lorraine et en Alsace. On y avait assisté avec tristesse à la campagne menée contre M. Millerand dont le nom était resté populaire à Strasbourg comme à Metz; on n'avait point oublié qu'il avait été l'homme d'une politique bienveillante et libérale ; à voir comment l'homme était traité par la coalition victorieuse, on se demandait ce qu'il allait advenir de sa politique. La déclaration du nouveau ministère ne laissa place à aucun doute : c'était la rupture avec le Vatican, c'était l'introduction de toutes les lois laïques, c'était le reniement des promesses du maréchal Joffre, contresignées par M. Clemenceau, M. Poincaré, M. Millerand. Quand il commenta son programme, le 19 juin, M. Herriot ajouta, — il commençait à pressentir le péril, — qu'il voulait respecter les « droits moraux » de certaines personnes particulièrement dévouées à la France. Mais ces déclarations vagues ne touchaient pas au fond des choses. Un député socialiste du Bas-Rhin, M. Georges Weill, qui, dit-on, avait été l'inspirateur du

ministre, eut l'impudence de soutenir que la majorité du peuple alsacien souhaitait l'application immédiate de toutes les lois françaises sans exception, et il fallut que 21 députés des provinces annexées, — sur 24, — déléguassent à la tribune un des leurs, M. Schuman, député de la Moselle. Celui-ci, en quelques paroles mesurées et fortes, eut vite montré la portée de la funeste erreur de M. Herriot. On ne peut se défendre de quelque pitié pour le ministre français qui reçut en plein visage cette terrible et juste remontrance de l'Alsace et de la Lorraine.

Pour personne il n'était douteux que le clergé alsacien et lorrain allait prendre la direction d'un grand mouvement de protestation et qu'il entraînerait avec lui tous les catholiques.

L'écrivain allemand que je citais tout à l'heure, et qui, dans un accès de romantisme, s'imaginait que le clergé d'Alsace gardait une sympathie plus ou moins secrète pour le germanisme, commettait une erreur. Cette fois, comme toujours, c'est le passé qui va éclairer le présent.

Ce clergé fut jadis l'adversaire de l'Empire allemand; c'est lui qui, en bien des paroisses, a le mieux sauvegardé le souvenir de la France. A la vérité, l'esprit du Centre allemand, parti beaucoup plus politique que religieux, avait fait quelques ravages dans le jeune clergé ou, pour mieux dire, dans celui qui était encore jeune à la veille de la guerre; l'anticléricalisme qui sévit chez nous de 1900 à 1910, avait beaucoup contribué à le détacher de l'idée française. Mais survint la guerre : ces prêtres, comme les autres Alsaciens, comme les autres Lorrains, sentirent se réveiller en eux toutes les aversions et toutes les sympathies héréditaires. Dans ces heures critiques, les âmes se révélaient à elles-mêmes, elles cédaient à des impulsions sourdes, à des sentiments profonds : l'horreur du prêtre romain pour le luthéranisme prussien, et cette sorte d'inclination que ressentent pour les nations latines les ministres d'une religion, où le latin est la langue de la prière. Les évêques de Metz et de Strasbourg eurent fort à faire pour rappeler leur clergé au respect des lois qui ordonnaient de pavoiser les églises et de sonner les cloches à chaque victoire nouvelle des armées impériales. Quand on parcourt les listes interminables des Lorrains et des Alsaciens que les Conseils de guerre condamnèrent pour sentiments hostiles à l'Allemagne, on y découvre un grand nombre d'ecclésiastiques.

Après la guerre, le clergé n'a point changé d'attitude, et, en plus d'un endroit, il a été l'agent zélé de la francisation. Mais son grand souci a été de prendre ses sûretés contre les dangers plus ou moins problématiques de l'avenir et de préserver cette puissance *politique* dont l'Allemagne n'avait pu le priver. C'est ainsi qu'il a été entraîné à commettre une maladresse, le jour où il a insisté pour que l'allemand fût maintenu à l'école primaire, en tant que *langue maternelle*, comme si, en Alsace et dans certaines parties de la Lorraine, il existait une autre langue maternelle que le dialecte. Personne ne pouvant demander que ce dialecte devînt l'objet d'un enseignement, le plus sage eût été d'attendre, pour enseigner l'allemand, que tout le monde sût parfaitement parler, lire et écrire *sa* langue, c'est-à-dire le français. Cependant les plus ardents partisans de la *Muttersprache* ne manquaient pas de protester de leur attachement à la France.

En même temps, le clergé mettait à profit la liberté que lui laissait le Gouvernement français pour mettre sur pieds une vaste organisation destinée à combattre un retour offensif des anticléricaux. Usant des méthodes que les catholiques allemands avaient jadis employées au temps du *Kulturkampf*, ils formèrent un véritable parti. C'est le seul parti politique qui existe aujourd'hui en Alsace et en Lorraine; les autres se sont fondus dans les partis français. Celui-là a ses cadres, ses journaux et ses mots d'ordre. En Alsace, il comprend la *Ligue des Catholiques; la Fédération des Cercles catholiques d'hommes et de jeunes gens* (70 cercles d'hommes avec 15 000 membres actifs; 200 cercles de jeunes gens avec 20 000 membres actifs); le *Cercle Ozanam* et l'*Union catholique du personnel des chemins de fer*. En Lorraine, existe une organisation analogue. Le parti ne pouvait négliger une si belle occasion de mobiliser ses forces et d'éprouver sa discipline.

Rien dans tout cela ne permettait de suspecter le patriotisme du clergé. Il avait usé de son droit en se préparant au grand jour à une action politique; il ne s'insurgeait contre aucune loi, il protestait contre l'annonce d'une loi nouvelle encore inexistante.

Malheureusement, lorsqu'on connaissait le ton rude, acerbe, injurieux de certains journaux catholiques, quand on avait lu leurs polémiques au sujet de la *Muttersprache*; quand on savait

qu'à l'extrême droite du parti des enragés étaient capables de passer de la protestation à la menace, quand on se disait que les Allemands d'Alsace, les mêmes qui naguère avaient voté pour les communistes, ne se feraient pas faute d'attiser la colère des catholiques, on ne pouvait envisager sans trembler la suite des événements. Ceux qui avaient le plus de confiance dans le sang-froid et dans le bon sens des Alsaciens et des Lorrains, se communiquaient tristement leurs graves inquiétudes.

Au premier abord, ces appréhensions parurent justifiées. Un député avait prononcé à la Chambre le mot de plébiscite. C'était un mot mal choisi : souvent, en Alsace comme en Lorraine, sur les lèvres de celui qui le prononce comme dans l'oreille de celui qui l'entend, il prend un sens particulier; tout de suite il évoque l'idée de cette consultation nationale dont le président Poincaré disait à Strasbourg, le 9 décembre 1918, au milieu des acclamations populaires : le plébiscite est fait. Les députés d'Alsace et de Lorraine avaient beau répéter qu'il s'agissait d'un simple *referendum* sur l'application des lois laïques, le mot cheminait, et déjà des journaux catholiques faisaient plus ou moins clairement allusion à un tout autre plébiscite. Les mêmes parlaient de faire entendre leur voix au delà des frontières, de saisir « l'opinion européenne; » ils se plaignaient que le « peuple alsacien » n'eût pas été appelé à donner son avis au Traité de Versailles. Et, parmi ces propos séditieux, commençait à se murmurer un autre mot, celui de « Société des nations. » La résolution que votèrent alors quelques ecclésiastiques du canton de Kaysersberg, suffit à montrer quels étaient devenus le ton et les prétentions de certains meneurs :

Le peuple alsacien a omis de faire valoir, à la Conférence de Versailles, ses droits au plébiscite, parce que la France avait engagé sa parole, par la voix de son généralissime Joffre et du président Poincaré, de respecter nos traditions et libertés, nos droits et coutumes. M. Herriot, d'une façon effrontée, vient de manquer à cette promesse, de nier le concordat, et de faire la sourde oreille aux voix de vingt et un députés pour se laisser guider par le juif Georges Weill et ses laquais. En raison de la rupture de promesses et de contrat par un gouvernement sectaire, il ne reste qu'une possibilité pour le peuple alsacien : *c'est de défendre son droit devant la conscience de*

tous les peuples civilisés et d'exiger avec toutes les forces disponibles le plébiscite au sujet de la question alsacienne remise sur le tapis.

En Lorraine il y a aussi une minorité, une petite minorité, qui n'a point rompu toutes relations avec le clergé rhénan et n'écarte pas avec une suffisante énergie le rêve d'une grande Lotharingie catholique et indépendante; elle aussi laissait échapper des paroles intolérables.

Allions-nous voir s'écrouler en un jour l'œuvre nationale à laquelle avaient collaboré depuis six ans la sagesse de la France et la bonne volonté de l'Alsace et de la Lorraine?

***

Rien de ce qu'on pouvait redouter ne s'est réalisé. Cette effervescence de la première heure s'est apaisée. Bien plus, l'Alsace et la Lorraine viennent de montrer quels progrès a faits, chez l'une et chez l'autre, le sens de la nationalité française.

Des manifestations publiques ont eu lieu à Mulhouse, à Colmar, à Metz, à Strasbourg, dans de petites villes et même dans des villages, toutes dans le même ordre et selon les mêmes rites : sous la conduite des curés, les paroisses et les groupements défilent, avec des drapeaux et des écriteaux où sont inscrits leurs noms et la formule de leurs protestations; les manifestants se réunissent pour écouter quelques brefs discours, ils acclament leurs orateurs, et se dispersent fanfare en tête. Or, dans ces discours véhéments, il n'y eut jamais une parole dont pût s'offusquer le nationalisme le plus chatouilleux. Le Gouvernement y fut sans doute malmené, même injurié; mais s'il fallait suspecter le patriotisme de tous les Français auxquels il est arrivé, au moins une fois dans leur vie, d'injurier le Gouvernement! *La Marseillaise* alternait avec des cantiques. Et quand un orateur s'exprimait en français, il était beau de voir les visages attentifs et les oreilles tendues de tous ces hommes avides de saisir au passage quelques mots d'une langue qu'ils gnorent presque tous, mais dont ils sentent qu'elle est à tout jamais la langue de leur pays.

J'ai vu la manifestation de Strasbourg à laquelle prirent part 20 000 Alsaciens, disent les uns, 50 000, disent les autres : les historiens seront sages de faire une moyenne. Des cortèges parcoururent les rues de la ville au son des clairons : tant

que les Alsaciens joueront du clairon, nous pourrons être sûrs de leur fidélité. Les prêtres, coiffés du canotier de paille noire que tout ecclésiastique alsacien porte du printemps à la fin des vendanges, se tenaient au premier rang de leurs ouailles. Sur les écriteaux des villages et des sociétés on lisait : « A bas la maçonnerie! — Vive le Pape! — Nous refusons l'école sans Dieu. — Nous voulons nos congrégations. — La parole de la France est sacrée, etc... » Presque tous les drapeaux corporatifs étaient cravatés de rubans tricolores. Les « commissaires » chargés d'assurer l'ordre avaient un brassard tricolore. Hommes, femmes, enfants, marchaient par quatre... ou à peu près. Bien malin qui leur eût fait cadencer le pas, même quand la fanfare attaquait *Sambre et Meuse*. Sous le soleil qui tapait dur, ils allaient à la manière française, comme une troupe qui ne s'est pas fait dire deux fois de prendre le pas de route. Sur ces visages calmes et narquois on ne lisait aucun fanatisme, mais de la bonhomie et de l'entêtement : *Nous sommes comme cela.*

Chaque groupe s'en fut là où sa place était marquée pour l'heure des discours et où l'attendaient des orateurs, les uns Alsaciens, les autres venus de Paris ou d'ailleurs. Le hasard me conduisit dans la cour du grand séminaire, au pied de l'abside de la cathédrale, cour charmante plantée d'arbres et que décore un vieux puits sculpté. Un grand nombre de dames de Strasbourg y étaient réunies. Assises sur des bancs, elles écoutaient dévotement l'orateur, comme si elles eussent été à vêpres. D'ailleurs à la porte, un jeune abbé, pour les inviter à pénétrer dans la cour, leur disait en souriant : « Cela dispense de vêpres. » Debout dans l'embrasure d'une des fenêtres, un prêtre au visage énergique et au geste tranchant, haranguait l'auditoire recueilli. L'écharpe tricolore des parlementaires français lui barrait la poitrine. C'était M. le sénateur Delsor.

S'il est un Alsacien qui sache de quelle vilenie est capable un ministre radical, c'est assurément M. Delsor qui, il y a exactement vingt ans, fut expulsé du territoire français, comme « sujet allemand, » sur l'ordre de M. Combes. Je me souviens d'être venu en Alsace, peu de temps après, et d'y avoir tristement constaté que « le clergé catholique était exaspéré par les actes du Gouvernement français et prêt à abandonner ce qu'il considérait, la veille encore, comme la dignité même de l'Alsace. » Je transcris ce que j'écrivais en 1904.

Lorsque les discours furent terminés, tous les manifestants s'assemblèrent devant la statue de Kléber; à cette même place, narguant la police allemande, les étudiants alsaciens venaient autrefois saluer silencieusement l'image du général français, et au temps de l'armistice, nos troupes victorieuses y ont vingt fois défilé au milieu d'une foule ivre de joie et de reconnaissance. A Strasbourg, une manifestation qui s'achève au pied de Kléber ne peut être qu'une manifestation française.

Le péril a donc été conjuré. Mgr Ruch, évêque de Strasbourg et ancien aumônier du vingtième corps, avait, dès le premier jour, rempli son double devoir d'évêque et de Français. Il s'était fait le porte-parole des fidèles menacés, et n'avait laissé à nul autre le soin de diriger la protestation et d'organiser la résistance; il avait adressé à ce sujet une lettre très ferme aux curés et aux présidents paroissiaux de la *Ligue des Catholiques*, mais il y avait ajouté cette pressante recommandation : « Du sang-froid : pas une faute, pas de maladresses. Nos adversaires les attendent pour les exploiter. Ils s'apprêtent à dire que nous combattons la République : ne confondons notre cause avec aucune autre : nous sommes des catholiques qui défendons notre religion. Nous sommes accusés de combattre la France. Personne ne s'y trompera. La vérité évidente, c'est que blesser les catholiques d'Alsace dans ce qu'ils ont de plus cher et de plus sacré, c'est travailler au profit de l'étranger, c'est faire le jeu de l'ennemi... » La plupart des évêques de France, en approuvant Mgr Ruch, donnèrent une force singulière à ces sages conseils. Quelques parlementaires des autres régions de la France vinrent assister aux manifestations lorraines et alsaciennes. Il n'est pas certain que leur intervention fut toujours du goût de ceux qu'ils venaient encourager : Alsaciens et Lorrains aiment à régler leurs affaires entre eux. Du moins, la présence de ces parlementaires eut l'avantage de rendre une équivoque impossible.

Tout cela, cependant, n'eût peut-être pas suffi à réprimer les écarts de certains orateurs populaires, si ceux-ci n'avaient senti chez leurs auditeurs la volonté de ne pas se laisser conduire à des démonstrations injurieuses pour la France. Dès qu'on le veut détacher de sa patrie retrouvée, ce peuple flaire l'intrigue allemande.

***

Ce ne sont pas seulement tous les catholiques d'Alsace et de Lorraine qui s'élèvent aujourd'hui contre l'application des lois dites « républicaines; » on peut dire que telle est l'opinion des deux provinces, presque à l'unanimité.

Il existe sans doute un parti socialiste et un parti communiste assez nombreux. Mais s'il interrogeait quelque socialiste *alsacien*, c'est-à-dire un de ceux que leur naissance ne rend pas étrangers à l'esprit et aux traditions du pays, M. Herriot serait étonné d'apprendre : 1° que tel député socialiste fut élu naguère grâce à un grand nombre de voix de conservateurs; 2° que parmi les électeurs socialistes et même communistes, beaucoup vont à la messe ou au prêche et envoient leurs enfants à l'école des sœurs. Dans ces régions tant de fois bouleversées et où les mœurs politiques se ressentent encore d'un combat de cinquante années contre le germanisme, tout est terriblement compliqué. On s'expose à commettre bien des bourdes si l'on s'imagine qu'à la foire électorale de Metz ou de Strasbourg les marchandises portent les mêmes étiquettes qu'à la foire électorale de Paris ou de Lyon. Dans de grandes villes d'Alsace et de Lorraine, quelques conseils municipaux ont encouragé M. Herriot à persévérer dans sa politique et réclamé l'assimilation « entière et immédiate; » mais que M. Herriot cède à ces invites, il verra bientôt quelques-uns de ces impétueux amis lui fausser compagnie.

Si les catholiques sont la grande majorité en Alsace et en Lorraine, on y compte 40 000 juifs et 400 000 protestants environ. Quelle a été l'attitude de ces deux confessions?

Les juifs ne forment pas des groupements particuliers qui aient une influence quelconque sur l'opinion. Individuellement, ils tiennent souvent pour le Gouvernement et le radicalisme; mais ils vivent dispersés dans les villes et dans les bourgades où ils exercent le commerce des grains ou des bestiaux. Cependant la séparation les inquiéterait. « En ce qui concerne mon culte, déclare le grand rabbin de Strasbourg, je prévois des difficultés de toute sorte qui me préoccupent à juste titre, et qui ne pourraient être vaincues qu'au prix de grands sacrifices. » Il affirme aussi qu'il s'inclinera « loyalement » devant la loi de séparation, si elle est promulguée en

Alsace et en Lorraine. On le croit d'autant plus volontiers qu'au su de tout le monde, les partisans les plus notoires de cette loi sont trois israélites.

Dès le premier moment, les protestants n'ont pas hésité à condamner les desseins du ministre. Ce fut un pasteur qui, à la Chambre des députés, prit la parole pour réfuter les assertions du Président du Conseil. A Strasbourg, le Président du Directoire de la Confession d'Augsbourg et le Président de la Commission synodale de l'Église réformée se réunirent pour exprimer, au nom des protestants d'Alsace et de Lorraine, leur « profond regret que la question de la séparation des Églises et de l'État ait été soulevée d'une façon si inattendue et si inopportune. » Reconnaissant qu'une partie des protestants n'est pas opposée au principe de la séparation, ils réclamaient le cas échéant de « profondes modifications » à la loi de 1905 ; puis ils rappelaient que les milieux protestants « sont habitués par une longue tradition à l'école confessionnelle, » et estimaient indispensable « qu'une place fût faite à l'enseignement religieux dans l'emploi du temps, quel que soit le régime que le Gouvernement jugera bon de choisir pour l'école. »

Pour comprendre les réserves et les atténuations dont est enveloppée cette protestation, il faut savoir que les diverses églises protestantes d'Alsace et de Lorraine n'ont ni les mêmes tendances ni les mêmes intérêts. Orthodoxes et libéraux ne voient du même œil ni la question de la séparation ni celle de l'école.

Les orthodoxes, c'est-à-dire les luthériens, sont restés fidèles aux traditions germaniques. Ils acceptent très loyalement l'état de fait qu'a créé le traité de Versailles, mais, sauf des exceptions qu'il serait tout à fait injuste de méconnaître, ils n'ont de goût ni pour l'esprit ni pour les idées de la France. Mécontents de ne pas être représentés à la Faculté de théologie protestante de l'Université de Strasbourg et d'avoir été évincés des prébendes du chapitre de Saint-Thomas, ils songent, dit-on, à fonder une Faculté libre. La rigidité du dogme donne à leur église une force singulière. Non seulement ils sont prêts à accepter la séparation, mais ils la souhaitent, car elle les libérerait de l'État français. En revanche, ils veulent conserver à l'école son caractère confessionnel.

Les libéraux n'ont pas une doctrine unique : ils appar-

tiennent à des Églises diverses. Beaucoup d'entre eux ne retiennent guère du christianisme que des maximes de morale. D'ailleurs, cette sorte de protestantisme prend des formes différentes suivant les régions de l'Alsace. Dans certaines vallées des Vosges, il se réduit à une tradition familiale. A Mulhouse, il fait partie des privilèges du patriciat. En général, c'est chez les protestants libéraux que se sont le mieux gardés les habitudes et les goûts français ; le plus grand nombre est uni par des liens de parenté à des familles qui émigrèrent en France après 1871. Ils accepteraient volontiers l'école neutre, pourvu que les pasteurs pussent donner librement aux écoliers l'enseignement religieux. Ils sont beaucoup moins disposés à admettre la séparation, qui les forcerait de subvenir à l'entretien des temples et au traitement des pasteurs. Ils appréhendent d'assumer une charge qui serait inégalement répartie : les âmes sont tièdes et les sectes variées.

Malgré ces oppositions et ces divergences, les protestants ont fait front contre une soudaine et brutale agression. Ils ont senti que la menace était dirigée contre les libertés de leur pays, libertés que la France a solennellement garanties. Bien que les vieilles rivalités confessionnelles qui jadis déchirèrent ces provinces y aient laissé des traces encore visibles, les consciences y sont si profondément *républicaines* qu'elles sont incapables de s'incliner devant le fait du prince.

***

L'Alsace et la Lorraine sortiront de cette crise meurtries et déçues. Leur sentiment national n'a point fléchi ; à l'épreuve, il s'est même montré d'une solidité qui a étonné quelques Français... et beaucoup d'Allemands. Le 9 juillet, un « ecclésiastique alsacien, » ou soi-disant tel, écrivait à la *Germania*, le grand journal du Centre allemand : « Ne nous trompons pas sur la signification de ce mouvement qui va jusqu'à demander le plébiscite. Qu'on n'espère pas que les Alsaciens puissent essayer leur séparation avec la France et moins encore leur réunion à l'Allemagne. Pareil espoir serait une pure utopie. »

Malheureusement, il faudra bien du temps pour effacer jusqu'aux dernières traces du trouble et du mécontentement. De mauvais germes ont été jetés par des mains criminelles ou maladroites : ils n'ont point levé. Faisons en sorte que le

climat ne change pas et ne leur devienne pas un jour plus propice.

A moins d'être atteint de démence, le Gouvernement ne donnera pas suite à ses projets, et rien ne sera changé, mais les alarmistes auront beau jeu, ils exploiteront le moindre incident pour alerter l'opinion. Ce peuple avait pour garantie des engaments formels et réitérés : qu'en reste-t-il? Si le ministère était renversé, ses successeurs auraient-ils le courage de désavouer catégoriquement sa politique? Il ne s'agit plus maintenant d'escamoter les difficultés. Ce n'est pas avec des tours de passe-passe qu'on mystifiera les « têtes carrées. » Le *statu quo* était excellent, tant que régnait la confiance. Il ne vaut plus rien aujourd'hui que toute défiance est permise. On pourra procéder lentement et par étapes, mais à peu près tous les Alsaciens et tous les Lorrains avec lesquels je me suis entretenu, catholiques et protestants, sont d'accord pour souhaiter un statut nouveau et irrévocable.

Jamais on ne soumettra des Alsaciens et des Lorrains à notre loi sur la séparation. Ils voient trop bien les conséquences de cette loi qui en France a réduit les prêtres de campagne à la misère et voué les églises à la ruine, car la séparation n'a pas été seulement une confiscation, une violation de la volonté des morts, elle a été aussi un acte détestable de vandalisme : de vieilles et vénérables églises chancellent, la pluie désagrège les voûtes, des clochers s'effondrent; le budget des monuments historiques ne suffit pas à sauver du désastre les plus magnifiques et les plus charmants édifices de la France; que deviennent les milliers d'églises qui n'ont reçu aucun brevet des archéologues?

Alsaciens et Lorrains tiennent à leurs églises et à leurs prêtres. On connaît la réponse : « Eh bien! qu'ils les paient! » Mais le paysan sait très bien qu'après la séparation et la suppression du budget des cultes, ses impôts ne seront pas diminués d'un liard : ce qu'il continuera de payer d'un côté, il devra le payer de l'autre une seconde fois. Or les catholiques forment en Alsace la partie la moins fortunée de la population; la richesse appartient aux protestants. Est-ce à dire que les catholiques d'Alsace et de Lorraine répugnent à l'idée d'une Église libre dans l'État libre? Ce qu'ils repoussent, c'est la séparation telle qu'elle a été conçue et pratiquée en France; or, c'est celle-là, mesure de guerre et de spoliation, qu'on leur voudrait imposer.

Le problème scolaire est encore plus délicat, et l'on admire la candeur des politiciens qui proposent tout simplement de remplacer l'école confessionnelle par l'école neutre, sans se dire que le lendemain de cette substitution il s'ouvrira partout des écoles libres, qui échapperont à tout contrôle de l'État. Sait-on quel personnel y enseignera, quelle instruction les enfants y recevront, en quelle langue se donnera l'enseignement? Dans des provinces-frontières où on laisse s'infiltrer tant d'éléments indésirables, sarrois, suisses ou allemands, l'école libre peut présenter de grands dangers. Je sais de bons Français qui, pour la même raison, souhaiteraient le maintien du Concordat.

Autre question : où trouver assez d'institutrices pour toutes les écoles d'Alsace et de Lorraine, quand on en aura chassé les sœurs enseignantes?

Sur quoi les radicaux, les socialistes, les communistes et M. Herriot lui-même jurent qu'il n'est pas question de fermer les écoles des sœurs, et ils protestent de leur respect, de leur reconnaissance pour ces bonnes sœurs de Ribeauvillé qui ont toujours si bien servi la cause de la France, qui sont si chères à toutes les classes de la population alsacienne et qui, *bien entendu*, échapperont à la loi commune. Alors, que devient le bloc intangible des « lois républicaines? » Les sœurs de Ribeauvillé sont une congrégation enseignante : sous le régime scolaire français, elles ne peuvent tenir une école; comme congrégation, elles doivent se disperser; elles sont deux fois condamnées. Voilà la pierre d'achoppement.

Il serait sans doute impossible à n'importe quel Gouvernement français d'expulser les sœurs de Ribeauvillé sans soulever toute l'Alsace. Les Filles de la Providence sont une congrégation purement alsacienne par ses origines, par son esprit, par son amour de la France. Elle est née vers la fin du XVIIIe siècle, sur la terre d'Alsace à Molsheim. Elle a été fondée par deux prêtres, l'abbé Hurtel et l'abbé Kremp, tous deux de vieille souche alsacienne, tous deux élevés au grand séminaire de Strasbourg, qui s'inspirèrent de l'œuvre d'un Vosgien, l'abbé Moye, du diocèse de Saint-Dié. Ce furent eux qui groupèrent quelques femmes pieuses et dévouées dont la mission devait être d'enseigner aux petites filles la lecture, l'écriture, le catéchisme et la couture. Ainsi se forma un institut qui n'avait dans le principe rien d'un ordre régulier, mais qui au moment de

la Révolution, enseignait déjà dans une dizaine d'écoles. Les Filles de la Providence refusèrent de prêter serment à la Constitution civile du clergé; ce fut alors la persécution et l'exil. Après la tourmente, elles revinrent prendre leur place en Alsace. Un décret impérial du 27 octobre 1806 signé à Berlin les autorisa : elles avaient alors vingt-six écoles et un pensionnat à Strasbourg. Sous la Restauration, un prêtre alsacien d'une rare énergie, l'abbé Bruno Mortien, régularisa les constitutions de l'ordre. La maison-mère, qui était à Schlestadt, fut transportée dans l'ancien couvent de Ribeauvillé. Comment des Alsaciens, catholiques, protestants ou même incroyants, permettraient-ils qu'on touchât à une institution qui est l'honneur de leur province ?

Les Filles de la Providence ont, depuis un siècle, élevé les enfants du peuple et les filles de la bourgeoisie alsacienne. Elles ont poursuivi leur œuvre sous le régime allemand qui n'osa jamais rien entreprendre contre elles. Cette œuvre, laissons des Allemands la juger : « Les femmes alsaciennes, auxquelles manquait, *à cause de l'instruction qu'elles avaient reçue*, l'attachement intime à la nationalité, à la langue, à la littérature et à l'histoire allemande, qui étaient au contraire toutes pénétrées d'esprit français, ont agi de telle sorte sur leurs maris et leurs enfants, que bientôt, chez eux aussi, la culture allemande a été dominée et étouffée par une pseudo-culture franco-alsacienne. » (*Tæglische Rundschau*, 5 août 1915.) — « Avant la guerre, nous avons déjà fréquemment constaté que les sentiments amicaux du mari à l'égard de l'Allemagne, sentiments acquis à l'école allemande et à la caserne allemande, devaient plier devant les idées « welchisantes » de la femme. En tout cas, coûte que coûte, il faut que les filles de la bourgeoisie alsacienne cessent de ressembler à leurs mères, sans quoi d'ici longtemps nous n'aurons pas de repos. » (*Strasburger Post*, 13 mai 1916.) Telles étaient les élèves formées par les sœurs de Ribeauvillé.

S'agit-il seulement des sœurs de Ribeauvillé ? En Lorraine, il y a aussi des ordres enseignants qui ne sont ni moins chers à la population, ni moins dignes de la gratitude française que les sœurs alsaciennes. Va-t-on leur promettre de tempérer aussi en leur faveur la rigueur des « lois laïques ? »

C'est, d'ailleurs, une illusion de croire que telle ou telle congrégation accepterait le bénéfice d'un traitement d'excep-

tion. L'ignorance de nos gens est déconcertante : de même qu'ils ne savent pas le premier mot de l'histoire de l'Alsace et de la Lorraine, il n'ont aucune notion de la discipline et de la sensibilité catholiques. Ils considèrent l'Église comme une fédération de sociétés de gymnastiques : un préfet, pour peu qu'il ait du « doigté, » dissoudra celles qui pensent mal et subventionnera celles qui pensent bien. Le jour où, dans une Alsace parfaitement laïcisée, quelqu'un viendrait proposer à une congrégation de rester dans ses écoles, en l'assurant de la « bienveillance » du Gouvernement, les religieuses se résigneraient tout de suite au plus amer des sacrifices : elles quitteraient leurs écoles et leur pays, comme firent leurs sœurs d'autrefois qui avaient refusé de signer la Constitution civile du clergé ; elles partiraient la mort dans l'âme, mais accompliraient jusqu'au bout leur devoir de catholiques, et n'en resteraient pas moins d'excellentes Françaises.

***

Peut-être l'émotion eût-elle été moindre, si le programme ministériel n'avait aussi prévu la suppression de l'ambassade auprès du Vatican. Tant que la France conservait un représentant auprès du Saint-Siège, il était permis de croire que des solutions raisonnables seraient tôt ou tard proposées et discutées à Rome. Les ponts sont maintenant rompus. Le ministère, à vrai dire, ne semble pas très pressé d'exécuter ce qu'il a promis à sa séquelle, et rien ne dit qu'il vivra assez longtemps pour achever tout le mal qu'il a préparé. Mais, en attendant, quel crédit peut-il rester à un ambassadeur exposé à recevoir chaque jour l'ordre de cesser sa fonction ?

Quelle suite de maladresses, commises à l'heure même où la position de la France est partout attaquée, et où l'Allemagne ameute contre nous toutes les jalousies et toutes les cupidités ! Quel moment pour choquer, révolter la conscience des Alsaciens et des Lorrains ! Et la belle manière de récompenser un dévouement et une fidélité, qui, parmi tant de désillusions et de déboires, demeurent notre consolation et notre fierté !

ANDRÉ HALLAYS.

L'ANGLETERRE ET LE TUNNEL

La surprise fut grande, — ici, d'abord, mais aussi au Nord du détroit, — quand on apprit que, sur l'avis défavorable donné par le Conseil de défense de l'Empire, le Gouvernement de Sa Majesté n'estimait pas qu'il y eût lieu d'entreprendre le percement du tunnel destiné à relier, sous le Pas-de-Calais, la France et l'Angleterre.

Les « organisations » politiques et économiques qui, des deux côtés du détroit, se sont attachées depuis cinquante ans à convertir l'opinion anglaise à l'idée de l'utilité, de la nécessité même de créer cette sûre voie de communication entre les deux grands peuples, comptaient bien, cette fois, sur la réussite. Comment le doute pouvait-il subsister après l'épreuve de la Grande Guerre? N'avait-on pas, en 1914 et en 1918, lors des dangereuses marches offensives des Allemands soit sur Paris, soit, plus particulièrement en avril 1918, sur Amiens, point de soudure des deux armées dans cette phase des opérations, profondément et tragiquement senti combien il était essentiel que l'afflux des renforts britanniques ne subît aucun retard? Et, pendant les quatre hivers de la guerre, n'avait-on pas souffert des fréquentes interruptions du va-et-vient indispensable dans le détroit, si souvent agité par des vents violents et par les houles venues de l'Atlantique? A défaut des témoignages français, abondants à ce sujet, mais que certains Anglais pourraient récuser, il est permis d'invoquer, — pour ne parler que des publications britanniques bien connues en France, — ceux que l'on trouve dans le *1914* du maréchal lord French et dans *la Première guerre mondiale* du lieute-

nant-colonel Repington, le célèbre critique militaire du *Times* et du *Morning Post*, pendant la guerre (1).

Mais à quoi bon? Aucun doute ne saurait subsister aujourd'hui sur les avantages du tunnel en ce qui touche la rapidité et, donc, l'efficacité du secours britannique, en cas d'attaque brusquée de l'Allemagne. On n'en pourrait dire autant des deux points que voici :

Revenue en toute hâte, au printemps de 1919, à son organisation militaire de 1914, nettement insuffisante pour les opérations d'une guerre européenne, la Grande-Bretagne serait-elle en mesure, même en supposant le tunnel creusé et mis en service, de nous donner *en temps utile* le concours qui nous serait nécessaire? Et d'ailleurs, ce concours, que, dès 1920, profitant de la défaillance américaine, elle refusait de nous assurer par une convention écrite, serait-elle, à l'heure qu'il est, disposée à nous le promettre, ne fût-ce que verbalement?... Avouons-le avec un profond sentiment de tristesse : le regretté président Deschanel hésiterait aujourd'hui à prononcer ces belles paroles d'un de ses discours de 1918 : « L'Allemagne a uni la France et l'Angleterre, non seulement pour la lutte présente, mais pour toujours (2). »

Il ne peut être question de revenir ici sur les côtés technique et économique de cette grande affaire du « chemin de fer sous-marin entre la France et la Grande-Bretagne. » Du point de vue technique, tout a été dit déjà, et à plusieurs reprises, ici même. En septembre 1917, M. Albert Sartiaux, l'auteur des derniers plans du tunnel, exposait avec une parfaite compétence les données et la solution du problème aux lecteurs de la *Revue*. Et à ce qu'écrivait, à cette époque, de la nouvelle voie de communication entre l'Angleterre et le continent (en ce qui touche les évidents bénéfices de l'ordre économique qui en résulteraient pour tout le monde), l'éminent directeur de notre Compagnie des chemins de fer du Nord, il serait aisé d'ajouter les constatations, toutes favo-

(1) Une des idées directrices du colonel Repington était la nécessité d'augmenter les effectifs des forces combattantes anglaises sur le front français. Il ne perd aucune occasion, logique avec lui-même, de déplorer les lenteurs des *quatre transbordements* indispensables.

(2) Cité par M. G. Bertin, en décembre 1919, dans une plaquette intitulée : *Le tunnel sous la Manche à la Chambre des communes. Le Comité parlementaire du tunnel chez M. Lloyd George.*

rables au projet, présentées le 12 novembre 1919, par M. Lloyd George, en réponse à une démarche faite auprès de lui par les membres du bureau du Comité du tunnel à la Chambre des communes, conduit par leur président, sir Arthur Fell, le plus courageux, le plus tenace protagoniste de la grande entreprise : « ... Les visiteurs de M. Lloyd George, dit M. G. Bertin dans la plaquette dont il a été fait mention plus haut, ont eu la satisfaction profonde de s'entendre dire qu'il n'y a plus d'objections politiques, *plus d'objections financières, plus d'objections d'ordre économique*, et qu'il n'y avait pas de doute que la guerre avait modifié considérablement l'attitude générale des ministres sur le projet. »

Et le secrétaire général du Comité français du tunnel cite, dans un autre passage de son très intéressant opuscule, cette remarque fort curieuse, fort juste aussi, du célèbre « Premier : » « Les découvertes de la science peuvent rendre la mer encore plus dangereuse qu'elle ne l'a été pendant la guerre. *Il se peut qu'elle devienne infranchissable pour nous*, et le tunnel peut être une garantie contre de pareilles découvertes. »

Le tunnel n'est pas commencé. Il ne le sera pas de sitôt, puisque le Conseil de défense de l'Empire s'y oppose. En revanche, il semble que les dirigeants de la haute politique anglaise aient retenu la suggestion de leur chef de 1919. Du moins s'en inspire-t-elle pour une grande part, cette décision récente qu'ils ont prise de décupler « la force aérienne » britannique. L'Angleterre a beau proclamer qu'elle est une île et qu'elle entend rester une île, elle sent bien, elle sait bien que ce n'est plus vrai que *relativement*. Et, au demeurant, ne l'avait-elle pas reconnu, ce jour du 25 juillet 1909, où elle vit Blériot poser son aéroplane sur la falaise de Douvres ?...

Quoi qu'il en soit, M. Lloyd George, s'il s'attachait, — avec son habituelle coquetterie d'orateur disert et souple, — à plaider lui-même, le 12 novembre 1919, devant ces messieurs du Comité parlementaire du tunnel, la cause qu'ils venaient lui exposer, M. Lloyd George, dis-je, ne laissait pas de conclure : « Nos conseillers militaires et navals donneront leur avis. Ensuite, il y aura un examen d'ensemble; après quoi, nous vous ferons part du résultat. Si l'avis des conseillers militaires est favorable, le cabinet sera certainement prêt à appuyer le projet

d'une façon générale..., etc. » Et il rappelait qu'en 1907, ces conseillers s'étaient catégoriquement prononcés contre le tunnel, qu'il en avait été de même en 1914, mais qu'en septembre 1916, consultés par M. Asquith, ces officiers généraux avaient cru devoir décliner toute invitation à se prononcer, « *parce qu'il y avait à leurs yeux trop de facteurs changeants dans la question.* »

A quoi sir Arthur Fell répliquait avec force : « Notre Comité du tunnel à la Chambre des communes (il comprend plus de trois cents membres) a tenu une réunion ayant pour objet cette question militaire et navale. Nous avons sollicité les opinions contraires au projet. Nous n'en avons pu découvrir une seule ; nous n'avons pu mettre la main sur un militaire qui pût formuler une opposition. » L'entretien prenait fin sur cette indication qui, dans la bouche du chef du Gouvernement d'alors, paraissait précieuse : « Je ne dis pas que les militaires qui nous conseillent sont contre le projet. *Je ne pense pas qu'ils le soient.* »

Ils l'étaient pourtant ; du moins ceux d'entre eux qui, quatre ans et demi après, il y a quelques semaines, étaient appelés par le chef du cabinet travailliste à fournir une opinion définitive.

Que s'était-il donc passé ?

Il s'était passé, d'abord, que la « mentalité » générale, en Angleterre, s'était sensiblement modifiée à l'égard de la question du tunnel, au cours de ces quatre dernières années. La vivacité des impressions qui, au temps de la guerre, faisaient de tous les « poilus anglais » et de leurs familles, de chauds partisans du tunnel, s'était fort atténuée. Et comment s'en étonner ? C'est si humain !... « Passé le péril, dit le proverbe italien, adieu le saint. » Sans doute, il restait les arguments de bon sens, à telles enseignes que le Comité parlementaire anglais pouvait, cet an-ci, se flatter d'avoir réuni quatre cents adhésions à Westminster, alors qu'en 1919 il n'en accusait que trois cents. Mais quoi ! « Le sentiment » n'y était plus, ou, du moins, s'était bien affaibli. Le Britannique se laissait reprendre à l'une de ses grandes et tenaces passions : *l'insularité.*

Qu'on me pardonne de rappeler qu'ici même, le 1er octobre 1919, dans un article intitulé : « *Comment pourront arriver nos Alliés d'outre-mer,* » j'essayais de définir cette « insularité » presque indéfinissable que je sentais renaître

déjà, moins d'un an après la cessation des hostilités; de rappeler aussi que je ne pouvais m'empêcher d'exprimer quelque appréhension au sujet de ce mouvement de recul de l'opinion anglaise, de cette véritable *régression*, pour qui, du moins, se place au point de vue de cet idéal de la fraternelle interpénétration des peuples, indispensable corollaire de toute thèse pacifiste. « Chez nos amis d'Angleterre, écrivais-je, il existe tout un parti qui, sans être assurément défavorable à la France, n'estime pas qu'il soit de l'intérêt moral de la vieille nation puritaine d'entretenir des relations trop faciles, trop continuelles avec le continent. Ce parti, à la fois religieux et politique, est sans doute assez peu nombreux, aujourd'hui, après la décisive épreuve de la guerre; mais qu'on ne s'y trompe pas : au cœur de tout bon Anglais, il y aura toujours, plus ou moins inavoué, le regret de *l'insularité* perdue, cette insularité qui est la meilleure garantie du maintien du tempérament national, si puissamment original, du peuple britannique.

« Ce sentiment profond, — rarement exprimé devant des étrangers, devant des Français, en particulier, — l'emportera-t-il encore, dans la période qui s'ouvre, sur de si évidents avantages? Les enseignements de cette guerre suffiront-ils à vaincre des répugnances instinctives plus que raisonnées, mais qui n'en sont que plus fortes et qui demeurent, semble-t-il, puissantes? N'allons-nous pas nous trouver en face de cet argument, tiré justement du succès final du terrible conflit : « Après tout, nous avons eu la victoire tout de même. Laissons donc les choses en l'état... A nous, à nos gouvernants, à toute notre élite, de lutter par conséquent en faveur de la réalisation d'une entreprise à laquelle notre salut serait peut-être attaché en cas de nouvelle attaque de l'Allemagne, dans quelques années. »

Nos gouvernants, notre élite, nous tous enfin, avons-nous fait assez, depuis 1919, en faveur du creusement du tunnel sous la Manche? Qui oserait le dire? Quelques *tracts* des organismes intéressés, quelques articles de revues ou de journaux quotidiens, de loin en loin, voilà tout notre effort. Pas plus que nous n'avons su organiser pour l'extérieur cette propagande française qui, — on commence à s'en apercevoir, — nous aurait été si utile pour lutter contre nos habiles et acharnés détracteurs, nous ne nous sommes souciés, pour l'in-

térieur, de mettre en œuvre les moyens de faire pénétrer dans le gros du public la notion de certains grands intérêts nationaux.

Mais revenons à l'exposé des modifications qui se sont produites, depuis quatre ou cinq ans, dans l'opinion anglaise.

Il s'était passé aussi, — et surtout, — que les sommités militaires étaient devenues complètement défavorables au principe même du tunnel. Et il est très intéressant, très instructif, subjectivement et objectivement, si je puis dire, de rechercher les motifs d'un changement de front si marqué, puisqu'enfin, on l'a vu tout à l'heure, aussi bien le chef du Gouvernement anglais de 1919 que le président du Comité parlementaire du tunnel, — sans parler de beaucoup d'autres personnages de poids, nécessairement bien informés, — se croyaient assurés de l'approbation du Conseil de la défense impériale, ainsi que de tous les chefs militaires, navals et « aériens » en vue.

Peut-être quelques-uns de nos lecteurs se rappelleront-ils qu'en 1919, justement, un publiciste français séjournant à Londres avait appris, — non sans quelque étonnement, — que certain bureau du *War Office*, celui de la préparation à la guerre, évidemment, étudiait déjà les diverses éventualités d'un conflit anglo-français.

Ce journaliste pensa qu'il ne pouvait mieux faire que de confier sa surprise au chef du *General Staff*, soit le maréchal Wilson, je crois. Son éminent interlocuteur, d'ailleurs connu pour ses sentiments d'amitié pour nous, en tout cas d'excellente camaraderie à l'égard de nos chefs militaires, parut à son tour étonné de l'émoi de notre compatriote : « il ne s'agissait, affirmait le maréchal, que de ces études tout à fait générales et sans portée pratique immédiate que les États-majors, en tout pays bien organisé, ont non seulement le droit, mais même le devoir d'entreprendre, afin de n'être jamais pris au dépourvu, si invraisemblable que puisse paraître la réalisation de l'hypothèse de base... En somme, c'était plutôt une sorte d'exercice, de *krieg's spiel*... »

En effet. Pourtant... Mais voici que *la Vie maritime et la navigation aérienne* (n° de juillet 1924) commente certaines réflexions toutes récentes qu'un ancien ministre anglais, philosophe et savant académicien, Mr H. A. L. Fisher, soumet

aux Français avertis au sujet du problème, — qui devient tous les jours plus préoccupant, — des relations franco-britanniques.

Après avoir constaté que Mr Fisher, « sincère ami de la France, » — et nous devons l'en croire, — se préoccupe beaucoup de nous faire évacuer la rive gauche du Rhin et d'obtenir que nous réduisions encore notre force armée, la revue spéciale que je viens de mentionner transcrit les lignes suivantes de l'article de l'honorable homme d'État britannique : « Au cours des débats récents de la Chambre des communes, on commentait beaucoup le fait que votre flotte indépendante (?) aérienne fût dix fois plus nombreuse que la nôtre. Comparaison nécessaire, amicale, faite partout sans ombre d'hostilité contre la France. *Seulement on sentait peser un petit sentiment d'inquiétude : Si l'impossible arrivait, comment nous en tirerions-nous?* Et l'on votait pour l'augmentation du budget (1). »

On se rappelle, en effet, chez nous, cette discussion à Westminster, il y a près d'un an, des crédits supplémentaires de l'*Air department*, — crédits considérables, — et que de choses pénibles, presque désobligeantes pour la France, y furent dites par des hommes haut placés. La base même de ces opérations offensives manquait d'ailleurs de solidité. Il s'en fallait de beaucoup que notre « force aérienne » fût dix fois plus forte que celle de nos voisins d'au delà de la Manche. La petite supériorité que nous pouvions avoir en ce qui touche le matériel était largement compensée par l'insuffisance de notre personnel de pilotes et d'observateurs.

Quoi qu'il en soit, retenons que les dirigeants anglais nous apparaissent hantés, non pas seulement par la crainte, vraiment maladive chez eux, en tout cas traditionnelle, que nous voulions annexer la rive gauche du Rhin, mais aussi par l'appréhension d'une rupture possible, — possible à la grande rigueur, mais enfin possible, répétons-le, entre les deux grands Alliés de 1914, ainsi que d'une entreprise *immédiate*

(1) Au moment ou j'écris ceci, — 1er août, — on apprend que la Chambre des communes vient de voter des crédits supplémentaires pour la flotte britannique. Si les dirigeants anglais ne se lassent pas d'exprimer le vœu que nous réduisions notre armée, ils expriment aussi leur conviction que leur flotte ne sera jamais assez forte. Le rapprochement est suggestif.

contre la côte méridionale de la Grande-Bretagne, son hinterland, Londres même, compris (1).

Entreprise immédiate, venais-je d'écrire, et ici nous entrons dans le vif du sujet, en ce qui concerne les motifs profonds de l'opinion exprimée par les chefs militaires. Mais, pour bien pénétrer ces motifs, relisons certains passages du très intéressant, très suggestif deuxième volume de *la Première guerre mondiale*, du lieutenant-colonel Repington.

Voici d'abord l'exposé de la méthode générale adoptée par le commandant en chef de la *Grand fleet* dans la seconde phase de la guerre, lord Beatty, pour l'intervention de la flotte, dans le cas d'attaque du littoral, et, particulièrement, de descente d'une force armée organisée :

« Beatty me confia que, *si l'ennemi débarquait subitement* sur un point quelconque de nos côtes, *il ne se précipiterait nullement sur le théâtre de l'opération*, mais s'appliquerait à couper la flotte ennemie de ses bases et la forcerait à engager avec lui une action décisive... Il est en mesure d'arriver sur les lieux en trente-six heures ou en soixante-douze, bref en plus ou moins d'heures, mais il ne saurait prendre un engagement ferme, car il lui faudra plus ou moins de temps, suivant les circonstances et la distance à parcourir. C'est d'ailleurs à l'armée seule qu'appartient la tâche de repousser toute invasion. Ces déductions sont logiques et il est plaisant de songer aux calculs longuement élaborés par l'État-major du *Home defence* sur la donnée fondamentale d'un appui naval arrivant à pied d'œuvre au bout d'un laps de temps fixé d'avance... »

Telle est la thèse qui prévaut décidément dans le Conseil de défense de l'Empire, où lord Beatty joue un rôle considérable, ainsi qu'il convient, personne ne songeant à discuter l'argumentation, d'ailleurs serrée, encore que spécieuse à certains égards, du vainqueur du Doggerbank et du héros de la bataille du Jutland : *la flotte, insistons-y, n'a pas à se préoccuper d'empêcher un débarquement et surtout une descente inopinée, subite, un coup de surprise, en un mot.* Ce n'est pas son rôle, c'est celui de la défense à terre. La force navale anglaise, elle,

(1) « Chaque fois que la question (de la supériorité de l'aviation française) est mise sur le tapis, ou à la Chambre, ou dans les réunions publiques, on ne peut éviter des images fâcheuses : Londres en ruines, Chatham détruite, Portsmouth un tas de cendres. » (Article de M. Fisher, *loc. cit.*)

doit détruire la force navale ennemie. Cela fait, les troupes déjà débarquées succomberont nécessairement.

Fort bien. Mais alors, si nous supposons que le tunnel existe, que va-t-il se passer, ou du moins que pourra-t-il, à la rigueur, se passer?

Ceci de fort grave, que les Français (car enfin il faut bien que ce soient les Français, — à moins que ce ne soient les Allemands, mis en possession de la rive Sud du Pas-de-Calais par une marche forcée et pleinement victorieuse), — que les Français, disons-nous, débarquent à la première heure des hostilités un petit corps d'élite (secondé par une puissante force aérienne), qui aura pour mission de se porter rapidement vers le débouché du tunnel, de l'occuper, de s'y fortifier, d'y résister jusqu'à la mort à toutes les attaques et, en définitive, de permettre ainsi le prompt et abondant afflux des renforts accourant par le tunnel, justement, et qui ne tarderont pas à constituer une véritable armée, au moins en infanterie, tanks légers, mitrailleuses, canons de campagne, sinon canons lourds, etc...

Assurément, le tableau est impressionnant. Mais, au fond, que d'invraisemblances!... Sans doute, une descente par surprise, au prime début de la guerre, — mettons que tout soit combiné pour que le corps en question arrive à la côte anglaise en même temps que la déclaration de guerre au *Foreign Office*, — reste toujours possible, en dépit de beaucoup d'aléas. Mais après?...

Voulez-vous que l'incurie ait été si grande, du côté britannique, que, pendant la période de tension politique, on n'ait pas mis la dernière main aux *préparatifs permanents* au moyen desquels, — ils sont nombreux et déjà étudiés, — le tunnel doit être détruit ou inondé et l'accès du sol anglais, du plateau des *Cliffs*, rendu absolument impossible? J'y consens. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'entre 1917 et 1919, M. Sartiaux avait réussi à donner aux préoccupations de l'État-major britannique un apaisement décisif, — ou qui avait paru tel (1), à cette époque. Le grand ingénieur français avait imaginé de faire déboucher les trains non pas directement sur le plateau

(1) M. Sartiaux, — je le tiens de sa propre bouche, — était convaincu qu'il avait détruit toutes les objections de l'ordre militaire. La mort lui a épargné du moins une déception cruelle.

(ou plutôt en arrière du plateau, à cause de la pente), mais d'abord *sur le plan vertical de la falaise*, de telle sorte que, sur deux ou trois kilomètres, la voie était battue, — cible immanquable, — par les canons des bâtiments de la défense locale, évidemment renforcée, dans les circonstances où nous nous supposons placés.

Dira-t-on que nous, Français, nous aurions été assez avisés pour disposer à l'avance, à Calais, Boulogne et Dunkerque, une force navale capable d'empêcher la défense maritime de Douvres d'entrer en action? Soit encore. Cela fait toutefois bien des hypothèses et qui sont, toutes, forcées, la plus forcée étant toujours la complète carence de la *Home fleet*, car celle-ci, dans ce cas particulier, n'aurait que faire d'aller chercher, au grand large, une flotte française inexistante.

Il n'en semble pas moins indubitable que les théories stratégiques, — justes « en soi, » répétons-le, — de l'amiral Beatty, ont eu leur influence sur la décision du Conseil de défense. C'est qu'à la vérité, si les circonstances de temps et de mer s'y prêtent, 21 milles marins sont bientôt franchis, avec les bateaux modernes, et que la surprise, surtout la surprise politico-stratégique, si l'on peut dire, de la première heure, alors que tout est encore désarroi et confusion chez celui qui n'a pas su, à temps, se mettre en garde, reste toujours une éventualité du caractère le plus redoutable.

Au demeurant, si l'on insistait sur l'invraisemblance du défaut de force navale britannique dans le Pas-de-Calais, au moment décisif que nous considérons, j'observerais volontiers que les marins britanniques ont été vivement frappés de ce qu'ils ont appris, une fois la guerre terminée, des procédés que les Allemands comptaient employer, — s'ils avaient réussi dans leur grande offensive du printemps de 1918, — pour créer entre Calais et Douvres un couloir impraticable, ou plutôt infranchissable pour les unités de la *Grand fleet* (1). Le Conseil de la défense impériale a-t-il pensé que les Français pourraient, le cas échéant, s'inspirer des mêmes idées, bien que la réalisation, il faut le dire, n'en apparaisse pas très facile? Il se peut bien...

(1) En gros, ce couloir était constitué par deux lignes, triples, au moins, de mines sous-marines mouillées entre la côte française et la côte anglaise, lignes défendues contre les dragueurs anglais par les sous-marins mêmes qui les avaient disposées, et par tous les submersibles disponibles.

Et enfin il n'est pas impossible non plus que l'aéropage militaire britannique ait considéré que, dans l'état présent des choses, il n'était pas opportun de donner à la politique française l'appui moral, — l'aveu, en quelque sorte, — d'une décision favorable à l'égard d'une entreprise que l'Allemagne jugerait à bon droit menaçante pour elle (j'entends l'Allemagne de la revanche ; mais n'est-ce pas à peu près toute l'Allemagne, aujourd'hui?).

Ceci nous conduit précisément à un dernier ordre de considérations, qui n'est ni le moins délicat, ni le moins intéressant.

Dans son étude du 15 septembre 1917, M. Sartiaux rappelait le mot bien remarquable du maréchal de Moltke au sujet du tunnel franco-anglais : « Il faut s'opposer au tunnel, disait-il, parce qu'il ne pourrait pas servir à attaquer l'Angleterre et qu'en cas de conflit avec l'Allemagne, il serait funeste à celle-ci. »

Le vieux stratège prévoyait, on le voit, les événements de 1914. Il ne cessait, du reste, de recommander que l'on ne s'aliénât pas l'Angleterre, autant que Bismarck recommandait le resserrement de l'amitié germano-russe. Ils avaient raison tous deux, le maréchal plus encore que le chancelier, ce qu'on n'eût guère pensé, à la fin du siècle dernier.

Tant y a que l'on peut se demander si le *Reich* d'aujourd'hui ne reprend pas à son compte la doctrine du vainqueur de la guerre de 1870.

Se poser la question, c'est sans doute la résoudre affirmativement. Resterait à rechercher par quels moyens les subtils dirigeants de l'insidieuse Allemagne peuvent se flatter d'influencer directement, sur tel ou tel point de haute politique, l'opinion publique anglaise.

Investigation difficile, dira-t-on. Assurément ; d'autant mieux que les voies de nos adversaires sont probablement aussi nombreuses que tortueuses et bien couvertes. Mais ce que l'on peut, sans grand risque, estimer certain, c'est qu'ils se servent avec succès de l'excellent moyen d'action, — le meilleur, en tous les temps..., — que leur fournit la haute finance cosmopolite, si bien, si abondamment représentée à Londres par quelques tribus puissantes que désigne nommément M. Chéradame dans ses deux beaux livres de 1922 et 1923 : *la Mystification des peuples alliés* et *les Vraies raisons du Chaos*

européen, et dont on a cessé de taire les noms, depuis lors, dans la presse parisienne, et surtout dans la presse provinciale, beaucoup plus indépendante des « puissances d'argent (1). »

Nous n'entreprendrons pas de commenter les deux ouvrages si prophétiquement révélateurs de l'éminent publiciste français. Empruntons-lui seulement quelques lignes de la préface du second volume, parce que l'on y trouve, justement, l'indication précise de cet « excellent moyen d'action » auquel je faisais allusion tout à l'heure.

Après avoir constaté « qu'un état de choses paradoxal s'est créé qui empêche le public de connaître ce qui l'intéresserait le plus, » de sorte que ce grand public ne discerne pas encore, avec une netteté suffisante, les véritables causes d'une situation qui devient de plus en plus inquiétante, M. Chéradame ajoute :

« Un fait bien étrange s'est peu à peu produit depuis l'armistice : *l'opinion publique alliée a cessé d'exercer son influence sur l'orientation des événements.* Avant la guerre, il y avait dans les pays de l'Entente une opinion publique que reflétaient plus ou moins les journaux. Pendant la guerre, la puissance de l'opinion publique alliée a été souveraine. *C'est l'honnêteté dominante de la masse du peuple britannique qui, en réalité, a contraint à déclarer la guerre à l'Allemagne les politiciens de Londres qui voulaient rester neutres.*

« C'est l'opinion publique américaine éduquée par Roosevelt qui a obligé le président Wilson à entrer dans la guerre. D'une façon plus générale, c'est l'opinion publique des peuples alliés qui, à maintes reprises, a empêché leurs dirigeants de tomber dans les pièges allemands, destinés à faire conclure une paix prématurée... Depuis l'armistice, cette opinion publique est restée loyale comme pendant la guerre. Ayant visité New-York, Washington, Varsovie, Bucarest, Athènes, Belgrade, Prague, Londres, je puis assurer que le grand public, parfaitement honnête et sincère, veut, dans l'ensemble, comme l'opinion française, l'exécution par l'Allemagne des réparations indispensables à une juste paix. *Or, cette opinion publique, numérique-*

(1) Citons, entre autres journaux, *le Petit bleu*, *la Libre parole* (articles remarquables d'un économiste indépendant, M. Du Mesnil-Thoret), la *Gazette franco-britannique* (même collaborateur), *le Phare de la Loire*, dont le directeur, M. Maurice Schwob, vient de publier dans *l'Éclair* du 1er août une « lettre » singulièrement suggestive sur le sujet qui nous occupe.

ment considérable, est maintenant impuissante... Pendant qu'elle désarmait complètement, les dirigeants pangermanistes, sous prétexte d'assurer la reprise des affaires, ont eu l'habileté de susciter la création, dans les pays alliés, de *syndicats d'intérêts* solidaires des leurs. Ces syndicats d'intérêts groupent des personnes peu nombreuses, mais très influentes, qui empêchent un règlement de la paix conforme aux vœux de l'opinion alliée, — honnête, mais « détendue, » — parce que l'action de ces syndicats est méthodique, tenace et appliquée à des buts concrets, parce que, aussi, *ces syndicats exercent, directement ou indirectement, une influence prédominante sur la presse des pays alliés...* »

Il faut se borner ; à regret, du reste, car les développements de cette idée fondamentale de l'emprise germanique sur les Alliés par le moyen de la haute finance présentent le plus vif intérêt.

Et pour conclure, ne doutons pas que si nous pouvions aller jusqu'au fond, jusqu'au tuf de cette affaire du rejet du projet de tunnel franco-anglais par les dirigeants britanniques, — mais non, insistons-y, pour « la masse honnête du peuple anglais, » comme dit notre très avisé observateur, — nous trouverions la galerie souterraine qui conduit à Berlin. Non pas, certes, que l'on puisse soupçonner le moins du monde l'intégrité des hommes ! Mais autour de ces Anglais de bonne souche, toujours, au fond d'eux-mêmes, travaillés par l'atavisme insulaire, la sournoise habileté germanique, — prussienne, si l'on veut, et ce serait, en effet, plus exact, — a su créer ou entretenir l'atmosphère d'appréhensions, de défiances, d'orgueil impérialiste, aussi, favorable à la décision qu'on attendait à Berlin et dont Paris se désintéressait trop.

Que faire maintenant ? A quoi faut-il se résoudre, ici, en ce qui touche le tunnel ? Y renoncer tout simplement, et n'en plus parler ?... Cet abandon total répugne à nos sentiments. Idéalistes que nous sommes, — et pourquoi en rougir ? — nous ne pouvons pas admettre qu'une affaire soit décidément close par un rejet pur et simple, alors qu'il y avait là, en jeu, la noble recherche d'un rapprochement plus étroit des deux grandes nations de l'Occident européen, celles qu'il semblait que la guerre eût unies à jamais...

Nous en appellerons donc d'une Angleterre mal informée

à une Angleterre mieux informée et redevenue tout à fait maîtresse d'elle-même. Mais cet appel, il serait vain de le lancer en ce moment. On ne l'entendrait pas, on l'interpréterait mal. Une crise sévit, de l'autre côté du détroit, qui rappelle fâcheusement celle qui éclata en 1860, quand tout le littoral de la Manche se couvrit de fortifications cuirassées; que la flotte, — alors inférieure à la flotte française, parce que nous avions pris de l'avance en construisant nos frégates blindées du type *Gloire*, — que la flotte fut mobilisée; que les chantiers travaillèrent avec une hâte fébrile à créer des *Warrior* et des *Achilles;* que la *Yeomanry* vint renforcer la trop faible armée régulière et qu'on vit même, à Portsmouth, se former des bataillons de *Rifle-women*, des femmes-fusiliers... Tout cela parce que la France, après avoir vaincu la Russie et l'Autriche, devait nécessairement songer à vaincre l'Angleterre. N'était-elle pas, au demeurant, gouvernée par un Napoléon? Il fallut, pour calmer tant d'angoisses, que celui-ci, anglophile déterminé, pourtant, et qui ne méritait pas d'être si complètement méconnu par ses anciens amis de Londres, se résolût à la négociation d'un traité de commerce où triomphait, à notre dam, la doctrine britannique du libre échange.

Si les hommes d'État français de ce temps revenaient aujourd'hui parmi nous, dans la phase de « malaise » que nous traversons, qui sait quel conseil leur suggérerait l'expérience d'un récent passé?

Amiral Degouy.

REVUE SCIENTIFIQUE

MAIS IL FAUT CULTIVER NOTRE JARDIN DES PLANTES

Le centenaire de J.-H. Fabre a, durant le furtif espace de quelques jours, penché un peu l'attention du public vers les sciences de la nature. Dans l'Aveyron, auprès de la statue élevée à celui qui fut le Virgile et le Buffon des insectes, leur poète et leur peintre, on a entendu de beaux discours officiels célébrer à l'accoutumée la science et les savants. Et ce fut peut-être le moment d'évoquer les vers fameux et toujours vrais de Bérenger :

On les assassine, on les tue,
Quitte, après plus ample examen,
A leur dresser une statue
Pour la gloire du genre humain.

Car Fabre, comme tant d'autres, fut pauvre, et dut poursuivre ses recherches dans des conditions misérables. Ce n'est pas le lieu de revenir sur ces choses, d'autant que nous aurons, hélas ! mainte autre occasion d'en rencontrer d'analogues dans nos pérégrinations mensuelles à travers les cantons de la science. Ce n'est pas le lieu non plus d'exposer et de discuter l'œuvre de J.-H. Fabre. Elle est merveilleuse et vaste et non moins belle au point de vue purement littéraire que par toutes les contributions nouvelles qu'elle a apportées à la science. Je ne serais même point surpris que, dans quelques décades, et en dehors de sa valeur purement descriptive qui est immense, la forme donnée par Fabre à ses idées ne gardât un prestige qui manquera peut-être à ces idées elles-mêmes. Car Fabre, comme tant de grands cerveaux, n'a pas su résister à l'envie

d'avoir des idées générales, et il est tombé dans quelques-uns des pièges que l'esprit de système se plaît à ouvrir sous les pas de ceux qui se laissent griser par son vin capiteux. Je reviendrai quelque jour sur ce point qui touche à tous les angoissants problèmes, à toutes les controverses que soulève la passionnante question du transformisme.

En tout cas, si la réputation littéraire de J.-H. Fabre est, comme nous le croyons, destinée à passer quelques jours sa gloire de penseur scientifique, nous aurons là le spectacle d'une évolution exactement opposée à celle que nous montre la renommée de cet autre grand ouvrier des sciences naturelles : Buffon. Buffon a surtout été célèbre d'abord pour son style. La forme somptueuse qu'il donnait à sa pensée, a pendant longtemps, dans l'opinion des gens cultivés, presque étouffé cette pensée elle-même, comme fait un manteau de cour si enrichi de broderies et d'or, que la figure humaine qui le porte finit par ne plus être qu'un détail insignifiant au regard. Eh bien ! depuis quelque temps, on se prend à admirer un peu moins cette pompe verbale de Buffon, tant adulée des contemporains, et qui faisait dire à cette méchante langue de Voltaire que son *Histoire naturelle* n'était pas si naturelle que cela. Mais en même temps que notre amour de la simplicité et du style direct nous porte à considérer plus froidement l'éloquence majestueuse de Buffon, nous nous prenons à en goûter davantage les idées, et nous y découvrons mille anticipations géniales et profondes. C'est ce qui ressort en particulier du livre captivant que M. Louis Roule, professeur au Muséum, vient de consacrer à Buffon (1), et dont la lecture est, à la fois, aussi prenante que celle d'un roman, et aussi fructueuse que celle d'un traité de philosophie... supposé qu'un traité de philosophie pût se lire avec agrément.

S'il est permis, dans un domaine aussi incertain que celui des opinions de la postérité, de hasarder une anticipation, il nous semble donc que les sentiments d'estime dans lesquels seront respectivement tenues la valeur littéraire et la valeur idéologique des travaux de Fabre, suivra une marche inverse de celle que nous venons d'apercevoir dans le cas de Buffon.

Peu avant sa mort, en 1912, J.-H. Fabre avait la joie de vivre une véritable apothéose. On vit alors de toutes parts les témoignages d'admiration affluer à Sérignan. L'hommage apporté alors à cette

(1) *Buffon et la description de la nature*, par M. Louis Roule, professeur au Muséum d'Histoire naturelle ; Flammarion, 1924.

gloire trop longtemps méconnue par les savants de tous les pays fut couronné par la visite que le Président de la République en personne fit au vénérable auteur des *Souvenirs entomologiques*. Et, somme toute, des témoignages de cette sorte prouvent qu'il y a, quoi qu'on en dise, quand même un peu de progrès depuis le temps où, interrogé par Frédéric II sur ses rapports avec Louis XV, le grand d'Alembert répondait au roi de Prusse : « Je ne l'ai jamais vu que lorsqu'on m'alla présenter, suivant l'usage, après mon élection à l'Académie française. — Et que vous a-t-il dit ? — Il ne m'a pas parlé. — Mais, répartit Frédéric, à qui parle-t-il donc ? »

Au milieu des démonstrations enthousiastes qui, en 1912, consolèrent J.-H. Fabre de tant de glorieuse misère, ses élèves, ses amis et ses admirateurs eurent l'idée de provoquer une souscription destinée à acheter l'Harmas et à en faire don à l'État.

Hélas ! la tourmente survint et emporta tous ces beaux projets. En 1916, Fabre s'éloignait de nous, oublié et en solitaire, comme il avait vécu. Mais, en 1921, l'un de ses admirateurs, le Dr Legros, eut l'heureuse idée de proposer au Parlement, au moment de la discussion du budget du Muséum, le vote de la somme nécessaire à l'achat de l'Harmas. La proposition fut adoptée d'enthousiasme, grâce à l'heureuse et active intervention du ministre des Finances, M. Doumer, et du rapporteur, M. Herriot. Et c'est ainsi que M. Mangin, directeur du Muséum, a pu prendre, il y a quelques mois, possession de l'Harmas. Celui-ci n'est pas seulement une relique où sont conservées les collections de l'illustre entomologiste. C'est aussi et surtout un merveilleux champ d'observation, un véritable « vivarium » naturel où l'on peut étudier, comme l'écrit Fabre, dans son style imagé, « non l'insecte mort, macéré dans le trois-six, mais l'insecte vivant, un laboratoire ayant pour objet l'instinct, les mœurs, la manière de vivre, les travaux, les luttes, la propagation de ce petit monde avec lequel l'agriculture et la philosophie doivent sérieusement compter. » Je ne suis même pas sûr que la politique ne puisse, elle aussi, trouver quelques leçons profitables dans la contemplation des sociétés d'insectes, car, nulle part ailleurs, l'intérêt particulier n'est au même degré subordonné à l'intérêt général.

Bref, le cadre, où a opéré Fabre, est aujourd'hui agrégé à notre Muséum d'Histoire naturelle. Et c'est pourquoi j'ai cru bon et utile de faire aujourd'hui avec nos lecteurs un pèlerinage dans ce noble établissement qui, aux bords de la Seine, dans ce quartier populaire

où les futailles de la Halle aux vins concentrent le suc généreux de nos vignes, enferme les archives de la nature.

Parmi les merveilles françaises dont les durs problèmes économiques de l'heure présente nous font trop oublier le pur rayonnement, il n'en est point de plus émouvante, dans sa glorieuse misère, que notre Muséum d'Histoire naturelle.

En y pénétrant, en le visitant, on éprouve un sentiment un peu analogue à celui que fait surgir la vision de la cathédrale de Reims, ou celle de tant de belles demeures seigneuriales, que leurs nobles hôtes n'ont point voulu céder encore à l'or trop neuf des maîtres du jour, et où des trésors d'art, des souvenirs sans prix abritent tristement leur beauté dans un cadre que chaque jour change en ruine. Tels ces vieux bijoux, ces bagues, ces bracelets, ces colliers aux formes exquises, aux gemmes douces et discrètes, témoins mélancoliques des gloires et des amours passées, qu'enferme un écrin fatigué dont le temps à usé le velours.

M. Mangin, l'illustre naturaliste qui dirige aujourd'hui les destinées du Jardin des Plantes, a bien voulu m'exposer lui-même, au cours de cette visite, la situation présente de ce magnifique instrument de découverte et de gloire française. Je veux reproduire ici ce que m'a dit le successeur de Buffon, car je pense que, dans la paix comme dans la guerre, la meilleure manière de contrebattre l'ennemi est de le repérer d'abord, et qu'il n'est point de mal dont le remède ne puisse surgir lorsqu'on l'a bien dépisté et mis à jour. Il n'est pas un Français que ne doive émouvoir ce que m'a exposé M. Mangin, pas un homme politique digne de ce nom qui n'ait à cœur d'y porter remède. Car voici, en substance, ce qu'il m'a dit. Voici l'émouvant plaidoyer... qui est aussi un réquisitoire, qu'il m'a fait entendre :

« On peut bien dire, n'est-ce pas, que le Muséum est pour quelque chose dans la gloire de la France. Certes, les victoires militaires sont pour beaucoup dans notre prestige, mais elles ne font pas plaisir à tout le monde et on les oublie vite ; les œuvres mêmes de nos grands écrivains n'ont pas à l'étranger une influence tout à fait digne d'elles, parce que la traduction dans une langue étrangère leur enlève une bonne part de leur valeur. Finalement, ce sont surtout les découvertes scientifiques qui propagent et maintiennent dans le monde le nom français. Interrogez à cet égard n'importe quel membre de l'élite humaine des quatre parties du monde. Si la France est aimée et si elle est grande, c'est surtout à cause de l'œuvre des Descartes, des Lavoisier, des Lamarck, des Pasteur, des Claude

Bernard et de tant d'autres grands ouvriers du progrès et du savoir. Or, à cet égard, la contribution du Muséum est vaste ; les plus puissantes poussées de la science moderne sont issues de ces deux œuvres de naguère : le transformisme et la découverte de la radioactivité. L'une et l'autre sont nées au Muséum. Le transformisme est issu tout entier du génie de Lamarck, professeur au Jardin des Plantes, méconnu d'abord par les puissants de chez nous, et qui, — comme il arrive trop souvent, hélas ! — n'a pris vraiment son essor qu'après être allé, si j'ose dire, se faire blanchir à Londres. Car quel que soit le génie de Darwin, ce qu'il a fait cinquante ans après notre Lamarck, n'a été que développer, sans l'effacer, ce qu'avait réalisé celui-ci. Quant à la radioactivité, dont sont sortis la plupart des progrès récents de la science, elle est née dans notre Muséum, au laboratoire de Becquerel.

« Eh bien ! serait-ce pour ne produire qu'une fois tous les siècles des œuvres de cette importance, l'État se doit de veiller jalousement sur un creuset où naissent d'aussi grandes choses ! L'argent qu'il y peut dépenser est le meilleur placement pour la grandeur française ; demain, toujours, il sera largement remboursé en prestige et en gloire. Or, quand nous voyons que, sur notre énorme budget, quelques dizaines de millions seulement en tout sont consacrées à la science et à l'enseignement supérieur, on peut douter que nos hommes politiques aient pleinement conscience de ces nobles intérêts.

« Pour ne parler que du Muséum, donc, cet établissement offre un mélange attristant de richesse et de dénuement, de bonnes volontés servies par des moyens insuffisants, de joyaux gardés dans des reliquaires lamentablement délabrés, de trésors débordant de toute part leur cadre mesquin.

« Que demandons-nous pour vivre, et plutôt pour travailler (car actuellement nous ne demandons rien pour notre personnel, sinon qu'on en augmente un peu le nombre) ? Peu de chose, vous allez en juger.

« Nos chaires magistrales ont actuellement pour leurs recherches et pour l'entretien de leurs immenses collections environ 10 000 francs par an (et encore depuis deux ans seulement) ; les chaires analogues à Londres ont environ 2 000 livres sterling (dix fois plus !). Ne parlons pas des chaires américaines : à l'université de Cleveland (Ohio), par exemple, la chaire d'anatomie comparée a, pour ses recherches, un crédit de 30 000 dollars.

« Nous n'en demandons pas tant. Nous demandons seulement qu'on diminue le lourd handicap qui nous sépare de nos rivaux. Le génie inventif incomparable de nos savants se chargera de combler la différence.

« Il est indispensable aussi que les crédits nécessaires à la nourriture de nos animaux et au chauffage, aux jardins et serres, aux achats et échanges soient augmentés. Il nous faudrait pour tout cela, au lieu des 640 000 francs alloués aujourd'hui, environ 1 100 000 francs. Qu'est cela à côté des centaines de millions engloutis ailleurs, avec une utilité moins incontestable ?

« Reste enfin la nécessité absolue de restaurer nos bâtiments, dont beaucoup tombent en ruine et datent de la Révolution. Enfin, nous sommes à l'étroit et nous ne demanderions pour être à l'aise qu'une bande étroite de terrain de 200 mètres sur 30 qui appartient à la Halle aux vins.

« Car il ne faut pas oublier, me dit en terminant M. Mangin, que le Muséum, dans son espace réduit, joue un rôle multiple : il est à la fois, pour ne nous comparer qu'à l'Angleterre, notre British Museum par ses galeries et collections, notre jardin de Kew par sa flore, notre *Zoo* par sa ménagerie. Celle-ci, d'ailleurs, appauvrie pendant la guerre, reprend déjà de son ancienne animation. Venez plutôt en juger vous-même. »

Et c'est ainsi que, sous la conduite de M. Mangin en personne, nous avons, sur ces mots, visité les richesses... et les pauvretés de la collection précieuse d'animaux de notre Muséum. Dans une immense volière, unique au monde par ses dimensions et où les oiseaux peuvent voler aussi bien qu'à l'air libre, voici les pensifs flamants roses, les grues couronnées, pareilles à des élégantes avec leur aigrette grise que bordent sur l'oreille des guiches incarnat ; voici les courlis et les barges, les hérons au long bec ; plus loin, les rapaces au nez bourbonien, vautours, aigles, grands-ducs, nous lancent un regard froid et dédaigneux, sans paraître émus par la présence du maître de céans. Voici tous les oiseaux tropicaux aux robes polychromes. De là, nous passons aux grands mammifères ; sur chacun presque, M. Mangin, qui les connaît et les aime, nous donne quelque détail savoureux. Voici, entre cent autres, un couple de cerfs de l'Indo-Chine qu'il a fallu séparer, le mâle, un jour, d'un coup de corne ayant éventré la femelle. « Elle me résistait, je l'ai assassinée ! » Les cerfs eux-mêmes lisent-ils donc encore Dumas père ?

Successivement, les ours, les singes, bien peu nombreux dans

leur singerie délabrée, défilent devant notre regard ambulant. Et voici pour finir les grands fauves, les tigres royaux zébrés de lumière, les panthères mélancoliques et tachetées, on dirait par un peintre pointilliste, les lions et les lionnes vastes et unis comme le désert, le guépard qui, d'un ronron formidable, accepte d'être caressé. Tous ceux-ci paraissent connaître et reconnaître M. Mangin, et il faut bien avouer que ce savant académicien semble beaucoup plus à l'aise pour approcher et caresser ces fauves muets qu'il ne doit l'être lorsqu'il s'agit d'arracher aux maîtres prolixes de notre budget quelques miettes pour entretenir le Muséum, ce lieu renouvelé de l'arche de Noé et du paradis terrestre, et qui contient un abrégé de la nature tout entière.

L'initiative privée, — à laquelle il sied de rendre ici justice, — a heureusement contribué à atténuer quelque peu ce qu'a d'indignement précaire la situation du Muséum. L'honneur en revient surtout à l'activité de la Société des Amis du Muséum, qui fut fondée en 1907, afin de donner un appui moral et financier à cet établissement, d'enrichir ses collections, laboratoires, bibliothèque, ménageries, jardins et serres, et de favoriser les travaux scientifiques et l'enseignement qui s'y rattachent.

Présidée d'abord par M. Léon Bourgeois, aujourd'hui par M. Doumer, la Société des Amis du Muséum a suscité maint concours précieux. C'est ainsi qu'un don splendide de M. Bazil Zaharoff a permis récemment de remettre en état les jardins abandonnés pendant la guerre, et de reconstituer une série de collections et de parterres qui font aujourd'hui l'admiration du public. Dans la ménagerie, la galerie des fauves, naguère sombre et malpropre, où siégeait en permanence la maladie charbonneuse, a été assainie et aérée. Devenue claire et propre avec ses revêtements de mosaïque blanche, elle a cessé d'être un foyer de pestilence, et les détails de son dessin un peu archaïque sont aujourd'hui une joie pour les yeux. D'autres améliorations ont permis de mettre en valeur le pittoresque tracé de la ménagerie.

Les vides causés par la guerre dans la population zoologique du Muséum sont peu à peu comblés, d'abord à l'aide des fonds Zaharoff, par des achats à l'étranger, puis par des dons de nos colonies, surtout de l'Indo-Chine et de l'Afrique occidentale, où gouverneurs, administrateurs, colons, explorateurs rivalisent pour envoyer au Muséum des animaux intéressants.

Ce faisant, les colonies ne font qu'acquitter une dette. Le rôle du

Muséum dans le développement et l'enrichissement des colonies a été considérable.

C'est en effet, du Muséum, où il avait été apporté pour la première fois des serres d'Amsterdam, en 1712, que le caféier d'Arabie fut transporté dans nos colonies des Antilles. Une première tentative, en 1716, avait échoué par le décès du médecin qui en avait été chargé. En 1728, le capitaine de Clieux, qui se rendait à la Martinique, fut chargé d'y transporter un pied de caféier du Muséum et tout le monde connait les beaux résultats qui en ont découlé.

C'est encore le voyageur Weddell, du Muséum, qui rapporta, en 1848, les premiers plants de l'arbre au quinquina (*Cinchona Calisaya*), de l'Amérique du Sud. Ces plants furent cultivés et multipliés dans notre établissement, et quelques-uns furent remis à l'administration coloniale pour être plantés dans nos colonies. Malheureusement, ces cultures furent délaissées à cause de l'insuffisance des moyens d'action du Muséum. Mais c'est en même temps du Muséum que parvinrent à Java les premiers plants d'arbre à quinquina prélevés sur le lot dû à Weddell. On connait l'importance et le succès de cette culture dans la colonie hollandaise.

Ces exemples trop lointains pourraient excuser l'ignorance du public et de l'administration sur le rôle du Muséum en matière d'études coloniales, si, plus récemment, de 1884 à 1901, et sous l'active direction de M. le professeur Cornu, nos différentes colonies, jardins et correspondants coloniaux n'avaient pas reçu du Muséum des envois nombreux de graines et de plantes vivantes. Ainsi, à cette époque, le Gabon-Congo a reçu 2 400 plantes ; la Martinique 1 590; le Sénégal-Soudan 1 230 ; Madagascar 900; la Nouvelle-Calédonie, 300, etc.

Je ne saurais, dans cet ordre d'idées, passer sous silence l'admirable inventaire des richesses minérales de Madagascar que publie M. le professeur Lacroix, l'éminent secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences, ni la belle flore générale de l'Indo-Chine qu'a mise sur pied, dès son arrivée au Muséum, M. le professeur Lecomte.

Tout cela n'empêche point que quelques bureaucrates de l'administration coloniale, siégeant à Paris, n'aient, avec une ingratitude que souligne la sollicitude des colonies elles-mêmes, cherché à dériver loin du Muséum les dons venus des pays français d'outre-mer. C'est en effet le propre des administrations centrales, — et je ne parle point seulement de celle-là, — de vouloir tout centraliser, c'est-à-dire accaparer. Le Muséum, étant rattaché à l'Instruction publique

et non pas aux Colonies, n'est donc, à certains yeux, que bon à mettre au rancart. Et c'est ainsi que certains « états dans l'État, » sans crainte de blesser la France elle-même, font une guerre déplorable à tout ce qui est hors du rayon d'action de leurs absorbantes ventouses. Mais ceci, comme dit l'humoriste, est une autre affaire, et sur laquelle ce n'est pas le lieu d'insister aujourd'hui...

Les collections mortes n'ont pas été oubliées dans le travail de rénovation qui s'est imposé depuis peu par la nécessité d'offrir au public, à côté de l'exposition sévère et sans attrait de la succession des formes utiles seulement aux spécialistes, des groupes biologiques accompagnés d'explications et de dessins qui parlent aux yeux et permettent à chaque visiteur de dire en sortant d'une galerie : j'ai appris quelque chose !

La galerie de minéralogie a été remaniée par M. Lacroix, de manière à offrir, à côté d'espèces méthodiquement classées, des collections d'utilisation des minéraux et surtout celle qui fournit les pierres précieuses.

On peut admirer, en particulier, la belle collection des pierres précieuses de Madagascar, don d'un généreux mécène, et la comparer avec celles du Brésil et de l'Amérique du Nord. Tous ces joyaux sont classés de manière à démontrer que les mêmes conditions d'origine président dans les pays les plus variés à l'élaboration des mêmes variétés. Dans la vitrine offerte par les amis du Muséum, M. Lacroix a disposé de grands et magnifiques échantillons formant un ensemble artistique des plus réussis.

Dans la galerie d'anthropologie, il est maintenant facile de suivre la suggestive histoire de l'homme, aménagée, grâce au concours financier accordé par la Société des amis du Muséum à M. le professeur Verneau.

Peu à peu, toutes les vieilles expositions se modifient dans le même sens. C'est ce que chacun peut constater aujourd'hui en visitant le rudiment de galerie botanique de M. Lecomte, la collection de reptiles et de poissons de M. Roule, les crustacés de M. Gravier, qui rivalisent avec la magnifique et déjà ancienne collection d'entomologie appliquée de M. Bouvier.

Pour compléter ce tableau de l'activité du Muséum, il me faudrait parler des travaux personnels que, en dehors de leur enseignement et de l'entretien des collections, réalisent chacun des 19 professeurs, des 22 assistants, des 38 préparateurs, et qui, à côté des travaux des maitres que j'ai déjà nommés, des découvertes

minéralogiques de M. Lacroix, des suggestives recherches entomologiques de M. Bouvier, embrassent la plupart des sciences de la nature, et vont des travaux d'ichtyologie pratique de M. Joubin si fructueux pour notre industrie des pêches métropolitaines aux recherches de M. Gruvel si précieuses pour la mise en valeur de nos pêcheries coloniales, en passant par les utiles contributions chimiques que M. Tissot a apportées à la Défense nationale, et par les magnifiques trouvailles faites par M. Maquenne dans le domaine de la chimie végétale. J'en passe et de non moins précieux.

Et voici maintenant quelques chiffres qu'on ne soupçonne généralement pas et qui, mieux que tous les développements, — car rien n'est éloquent comme la concise précision numérique, — montreront quelle population, curieuse de s'instruire, attire le Muséum.

Durant chacune de ces dernières années, les cours d'été et d'hiver ont attiré environ 7 500 auditeurs avec une moyenne de 18 auditeurs pour les 400 cours qui se sont succédé.

La ménagerie et les galeries d'anatomie sont fréquentées, en dehors des heures où le public est admis, par plus de 200 étudiants; artistes professionnels ou élèves des grandes écoles : Beaux-Arts et Arts décoratifs.

Plus de 300 écoles avec 7 500 élèves ont visité en corps les galeries et la ménagerie.

Quant au public, il afflue surtout les jeudis et les dimanches en nombre si considérable que les gardiens et les gardes militaires, trop peu nombreux, sont surmenés. Le nombre des visiteurs annuels dans les galeries d'anatomie comparée et de paléontologie s'élève à 450 000; dans les galeries de Minéralogie et de Botanique, 100 000; Galerie de Zoologie, 360 000; Ménagerie des reptiles, 175 000; Ménagerie des mammifères et des oiseaux, 1 750 000, sans compter la foule qui se presse dans les jardins.

Tel est le Muséum national d'Histoire naturelle dépositaire des archives de la nature, centre d'éducation populaire, siège d'une activité scientifique malheureusement entravée dans son expansion par l'insuffisance des crédits dont il dispose.

*
* *

L'humanité, a-t-on dit, est faite de plus de morts que de vivants. Cela est surtout vrai de cette partie de l'humanité, — et on me concédera que ce n'est pas la moins intéressante, — qui fait la science. Si dans l'art, dans la littérature, dans la politique même, les œuvres

sont plus ou moins l'aboutissement et le couronnement des œuvres passées, cela est bien plus vrai encore dans la science. On conçoit un Debussy composant *l'Après-midi d'un faune* sans avoir jamais entendu une symphonie de Beethoven ; on conçoit un Baudelaire écrivant son *Don Juan aux Enfers* sans avoir lu une ligne de Racine ni de Ronsard. Pierre Loti assurait de n'avoir jamais rien lu. Il se vantait peut-être; mais c'était vrai peut-être ; du moins, c'était concevable. On ne conçoit point un Curie découvrant le radium sans avoir connu l'analyse chimique classique et l'électrométrie de ses prédécesseurs; on ne conçoit point Newton découvrant la gravitation universelle sans avoir connu les travaux de Képler et de Copernic; Berthelot faisant la synthèse de l'acétylène et ignorant l'existence du courant électrique; Gramme faisant sa machine sans aucune notion des résultats d'Ampère. Tout cela n'eût été concevable que si ces grands hommes avaient pu reconstituer d'eux-mêmes toute la science antérieure; or vingt vies humaines n'y eussent pas suffi pour chacun d'eux. Le progrès scientifique est un escalier où l'on ne peut s'élever que d'une marche à l'autre, et où chacune est indispensable au soutien de celle qui la surmonte.

Et c'est pourquoi ce qui émeut surtout, lorsqu'on visite le Muséum, lorsqu'on rêve dans ses jardins étroits, lorsqu'on médite ou qu'on s'étonne dans ses galeries, c'est l'évocation du passé. C'est de penser que Buffon et Lamarck se sont assis sous ce cèdre. C'est de se souvenir que de là les géniales inductions de Cuvier ont pris leur vol dans le monde des idées.

Il y a au *Zoo* de Londres, au jardin zoologique d'Anvers, chez Hagenbeck à Hambourg, d'aussi beaux lions qu'au Muséum, de plus beaux lions peut-être. Mais nulle part ailleurs dans le monde, nulle part comme en ce lieu unique, on n'a vu la Science de la Nature fournir une floraison comparable de grands hommes et de puissantes découvertes. C'est là, pour ne parler que des morts lointains, qu'ont travaillé et créé les Daubenton, les Jussieu, les Geoffroy Saint-Hilaire, c'est là que Buffon a écrit et pensé ses *Époques de la Nature*, c'est là que l'anatomie comparée a été créée par Cuvier, la cristallographie par Haüy, le transformisme par Lamarck, la radioactivité par Becquerel; là travaillèrent les Claude Bernard, les Dehérain, les Fourcroy, les Lacépède, les Quatrefages, les Chevreul, les Vauquelin; là le physicien du Fay distingua et sépara les deux électricités ; là régna le poétique génie de Bernardin de Saint-Pierre.

Plus de trois siècles se sont écoulés depuis que par lettres

patentes, enregistrées le 6 juillet 1626, le roi Louis XIII décida ceci :

« Il sera construit et établi un Jardin royal en lieu des faubourgs de nostre ville de Paris ou autre lieu proche d'icelle et de telle grandeur qu'il sera jugé propre, convenable et nécessaire par le sieur Hérouard (féal conseiller et premier médecin), pour y planter toutes sortes d'herbes médicinales, pour servir ceux qui en auraient besoin, même pour l'instruction des escoliers de l'Université de Médecine. »

Un siècle et demi, bientôt, auront passé, depuis que la Convention, complétant, sous l'impulsion heureuse de Lakanal, l'œuvre royale, donna au Jardin du Roi une organisation plus vaste qui n'a guère changé et son nom actuel : Muséum d'Histoire naturelle.

Quand on passe en revue, dans les lointains du souvenir, tout ce qui à cet endroit a jailli de glorieux et d'utile, on se prend à penser qu'il n'est peut-être pas, dans le monde, de lieu qui ait été, à l'égal de celui là, un creuset à idées. Il y a, sur cette planète, et là surtout où le veau d'or élève sa bestiale et pesante silhouette, des temples simili-grecs, des « Bourses » dont les colonnes, à les bien examiner, sont pareilles à celles du Parthénon. Il leur manque ce qui fait la gloire émouvante de celui-ci : la trace effacée, mais toujours présente, des pas glorieux, des pas de Platon, d'Hipparque, de Démocrite, d'Eschyle, qui ont passé sous l'ombre cannelée de ses colonnes à lui, à lui seul. Et c'est pourquoi la ruine solennelle du Parthénon est d'une jeunesse sans égale. Et c'est pourquoi pareillement notre pauvre Muséum, dans son délabrement saturé de gloire, dépasse infiniment tout ce que l'étranger peut essayer de mettre en balance avec sa misère. Mais il ne faut point le laisser tout à fait tomber en poussière, et nous devons comme Candide faire le facile effort de cultiver un peu notre jardin... notre Jardin des Plantes.

CHARLES NORDMANN.

REVUE MUSICALE

LES LEÇONS DE FALSTAFF

Repris une fois encore, il y a quelques mois, à l'Opéra, nous souhaitons que le pur chef-d'œuvre y demeure. Accueilli jadis à Milan même avec plus de respect que d'admiration, *Falstaff* achève à peine la conquête de sa propre patrie. Pour que son règne arrivât, il a fallu plus d'un quart de siècle et puis, et surtout la volonté, que rien ne brise, que rien ne lasse, d'un Toscanini. Cet été, après avoir entendu le *Nerone* de Boito seul, nous nous sommes souvenu du *Falstaff* de Verdi et Boito. Nous l'avons relu, médité, non sans mélancolie, en la ville, en la maison où naguère, il y a près de quarante ans, les deux maîtres disparus nous devinrent amis, et dans une chambre même, alors déjà la nôtre, voisine de celle où le plus grand des deux rendit le dernier soupir.

*
* *

La première leçon que donne *Falstaff*, et nous dirions volontiers la première vertu qu'il enseigne, est le respect, l'amour de la voix et du chant, de ce chant que l'Italie appela jadis, avec une tendresse maternelle, *il bel canto*. Rien qu'à ce nom, les renchéris, ou, comme dit le fabuliste, « ceux qui ont le goût difficile, » s'en iront fredonnant, d'une bouche dédaigneuse, le *scherzetto* devenu tout de suite populaire : « *Quand j'étais page du sire de Norfolk.* » Mais Verdi lui-même y attachait peu de prix. Il en était moins féru que le public, auquel il eût volontiers reproché de l'entendre et de le réentendre avec trop de plaisir. Aussi bien l'interprète en grossit d'ordinaire l'importance et l'effet. Il change en morceau, presque en « air, » et de bravoure encore, une chanson à fleur de lèvres, un détail spirituel,

et rien de plus : touche brève et légère, trait de musique, et de musique vocale surtout, mais, à le regarder ou plutôt à l'écouter de plus près, trait de caractère aussi. La finesse, la grâce du couplet et, tout bas à l'orchestre, quelques notes aussi d'une flûte furtive trahissent chez le gros homme, demeuré malgré tout gentilhomme, avec le souvenir et le regret de la jeunesse envolée, l'élégance, la race, que le désordre et la débauche n'ont pu tout à fait avilir.

Jamais dans *Falstaff* la voix isolée, ou les voix unies, alors même qu'elles parlent ou déclament surtout, ne cessent de chanter. Un mot, un seul, est vocal et mélodique, témoin le salut, sur quatre notes qui semblent saluer elles-mêmes, de Quickly à sir John : « *Révérence.* » Si rapide qu'il soit et fait de répliques brèves, le moindre dialogue est partout un chant, un échange de phrases chantantes.

Nulle part une voix, une voix italienne, ne se déploya plus libre et plus pure, plus belle de sa seule beauté, que dans l'amoureux sonnet du petit Fenton arrivant le premier au rendez-vous nocturne sous les vieux chênes du parc de Windsor. « *Bocca baciata non perde ventura.* » Ces mots, ce peu de mots italiens, que toute traduction ne ferait que trahir, l'oreille elle aussi, les ayant une fois entendus, n'en perdra plus jamais l'enivrante douceur.

Que d'autres passages où la voix suffit à notre enchantement ! Au centre de ce tourbillon qu'est le grand finale du panier, la voix de Fenton encore, sa juvénile et tendre voix, s'élève et plane d'abord seule. Bientôt celle de sa petite amie s'unit à la sienne et toutes deux flottent ensemble au-dessus de la symphonie par elles un instant apaisée. Des voix, des voix féminines, au cours de cette scène encore, nous ménagent une autre halte mélodieuse. Pour dérober Falstaff au courroux des poursuivants et le réserver à leur propre vengeance, les joyeuses commères ont caché le « *pancione* » derrière elles. « *Étale ta jupe*, dit l'une, *étale ta jupe ainsi qu'un rempart.* » Alors, en même temps qu'on voit s'amplifier l'étoffe protectrice, on entend le rythme s'élargir et se déployer les voix.

Les voix, toujours les voix. Au second tableau, la lecture de la lettre d'amour, la même, adressée par Falstaff à deux des quatre dames, ne provoque d'abord qu'un chassé-croisé de vives et courtes ripostes. Mais celles-ci finissent par se fondre à l'unisson dans une vaste et magnifique coulée sonore. Le reste de la scène se partage, comme en deux volets, en deux groupes de voix, féminines puis viriles : quatuor, puis quintette, séparés d'abord et s'enveloppant

ensuite l'un l'autre. La fugue enfin, la fugue extraordinaire par où se termine l'ouvrage, n'est autre chose que le triomphe, en une forme scolastique, libre cependant, et dont il y a peu d'exemples au théâtre, de la polyphonie, mais de la polyphonie des voix.

En vérité, lorsqu'on vient d'entendre *Falstaff*, l'oreille toute bruissante encore de chants et de chansons, l'on se souvient de certaine *canzonetta* du grand Monteverdi, laquelle commence ainsi : « Maintenant, chères chansons, vous irez en paix, chantant joyeusement, toujours remerciant celui qui vous écoute et lui baisant les mains, sans parler (1). » Au bas de son chef-d'œuvre, comme d'une ballade, le Verdi de *Falstaff* aurait pu vraiment écrire cet « envoi. »

***

Il nous apprend ou nous rappelle encore, le Verdi de *Falstaff*, quel doit être au théâtre le rôle de l'orchestre ou de la symphonie, l'étendue, mais les limites aussi de son pouvoir. Dans le débat, renouvelé sans cesse avec des fortunes diverses, qui divise les voix et les instruments, le Verdi d'*Otello*, puis et surtout celui de *Falstaff*, nous semble le musicien qui depuis Mozart a vu le plus juste et pris le parti le plus équitable. Avec une aisance, une grâce incomparables et comme en se jouant, le maître octogénaire a dénoué la question que de plus jeunes, les plus jeunes, ont tant de mal aujourd'hui, non pas même à résoudre, mais à poser seulement. Entre les deux éléments, les deux forces trop souvent ennemies du drame (ou de la comédie) lyrique, il a réalisé mieux que l'équilibre ou l'union, l'unité. Les temps sont passés où l'on pouvait traiter de guitare un orchestre d'Italie, et celui de Verdi même. En vérité, pour l'orchestre de *Falstaff*, il s'agit bien d'accompagner ou de suivre! Égal à la voix, aux voix, leur associé et leur ami, il coopère constamment avec elles à l'action et à l'expression, à la vérité et à la vie. Mélodique, récitatif ou symphonique, on pourrait qualifier ainsi tel ou tel chef-d'œuvre, choisi parmi les plus fameux. Mais *Falstaff* est tout cela ensemble. Ouvrez la partition à la première page, à la première mesure. Ce début seul, ou ce « départ, » vous causera l'impression, très vive, d'un quatuor, et d'un quatuor de maître. L'introduction tout entière, (la querelle de Falstaff et de ses deux acolytes), se développe en style instrumental et classique, ainsi qu'elle a commencé. Avec cela, non moins preste, le dialogue

(1) Cité par M. Henri Prunières, dans son *Monteverdi;* 1 vol. Collection des *Maîtres de la musique*, librairie Félix Alcan.

vocal se poursuit et ne cesse de rester vocal. Personnelles et dépendantes à la fois, tantôt au centre, tantôt à la surface de l'orchestre, les ripostes chantées courent avec lui. Pas plus qu'elles ne lui sont étrangères, il ne leur est ennemi. D'un seul élan, de la même allure, avec les voix il mène le jeu. Après un quatuor, souhaitez-vous une symphonie, celle-là tout au moins dont une action théâtrale, et la plus rapide, se peut accommoder? Le vaste finale du panier se déroule sur un thème, ou plutôt à l'intérieur d'un thème qui l'enferme tout entier en des cercles de joie, vrai « mouvement perpétuel, » où Beethoven eût peut-être reconnu la même force, le même esprit qui lance, en spirale aussi, le dernier *allegro* de sa symphonie en *si bémol*.

Force, toute puissante, et néanmoins agile, subtile même, qui partout se répand et s'insinue. Pour une fois Nietzsche eut raison: « Tout ce qui est divin a les pieds légers. » Et cependant ici l'orchestre donne tout entier. Mais souvent ailleurs il se réduit et s'atténue. Il effleure alors, il suggère. Une indication, et de peu de mesures, lui suffit. S'il se réserve tel épisode, (expulsion par Falstaff de ses deux acolytes, envoi d'un petit page en mission galante), il en partage d'autres avec la voix, (sonnet de Fenton au dernier tableau). En ce cas, il se contente d'une ligne instrumentale unique, d'un contre-chant qui chemine à côté d'un chant. Et ces deux mots disent assez que de toutes les voix, humaines et autres, pas une dans *Falstaff* ne cesse de chanter, ce qui s'appelle chanter. Carlyle, je crois, a écrit : « Tout ce qui va profond est chant. » Non pas seulement tout cela, mais, en *Falstaff* du moins, tout ce qui, sans aller plus loin, voltige à la surface et s'y joue.

***

Allons nous-même plus avant, jusqu'au fond, au cœur de la musique, jusqu'à « l'idée, » à la mélodie, sans laquelle Wagner assurait que la musique ne se peut concevoir. Et qu'on ne vienne pas nous demander, comme faisait Henri Heine à certaine dame : « Qu'est-ce qu'une idée? Avez-vous l'idée d'une idée? » Tout le monde entend par idée musicale une suite de notes, quelquefois d'accords, ou de rythmes, se présentant sous une forme définie et nette. Parmi les idées musicales, il en est de longues et de courtes : au premier rang de celles-ci, le thème initial de la symphonie en *ut* mineur, le motif de l'entrée première de Tristan ou, plus près de nous, certain accent, inséparable du souvenir d'Ulysse, dans la

Pénélope de Fauré. Le caractère et non la durée fait le prix de ces éléments sonores. Or *Falstaff*, — et voilà peut-être son mérite éminent, — *Falstaff* est un trésor d'idées musicales. Il n'y a pas dans cette comédie lyrique un sentiment, un trait de caractère ou de mœurs, pas une situation, pas un mouvement, presque pas une parole, qui ne crée immédiatement une figure sonore, et tout juste celle qui convient, qui correspond, qui ressemble. Non pas seulement au dedans, mais au dehors, autour des personnages comme en eux, c'est une éclosion constante, un jaillissement ininterrompu de mélodies, signes sans nombre, jamais incertains, mais au contraire toujours précis, et fidèles toujours à l'ensemble comme au détail de la réalité. Pour que ces thèmes soient, pour qu'ils vivent, c'est assez de quelques sons. Nous l'avons montré tout à l'heure à propos d'un mot, d'un mot unique, (« *Révérence* »), de Mrs. Quickly. Cinq mots, tombant de la même bouche, (*De deux heures à trois*), le feraient voir aussi bien.

Encore une fois, ce peu de syllabes, ce peu de notes composent non pas des ébauches, ou des apparences vaines, mais des phrases formelles, achevées, pour ainsi dire, plastiques, et sensibles, autant qu'à l'oreille à l'esprit. Ainsi présente partout et partout répandue, il s'en faut pourtant que la mélodie s'éparpille et se dissipe en poussière sonore. Autant elle sème de points brillants, autant la musique de *Falstaff* trace de lignes continues et de courbes à longue portée. Elle ne sacrifie pas au menu détail les vastes généralisations et les partis pris nécessaires. Elle se plaît tantôt au raccourci, tantôt au développement des idées sonores. En elle on ne sait qu'admirer davantage, de ses abrégés ou de ses effusions. Elle a rompu sans doute avec les formes anciennes, entre autres et plus que toute autre, celle de l'*aria*. Seul, — et encore, — le *scherzetto* de sir John pourrait être qualifié de couplet. Mais rien n'est plus éloigné d'un air classique, à l'italienne, que le sonnet de Fenton. Adorable et libre cantilène, il se répand en nappe de lumière et la voix n'y paraît avoir, je ne dirai pas d'autre maître, mais d'autre guide, qu'un rayon de lune et le souffle de la nuit.

Des « airs » encore une fois, ou, comme on disait aussi, des morceaux, voilà ce qui ne se rencontre plus dans *Falstaff*. Le discours musical n'y perd cependant rien de son abondance et de son ampleur. Le rythme et le nombre, la mesure et la cadence, toutes les qualités oratoires, le style de *Falstaff* les possède. En des entretiens familiers tels que celui de Falstaff et de Ford, tantôt les répliques brèves

se répondent, tantôt ce sont de longues périodes, sans que jamais se brise ou se noue le fil continu d'une causerie parlée et chantée en même temps. Et le dialogue unit à la continuité la consistance d'une part, de l'autre la variété. C'est ici le règne non pas de la mélodie infinie, mais de mélodies nombreuses et définies. Chacune a sa figure, son caractère et sa personnalité. Toutes distinctes, elles s'enchaînent et ne se confondent pas. Loin de nous échapper sans cesse, elles se laissent en quelque sorte saisir. Nous les tenons, et les retenons. L'être, non le devenir, voilà, diraient les philosophes, la catégorie de cette musique, ou, plus simplement, sa condition et sa loi.

***

Dans le drame ou la comédie musicale, toutes choses n'ont pas même intérêt et même importance. Entre les parties capitales et vraiment lyriques, celles que Barrès qualifiait de « hauts moments sonores, » il reste des espaces et comme une région moyenne, qu'il faut néanmoins occuper. C'est à cela que servirent autrefois, chacun à sa façon, le récitatif classique, le « parlé » de l'opéra-comique français et, dans le vieil opéra d'Italie, sérieux ou bouffe, le *recitativo secco*, lequel n'était lui-même qu'un *parlando* à peine plus chanté que le nôtre, mais plus apte et plus prompt encore à ce que le langage du théâtre appelle « déblayer. » Avec et depuis Wagner, un autre style, un nouveau système a prévalu. Le double principe du *leitmotif* et de la symphonie ininterrompue a tout unifié, mais tout alourdi et tout encombré. Entre des éléments inégaux, entre les valeurs essentielles et les autres, il a supprimé non seulement la hiérarchie, mais les transitions. Désormais, plus de relâche, plus de repos nulle part. Partout au contraire la tension, l'embarras et la surcharge, sans compter l'uniformité. Avec le sens le plus juste des proportions et des rapports, le musicien de *Falstaff* a restitué l'ordre qu'on pourrait qualifier d'intermédiaire. D'une main vigoureuse et légère à la fois, il a facilité les communications et dégagé les issues.

Tout en laissant à leur place les accessoires et les détails, quel agrément il leur donne, quel mouvement et quelle vie, que de poésie et d'esprit tour à tour! Soliloque ou dialogue, le discours musical dans *Fasltaff* a partout même justesse, même aisance et même vivacité. Naturel et familier toujours, il n'est jamais banal, et vulgaire encore moins. Toute scène, fût-ce la moins importante, à deux, à plus de deux personnages, est un chef-d'œuvre de conversation

musicale. Voilà comme il faut chanter et parler à la fois. La voix, l'orchestre, se prête et se plie à la moindre intention, à la plus légère nuance du langage. Des choses qui, dites seulement, seraient insignifiantes, reçoivent de la musique un sens, un prix inattendu. Ainsi le valet de Falstaff annonce en ces termes un visiteur à son maître :

Monsieur, un homme est là, certain maître Fontaine.
Il voudrait vous connaître et porte une outre pleine
De Chypre, qu'il désire offrir à Votre Honneur.

Verdi, pour si peu, ne va pas mobiliser tout l'orchestre et rappeler, combiner deux ou trois thèmes caractéristiques. *Prestissimo*, d'une traite et du même ton, presque sur la même note, il débite l'annonce tout entière et l'achève brusquement, d'un seul coup. Rien de plus, et c'est assez. L'effet se produit. Il est subit, il est plaisant, et, comme souvent il arrive, beaucoup de musique tient en un petit nombre de sons.

En cet endroit, et d'autres encore, la musique de *Falstaff* s'amincit et s'effile. (« *Assottigliam*, » dit quelque part le héros lui-même.) Ailleurs, comme lui toujours, elle se met à l'aise et rit à gorge déployée. Son rire, son beau rire d'or, éclate sur les lèvres fraîches de l'une ou de l'autre commère, ou de toutes les quatre ensemble. Il secoue le gros homme tout entier au cours de son entretien avec maître Ford. Là plus que jamais les idées, les mélodies abondent. De phrase en phrase, thèmes, rythmes et timbres se renouvellent et se multiplient. A chaque riposte, la musique rebondit plus légère et rejaillit plus brillante.

Encore a-t-elle affaire ici à l'une des maîtresses scènes de la comédie. Mais sous les plus épisodiques elle sème les traits spirituels ou répand le charme et le mystère même de la poésie. A la porte de l'hôtellerie de la Jarretière, Falstaff et maître Ford, les deux joyeux compères, se font mille civilités. C'est à qui cédera le pas à l'autre. « Après vous. — Après vous. — De grâce. — Je vous en prie. » Rien de plus simple, de plus banal même, que cet échange de quelques paroles, de quelques gestes de cérémonie. Avec cela, rien n'est plus vivant, comique avec plus de finesse, d'élégance et de distinction. Qu'y a-t-il donc là? Bien peu de chose, mais quelque chose d'exquis : à l'orchestre un thème gentiment gouailleur, tout en notes piquées et légères; des trilles frisés comme les plumes du chapeau de Falstaff allant en conquête; un dialogue où l'on dirait que chaque réplique s'incline, s'efface devant une autre et la laisse passer;

enfin, pour clore le débat et sur ces mots : « *Eh bien! passons ensemble,* » l'unisson cordial, épanoui, des deux voix, et toutes les deux en effet passant elles-mêmes ainsi. Cela n'est qu'un détail, et purement extérieur, un jeu de scène, mais un jeu d'esprit, d'esprit musical, et délicieux.

Il y a bien de l'esprit encore en un autre épisode; mais là, parmi les propos et les rires, se glisse un rayon de poésie. Le soir est venu. La troupe joyeuse prépare la comédie où Falstaff une dernière fois sera confondu. Chacun et chacune y jouera son rôle. « *Tu seras la dryade reine des bois. — Toi, tu seras la nymphe bocagère.* » Quelques mots d'un *parlando* chantant, un ou deux traits de flûte égrenés dans le crépuscule, et déjà nous respirons l'haleine et les parfums de la nuit. Verdi se plaisait à dire : « *Sono un paesano.* » En vérité, la musique de *Falstaff* a par moments des airs de princesse, et de princesse de féerie. Cependant les apprêts de la mascarade se poursuivent. Toujours tout bas, tantôt riant sous cape, tantôt vaguement alanguis et charmés, les instruments et les voix se répondent, se renvoient des répliques alertes et mystérieuses tour à tour. Rien de plus nuancé, de plus fluide que ce jeu de lumières et d'ombres. Des rythmes rapides ou lents, des notes tenues ou détachées se succèdent. Tout cela jase, chante, scintille et palpite. Et lentement, par d'exquises dégradations de tonalité, d'harmonie, tout cela s'éteint. Que tout cela pourtant est peu de chose ! Quelle discrétion, quelle épargne des éléments et des moyens! Le silence même, ou le demi-silence, a presque autant de part que les sons à l'enchantement de cette pure, de cette transparente musique. Mistral un jour appela Gounod « le musicien limpide. » Le Verdi de *Falstaff* eût aussi mérité ce nom. Et puis et surtout, — l'on ne saurait trop y revenir, — c'est ici l'un de ces épisodes de demi-caractère, un de ces « passages, » comme disent les peintres, entre des valeurs plus vives, entre des tons plus soutenus, où nos soi-disant jeunes maîtres vainement s'évertuent et que, d'un pas alerte, un maître octogénaire, mais véritable, a franchis.

***

On connaît le reproche que Dante adresse à notre premier père (1) :

Per sua diffalta, in pianto ed in affanno
Cambiò l'onesto riso e'il dolce giuoco.

(1) *Purgatorio.* C. XXVIII.

« Par sa défaite, il changea en plainte et en douleur le rire honnête et le doux jeu. » Le dernier chef d'œuvre de Verdi, le plus pur, a produit un changement contraire. Ce n'est là ni sa moindre vertu ni le moins précieux de ses dons. L'histoire de la musique, ou plutôt celle d'un musicien, n'offre peut-être pas un second exemple d'une semblable vicissitude. Après *Otello*, tout de suite après, *Falstaff*. Non seulement après *Otello*, mais après un demi-siècle consacré tout entier à l'expression des passions tragiques. D'abord, et si longtemps, une telle violence! A la fin, à l'extrême fin, tant de grâce, de finesse et de gaieté. A quatre-vingts ans, le fils de l'Italie douloureuse se souvint qu'il l'était également de la rieuse Italie. Peut-être n'oublia-t-il pas non plus que Beethoven, le grand patient, avait dédié ses chants suprêmes à la joie. Sous une forme plus légère, c'est elle aussi que Verdi souhaita de laisser au monde, heureux de divertir une fois, avant de les quitter, ceux qu'il avait tant de fois émus. La joie, *gioia bella*, comme l'appelait Mozart, qui l'a si bien connue et si largement dispensée, voilà l'essence et l'âme même de *Falstaff*. Hélas! la musique de notre temps, notre musique, n'en est guère animée. Nous vivons sous des maîtres plus que sérieux, sévères et volontiers moroses. Attendent-ils, pour s'égayer, et nous avec eux, d'avoir quatre-vingts ans? Que plutôt ils se hâtent. Qu'ils relisent un *Falstaff*. Sans l'imiter, qu'ils s'en inspirent, qu'ils en comprennent l'idéal et qu'ils l'aiment, et que leur art allégé, détendu, nous accorde, au moins par moments, « *l'onesto riso e'il dolce giuoco.* »

CAMILLE BELLAIGUE.

REVUE DRAMATIQUE

Comédie-Française. — *Œdipe à Colone*, tragédie de Sophocle, traduite en vers par M. Georges Rivollet.

La Comédie française a donné, bien tard dans la saison, cet *Œdipe à Colone*, à qui le génie de Sophocle et le goût parfait de son traducteur semblaient mériter un meilleur sort. Je sais bien qu'on pourrait citer d'importantes « premières » données en plein été; mais c'était en d'autres temps : on n'avait pas encore inventé de suspendre, trois mois de l'année, la vie apparemment devenue trop longue. Ce qui est plus regrettable encore, c'est que la tragédie de Sophocle, traduite pour Mounet Sully, n'ait pu être jouée par lui. Combien il eût été intéressant de voir reparaître en Œdipe à Colone l'inoubliable Œdipe Roi ! Combien suggestif le rapprochement des deux rôles interprétés par le même génial artiste !

De tous les drames antiques *Œdipe roi* nous est le plus accessible, pour des raisons qui ne tiennent pas toutes à sa véritable beauté. Nous l'écoutons comme un mélodrame supérieur, où l'intérêt de curiosité est savamment ménagé et l'horreur va *crescendo*. Les anciens lui préféraient *Œdipe à Colone*. Ce drame sans action et qu'enveloppe une atmosphère de sérénité, répondait mieux à l'idée qu'ils se faisaient de la tragédie, fille aînée de l'épopée et voisine des grands mythes religieux. Et puisque M. Rivollet, qu'on ne saurait trop en remercier, s'est pieusement interdit de prendre aucune liberté avec le chef-d'œuvre antique, essayons de retrouver pourquoi les compatriotes du poète le plaçaient si haut dans leur admiration.

Un épisode intime, dont la tradition est venue jusqu'à nous, l'avait désigné à l'attention et à la sympathie des Athéniens. Sophocle avait quatre-vingts ans et ses fils le traitaient de dément : pour sa défense, il lut devant l'aréopage un morceau de l'œuvre à laquelle

il travaillait. Conçue par un vieillard, cette pièce, dont un vieillard est le héros, est, dans une certaine mesure, un testament et, en certains endroits, une confession. Le poète octogénaire savait quelles tristesses attendent celui dont la vie se prolonge au delà des limites communes. Et sans doute avait-il éprouvé par lui-même ce besoin qui hante les vieillards, de revivre sans cesse leur passé. Si discrète qu'elle soit, cette note personnelle rend plus touchante la dernière œuvre de Sophocle.

On sait de quel respect les anciens entouraient la vieillesse. Pour Œdipe lui-même, avec la vieillesse est venu l'apaisement. Depuis le jour de l'affreuse découverte, il a souffert, il a expié. Il s'est crevé les yeux, il a vécu errant et misérable : les défauts qu'on est en droit de lui reprocher, ceux qui ont fait de lui le jouet du destin, l'orgueil et la violence, ont reçu leur juste punition. Quant aux crimes dont l'infamie reste attachée à son nom, comment en porterait-il la responsabilité, s'il a tout ignoré, s'il n'a rien voulu ? Il en a été l'instrument, non l'auteur. Les dieux jaloux peuvent rendre l'homme malheureux : ils ne peuvent faire de lui un coupable. Notons cette vigueur que met Sophocle à protester que les crimes d'Œdipe, pour n'avoir pas été volontaires, ne sont pas des crimes : elle fait de lui l'éloquent avocat de la liberté humaine.

Maintenant l'heure a sonné de la pitié pour celui qui n'est plus qu'une grande victime. La présence de ses deux filles adoucira sa fin. Les habitants de Colone le prennent sous leur protection. Le roi d'Athènes le défend contre la fourberie de Créon. Et c'est de toute sa hauteur qu'il se redresse pour maudire les mauvais fils qui l'ont chassé de Thèbes, et n'ont pas eu, comme lui, l'excuse d'avoir agi par ignorance et fait le mal sans le vouloir.

Le pardon dans la justice, la pitié pour un malheur immérité, c'est beaucoup ; il y a plus encore dans ce drame qu'on sent peu à peu s'acheminer vers un dénouement mystique. Voyez ce halo de surnaturel qui flotte autour du débile vieillard. Depuis que sont clos ses yeux de chair, voici que l'avenir se révèle aux yeux de son esprit. Grandeur déchue, épave ballottée par les hasards de l'exil, les rois se disputent sa présence, à laquelle s'attache une superstition. Pour marquer l'instant de sa mort, le ciel va gronder et la terre s'entr'ouvrir. Et la victoire sera désormais assurée à la contrée qui aura recueilli sa dépouille. Cette sorte d'apothéose, cette consécration suprême, Œdipe la doit à l'excès même de ses malheurs. C'est d'avoir concentré en lui et résumé à lui seul toute la misère

humaine, qui lui vaut son éminente dignité... Jamais le paganisme ne s'était élevé plus haut dans l'ordre moral : il semble qu'il ait ici pressenti la vertu divine de la souffrance.

Après cela, est-il besoin de faire remarquer que jamais éloge plus enthousiaste et plus délicat n'avait flatté les oreilles athéniennes ? Le poète célébrait cette terre privilégiée, patrie des blancs coursiers, bruissante d'abeilles et de cigales :

Là chaque jour l'aube irisée
Voit éclore sous la rosée
Le narcisse au feuillage clair
Dont la grappe en fleur plaît à Perséphone,
Et le safran d'or qui couronne
Le large front de Déméter.
Sur le lit murmurant du sable,
C'est là qu'un fleuve intarissable
Le Céphise, coule au soleil ;
Et mariant son onde aux errantes fontaines,
Il féconde en courant le vaste sein d'Athènes
Du flot de ses eaux sans sommeil.

. . . . . .

Chez nous l'olivier lève aux cieux ses bras tors
Qu'on voit vers le soir tout blancs de colombes
Et son ombre défend les berceaux et les tombes
Douce aux enfants et chère aux morts.

Mais c'est toute la pièce qui est un éloge de la cité hospitalière, un hymne à sa générosité, à la douceur de ses mœurs, à sa pitié intelligente. Or c'est précisément sous ces traits que l'image d'Athènes a pris place dans l'histoire de l'humanité.

La traduction de M. Rivollet est d'une exactitude scrupuleuse qui ne nuit jamais à son élégance. Sa versification aisée et souple est d'un lettré, formé à l'école des grands modèles. L'interprétation et la mise en scène sont des plus honorables. Souhaitons que le nouvel *Œdipe à Colone* survive à sa représentation estivale, et qu'il reparaisse sur notre grande scène classique pour entretenir chez les Athéniens de Paris le culte de la plus pure antiquité.

René Doumic.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

En ce dixième anniversaire des jours tragiques d'août 1914, c'est encore de luttes internationales et de batailles diplomatiques qu'il nous faut parler. La Conférence de Londres n'est que le prolongement du grand drame. La France ne risque-t-elle pas de perdre, autour du tapis vert diplomatique, une partie des avantages que la victoire de ses armées lui avait, croyait-elle, assurés? L'inquiétude est générale, accrue par les chants de triomphe de la presse ministérielle. Il s'agit, non de M. Herriot et de son cartel, mais de la France et de ses destinées, et l'on voudrait éloigner tout esprit de parti, tout jugement partial ou prématuré. Nous sommes en présence d'un revirement de la politique française; si portés que nous soyons à le déplorer, il est juste d'en attendre les effets avant d'asseoir une opinion définitive.

La bataille de la Ruhr a été menée non seulement contre l'Allemagne, mais, par suite de circonstances que nous ne rappellerons pas une fois de plus, contre l'Angleterre. L'initiative du 11 janvier 1923 assurait au groupe franco-belge, dans la politique européenne, une position dominante et dirigeante. Que voyons-nous aujourd'hui? A Londres, la France ne dirige plus, elle suit, elle s'excuse, elle accepte des solutions qu'elle n'a pas préparées. Comment en serait-il autrement, quand toute la campagne électorale des partis coalisés qui portèrent au pouvoir M. Herriot a été menée contre l'occupation de la Ruhr, qu'on représentait comme responsable du refroidissement de l'entente cordiale, de l'isolement de la France, du retard des réparations et de beaucoup d'autres méfaits encore? Il était difficile à M. Herriot de défendre utilement, à Londres, la politique de M. Poincaré qu'il avait, dès l'abord, dans les conversations de Chequers, jetée par-dessus bord. Aussi, quelle que soit la bonne volonté du Président du Conseil, la France fait-elle, à Londres, figure d'accusée :

il s'agit, pour les Anglais, qu'ils s'appellent lord Curzon, Lloyd George, Snowden ou MacDonald, d'amener les Français à reconnaître qu'en agissant seuls, avec les Belges, en occupant la Ruhr, ils ont pris une initiative contraire à la lettre et à l'esprit du Traité de Versailles, à désavouer les effets d'un tel acte et à revenir en arrière au point où la proposition Bonar Law, du 2 janvier 1923, reconnue insuffisante et inacceptable par la France, l'Italie et la Belgique, a laissé la question des réparations. Les efforts de la diplomatie anglaise tendent à réduire le plan Dawes à n'être qu'une reproduction du projet Bonar Law : en Angleterre, il y a, quel que soit le parti au pouvoir, continuité et esprit de suite. M. Herriot, lui, ne pouvait aboutir qu'à un désaveu de fait de la politique de M. Poincaré, ce qui le mettait en mauvaise posture pour en défendre certaines parties. Dès lors, l'initiative et la direction devaient lui échapper et passer à M. MacDonald, tandis que M. Herriot suivrait. Ainsi se poursuit la revanche anglaise, en attendant celle de l'Allemagne. Les Anglais ont gagné la bataille : tel est le premier résultat qui saute aux yeux en lisant les nouvelles qui nous viennent de Londres et les commentaires de la presse britannique.

Mais quelle est la contre-partie ? L'entente cordiale rétablie est-elle à l'épreuve des difficultés de demain ? Est-elle assez solide pour assurer le paiement de nos réparations ? On est obligé de répondre : Non. L'accord est fragile ; il aboutira, tant bien que mal, à une exécution du plan Dawes, mais il ne résout ni le problème de la sécurité, ni la question des dettes interalliées. L'accord rétabli fait penser à ces mécanismes trop ingénieux, trop compliqués, qui ne résistent pas à l'usage. On a réussi à ne pas se brouiller, à ne pas rompre : c'est quelque chose, mais c'est vraiment trop peu de chose. L'Angleterre n'a abandonné aucune de ses positions ; les avantages qu'elle n'a pas acquis aujourd'hui, elle ne renonce pas à les obtenir demain ; elle garde toujours, avec les dettes interalliées, un moyen de pression politique et, avec la campagne contre le franc, une menace que la presse ne se fait pas scrupule de brandir, dès que le Gouvernement ou l'opinion française esquisse une résistance. L'entente cordiale est peut-être provisoirement restaurée, mais elle l'est selon la formule anglaise, avec une Puissance qui dirige et une Puissance qui suit : l'hégémonie continentale britannique est rétablie, mais c'est au profit de l'Allemagne.

Le mérite du programme des experts, ce qui lui a attiré l'approbation des gouvernements et de l'opinion, c'est qu'il transportait la

question des réparations du plan politique sur le plan économique. S'il était possible, théoriquement, de l'y confiner, il est certain que la solution serait aisée et n'entraînerait pas de complications. Le rapport des experts est le fruit de l'occupation de la Ruhr sans laquelle, — le général Dawes s'est exprimé sur ce point sans ambages, — il n'aurait pas été possible; mais, en même temps, il prépare la liquidation de l'entreprise franco-belge de la Ruhr; ce résultat n'a rien d'imprévu ou d'alarmant, au contraire, car l'occupation économique de la Ruhr n'avait pas en elle-même sa propre fin et l'occupation militaire n'était qu'une conséquence de l'action économique entravée par la résistance de l'Allemagne. Les experts ont reconnu que la levée des sanctions économiques, qui avaient été la raison d'être de l'occupation militaire, devait être la conséquence de la mise en œuvre de leur programme; mais ils ont pris garde de ne pas quitter le terrain économique, et M. Poincaré, en acceptant « sans arrière-pensée » le plan Dawes, a eu soin d'entourer son adhésion de réserves qui n'en compromettaient pas la réalisation, mais qui l'empêchaient de sortir du cadre économique et financier où il devait se développer. La contre-partie logique et juste de l'adhésion de la France et de la Belgique au rapport des experts aurait dû être un engagement de l'Angleterre à prendre, en commun avec ses alliés, les sanctions nécessaires en cas de manquement de l'Allemagne : que l'Angleterre se dérobât à ce devoir élémentaire, que son goût insulaire pour la liberté de manœuvre l'amenât à rejeter tout engagement de cette nature, c'en était assez pour fausser radicalement le fonctionnement de tout le système. Le Gouvernement anglais fit plus ; il entendit tirer de l'application du plan Dawes un succès pour sa politique, un désaveu de la politique française : les bureaux du *Foreign Office* et du *Treasury*, d'accord avec le parti travailliste, l'emportèrent sur les velléités plus équitables de M. MacDonald; ils prétendirent que la France s'engageât pour l'avenir à renoncer expressément à toute sanction isolée. Dès lors, tout le débat retombait sur le terrain politique, où il ne pouvait manquer de s'envenimer. Une telle déviation incombe à la politique britannique qui, à la Conférence, a visé bien moins les moyens de réaliser pratiquement le plan des experts que l'occasion de prendre, sur la France, une revanche d'ordre essentiellement politique et de réaliser enfin, avec l'aide de la livre sterling et des banquiers, cette hégémonie continentale qu'elle ne cesse de poursuivre et qui lui échappera toujours.

Essayons maintenant de suivre l'enchaînement des faits et de leurs conséquences. Nous disions, il y quinze jours, que la manœuvre des banquiers dirigée par sir Montagu Norman, sous des dehors financiers, était surtout politique : elle révélait, à défaut d'accord explicite, la concordance virtuelle des visées politiques de l'Angleterre, des États-Unis et de l'Allemagne. Le vendredi soir 25 juillet, une note du Premier ministre britannique à ses collègues belge et français démasquait ses batteries : les garanties exigées par les banquiers lui paraissant incompatibles avec le maintien de l'occupation militaire de la Ruhr, il demandait à quelle date les deux Gouvernements alliés avaient l'intention de retirer leurs troupes. Le lendemain, on s'en souvient, M. MacDonald étalait aux yeux de ses collègues le spectacle de cette « flotte de guerre qui n'existe que dans l'intérêt de la paix » (*Times*). Si les ingénieurs, par suite de l'exécution du plan des experts, quittent la Ruhr, les soldats, disait-on, n'ont plus aucune raison d'y rester. En échange, on ne nous offrait rien, mais on insinuait que, si la France se montrait docile, les banquiers de Londres et des États-Unis l'aideraient à relever son change, tandis que l'Allemagne se montrerait accommodante pour un traité de commerce avantageux. En même temps, la presse allemande, comme sur un mot d'ordre, accusait M. Herriot de trahir ses principes démocratiques, de « pratiquer un poincarisme sans violence mais avec plus de raffinement sournois » (*Gazette de Francfort*), et l'exhortait à rester fidèle à la ligne de conduite qu'il s'est tracée. L'occupation militaire de la Ruhr devenait et continue d'être le point central de la Conférence de Londres : elle a en effet une valeur symbolique que lui confèrent l'insistance même des Anglais et les exigences des partis nationalistes allemands. Les Anglais évacueraient la zone de Cologne tandis que Français et Belges quitteraient la Ruhr. M. Herriot n'a pas décliné ces invitations, pas plus qu'il n'a cherché à en tirer profit pour obtenir les légitimes satisfactions qu'on lui marchande. Il ne refuse pas d'envisager l'évacuation militaire de la Ruhr, mais il entend rester maître de son heure, d'accord avec les Belges ; la question pourra être traitée en marge de la Conférence entre les Puissances occupantes et l'Allemagne, sans la participation de l'Angleterre qui n'a pas participé à l'occupation : la Conférence ne doit s'occuper que du rapport des experts.

M. Herriot, occupant la Ruhr, garde le rôle enviable de défendeur, car c'est l'Allemagne, c'est l'Angleterre qui souhaitent l'évacuation de la Ruhr : on ne comprend pas qu'il n'en ait pas mieux profité.

M. MacDonald avait d'autant plus besoin d'un succès diplomatique que sa situation parlementaire est de plus en plus ébranlée. Une fraction grandissante de l'opinion britannique estime, avec le *Daily Mail*, la *Weekly Dispatch*, que l'application du rapport des experts serait, pour l'Angleterre, un danger, une duperie : « Si le plan Dawes, qui implique l'évacuation de la Ruhr et l'emprunt de 800 millions de marks-or à l'Allemagne, est adopté, tout sera changé. La Ruhr, avec ses immenses ressources en minerai et son immense outillage métallurgique, reprendra sa place dans l'économie allemande. Les finances allemandes seront réhabilitées et la monnaie de l'Allemagne restaurée sur une base-or, tandis que la Grande-Bretagne, malgré tous ses sacrifices, n'aura pas réussi à revenir à l'étalon-or. La dette intérieure de l'Allemagne sera annulée et le fardeau de ses impôts sera insignifiant comparé à celui qui pèse sur l'industrie britannique. En bon anglais, on nous propose de financer la concurrence allemande. Peu importe ce que la Conférence décidera : il est impossible que le capitalisme britannique soit assez fou pour se prêter à cette politique de suicide. Les Allemands ne doivent pas avoir un sou de notre monnaie. » Ce cri d'alarme a eu d'autant plus d'écho qu'il touche les gens d'affaires anglais au point sensible, la parité de la livre sterling avec le dollar. M. Baldwin, dans une réunion tenue le 26 juillet à Manchester, a déclaré que le parti conservateur était résolu à se débarrasser du ministère travailliste à la première occasion. Difficultés parlementaires, difficultés en Irlande à propos de la délimitation de l'Ulster, difficultés avec les Dominions, difficultés en Égypte et aux Indes : la situation de M. MacDonald paraît compromise, et il semble qu'une politique française plus alerte, au lieu de lui faire des concessions, aurait été en mesure d'en obtenir de lui. Si M. Herriot était moins pressé de revenir de Londres avec l'apparence d'un succès, il pourrait en obtenir la réalité ; s'il s'était moins hâté de déclarer que ses atouts ne valaient rien, il pourrait maintenant les jouer avec succès.

Les derniers jours de juillet sont occupés par de stériles débats sur la constatation des manquements et sur les sanctions : un projet transactionnel de M. Theunis, un autre de M. Logan, « l'observateur » américain auprès de la Commission des réparations, sont rejetés par la délégation britannique; l'intransigeance de M. Philip Snowden, interprète orthodoxe de la majorité du parti travailliste, l'emporte sur les dispositions plus conciliantes de M. MacDonald. Le 30 juillet, M. Herriot remet à ses collègues un projet qui représente ses der-

nières concessions : « La France a fait le geste que la démocratie attendait, » s'écrie aussitôt *le Quotidien* avec son emphase habituelle. Il s'agit surtout, pour les constatations des manquements, de substituer à la Commission des réparations des organes d'arbitrage : lorsqu'elle a pour tâche de constater un manquement volontaire ou de décider des sanctions, la Commission des réparations juge en première instance; si elle n'est pas unanime, elle désigne trois arbitres dont le Président devra être un Américain, les deux autres pouvant être Anglais, Français, alliés ou neutres; si la Commission n'est pas unanime pour désigner ces arbitres, ils sont choisis par le Président de la Cour permanente de La Haye. Les sentences arbitrales sont sans appel. En même temps, les délégations française et belge préparaient un projet pour l'évacuation progressive de la Ruhr au fur et à mesure de la mise en œuvre du plan Dawes et du placement des obligations industrielles; l'évacuation serait achevée en août 1926 même si les obligations n'avaient pas trouvé preneur, c'est-à-dire si nous n'avions rien touché. Il est impossible de pousser plus loin la condescendance.

M. Herriot était venu à Londres espérant discuter avec des hommes d'État les grands intérêts de l'Europe, et voilà qu'il se trouvait en présence d'hommes d'affaires obstinés, murés dans leurs conceptions surannées de la vie économique internationale; il fait un effort méritoire pour redresser la direction. En fondant sa proposition du 30 juillet sur l'arbitrage, il pose un principe qui a du moins le mérite de le mettre à l'abri des critiques étrangères; il améliore la position de la délégation française au point de vue moral. Il propose d'instituer l'arbitrage comme solution au différend relatif aux manquements, et il profite de l'occasion pour introduire le même principe dans la question des transferts. C'est, on le sait, la plus dangereuse pierre d'achoppement où risque de culbuter le plan Dawes. La difficulté est moins, en effet, d'amener l'Allemagne à mobiliser les sommes formidables qu'en acceptant le rapport Dawes elle s'engage une fois de plus à payer, que de transférer ces sommes dans la caisse de ses créanciers au titre des réparations, notamment de la France. Le transfert de pareilles valeurs amènerait fatalement, au dire des spécialistes, une immédiate dépréciation de la monnaie allemande, et, en paralysant le commerce, l'industrie, la production sous toutes ses formes, tarirait la source des richesses d'où, si elle est savamment captée, doit couler le Pactole des réparations. D'autre part, l'afflux subit d'une masse considérable de valeurs-or dans le pays créancier créerait en sens inverse une perturbation des changes

également dangereuse pour l'industrie et le travail sous toutes ses formes. Alors tout paiement de l'Allemagne à la France serait-il donc impossible? Les experts ne vont pas jusque-là; le rapport prévoit un Comité spécial, émanant de la Commission des réparations, qui aura la faculté d'arrêter les transferts dès que la caisse des réparations contiendra deux milliards de marks-or; cette faculté deviendrait obligation si l'encaisse atteignait 5 milliards de marks-or. Notre incompétence ne se permettrait pas, à l'égard des savantes conclusions des experts, le moindre scepticisme; mais il semble bien qu'en Allemagne et en Angleterre, certaines mauvaises volontés, qui préféreraient ne jamais voir la France toucher le moindre milliard de réparations, aient d'avance aperçu, dans le Comité des transferts, un moyen d'empêcher tout paiement important. Un économiste allemand bien connu, M. Lansburgh, déclarait dernièrement dans la revue *Die Bank* que l'Allemagne n'aura jamais d'excédent d'exportations et ne pourra jamais effectuer aucun transfert pour le compte des réparations. Voilà qui n'est pas rassurant pour l'avenir et qui porte à regretter les millions peu nombreux mais réels que l'exploitation de la Ruhr fait entrer dans la caisse des réparations. Si cette caisse, malgré les prédictions pessimistes de M. Lansburgh, venait à se remplir, on compte bien en Allemagne que le Comité des transferts empêcherait les milliards qui auraient pu s'y fourvoyer, d'en sortir pour passer chez les créanciers. Le Comité des transferts deviendrait ainsi, au-dessus de la Commission des réparations, le véritable et omnipotent arbitre des réparations. La délégation française propose que si l'une des parties estime ses droits lésés par une décision du Comité des transferts, elle ait le droit d'invoquer un arbitrage. On voit quel peut être l'intérêt d'une clause de cette nature.

Dès le 31, le projet de la délégation française était adopté par M. MacDonald, et, avec lui, par toute la Conférence : l'accord était fait, un accord fragile sans doute, mais suffisant pour mener à son terme la Conférence. Un obstacle qui, depuis quinze jours, arrêtait les chefs d'État assemblés, était écarté. La presse anglaise se félicite du grand succès remporté par M. MacDonald : désormais, sans qu'il y ait renonciation formelle de la France au droit qu'elle estime avoir d'agir au besoin seule en cas de manquement volontaire de l'Allemagne, l'usage de ce droit, en vertu duquel Français et Belges ont occupé la Ruhr, est entouré de tant de restrictions, cadenassé de tant de verrous, qu'il est en pratique impossible de s'en

servir ; le Gouvernement britannique regarde cette garantie comme un succès, il y voit le couronnement de la thèse qu'il a toujours soutenue en fait et qu'il a fait définir en droit par les « juristes de la Couronne. » En revanche, la presse anglaise considère comme un succès pour M. Herriot d'avoir, malgré l'opposition acharnée de M. Snowden, fait adopter une certaine limitation de la souveraineté du Comité des transferts, dont les décisions pourront être infirmées par voie d'arbitrage. Les journaux de la Cité et la presse libérale accueillent très mal cette décision ; le *Manchester Guardian* va même jusqu' à insinuer qu'après l'arrivée des Allemands, la Conférence pourrait revenir sur une telle concession. Après de très longs débats qui ne se sont terminés que le 2 août à trois heures du matin, la troisième Commission a pu aboutir à un accord pour les livraisons en nature : un Comité d'organisation composé de six membres (trois alliés désignés par la Commission des réparations, trois Allemands choisis par le Reich, auxquels sera adjoint, en cas de besoin, un neutre élu à l'unanimité par le Comité ou désigné par le Président de la Cour de la Haye), dressera la liste des produits à livrer, décidera des commandes, surveillera les livraisons.

Enfin, la question de l'évacuation militaire de la Ruhr par les troupes franco-belges, n'a pas été directement posée devant la Conférence ; elle se traite en marge, entre les intéressés ; en fait, elle domine tout le débat. L'arbitrage, sur lequel repose toute l'économie de la proposition française adoptée par la Conférence, est une procédure compliquée, lente ; il suppose, pour fonctionner normalement, la bonne foi de tous les Alliés et celle de l'Allemagne ; mais il a le mérite d'offrir une méthode générale applicable à beaucoup de cas, conforme à l'esprit qui a présidé à la naissance de la Société des nations et aux aspirations de tous les peuples. M. Herriot a pu mesurer, par l'empressement avec lequel a été adoptée par la Conférence la transaction proposée par la délégation française, la force dont il dispose ; la France, grâce à l'occupation de la Ruhr et à la fidélité belge, peut obtenir des réparations sans la Conférence ; la Conférence ne peut aboutir à aucun résultat sans l'adhésion de la France. L'adoption de la proposition française n'est, pour nous, ni un succès, ni un échec, c'est une solution provisoire, une issue.

A l'origine de toutes les difficultés que soulève à chaque pas l'application du Traité de Versailles, il y a l'abstention des Américains, qui, ayant participé à la victoire et à la rédaction des traités, se sont dérobés à la réalisation de la paix ; on ne peut donc que se

féliciter de la part très importante que les citoyens des États-Unis ont prise à la Conférence de Londres; dans tous les organismes nouveaux prévus par le rapport Dawes ou imaginés par la Conférence pour en faciliter l'application, ils ont leur place; le Gouvernement s'abstient encore officiellement, mais l'activité des individus, hommes d'État, diplomates, financiers, est en réalité dirigée de haut par lui; la présence en Europe du secrétaire d'État Hughes au moment de la Conférence prend, à ce point de vue, la valeur d'un symbole. L'expérience pratique des Américains, leur esprit de justice, leur ignorance même des vieilles querelles historiques européennes, apportent aux décisions de la Conférence et au fonctionnement du plan dont un Américain, le général Dawes, candidat à la vice-présidence de la République sur le « ticket » républicain, est le principal auteur, le plus précieux concours. La France salue avec une satisfaction sincère la rentrée des Américains dans les conseils des Alliés.

L'accord étant, entre Alliés, à peu près réalisé, il ne restait plus qu'à convoquer les Allemands. Ils arrivent le 4 août : le chancelier Marx et M. Stresemann, ministre des Affaires étrangères, sont à la tête de la délégation. La presse allemande déchante, depuis que l'accord s'est refait entre les Alliés et que la volonté de la Conférence d'aboutir à une solution s'est manifestée; elle déplore que le terrain soit devenu plus mauvais pour les gouvernants du Reich; elle cherche à ranimer, entre Français et Anglais, les mésintelligences mal éteintes. Pleins de sollicitude pour les Allemands, les journaux anglais les adjurent de surveiller leur langage, et, s'ils veulent obtenir quelque succès, de ne pas faire d'obstruction, de ne pas soulever mal à propos des questions tranchées, telles que les responsabilités de la guerre. L'avertissement n'est pas inutile : la principale préoccupation des Allemands, c'est d'être admis à la Conférence de Londres « sur le pied d'égalité. » La Conférence est interalliée; l'Allemagne n'est donc qu'invitée à venir s'y expliquer. Toutefois, le texte de la lettre d'invitation indique que les questions inscrites à l'ordre du jour seront « discutées : » il y a donc égalité de droits, symbolisée par la table rectangulaire de la Conférence, autour de laquelle prennent place toutes les délégations. Le chancelier en profite dans son premier discours, en réponse à l'allocution de bienvenue, pleine de finesse et de bonhomie, de M. MacDonald, pour parler de « négocier. » Le discours est d'ailleurs bref, modéré, sage. Mais cette visible égalité de droits ne satisfait pas le public allemand; pour qu'il y ait égalité, il faudrait, à son gré, revenir sur ce qu'il appelle

le « Schuldluge, » « le mensonge de la culpabilité allemande » dans la guerre, il faudrait effacer cette réprobation universelle qui s'attache à l'agresseur de 1914. La presse anglaise, la presse française de gauche rappellent sévèrement aux Allemands que la question est jugée sans appel : sur la main de lady Macbeth, la tache de sang reste indélébile. Et c'est, pour l'Allemagne, après toutes les excitations mensongères de sa propagande, une première déception.

Elle en a d'autres : ni l'évacuation de la Ruhr, ni l'évacuation de la zone de Cologne par les Anglais, ni la question des cheminots de la régie franco-belge que les Allemands voudraient voir partir, ne seront discutées, du moins officiellement, à la Conférence. Mais M. MacDonald, avec beaucoup de bonne grâce, veut que les Allemands sachent qu'à ses yeux il n'est de bon engagement que celui qui sera librement accepté; ils ont donc le champ libre et ils en profitent pour remettre, le 6 août, aux diverses délégations, une copieuse note où ils formulent de nombreuses objections et proposent des amendements aux résolutions de la Conférence. M. Snowden qui, en l'absence des Allemands, se vantait d'être leur « avocat » et qui, depuis qu'ils sont arrivés, les appuie de toute son autorité, a réussi à faire renvoyer aux Commissions, dont on croyait le rôle fini, les modifications réclamées par les Allemands. La presse allemande, dans un dessein de propagande, publie la lettre d'envoi aux délégations de la note rédigée par le chancelier : la question de l'évacuation de la Ruhr y est posée : c'est, pour le Gouvernement du Reich, le point capital ; il cherche à faire croire que, s'il n'obtient pas satisfaction, il ne pourra plus résister à la poussée des partis de droite qui rejetteront le plan Dawes. On veut espérer que, sur ce point, M. Herriot ne se laissera pas ébranler : l'évacuation militaire de la Ruhr ne peut être que la conséquence de l'exécution, sérieusement commencée, du plan des experts. Sur la question de l'amnistie, la même fermeté s'impose : il est inadmissible que des Allemands qui ont souhaité d'affranchir leur patrie rhénane du joug détesté de l'esprit prussien militariste et féodal, soient accusés de trahison envers leur patrie; la France leur a promis de les protéger; sur une question d'honneur, la parole d'un Gouvernement engage ses successeurs; l'amnistie ne peut être que réciproque, complète; des garanties sérieuses doivent être données aux intéressés contre les représailles de ces organisations secrètes dont la haine active a déjà versé le sang de tant d'Allemands qui n'étaient coupables que de vouloir la paix et l'entente avec la France dans la loyauté et l'honnêteté.

A l'heure où nous écrivons, le *Week-end* a interrompu la conférence qui menace, en dépit des désirs exprimés par M. MacDonald, de se prolonger. Il semble que les Allemands cherchent à amuser le tapis, tandis qu'ils négocient dans la coulisse. On peut augurer cependant que la Conférence aboutira. Nous avons dit les satisfactions qu'elle pourrait nous apporter; sans être négligeables, elles paraissent hors de proportion avec les renoncements auxquels le Gouvernement français a été entraîné à consentir. Le vice fondamental de la manœuvre de M. Herriot, c'est qu'il a laissé séparer des questions qui, l'une sans l'autre, ne comportent pas de solutions favorables : les réparations, la sécurité, les dettes interalliées : il peut être utile de sérier, il est dangereux de disjoindre. S'il évacue prématurément la Ruhr après en avoir abandonné l'exploitation économique, s'il renonce à la régie des chemins de fer, le Gouvernement français se trouvera désarmé le jour où il ne s'agira plus d'appliquer un projet mûrement étudié auquel chacun des Alliés et l'Allemagne trouvent leur avantage, mais où nous deviendrons demandeurs pour le règlement amiable des dettes interalliées et pour la sécurité de la France et de la Belgique sur le Rhin.

En même temps qu'il préside la Conférence de Londres, M. MacDonald poursuit avec M. Rakowski, délégué des Soviets de Russie, de laborieuses négociations : le 5 août, elles paraissaient officiellement rompues, mais, le 6, un traité était conclu. On se souvient que, dès son arrivée au pouvoir, le cabinet travailliste a reconnu *de jure* la république fédérative des Soviets russes, et c'est seulement ensuite que des négociations se sont engagées : l'obstacle était naturellement la question des dettes; l'Angleterre détient des valeurs mobilières russes pour un total nominal d'environ trois milliards de francs-or, et les créances de ses ressortissants, pour être moins élevées que celles des Français, n'en sont pas moins très importantes. Les négociateurs bolchévistes n'ont fait que des concessions de pure forme, sans importance pratique. Que signifie, par exemple, la promesse de s'abstenir de toute propagande révolutionnaire en Angleterre et dans les pays qui dépendent de l'Empire britannique? Ce n'est pas la propagande officielle qui est dangereuse. Rien n'empêchera la politique soviétique, la plus nationaliste que la Russie ait jamais pratiquée, de s'avancer résolument, précédée par sa propagande révolutionnaire, dans toutes les directions où la politique des Tsars avait engagé l'ancien Empire, particulièrement vers l'Asie centrale, la Perse, l'Afghanistan, la Chine, les Indes.

Les plénipotentiaires des Soviets jouaient sur le velours, car ils savaient que le parti travailliste, aux dernières élections, avait présenté la reprise des relations commerciales avec la Russie comme le remède infaillible aux maux dont souffre l'Angleterre et qu'il lui fallait aboutir. Une forte pression parlementaire du groupe travailliste décida M. MacDonald à en finir, et, dans la soirée du 6, M. Ponsonby, qui a conduit toute la négociation, pouvait annoncer que l'accord était conclu. Il se compose d'une convention commerciale et d'un traité général; le Gouvernement britannique promet d'accorder sa garantie à un emprunt russe; en échange, le Gouvernement des Soviets fait quelques concessions dont les termes précis ne sont pas encore publiés. Il semble que, sans reconnaître juridiquement ses dettes envers les porteurs de titres russes, le Gouvernement des Soviets s'engage à négocier avec leurs représentants et se reconnaisse, dans une certaine mesure, responsable à leur égard. Pour les biens nationaliés, une commission étudiera les indemnités ou les compensations qu'il serait possible de donner aux anciens propriétaires, sans cependant reconnaître leur droit de propriété et sans remettre en question la nationalisation de leurs usines ou de leurs terres. Ce n'est qu'après le règlement, qui s'annonce laborieux, de ces diverses difficultés que le Gouvernement britannique permettra la réalisation de l'emprunt. En somme, l'accord du 6 août est un trompe-l'œil; c'est, des deux côtés, une manœuvre de politique intérieure; c'est un traité qui ne précise rien, sinon qu'on fera un autre traité. Et déjà les négociations continuent, tandis qu'au Parlement la convention est vigoureusement critiquée : « C'est une farce, » s'écrie M. Lloyd George qui a mené contre le traité et contre la politique de M. MacDonald une attaque très vigoureuse que les conservateurs ont applaudie et qui, au contraire, a paru gêner les libéraux. Il reste que la conclusion d'un traité entre la république des Soviets et l'Angleterre établit un précédent dont il sera singulièrement instructif d'étudier les conséquences. On dit que M. Herriot a eu et va avoir à Londres des entretiens avec les représentants des Soviets : souhaitons que l'expérience anglaise devienne pour lui une précieuse leçon.

RENÉ PINON.

Le Directeur-Gérant : RENÉ DOUMIC.

SEPTIÈME PÉRIODE. — XCIVe ANNÉE

TABLE DES MATIÈRES

DU

VINGT-DEUXIÈME VOLUME

JUILLET — AOUT

Livraison du 1er Juillet

Pages.

LE FESTIN DES AUTRES, première partie, par Mme COLETTE YVER 5

LETTRES A LA PRINCESSE JULIE. — II. (1875-1891), par ERNEST RENAN. . . . 45

LA FIN DE LA GUERRE. — I. *LA DÉFAITE MILITAIRE ALLEMANDE SUR TOUS LES FRONTS*, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française. 79

AU PAYS BRETON. — *LES CIVILISÉS*, par M. ANDRÉ CHEVRILLON, de l'Académie française 111

LE MARÉCHAL DE LA FORCE. — III. *RAVAILLAC*, par M. LE DUC DE LA FORCE. 132

A L'EXPOSITION DE WEMBLEY, par M. ANTOINE DE TARLÉ. 165

LE LIVRE DE RAISON. — VI. *CONSTITUTION DE DOT*, par M. J. DE PESQUIDOUX. 183

REVUE LITTÉRAIRE. — *LES ROMANS DE LA TABLE RONDE*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 205

REVUE MUSICALE. — *NERONE à la Scala de Milan*, par M. CAMILLE BELLAIGUE. 217

RÉCEPTION DE M. HENRI-ROBERT A L'ACADÉMIE FRANÇAISE, par M. HENRY BIDOU. 227

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 230

Livraison du 15 Juillet

LE FESTIN DES AUTRES, deuxième partie, par Mme COLETTE YVER 241

LA FIN DE LA GUERRE. — II. *L'EUROPE NOUVELLE ET LA PAIX*, par M. GABRIEL HANOTAUX, de l'Académie française 286

LETTRES JAPONAISES. — I. (1890-1892), par LAFCADIO HEARN. 319

LES ÉTAPES DU XVIIIe SIÈCLE. — I. *DU DICTIONNAIRE DE BAYLE A L'ENCYCLOPÉDIE*, par M. VICTOR GIRAUD. 344

MAURICE BARRÈS ET LA RECHERCHES CIENTIFIQUE. I. Par M. CHARLES MOUREU de l'Académie des Sciences. 376

AU PAYS BRETON. — *L'AME ET LA CIVILISATION (Fin)*, par M. ANDRÉ CHEVRILLON, de l'Académie française. 393

LA LUTTE DES PAVILLONS, par M. RENÉ LA BRUYÈRE. 425

UNE EXPOSITION D'ART SUISSE, par M. LOUIS GILLET. 442

AU CONSERVATOIRE. — *CONCOURS DE TRAGÉDIE ET COMÉDIE*, par M. GÉRARD BAUER. 451

Pages.

REVUE SCIENTIFIQUE. — *ALLONS-NOUS COMMUNIQUER AVEC MARS ?* Par M. CHARLES NORDMANN 456

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 468

Livraison du 1er Août

LE FESTIN DES AUTRES, troisième partie, par Mme COLETTE YVER. 481

NOS GRANDS CHEFS. — *LE MARÉCHAL FOCH.* I. *JUSQU'EN 1914*, par M. LOUIS MADELIN 524

ALEXANDRE DUMAS FILS INTIME. — *DEUX ANNÉES DE SA VIE* (1883-1885), par M. MAURICE LIPPMANN. 559

NOUVELLES ÉTUDES SUR *L'ODYSSÉE*. — I. *LE DRAME ÉPIQUE*, par M. VICTOR BÉRARD 583

AU PAYS DE LOUISE DE LA VALLIÈRE, par M. EDMOND PILON. 613

LETTRES JAPONAISES. — II. (1892-1903), par LAFCADIO HEARN 643

MAURICE BARRÈS ET LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE. II. Par M. CHARLES MOUREU, de l'Académie des Sciences. 666

LITTÉRATURES ÉTRANGÈRES. — UNE NOUVELLE *JEANNE D'ARC* ANGLAISE, par M. LOUIS GILLET. 687

REVUE LITTÉRAIRE. — *UN MORALISTE : M. EUGÈNE MARSAN*, par M. ANDRÉ BEAUNIER 698

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . . 710

Livraison du 15 Août

LE FESTIN DES AUTRES, dernière partie, par Mme COLETTE YVER 721

CORRESPONDANCE INÉDITE (1892-1906), de F. BRUNETIÈRE ET E.-M. DE VOGÜÉ. 763

NOS GRANDS CHEFS. — *LE MARÉCHAL FOCH.* II. *APRÈS 1914*, par M. LOUIS MADELIN 795

LA CIVILISATION FRANÇAISE JUGÉE PAR UN AMÉRICAIN, par M. HUGO P. THIEME . 835

LES BERBÈRES DE LA MONTAGNE MAROCAINE, par M. LE LIEUTENANT-COLONEL VINCENT. 855

A L'ÉCOLE DE VÉLASQUEZ, par M. PIERRE PARIS, de l'Institut. 873

EN ALSACE ET EN LORRAINE. — LA PROTESTATION CONTRE LES LOIS LAÏQUES, par M. ANDRÉ HALLAYS 890

L'ANGLETERRE ET LE TUNNEL, par M. LE CONTRE-AMIRAL DEGOUY 909

REVUE SCIENTIFIQUE. — *MAIS IL FAUT CULTIVER NOTRE JARDIN DES PLANTES*, par M. CHARLES NORDMANN. 923

REVUE MUSICALE. — *LES LEÇONS DE FALSTAFF*, par M. CAMILLE BELLAIGUE . 935

REVUE DRAMATIQUE. — *ŒDIPE A COLONE*, par M. RENÉ DOUMIC, de l'Académie française 944

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE. — *HISTOIRE POLITIQUE*, par M. RENÉ PINON . . 947

Paris. — Typographie PHILIPPE RENOUARD, 19, rue des Saints-Pères. — 57405.

Pages.
RLES
. . 456
. . 468

. . 481
LOUIS
. . 524
par
. . . 559
CTOR
. . 585
. . . 613
. . . 648
REU,
. . . 668
par
. . . 687
ANDRÉ
. . . 698
. . . 710

. . . 721
I. DE
. . . 763
Louis
. . . 795
EME . 835
OLONEL
. . . 855
. . . 873
ES, par
. . . 890
. . . 909
ES, par
. . . 923
GUE . 935
adémie
. . . 944
ON . . 947

s.